





**EUROPE** Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a dû, mardi 11 novembre, prendre une série de mesures d'urgence pour pouvoir boucler en 1997 et 1998, en dé-

pit de mauvaises rentrées fiscales, un budget fédéral dans les normes de déficit imposées par le traité de Maastricht. ● UNE COMMISSION du ministère des finances a établi que

les rentrées fiscales seraient inférieures aux prévisions : de 17,3 milliards de deutschemarks en 1997 et de 22,4 milliards en 1998. Le manque à gagner s'explique à la fois par la

persistance d'une faible activité intérieure (la croissance est tirée par les exportations) et les carences d'un système fiscal toujours en mal de réforme. ● LA PRINCIPALE ME-

SURE décidée par M. Waigel a été de reporter un certain nombre de remboursements dus, en 1997 et 1998, au titre de la dette publique héritée de l'ex-RDA.

## L'Allemagne peine à boucler un budget dans les normes de Maastricht

Le ministre des finances, Theo Waigel, a encore dû faire preuve d'imagination comptable pour compenser un manque à gagner fiscal pour 1997 et 1998 ; il a notamment décidé de différer le remboursement de dettes héritées de l'ex-RDA

**BONN**  
de notre correspondant  
Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, a pris, mardi 11 novembre, une série de mesures d'urgence pour éviter un nouveau dérapage budgétaire en 1997 et en 1998 et respecter les critères de Maastricht. Il y avait effectivement urgence, car les impôts ne rentrent pas dans les caisses de l'Etat. Le groupe d'experts chargé d'évaluer deux fois par an l'évolution des rentrées fiscales a rendu publiques, le même jour, de sombres prévisions : les recettes fiscales de l'Etat, des Länder et des communes allemandes devraient être, pour 1997, inférieures de 17,3 milliards de deutschemarks aux prévisions réalisées en mai, qui paraissent de recettes d'environ 800 milliards. Le trou devrait atteindre 22,4 milliards en 1998. Le manque à gagner pour le seul Etat fédéral est de 8,7 milliards cette année et de 9,5 milliards pour 1998.

La faiblesse des rentrées fiscales peut surprendre dans un pays où la croissance devrait atteindre, selon les prévisions des six principaux instituts économiques, 2,4 % en 1997 et 2,8 % l'année suivante. Mais la reprise est tirée par les exportations, qui ne rapportent pas un pécunier de TVA supplémentaire à l'Etat, tandis que la baisse continue du chômage, qui touchait pour la première fois, en octobre, plus de 4,5 millions de per-

sonnes (en données corrigées des variations saisonnières), entraîne une baisse des recettes fiscales et sociales.

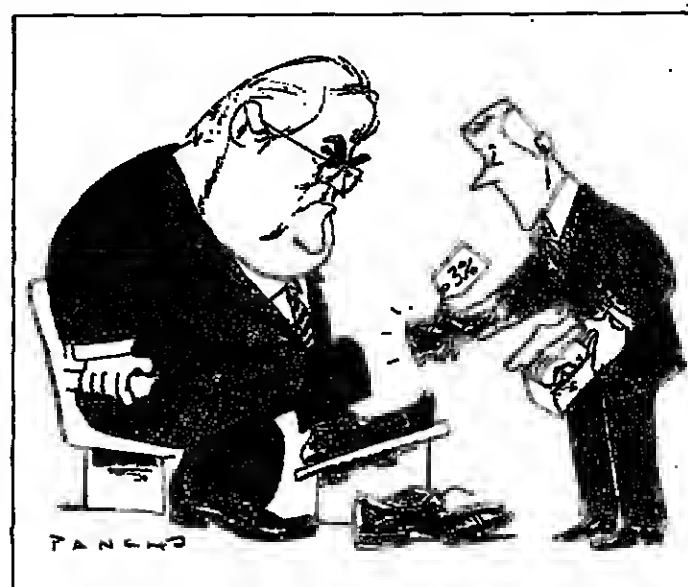
Le système fiscal allemand est devenu un véritable gruyère. En dépit de taux d'imposition marginaux élevés, la part des impôts - hors cotisations sociales - est tombée à 22 % du PIB allemand, soit 1 % de moins qu'en 1994. De nombreuses déductions ou niches fiscales permettent en effet aux particuliers et aux entreprises de réduire leur assiette imposable. Des contribuables fortunés peuvent s'arranger pour ne pas payer un centime d'impôt en réalisant des investissements dans l'immobilier locatif en Allemagne de l'Est. Les entreprises allemandes, en dépit de bénéfices records, profitent toujours de crédits d'impôts consécutifs aux pertes entraînées par les restructurations draconiques entreprises depuis 1993. « Daimler-Benz ne paie pas d'impôt sur les bénéfices depuis des années », explique Alfons Kühn, économiste pour les chambres d'industrie et de commerce allemandes (DIHT).

M. Waigel a pris des mesures pour redresser la barre. Pour 1998, la principale mesure consiste à céder pour 8 milliards de marks d'actions Deutsche Telekom. Pour 1997, M. Waigel a rattrapé les fonds de tiroir : la privatisation de Lufthansa a rapporté 670 millions de plus que prévu, le gel des dé-

peuses de l'Etat, décidé en juin puis en octobre, devrait permettre d'économiser 3 milliards, tandis que l'Agence fédérale pour l'emploi (Bundesanstalt für Arbeit), qui verse les indemnités chômage, va recevoir près de 4 milliards de moins que prévu.

**VU DES LÄNDER**  
Le ministre des finances va surtout mettre à contribution la structure qui gère les dettes de l'ancienne Allemagne de l'Est (325 milliards de marks). Cette structure va tout simplement rembourser, en 1997, 6 milliards de marks (0,2 % du PIB) de dettes de moins que prévu. En octobre, il avait déjà été prévu que cette structure réduirait ses remboursements pour 1998, afin de compenser la baisse de l'impôt de solidarité qui sert à financer la reconstruction de l'Allemagne de l'Est (Le Monde du 4 octobre). La manœuvre est habile : en décidant d'étaler le remboursement de ses dettes, le gouvernement s'offre une marge de manœuvre financière sans avoir à lever de nouveaux impôts ni faire apparaître de nouveaux déficits.

Le SPD a souvent protesté contre les « combines comptables » du gouvernement et parlé d'« opérations Goldfinger ». La première ayant été la tentative malheureuse entreprise au printemps par M. Waigel de réévaluer le stock d'or de la Bundesbank. Curieuse-



ment, cette fois-ci, le SPD se s'est pas attardé sur les opérations comptables du gouvernement, précisant que l'Allemagne respecterait les critères de Maastricht, à l'exception avec M. Waigel, même si le critère d'endettement, de 60 % du PIB, ne sera certainement pas respecté en 1997.

Si le gouvernement a réagi promptement au creusement de son déficit, les Länder doivent aussi trouver un moyen de compenser leur manque à gagner. Un exemple : l'Etat du Bade-Wurtemberg a annoncé, dès lundi, un gel des dépenses. Son ministre-président Erwin Teufel (CDU) a estimé que les baisses de recettes ne pourraient pas être exclusivement compensées par la baisse des dépenses et qu'il faudra avoir recours à l'emprunt.

Cette situation montre l'urgence qu'il y a en Allemagne à instaurer un pacte de stabilité qui force les Länder à respecter les critères d'orthodoxie budgétaire. Les économistes du Bund (Etat fédéral) sont inutiles si les Etats ne réa-

lisent pas eux aussi des efforts. Car si l'Allemagne a été prompte à imposer un carcan budgétaire à ses partenaires européens, elle ne parvient pas à le faire accepter à ses propres Länder ! M. Waigel tente d'imposer sans succès depuis un an un pacte qui limite l'endettement des Etats régionaux. L'objectif de M. Waigel serait de partager le déficit budgétaire de 3 % autorisé par le traité de Maastricht entre l'Etat fédéral et les organismes sociaux d'un côté, les Länder et les communes de l'autre.

Les Etats s'y refusent pour l'instant et veulent avoir le droit, avec les communes, de réaliser plus de la moitié du déficit total. Une difficulté consiste aussi à déterminer qui paiera, le cas échéant, les amendes infligées à l'Allemagne si celle-ci ne respecte pas le pacte de stabilité. Le dossier est compliqué par la cooptation des Länder riches, comme la Bavière, le Bade-Wurtemberg, mais aussi la Hesse et la Rhénanie du Nord-Westphalie. Ceux-ci réclament une réforme du système de compensation financière qui permet aux Länder pauvres - ceux de l'ancienne RDA, Berlin, mais aussi la ville-Etat de Brême et la Sarre - d'être aidés par les plus fortunés. Ils ne veulent plus payer pour les Etats jugés défavorisés ou mauvais gestionnaires.

Arnaud Leparmentier

### La baisse de recettes fiscales allemandes traduit l'urgence des réformes structurelles

**BONN**  
de notre correspondant  
Il y a urgence à réformer le système allemand et il faut à tout prix sortir du blocage politique. C'est le sentiment qui domine largement à Bonn, alors qu'on annonce de nouveaux chiffres préoccupants sur les recettes fiscales. Le ministre des finances Theo Waigel a appelé le Parti social-démocrate (SPD) à négocier une réforme de la fiscalité, tandis que Rudolf Scharping, président du groupe parlementaire SPD a présenté neuf propositions pour endiguer la fuite des recettes budgétaires et s'est déclaré prêt à discuter avec la coalition des mesures d'urgence à prendre.

Quel crédit apporter à ce type de déclarations ? Depuis des semaines, coalition et opposition jouent au chat et à la souris, faisant un jour des offres de compromis, le lendemain fermant la porte aux négociations. La « réforme fiscale du siècle » a échoué au début de l'automne suite à l'opposition du Bundesrat, la chambre des Länder, dominée par le SPD. Ce dernier qualifie cette réforme d'injuste et d'irréalisable financièrement (ce que les derniers chiffres de rentrées fiscales confirment tendance à corroborer).

Mais la réforme a aussi échoué pour des considérations de tactique électorale : à un an des élections, le

président du Parti social-démocrate Oskar Lafontaine ne voulait pas faire de cadeau à la coalition, tandis que le chancelier Kohl préfère aller à la bataille en accusant le SPD de blocage. Mais Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, et Gerhard Schröder, ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe et candidat potentiel à la chancellerie, se montrent depuis longtemps partisans d'un dialogue plus constructif.

Le blocage à Bonn ternit l'image des hommes politiques. Le dossier de la réforme des retraites fait fonction de signal d'alarme. Faute d'accord entre majorité et opposition pour baisser les charges sociales, les cotisations retraite doivent passer de 20,3 % à 21 % du salaire, au 1<sup>er</sup> janvier 1998. Une mesure qui suscite un tollé général, sachant qu'il y a consensus dans le pays pour baisser les charges sociales, afin de lutter contre le chômage. Helmut Kohl a jugé que cette hausse n'était « pas acceptable ». Patronat et syndicats ont écrit une lettre commune au chancelier lui demandant d'empêcher cette hausse.

Déjà des voix discordantes se font entendre. Les Libéraux (FDP) mais aussi les Verts, relayés par l'OCDE, affirment que la réforme de M. Kohl, qui ne prévoit pas de passage - même partiel - à la retraite par capitalisation, est insuffisante et qu'elle ne résout pas les problèmes à long terme.

Ar. Le.

### Le patronat et les conservateurs britanniques divorcent sur la question de l'euro

**LONDRES**  
de notre correspondant  
La conférence annuelle de la Confédération du patronat britannique (Confederation of British Industries), qui s'est ouverte lundi 10 novembre à Birmingham, est un événement politique : s'y confirme la rupture entre les grands patrons et leur allié politique naturel, le Parti conservateur, au profit des travaillistes de Tony Blair.

Les dirigeants du CBI se sont ralliés à la politique européenne du premier ministre et de son chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown. Ils ont seulement salué d'applaudissements polis la diatribe anti-euro du leader tory, William Hague. Le patronat britannique, pro-européen, souhaite adhérer à l'Union économique et monétaire aussi tôt que possible.

Les conservateurs prennent très mal ce revirement. Les amis de M. Hague dénoncent l'attitude « corporatiste, dépassée et bureaucratique » du patronat. Si le Royaume-Uni accède à l'euro, a affirmé William Hague, « le business britannique risque de se trouver piégé dans un bâtiment en feu sans porte de sortie (...) ». La monnaie unique devrait être en bas de la liste des priorités. En pensant que l'euro est inévitable et qu'il faut s'y rallier, le CBI « se comporte comme un lémming », ce petit mammifère rongeur qui a la réputation de se jeter en bande du haut de falaises en cas de panique. M. Hague se dit « inquiet » de l'attitude du patronat, même s'il se défend d'avoir ouvert

les hostilités avec lui. Jamais depuis 1980, tories et patronat n'ont été aussi opposés. Le président du patronat britannique, Colin Marshall, qui est également celui de British Airways, se dit « agréablement surpris » par la politique du gouvernement Blair. « Le CBI sympathise avec la position de M. Brown » sur la monnaie unique, bien que « nous soyons d'avis qu'il ait écarté la possibilité d'accéder à l'euro dès 2001 ». A une question de la BBC lui demandant si le Labour était devenu le parti du business, Sir Colin a déclaré : « Oui, mais nous devons reconnaître qu'il ne s'agit ici que d'un seul sujet, même si c'est le plus fondamental pour le business actuellement ».

**PATRONS PROCHES DU LABOUR**  
Le directeur général du CBI, Adair Turner, va plus loin. Il déclarait au début du mois que la position du patronat était « similaire » à celle du Labour. M. Turner, surnommé « le Rouge » par certains journaux de droite, a clairement affiché ses positions en assistant cette année à la conférence du Labour et des syndicats (TUC), mais pas à celle des tories. Si certains patrons - en particulier de PME mais aussi au CBI - demeurent hostiles à l'euro, deux sondages ont conforté l'affirmation de M. Turner selon laquelle « l'opinion du monde des affaires a évolué au cours de l'été ». Le premier, commandité par le CBI, montre que les trois quarts des patrons interrogés sont en faveur de l'accès-

sion à l'euro. Le second, publié par le Daily Telegraph du 10 novembre, est plus nuancé, avec 60 % d'opinions favorables. Réservés à l'égard du processus de la monnaie unique, les patrons estimerait néanmoins que le coût de rester hors de la monnaie unique serait plus élevé que celui d'y entrer.

La partie était trop belle pour M. Brown, qui s'est également adressé aux congressistes à Birmingham. Le chancelier de l'Echiquier a eu des mots qui allaient droit au cœur des patrons : « Il est temps, au nom des intérêts économiques nationaux, de mettre de côté nos divisions sur l'euro qui ont depuis longtemps causé incertitude, instabilité, perte d'influence internationale, et qui ont bloqué tout consensus économique (...). Rassemblons-nous pour nous mettre sérieusement au travail », afin que la Grande-Bretagne soit prête pour l'euro le jour où il faudra qu'elle prenne sa décision : « Ce gouvernement est prêt à travailler avec le business pour que nous ne soyons pas laissés en arrière. » Dès 1999, a-t-il annoncé, les Britanniques pourront utiliser la monnaie unique et même payer leurs impôts en euros (Le Monde du 12 novembre).

L'extrémisme des tories contribue à les isoler encore plus face à la coalition qui s'amorce entre l'ensemble des forces pro-européennes à l'initiative de Tony Blair, coalition dont le patronat est devenu une pièce-clé.

Patrice de Beer

### Les démocrates chrétiens sont favorables à l'entrée de la Roumanie dans l'UE

**TOULOUSE**  
de notre envoyé spécial  
Les représentants français au congrès des démocrates chrétiens européens de l'Union européenne ont réussi à faire adopter, mardi 11 novembre à Toulouse, une motion demandant l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union à la Roumanie, en même temps que celles qui s'engageront avec les pays déjà sélectionnés par la Commission européenne. Au

mois de juillet, la Commission de Bruxelles avait retenu cinq pays candidats - Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie - pour les pourparlers devant commencer au début de l'année 1998.

« Après la chute du rideau de fer, il ne faut pas, maintenant, créer un rideau de critères », a expliqué Pierre Bernard-Raymond (UDF-FD). L'argumentation française a convaincu les délégations espagnole et ita-

lienne et une partie des représentants belges et néerlandais, battant ainsi en brèche la position allemande qui voulait que le congrès s'en tienne au schéma établi dans l'Agenda 2000 par l'exécutif communautaire.

**TROIS AUTRES INVITÉS**  
Pour faire bon poids, la résolution demande aux Quinze de convier aussi à la table de négociation trois autres pays candidats : la Bulgarie, la Lettonie et

la Lituanie. Seule la Slovaquie ne trouve pas grâce aux yeux des démocrates chrétiens. Ce pays, dit le texte, « ne peut être invité dans les circonstances politiques actuelles ».

Il est reproché à Bratislava d'accuser un retard important en matière d'Etat de droit et de respect des libertés individuelles et des minorités ethniques.

Marcel Scotti

**REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES**

- En 2<sup>e</sup> année de DEUG, DUT, BTS  
ECOLES DE COMMERCE : ESC Lyon  
"Tremplin", "Profils", "Passerelle"...
- En année de Licence  
ECOLES DE COMMERCE :  
HEC-ESCP-ESC, ESC Lyon,  
"Tremplin 2", "Profils 2", "Passerelle 2"  
SCIENCES-PO  
JOURNALISME (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ)
- En année de Maîtrise  
ESSEC, EFB/CRFPA, DECF, DESCF  
**IPESUP**

15, rue du Cloître Notre-Dame 75004 Paris  
01 43 25 63 30 3615 IPESUP



## La Russie aura du mal à renouer avec la croissance en 1998

La crise des marchés financiers mondiaux, à l'origine de la baisse des actions à la Bourse de Moscou, menace la poursuite des privatisations qui étaient prévues pour alléger le déficit budgétaire

Les projets de privatisation annoncés par le gouvernement russe pour la fin de l'année pourraient être remis en cause par l'instabilité actuelle sur les marchés boursiers mondiaux, a indiqué, mardi 11 novembre, le ministre des

privatisations russe Maxime Bolkou. La veille, la Banque centrale était intervenue pour défendre le rouble en relevant ses taux d'intérêt, ce qui pourrait freiner les investissements et empêcher un retour à la croissance. Afin de

renflouer les caisses de l'Etat aux prises avec de graves problèmes d'impayés, les services fiscaux russes ont par ailleurs présenté, mardi, un plan d'amélioration de la collecte des impôts, soumis lundi au FMI, qui comprend

plusieurs mesures « sévères et urgentes ». Le FMI a récemment gelé le versement à la Russie d'une tranche d'aide trimestrielle de 700 millions de dollars, pour protester contre la faiblesse des rentrées fiscales.

### MOSCOU

La crise des marchés financiers mondiaux, qui a atteint pour la première fois la jeune Bourse russe, a porté un nouveau coup aux scénarios officiels prévoyant un décollage économique en 1998 en Russie. Ceux-ci, déjà exprimés de plus en plus discrètement, étaient mis à mal par des retraits d'impôts plus faibles que jamais depuis l'été, comme par le plafonnement des réformes de structure promises par les « jeunes réformateurs », les premiers vice-premiers ministres, Anatoli Tchoubaï et Boris Nemtsov. Mais une série de décisions rapides, saluées par le FMI, des autorités russes laissent un espoir que cette crise, si elle ne devait pas prochainement s'aggraver, puisse avoir également un effet salutaire.

Pour l'instant, elle provoque une baisse continue des actions russes. Cette Bourse, étroite et opaque, offrait depuis plus d'un an aux heureux élus les plus forts taux de hausse mondiaux. Mais sa baisse actuelle menace les privatisations prévues pour alléger l'important déficit budgétaire. La crise a provoqué aussi le désengagement d'investis-

seurs étrangers, détenteurs de 30 % de la dette russe. Le rouble en devenait meoacé. « Une ou plusieurs banques russes vont peut-être jouer à la baisse de la monnaie nationale », a affirmé le chef de la Banque centrale Anatoli Doublinine. Lundi 11 novembre, MM. Doublinine et Tchoubaï ont donc annoncé ensemble une série de mesures cohérentes pour défendre le rouble. En particulier un relèvement des taux d'intérêt de la Banque centrale (de 22 à 28 %) et un élargissement du corridor au sein duquel fluctue la monnaie nationale par rapport au dollar. Cet assouplissement fut annoncé « à froid », avant toute chute réelle du rouble : il n'entraînera en vigueur qu'en janvier, date de l'introduction du nouveau rouble (qui variera de 15 % plus ou moins sa valeur moyenne de 6,1 pour 1 dollar en 1998). De plus, ce corridor est promis sur trois ans, et non plus sur un semestre ou un an. Les réserves de la banque centrale le permettraient : elles restent à 22,6 milliards de dollars, en baisse de 10 % après deux semaines de crise sur les marchés russes.

Tout fut donc fait au mieux pour redonner confiance aux investis-

seurs et calmer une tendance à la surchauffe des emprunts, due aux appréciations optimistes sur l'économie russe faites cet été. Mais les dangers ne sont pas écartés. De nouvelles secousses, notamment bancaires, ne sont pas exclues. D'autre part, la hausse des taux, même si elle est annoncée comme provisoire, renverse une des rares tendances positives de l'économie russe : elle repousse l'espoir d'investissements dans le secteur réel. Même les taux assez faibles atteints cette année d'août n'avaient pas pu amorcer cette tendance. Par ailleurs, la baisse du cours des actions de sociétés que le gouvernement veut mettre en vente avant la fin de l'année risque de compromettre les privatisations prévues. Elles d'auront pas lieu si l'offre est insuffisante, a précisé, mardi, le ministre des privatisations, en promettant de ce plus « brader » les enchères. Car leur but premier n'est pas d'insulter capitaux et restructurations dans l'industrie russe. L'accès d'étrangers, annoncé le 4 novembre, aux ventes de parts de plusieurs sociétés pétrolières pourrait certes rendre ces opérations plus transparentes et plus rentables, en termes financiers

comme d'apport de technologie. Mais le gros du « gâteau » pétrolier appartient déjà aux « barons » russes. La vente précipitée des parts restantes – mis à part Rosneft qui, offerte en totalité, attire les passions des barons – vise avant tout l'obtention d'argent pour le budget.

### MESURES « EXCEPTIONNELLES »

Car la récolte des impôts est au plus bas : elle correspond à 52 % des rentrées prévues par le budget voté, et à 87 % de celles prévues par le budget sequestre d'office d'un tiers cet été. Ce dernier chiffre n'est d'ailleurs obtenu qu'en incluant une grande part d'effacements d'arriérés, pour tenter d'épuiser formellement le maximum de comptes avant l'adoption du budget 1998. Les « jeunes réformateurs » s'y sont résolus à contrecoeur : ces jeux d'écriture ne donnent pas l'argent frais nécessaire au paiement des salaires et retraites, dont les retards s'accumulent à nouveau et menacent de ruiner leur crédit politique. La situation s'est à ce point tendue que le FMI a annoncé la semaine dernière qu'il ne versera pas avant le début de l'an prochain sa

tranche d'aide trimestrielle de 700 millions de dollars qui devait tomber en novembre.

De toutes les promesses faites en mars, aucune n'a en effet été menée à bien. Le code fiscal n'est pas adopté, la réforme des subventions au logement est embourbée dans les bureaucraties régionales, celle des « monopoles » a égaré le géant Gazprom, les banques commerciales « amies » du pouvoir vivent toujours de fonds budgétaires et les réformes foncières stagnent. Il en résulte cette année, selon Anatoli Tchoubaï, une augmentation de 30 % de la plaie de l'économie russe : les non-paiements entre entreprises, administrations et particuliers, grande source de transactions douteuses et de corruption. La crise des marchés qui s'y rajoute servira-t-elle d'électrochoc pour les responsables du pays ? Un nouveau train de mesures « exceptionnelles » pour améliorer la collecte des impôts a été soumis, mardi, par M. Tchoubaï au FMI. Mais la Russie attend le retour de vacances du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, qui doit les signer.

Sophie Shihab

## La Bulgarie restitue les biens nationalisés par les communistes après 1944

ENGAGÉ depuis son arrivée au pouvoir, il y a six mois, dans une course aux réformes, le gouvernement bulgare vient de compléter sa législation concernant la restitution des biens nationalisés ou confisqués par les communistes après 1944.

Mardi 11 novembre, le Parlement, largement dominé par les Forces démocratiques unies (FDU, centre droit), a ainsi décidé de restituer à leurs propriétaires bulgares les forêts nationalisées par l'ancien régime communiste. Les ressortissants étrangers ne sont pas concernés par cette loi qui porte sur moins de 20 % des forêts appartenant actuellement à l'Etat et détenues jusqu'en 1944 par 1,2 million de personnes. Les municipalités, églises, monastères et mosquées pourront également récupérer leurs biens.

Cette loi a complété la législation sur la restitution des biens nationalisés par le régime communiste en Bulgarie. Le processus a commencé par l'adoption en 1991 d'une loi sur les terres agricoles. En 1992, les ateliers, magasins, appartements, maisons avaient été redonnés à leurs anciens propriétaires. Enfin, depuis le vendredi 7 novembre, les propriétaires d'anciennes entreprises étatiques obtiendront des actions dans les entreprises actuelles ou deviendront copropriétaires des bâtiments publics construits sur leurs terrains. A défaut, ils recevront des titres ou des bons avec lesquels ils participeront à la privatisation d'entreprises. Selon l'Institut statistique national, 6 000 entreprises industrielles ont été nationalisées en 1947.

### UNE NETTE RUPTURE

Ces mesures hautement symboliques dans un pays ex-communiste marquent une nette rupture avec l'attentisme du Parti socialiste (PSB, ex-communiste) qui avait plongé le pays dans un profond marasme. Après plusieurs semaines de manifestations l'hiver dernier, le PSB avait été chassé du pouvoir qu'il occupait quasiment sans discontinuer depuis 1989. Nommé à l'issue des élections législatives d'avril 1997, le gouvernement d'Ivan Kostov a donc considérablement accéléré le rythme des réformes pour rattraper le retard de la Bulgarie sur les autres pays en transition.

Conformément aux recommandations du Fonds monétaire international, les privatisations se multiplient et une opération de charme a été lancée à destination des investisseurs étrangers. L'instauration, le 1<sup>er</sup> juillet, d'un directeur financier plaçant la banque nationale sous tutelle et liant la monnaie nationale au deutschemark a permis de stabiliser l'économie du pays qui devrait repartir avec la croissance en 1998, après plusieurs années de très sévère récession.

Michel Gara

Christophe Châtelot

## Elu sénateur, Antonio Di Pietro nourrit de nouvelles ambitions politiques en Italie

### ROME

de notre correspondant

Un an après sa fracassante démission de ministre des travaux publics, le 14 novembre 1996, Antonio Di Pietro, le célèbre juge de l'opération « Mani pulite » (« Mains propres ») est de retour sur la scène politique. Candidat de la coalition de l'Oliverio au siège de sénateur dans la circonscription de Mugello (Florence), l'ancien magistrat vendetta a été triomphalement élu, dimanche 9 novembre, avec plus de 67 % des suffrages, devançant largement son adversaire de droite, le journaliste Giuliano Ferrara (16 %), choisi par Silvio Berlusconi pour affronter cet adversaire hors série que le leader de la droite avait omané moins qualifié de « tigre de papier ». S'il est vrai que le scrutin ne présentait pas de risques majeurs, la circonscription étant solidement ancrée à gauche, la victoire d'Antonio Di Pietro n'en constitue pas moins une belle revanche après toutes les attaques dont a été victime ce personnage controversé.

Cette élection confirme que sa popularité n'a pas été entachée par toutes les enquêtes judiciaires menées à son encontre et dont il est jusqu'à présent toujours sorti blanc. La dernière absolue remonte seulement au 22 octobre. Et il ne reste actuellement plus qu'une seule investigation en cours contre celui qui, il y a un an, se disait fatigué de la « monstrueuse vendetta » dirigée contre sa personne.

### BELLE REVANCHE

Aujourd'hui, l'ambitieux Antonio Di Pietro relève la tête et savoure son retour au premier plan de l'actualité, face à Silvio Berlusconi qui, il n'y a pas si longtemps, répétait encore que tout autre personne à sa place serait déjà en prison. Belle revanche en effet pour cet homme de quarante-sept ans qui, le 6 décembre dernier, était victime d'une gigantesque perquisition conduite par deux cent trente hommes jusqu'au domicile de l'ex-magistrat. « Tonino », comme il est surnommé, comparait quelques jours plus tard devant le tribunal de Brescia, embarrassé, penaud, inquiet.

Depuis, celui qui est toujours resté le symbole de la lutte anticorruption a refait surface grâce à « sa capacité humaine, sa faculté à communiquer, à créer la sympathie », comme l'affirme son ancien compagnon du parquet de Milan, Gerardo D'Ambrosio. Sa confortable élection n'est donc pas une surprise, mais elle lui ouvre toutes grandes les portes d'une carrière politique,

une ambition qu'il n'a jamais cachée.

Homme du centre, modéré, Antonio Di Pietro avait été approché par Silvio Berlusconi pour faire partie de son gouvernement. L'invitation avait été déclinée. Depuis, « il Cavaliere » n'a toujours pas digéré le « non » de celui qu'il espérait ranger dans son camp (après qu'il eut été l'ogène de ses ennemis judiciaires). Ayant toujours affirmé qu'il détenait des éléments sérieux contre l'impétueux magistrat, le chef de file de la droite assure aujourd'hui que « la gauche, c'est la faulx, le mortel et les menottes ». Toujours est-il que ce scrutin est un nouvel échec pour la droite et une occasion supplémentaire de remettre en cause le leadership de Silvio Berlusconi. Nul doute qu'après les élections municipales de dimanche prochain, le Pôle de la Liberté, la coalition de droite, va devoir repenser sa stratégie.

Le centre gauche a pour sa part accueilli avec satisfaction ce nouveau renfort qui pourrait permettre à la coalition de l'Oliverio de grignoter du terrain au centre. Toute la presse s'est étonnée de l'analyse l'« effet Di Pietro » et ses conséquences éventuelles sur l'échiquier politique. Il est indéniable que l'arrivée de ce personnage turbulent va bousculer les choses.

Le nouveau sénateur qui, dès le mois de décembre 1995, avait formé les douze points de sa pensée politique, a souvent nié qu'il avait l'intention de créer sa propre formation politique. Son souhait est de réunir une gauche modérée regroupant catholiques et laïcs. Quelle sera sa stratégie de conquête du pouvoir et quelle place ses nouveaux amis consentiront-ils à lui faire ? Telles sont les questions qui se posent au lendemain de sa victoire. Pour le moment, Antonio Di Pietro la met au service de l'Oliverio en parcourant les villes dans lesquelles le scrutin municipal aura lieu, dimanche 16 novembre.

Michel Bôlle-Richard

Un engin explosif a été démolé, mardi après-midi 11 novembre, à proximité du palais de justice de Rome peu avant le passage de Massimo D'Alema, secrétaire général du PDS (Parti de la gauche démocratique) et d'Antonio Di Pietro. Les deux hommes se rendaient dans un cinéma pour un meeting à l'occasion des élections municipales. Rien ne prouve pour l'instant que l'attentat manqué visait ces deux dirigeants, et notamment l'ancien magistrat qui vient d'être élu sénateur.

## Le gouvernement polonais veut relancer les privatisations

### VARSOVIE

correspondance

Le nouveau gouvernement polonais de centre droit, dirigé par Jerzy Buzek, un militant de Solidarité de cinquante-sept ans, protestant et professeur de chimie, affiche l'ambition de dynamiser les réformes économiques, sociales et politiques que la précédente équipe ex-communiste n'a poursuivies qu'avec très peu de zèle, selon la nouvelle majorité issue des législatives du 21 septembre. Dans le discours de politique générale prononcé devant la Diète (chambre basse), lundi 10 novembre, le premier ministre a présenté un programme ambitieux, appelant de ses vœux un retour aux « valeurs morales issues des richesses chrétiennes » de la Pologne. Plus concrètement, il a cité comme priorités la décentralisation de l'Etat, l'achèvement des privatisations avant 2001 et la préparation de l'adhésion de son pays à l'OTAN en 1999 et à l'Union européenne « le plus rapidement possible ».

M. Buzek a annoncé la mise à l'écart des personnes compromises sous le communisme, notamment dans la justice et l'administration publique. Il a proposé que chaque Polonais puisse obtenir l'accès à son dossier, s'il en a un, établi par l'ancienne police politique communiste. Il a critiqué l'équipe précédente pour un grand déficit commercial, une inflation trop élevée (près de 14 %) et des lenteurs dans la mise en œuvre des privatisations. Le chef du gouvernement a réaffirmé avec force la vocation, occidentale de la Pologne, mais il a souligné que, dans le processus d'adhésion à l'UE, son

pays se devait de « préserver son identité nationale ». Il s'est prononcé clairement pour le maintien de la présence politique et militaire américaine sur le continent européen et il a souhaité porter les relations polono-américaines « au plus haut niveau possible », avant de se féliciter de la coopération tripartite Paris-Bonn-Varsovie, qu'il a qualifiée de « colonne vertébrale » de l'Europe.

### « RÉFORME RADICALE »

Sur le plan intérieur, M. Buzek a annoncé une nouvelle politique familiale qui passera par une réforme fiscale et la lutte contre le chômage. Un nouveau système de retraites doit être lancé dès 1999. Les services de santé, en grave crise actuellement, doivent être profondément transformés et l'éducation nationale doit subir une « réforme radicale » : décentralisation, généralisation du bac, valorisation de l'enseignement privé, système de bourses privilégiant les familles nombreuses. Dans le domaine économique, la nouvelle équipe veut privatiser les télécommunications et les chemins de fer, et donner un coup d'accélérateur à la construction d'autoroutes, quasi inexistantes en Pologne.

Dans un débat qui a suivi le discours, Marian Krzaklewski, chef de l'Action électorale de Solidarité (AWS), qui forme avec les libéraux de l'Union pour la liberté (UL) la coalition au pouvoir, a affirmé sans ambages que le nouveau gouvernement « héritait d'un Etat faible, corrompu, voire mafieux ». Dans une riposte sans surprise, Leszek Miller, un responsable ex-communiste, a défini le discours de M. Buzek

comme étant un « catalogue de vœux pieux », sans précisions quant aux moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs cités. L'ancien président Lech Walesa a eu l'une de ses formules laconiques et ambiguës à propos du programme présenté par le Parlement : « S'ils parviennent à en réaliser 50 %, ce sera excellent ».

Après un âpre débat, le gouvernement AWS-UL a obtenu, grâce à la majorité dont il dispose, l'approbation de la Diète, bien que les ex-communistes et le parti paysan PSL lui aient refusé leur confiance. Auparavant, la nouvelle équipe a fait un geste marquant le divorce avec les pratiques de la gauche, en saisissant le Parlement de la ratification du concordat signé avec le Vatican et qui est bloquée depuis quatre ans par les anciens communistes.

La majorité des portefeuilles au cabinet Buzek sont confiés à des membres de Solidarité, mais des personnalités radicales ont finalement été écartées alors que plusieurs ministères-clés sont dirigés par les témoins de l'UW : l'historien Bronisław Geremek est chef de la diplomatie, Hanna Suchocka, ex-premier ministre, est titulaire de la justice et Janusz Onyszkiewicz est nommé ministre de la défense, poste qu'il avait occupé dans le cabinet Suchocka. Mais, surtout, la prise de la vice-présidence du conseil par Leszek Balcerowicz, l'architecte des transformations libérales en Pologne et chef de l'UW, augure plutôt bien de l'avenir des réformes.

Michel Gara

Christophe Châtelot

## DANIEL SOULEZ LARIVIÈRE

Grand Soir pour la justice

Les enjeux de la grande réforme de la Justice.

Editions du Seuil



## Les principaux pays arabes ont décidé de boycotter la conférence économique de Doha

Ce choix, expliqué par le gel du dialogue israélo-palestinien, est un revers pour Washington

Le forum Proche-Orient Afrique du Nord organisé à Doha (Qatar) du 16 au 18 novembre et censé accompagner le processus de paix israélo-arabe

va être boycotté par les principaux pays arabes, mécontents du blocage des discussions entre Israël et l'Autorité palestinienne. Ce boycottage

est un revers pour la diplomatie américaine. Il illustre la dégradation de la situation intervenue depuis l'élection de Benjamin Nétanyahou.

DÉFECTIONS, bouderies, campagnes de presse : le forum économique Proche-Orient Afrique du Nord de Doha censé accompagner le déroulement du processus de paix israélo-arabe s'annonce sous de médiocres auspices. Depuis la signature des accords d'Oslo, le 13 septembre 1993, les réunions de Casablanca, puis d'Amman et du Caire s'étaient efforcées de donner un contenu économique aux avancées politiques qui se succédaient et qui avaient inspiré à Shimon Pérès la vision futuriste d'un « nouveau Proche-Orient ». Le forum organisé du 16 au 18 novembre dans la capitale qatarie va montrer à contrario l'ampleur des dégâts.

En 1996, déjà, le coup d'arrêt consécutif à l'élection en Israël au poste de premier ministre de Benjamin Nétanyahou, hostile à Oslo, avait modifié le contenu du sommet organisé dans la capitale égyptienne. Pressé par les États-Unis de maintenir les apparences, l'Égypte avait profité de l'occasion pour vendre aux décideurs et aux hommes d'affaires venus sur place le nouveau visage de son économie. L'opération de communication, appuyée sur des résultats macro-économiques indiscutables et salués par les institutions internationales, avait été une réussite. La paix et ses projets multi-nationaux, quant à eux, étaient passés

au second plan. La conférence de Doha confirme, si besoin en était, que la paix au Proche-Orient et les tables rondes sur la mondialisation ne peuvent faire l'économie d'accords politiques. Les nouveaux efforts des États-Unis, parrains du processus de paix et protecteurs d'Israël, pour que tout le monde se retrouve au Qatar n'ont pas été payés en retour. En septembre, le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, avait profité de sa première tournée dans la région pour défendre la conférence en Arabie saoudite, en Égypte. La perspective d'une reprise des discussions israélo-palestiniennes en octobre a pu faire illusion quelque temps, mais son adjoint dépeché sur place ces dernières semaines, Martin Indyk, a pu vérifier la mauvaise humeur arabe, faute d'« avancées réelles » vers la paix.

### CAMOUFLET DIPLOMATIQUE

Le front du refus limité auparavant à la Syrie et au Liban - la Libye, l'Irak et l'Iran mis à part - s'est singulièrement élargi : Ryad ne viendra pas, pas plus que l'Égypte, le Maroc et les Émirats arabes unis. La Jordanie n'enviera sur place que des représentants de deuxième rang et les pays européens ne feront que de la figuration. En 1996, la France avait déjà

choisi de n'envoyer que le ministre chargé du commerce au Caire. Le président Hosni Moubarak s'étant déclaré convaincu de l'hostilité du « peuple qatari » à cette conférence, une intense campagne a même enflammé la presse officielle des deux pays. L'incident s'est achevé par le rappel pour consultations de l'ambassadeur d'Égypte au Qatar. Il n'est d'ailleurs pas jusqu'à Israël qui ne fasse la fine bouche. M. Nétanyahou, ayant désigné, le 5 novembre, « ces grandes conférences », « pas très efficaces pour des affaires qui doivent se traiter directement entre chefs d'entreprise ». Jusqu'au dernier moment, le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, a réservé sa réponse.

Le bilan de ces petites polémiques risque d'être peu flatteur pour les États-Unis, impuissants auprès de leurs meilleurs alliés arabes. Washington souhaitait une « forte » participation : celle-ci sera la plus médiocre de toutes les précédentes éditions, au risque de remettre en cause la formule. Cette incertitude permet de mesurer combien la situation s'est dégradée en l'espace de deux ans si on se souvient qu'en 1995, à Amman, le Qatar et l'Égypte s'étaient littéralement déchirés pour gagner le droit d'organiser la conférence suivante.

Le projet de banque de développement pour le Proche-Orient qui avait fait l'objet d'âpres discussions entre Américains et Européens au cours des sommets précédents risque également de faire les frais du gel politique. Devant l'absence de dialogue, le Congrès américain est en effet de plus en plus opposé à débloquer les fonds nécessaires pour le lancement de la banque.

Pour Washington, en outre, l'échec de Doha pourrait se doubler d'un camouflet diplomatique si le très formel sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), prévu début décembre à Téhéran, fait recette. Au cours des dernières semaines, les Iraniens n'ont pas ménagé leurs efforts pour tenter de tirer profit de l'enlèvement israélo-palestinien, sans illusions toutefois sur leurs chances de dissiper la méfiance arabe née en lendemain de la révolution de 1979, mais dans l'espoir d'économiser la stratégie d'isolement développée par les États-Unis.

Dans ce contexte peu favorable pour la politique régionale américaine, la crise irakienne est arrivée à point nommé pour détourner l'attention de l'échec de la reprise des pourparlers israélo-palestiniens.

Gilles Paris

## Alger critique la manifestation pour l'Algérie à Paris

ALGER. Le gouvernement algérien a « déploré », mardi 11 novembre, l'attitude du gouvernement français qui, selon lui, a « donné sa caution officielle » à une manifestation de solidarité avec l'Algérie. Organisée la veille à Paris, la manifestation, selon Alger, avait « pour finalité d'appeler à l'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie (...) en contradiction flagrante avec [les] affirmations répétées [de la France] quant à sa non-ingérence dans nos affaires intérieures ». Le porte-parole du gouvernement français, Catherine Trautmann, avait qualifié, lundi, cette manifestation « d'initiative très forte » qui « traduit l'émotion et la solidarité des Français ». De son côté, le Quai d'Orsay avait estimé que la communauté internationale avait « besoin de savoir ce qui se passe en Algérie ». - (AFP)

## Accord quasi unanime sur un projet de résolution sanctionnant l'Irak

NEW YORK. Le Conseil de sécurité est parvenu, mardi 11 novembre, à une « quasi-unanimité » sur un projet de résolution sanctionnant l'Irak qui a décidé d'expulser les experts américains du groupe des observateurs des Nations unies évaluant la réalité de son désarmement. Le texte, proposé par les États-Unis et la Grande-Bretagne, et qui ne sera voté que si Bagdad se plie aux injonctions de l'ONU. Il exprime « la ferme intention » du Conseil de sécurité de « prendre d'autres mesures qui pourraient être nécessaires pour l'application de cette résolution ». Ces mesures, qui ne sont pas précisées, devront être examinées en temps opportun par le Conseil, dont quatre des cinq membres permanents ont approuvé le texte. Le représentant du cinquième, la Chine, attend les instructions de son gouvernement pour se prononcer. - (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : le Comité de l'ONU contre la torture a estimé, mardi 11 novembre, que la situation « reste préoccupante et continue de se dégrader » en Israël. En mai, le Comité avait demandé à l'État juif de lui soumettre, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 1997, un rapport sur l'usage de la force lors d'interrogatoires de Palestiniens soupçonnés de préparer des attentats. Mais l'ambassadeur d'Israël a informé le Comité que son pays aurait du retard. - (AFP)

■ ISRAËL/VATICAN : l'Autorité palestinienne a qualifié de « coup de poignard dans le dos » l'accord conclu entre Israël et le Vatican pour légaliser le statut de l'Eglise catholique en Terre sainte (Le Monde du 12 novembre). - (AFP)

■ SOUDAN : les discussions entre le gouvernement et les rebelles pour mettre fin à la guerre civile ont été reportées au mois d'avril après dix jours de pourparlers à Nairobi, au Kenya, entre des délégations des deux parties. - (AFP)

### EUROPE

■ BOSNIE : le Haut représentant civil en Bosnie, Carlos Westendorp, a estimé, mardi 11 novembre, que la présence d'une force internationale en Bosnie était « absolument nécessaire ». Le mandat de la Force de stabilisation en Bosnie (SFOR) expire en juin 1998. - (AFP)

■ BIÉLORUSSIE : accusé de corruption et de détournement de fonds publics, le ministre biélorusse de l'Agriculture et de l'alimentation, Vassily Leonov, a été arrêté, mardi 11 novembre, à son bureau, par des agents de la sécurité d'État. Vassily Starovoïtov, président du conseil d'administration de la compagnie agro-industrielle Rassvet, a été interpellé le même jour, pour des faits similaires. - (AFP)

■ OTAN : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie ont terminé leurs négociations en vue de leur adhésion à l'Alliance atlantique, ont indiqué, le 11 novembre, des sources diplomatiques à Bruxelles. Les trois pays invités à rejoindre l'OTAN ont accepté de participer financièrement aux budgets de l'Alliance sur la base proposée par les alliés. - (AFP)

### ASIE

■ CHINE : le dissident Chen Wei, militant du mouvement de la place Tiananmen, en 1989, a été arrêté à nouveau, annonce l'organisation Human Rights in China. Condamné à cinq ans de camp pour « propagande et incitation contre-révolutionnaire », Chen Wei avait été relâché il y a six mois. - (AFP)

■ KAZAKHSTAN : l'épouse du président Bill Clinton, Hillary, a commencé, mardi 11 novembre, une tournée de quatre jours en Asie centrale. M<sup>me</sup> Clinton devait être reçue à Alma Ata par le président kazakh, Noursoultan Nazarbàïev, avant de se rendre dans les républiques voisines du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan. - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ ARGENTINE : deux engins explosifs ont été désamorçés, mardi 11 novembre, devant un hôtel du centre de Córdoba où était logé l'ambassadeur britannique en Argentine, William Marsden, tandis qu'un troisième engin était découvert près de l'école britannique. « Selon les premiers examens, il semblerait que la mèche de l'engin le plus puissant avait bien été allumée mais qu'elle se serait ensuite éteinte », a précisé un magistrat. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. - (AFP)

### AFRIQUE

■ AFRIQUE DU SUD : le Congrès national africain (ANC) du président Nelson Mandela a demandé, mardi 11 novembre, à la Commission Vérité et Réconciliation d'enquêter « en détails » sur le rôle éventuel d'agents des services secrets français dans l'assassinat, en 1988, à Paris, de la représentante de l'ANC en France, Dulcie September. Des chercheurs néerlandais, mandatés pour enquêter sur les crimes du régime d'apartheid à l'étranger, ont évoqué l'implication des services français dans l'assassinat de M<sup>me</sup> September. - (AFP)

■ OUGANDA : le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à l'Ouganda un crédit de 138 millions de dollars pour soutenir un programme économique jusqu'en l'an 2000. La première tranche de 55 millions de dollars sera déboursée en deux fois, dont un premier versement dès maintenant. - (AFP)

■ COMORES : l'Organisation de l'unité africaine (OUA) va déployer la semaine prochaine aux Comores, en proie à une crise séparatiste, une dizaine d'observateurs militaires. - (AFP)

## Sanglant attentat anti-américain au Pakistan

KARACHI. Quatre Américains et leur chauffeur pakistanais qui circulaient en voiture dans les rues de Karachi ont été tués, mercredi 12 novembre, lors d'une embuscade tendue par des inconnus. Les Américains étaient des salariés de l'entreprise américaine Union Texas Company. Cette attaque intervient au lendemain de la décision d'un jury de Fairfax (Virginie), qui a reconnu coupable de meurtre un ressortissant pakistanais, Mir Aimal Kasi. En janvier 1993, ce dernier avait arrosé de balles les voitures qui s'apprêtaient à pénétrer au siège de la CIA, à Langley, près de Washington, tuant deux personnes et en blessant trois autres. Le FBI avait récupéré Kasi, en juin 1997, au Pakistan et l'avait ramené aux États-Unis pour y être jugé. Mardi, le département d'État avait mis en garde les citoyens américains contre de potentielles attaques d'amis d'Aimal Kasi. - (AFP)

Frédéric Fritscher

## Sur le Congo, le palace flottant de Mobutu, ultime témoin de l'ancien régime...

KINSHASA de notre envoyé spécial « Ne l'appellez plus Jamoio Kanyoia ! » Le commandant s'amuse beaucoup de cette référence culturelle à Michel Sardou. Il n'en est pas moins formel : le bateau s'appelle désormais Lemera, du nom de la première ville conquise par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila, le tombeur du maréchal Mobutu Sese Seko. Coincé entre un quai de béton et un imposant pousseur de barges rongé par la rouille, le bâtiment a encore de l'allure.

### REPORTAGE

« Ce qui est là appartient au pays ! », tonne le commandant

Une structure blanche de quatre étages s'élève au-dessus du premier pont et domine, avec un rien de morgue, les dizaines de barges et de pousseurs crouillissant dans l'eau stagnante du chantier naval de l'Onatra. L'Office national des transports, un monstre étatique regroupant tout ce qui touche de près ou de loin à la route, aux chemins de fer, aux ports maritimes et fluviaux. Les armées de feu Mobutu Sese Seko, qui s'identifiaient au Zaïre, ont été arrachées. La cheminée massive a été repeinte aux couleurs de la République démocratique du Congo (RDC). Elle est bleu-cobalt et arbore l'étoile jaune, réplique fidèle du drapeau congolais, réimposée par Laurent-Désiré Kabila.

Quelques hommes d'équipage vivent à bord. Ils entretiennent le bateau et gardent la nostalgie du passé. L'époque où le Kamanyola naviguait sur le fleuve. L'époque où le président Mobutu, fâché avec sa ville de Kinshasa qui le boudait, en

avait fait sa résidence avant d'aller s'installer en 1993 à Gbadolite, dans sa région natale, aux confins du Centrafrique.

Vingt-trois ans de bourlingues sur le fleuve Zaïre, rebaptisé Congo... Le commandant Bokamano Ilunga a été de toutes les campagnes. Il connaît son bateau. « Le président Mobutu l'a pris en 1967. Il s'appelait alors Général-Olsen. Construit en 1948, il naviguait pour l'Onatra depuis 1952. Il file 15 nœuds à la montée, en eau profonde, et 20 nœuds à la descente, dit-il, en expliquant, avec un brin de fierté, la

Les appartements du maréchal et de sa famille sont en dessous. Viennent d'abord la chambre de « maman » Boby Ladawa, l'épouse, et celle de sa sœur jumelle, Kossia, la concubine. La chambre du président est un peu plus loin. La porte - comme toutes celles des pièces réservées à la famille - est soudée. « Je ne veux pas qu'on pille quoi que ce soit là-dedans, tonne le commandant, trop de choses ont déjà disparu. Ce qui est là appartient au pays ! » Le lit est rose et blanc. Le mobilier de la chambre, comme celui des salons et salles à manger, est

Belgoloise, une banque de Belgique.

La maquette d'un char T-62, un vieux fusil et diverses babioles figurent au nombre des cadeaux offerts au maréchal. Un office sépare le bureau présidentiel du salon-salle à manger. Des couverts en plaqué or d'une grande marque française remplissent plusieurs tiroirs. Le séjour est vaste. Une grande table octogonale en miroir occupe l'espace à tribord. C'est là que la famille Mobutu prenait ses repas, dans l'intimité. A bâbord, canapés et fauteuils Module-Z semblent attendre d'illustres postérieurs. Un cadre posé sur une table de côté abrite deux pensées : « La beauté d'un père est plus haute que la montagne », « La bonté d'une mère est plus profonde que l'océan ». Il ne reste dans la bibliothèque qu'une collection ancienne de *Tout l'univers*, une encyclopédie Bordas, des dictionnaires de médecine, des Bibles et les Évangiles : l'apanage d'un bonhomme de culture et de religion.

Un immense et luxueux bar, une salle à manger pouvant accueillir une soixantaine de convives, des réunions ou des conseils des ministres, des cabines de luxe, une cuisine industrielle, une salle de gymnastique, de massage et un salon de coiffure occupent le reste des ponts supérieurs. Une carte manuscrite, en date du 22 novembre 1991, prévient « Maman président » que « le vernis à ongles n-4 de chez Guerlain n'est plus fabriqué ». A l'arrière du bateau, la plage spéciale ment conçue pour accueillir l'hélicoptère présidentiel, *Papo-8*, est vide.

« J'avais trente-deux hommes d'équipage à bord, plus les équipages de l'hélicoptère et les militaires pour la sécurité », se souvient Bokamano Ilunga. « Nous sommes allés jusqu'à Kisangani par le fleuve, un long voyage de 1 734 kilomètres. Nous avons rematé l'Oubangui, jusqu'à Bangui, la capitale du Centrafrique. Bokassa était encore empereur, dit-il, un périple de 1 120 kilomètres. »

L'Onatra - qui a récupéré son bien - veut rattraper la résidence flottante du maréchal Mobutu et Putiliser pour des croisières de luxe sur le fleuve. A cinquante-sept ans, le commandant est enthousiasmé à l'idée de naviguer de nouveau. Il est prêt à reprendre du service. « J'aimerais beaucoup faire du tourisme avec ce bateau », lâche-t-il avec un air convaincu et un sourire malin, comme si les imperceptibles vibrations des 2 250 chevaux des moteurs lui couraient déjà le long de la colonne vertébrale.

### L'ONU dénonce l'absence de démocratie en RDC

Alors que la mission d'enquête de l'ONU sur les massacres de réfugiés est revenue, mardi 11 novembre, à Kinshasa, espérant être autorisée à travailler, un rapport des Nations unies dénonce l'absence de démocratie en République démocratique du Congo (RDC). Le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'homme, Roberto Garretón, affirme que « le régime a éliminé les droits civiques à la vie, à la liberté, à l'intégrité physique », que « les droits de participation politique ont été suspendus » et qu'« il n'y a aucune mesure pour assurer la jouissance de droits économiques, sociaux et culturels ». M. Garretón note qu'aucun effort n'a été fait pour entamer un processus démocratique, et que les forces militaires et policières pourchassent les opposants. « Le peuple congolais ne jouit pas, et ne jouira pas dans un avenir prévisible, du droit à la démocratie », conclut-il, soulignant toutefois des « aspects positifs » au changement de régime, notamment la fin des pillages et l'amélioration de la sécurité dans les villes. - (Reuters)

timonerie modifiée, le radar et le sander qui annonçait, 5 kilomètres à l'avance, la profondeur du fleuve. »

La barre à roue en bois rouge semble sortie d'un film de flibustiers. « On aurait pu avoir un joy stick, une simple manette comme celles que les enfants utilisent pour jouer sur leurs ordinateurs », dit le commandant, mais le maréchal voulait son grand gouvernail. Il aimait s'asseoir ici, regarder le fleuve et observer les manœuvres. Sur le pont supérieur, l'appartement du commandant, celui du second et le local radio jouxtent la timonerie.

plutôt rococo. Un malin laisse entendre que ses meubles sont l'œuvre d'un décorateur parisien du Faubourg-Saint-Antoine. Il n'en est rien. Tout est « made in Zaïre », dit le commandant, et provient des ateliers Module-Z de M. Dublier, fabricant à Limete, un quartier résidentiel de Kinshasa. Deux bibles traînent sur les tables de chevet.

### DÉDICACÉ PAR M. GISCARD D'ESTAING

La salle de bains attenante est de marbre vert. La robinetterie est dorée. Le bureau privé est exigu, mangé par une grande table de travail. L'inévitable toque de léopard est posée à plat, près d'un sous-main. Les rayonnages de la bibliothèque sont quelque peu dégaris. Des ouvrages de chefs d'État voisinent avec des albums de photos officielles et familiales. *Le Pouvoir et la Vie*, de Valéry Giscard d'Estaing, est dédié : « Pour le président Mobutu Sese Seko en très cordial hommage et en amical souvenir. VGE. Mai 1991 ». Dans le premier tiroir, un flacon de potion contre « les rhumatismes et la syphilis » repose sur les bordereaux, datés du 11 mai 1990, accusant réception de deux versements de 500 000 dollars, en provenance du compte à 603-4634634-18 USD, du Conseil exécutif de la République du Zaïre à la

**NOUVEAU**  
**JANVIER 1998**

**Diplômes Nationaux de 3<sup>e</sup> Cycle**

**L'IAE de Paris s'appuie sur ses partenariats pour mettre en place ses DESS en apprentissage.**

**Dès Janvier 1998, ouverture du DESS Systèmes d'Information.**

**Renseignements :**  
☎ 01 44 25 27 40  
e-mail : floch.iae@univ-paris1.fr

**IAE DE PARIS**  
INSTITUT ADMINISTRATIF DES ENTREPRISES DE PARIS  
162 rue Saint-Charles - 75740 Paris Cedex 15  
Métro 3618 code IAE (1,29 €/mn)

**L'Apprentissage à l'Université**



## FRANCE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

**MÉTHODE** L'action gouvernementale entre dans une nouvelle phase avec la préparation, ou la présentation au Parlement, de projets de caractère non plus écono-

mique ou social, mais institutionnel ou « sociétal » : justice, police, immigration, cumul des mandats. Lionel Jospin a réuni l'ensemble de son cabinet, le 8 novembre, près de Paris,

pour préparer cette période. ● LE FONCTIONNEMENT du gouvernement fait une large part à la collégialité, à laquelle le premier ministre est très attaché, afin d'assurer

la cohésion de l'équipe et d'associer à l'action menée les différentes sensibilités de la majorité « plurielle ». ● NOMMÉ par Jacques Chirac et Alain Juppé, le secrétaire général du

gouvernement, maintenu dans ses fonctions après la victoire de la gauche aux élections législatives, a appartenu au cabinet de Robert Badinter au début des années 80.

# Le gouvernement aborde les réformes politiques et « sociétales »

Après une première période dominée par l'« agenda » européen, budgétaire et social, Lionel Jospin s'engage à présent dans une phase de son action consacrée à la modernisation de la vie publique – cumul des mandats et parité hommes-femmes –, de la justice et de la police

PENDANT le « séminaire », la visite continue. Les amoureux des belles pierres et les touristes ont pu assister, samedi 8 novembre, à un spectacle inhabituel au château de Champs-sur-Marne, en Seine-et-Marne : alors que le public visitait cette demeure du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, gérée par les Monuments historiques, les membres du cabinet du premier ministre – pas loin de soixante personnes – étaient réunis dans une salle du château sous la présidence de Lionel Jospin.

Décidé il y a un mois environ, cette séance de travail, prévue désormais tous les six mois, était une sorte de borne de l'action gouvernementale.

Officiellement, ce séminaire avait pour but de renforcer la « cohésion » et la « cohésion » au sein du cabinet. Il a permis aussi à M. Jospin de clore les cinq premiers mois du travail gouvernemental, qui portent une forte empreinte économique, industrielle et sociale, et d'ouvrir une autre période, plus « sociétale » et institutionnelle.

Dans une courte intervention

de « méthode », le chef du gouvernement a fait quelques rappels à ses collaborateurs sur le rôle et le fonctionnement du cabinet, insistant sur la primauté du politique – domaine des ministres – sur le technique. Trois de ses collaborateurs se sont ensuite succédé pour, chacun, faire un exposé dans son domaine de compétence.

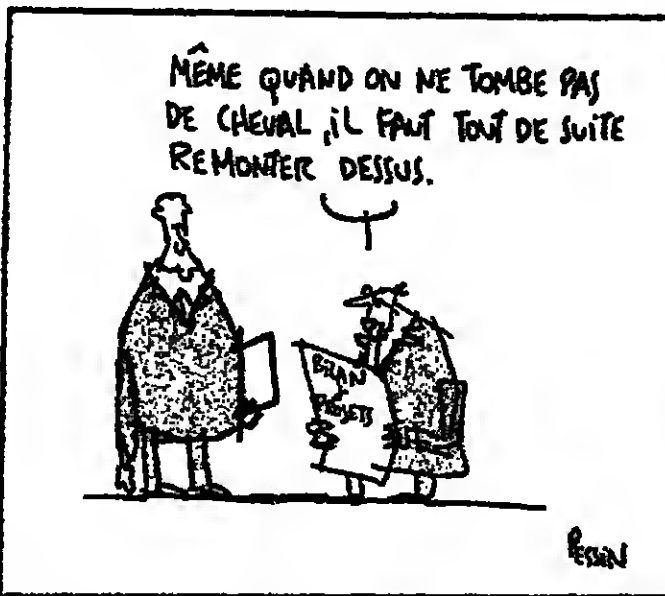
### TENDANCES LOURDES

Gérard Le Gall, conseiller pour les affaires institutionnelles et les élections, a fait un retour sur les élections législatives avant d'aborder les tendances lourdes de la société française et d'envisager l'avenir. Selon lui, la méthode qui a permis de conquérir le pouvoir doit être conservée pour permettre de l'exercer dans une voie social-démocrate.

Pierre-Alain Muet, conseiller économique, a fait son exposé avec des graphiques : chômage, réduction du temps de travail, avec une comparaison entre la France et les Pays-Bas ; investissement des entreprises et des ménages ; évolution de la dette.

Enfin, le conseiller social, Jacques Rigaudat, s'est livré à une mise en perspective du rapport entre les acteurs sociaux depuis... le XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'est appuyé sur un ouvrage écrit en 1840, *Des classes dangereuses dans la population des grandes villes*, par Frédéric Le Play, auteur classé parmi les réformateurs sociaux de même que Morogues (*Du paupérisme et de la mendicité*, 1834), Buret (*De la misère et des classes laborieuses en Angleterre et en France*, 1840) ou Villermé, auteur d'une célèbre enquête épidémiologique sur la classe ouvrière.

Derrière eux, Olivier Schrameck, directeur du cabinet, a fait un bilan de la déclaration de politique générale prononcée par M. Jospin devant les députés, le 19 juin. L'exposé montrait concrètement le passage d'une séquence à l'autre. Après le calendrier imposé (le sommet d'Amsterdam, le projet de loi de finances et le plan de financement de la Sécurité sociale), les dossiers dont le traitement par le gouvernement précédent ne convenait pas à celui-ci (France Télécom, Air France,



Le tout se plaçant sous le triptyque : contrat-responsabilité-résultats.

Après le déjeuner, une vingtaine de collaborateurs sont intervenus dans la discussion, souvent sur des dossiers dont ils n'ont pas la charge. Après que M. Schrameck en eut dégagé les grandes lignes – une réunion de ministres, le 11 décembre, devrait être consacrée aux grandes orientations politiques à venir –, le premier ministre s'est lancé dans une conclusion plus politique, soulignant que le gouvernement ne repousse pas les problèmes, mais s'efforce de les traiter tous, complètement et méthodiquement.

Selon lui, il doit montrer qu'il a une approche différente de la politique par son éthique. Evoquant l'état de la droite, il a observé ses principaux partis. Le RPR et Démocratie libérale, l'ex-parti républicain, sont dirigés aujourd'hui par des hommes – Philippe Séguin et Alain Madelin – « idéologiquement minoritaires au sein de leur propre camp ».

Toutes ces bonnes choses étant dites, M. Jospin, qui a l'habitude de comparer son cabinet à un orchestre symphonique, a offert à ses collaborateurs un concert de musique de chambre. L'ensemble Fragonard a interprété trois concertos de Johann Joachim Quantz, musicien officiel du roi de Prusse Frédéric le Grand.

Olivier Biffaud

## Un fonctionnement collégial

CERTAINS MINISTRES d'Alain Juppé en rêvaient, Lionel Jospin le fait ! Alors que le précédent premier ministre a organisé six séminaires de ministres, en deux ans, à l'hôtel Matignon, l'actuel chef du gouvernement réunit, tous les quinze jours, au 57, rue de Varenne, ses seize ministres, auxquels se joint Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget. Les neuf autres secrétaires d'Etat participent une fois par mois à ces réunions de ministres qui, en l'espace de cinq mois seulement, sont déjà deux fois plus nombreuses que la totalité des « séminaires Juppé ».

Au même titre que la diminution de 40 % des réunions interministérielles – 250 au cours des quatre premiers mois du gouvernement Juppé, 150 de juin à septembre 1997 –, la fréquence des réunions de ministres illustre la « méthode Jospin » : collégialité et primauté du politique. M. Jospin à Matignon, c'est le retour en force du politique et sa prééminence affirmée sur le technique, selon le vœu émis par Jacques Chirac pendant sa campagne présidentielle.

« Jospin ne veut pas reproduire les fonctionnements Rocard et Bérégovoy. En dépit de sa place éminente au gouvernement, il était tenu à l'écart des décisions ne relevant pas de son secteur. Il en a beaucoup souffert », analyse Dominique

Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances. Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, ajoute que, « face à une société complexe, ce travail collectif évite de se réveiller en disant : "Tiens ? On n'y avait pas pensé." » Les réunions de ministres font pratiquement toutes l'objet d'une préparation le samedi précédent. M. Jospin travaille avec ses conseillers concernés par l'ordre du jour – deux ou trois thèmes en général –, voire avec les ministres eux-mêmes. Il entretient des relations étroites et hebdomadaires avec certains d'entre eux : M<sup>me</sup> Aubry et M. Strauss-Kahn, bien sûr, mais aussi Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur.

### ACTUALITÉ COMMENTÉE

La prochaine réunion, prévue jeudi 13 novembre avec les secrétaires d'Etat, devrait sacrifier au rituel qui veut que le premier ministre prononce une introduction d'actualité à partir de 11 heures.

Il est donc probable qu'il parlera du règlement du conflit des routiers et de l'Europe, d'autant que le sommet sur l'emploi de Luxembourg (20 et 21 novembre) est au menu du jour, avec la législation à mettre en place sur la réduction et l'aménagement du temps de tra-

vail ainsi que la présentation de la première réunion du conseil de sécurité intérieure, fixée au 18 novembre.

Comme à l'habitude, les ministres chargés des dossiers examinés feront un exposé avant que le débat général, avec tutelage de rigueur, soit ouvert. De l'avis de plusieurs ministres, la discussion est très libre, sans expressions télégraphiques : les représentants communistes du gouvernement ou la ministre écologiste ne disent jamais qu'ils interviennent au nom d'une organisation.

Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, et Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, se sont opposés sur la taxation du gazole : le premier, qui pressantait, à l'été, la rogne des routiers, conseillait de ne pas charger la barque.

Certains participants observent, aussi, quelques échanges rugueux entre M<sup>me</sup> Aubry et M. Strauss-Kahn. Qui peuvent « fuiter » à l'extérieur. C'est là que la méthode collégiale trouve ses limites, car elle peut donner l'occasion de transformer immédiatement la discussion en désaccord, afin d'obtenir gain de cause auprès du premier ministre.

O. B.

## Les réunions régulières du cabinet de Matignon

● LUNDI, 10 HEURES : réunion plénière du cabinet de Matignon (50 à 60 personnes, dont les 7 membres du cabinet ministériel) sous la direction d'Olivier Schrameck ; bilan de la semaine écoulée et cadre général de la semaine qui s'ouvre, en fonction de l'agenda du premier ministre.

● LUNDI, 11 H 30 : réunion consacrée à la communication qui regroupe autour du directeur du cabinet : Jean-Pierre Joutet, directeur adjoint ; Henry Pradeaux, chef de cabinet ; Gérard Le Gall, conseiller auprès du premier ministre ; Aquilino Morelle, conseiller technique ; Manuel Valls, conseiller pour la communication ; Nicole Balder, chef du secrétariat particulier de M. Jospin ; Marie Bertin, chef du service de presse ; et Christophe Castaner, conseiller technique chargé du porte-parolat au cabinet de Catherine Trautmann.

● LUNDI, 12 H 30 : réunion consacrée aux relations avec le Parlement. A MM. Schrameck, Joutet, Pradeaux, Le Gall et Valls s'ajoutent Yves Colmou, directeur du cabinet de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, et Pierre Guelman, conseiller technique en charge du secteur à Matignon ; analyse du programme législatif.

● LUNDI, 15 HEURES : réunion de tous les directeurs de cabinet autour de MM. Schrameck, Joutet, Pradeaux, Valls et Guelman, en présence du secrétaire général du gouvernement (SGG), Jean-Marc Sauvé. Comme lors de la réunion plénière, le directeur du cabinet fait une introduction (20 à 30 minutes). Cette rencontre permet de répondre aux interrogations et d'attirer l'attention des « dir-cab ».

● VENDREDI, 9 H 30 : réunion avec la vingtaine de conseillers qui sont « chefs de file » au cabinet, sous la direction de M. Schrameck ; problèmes d'actualité.

● VENDREDI, 11 HEURES : réunion identique, dans la bibliothèque du « SGG », en sa présence ; élaboration de l'ordre du jour du prochain conseil des ministres, pour ce qui relève du gouvernement. Les cinq conseils suivants sont aussi évoqués.

O. B.

## De l'Eglise à l'Etat, les deux vocations de Jean-Marc Sauvé

DANS LA PROMOTION André Malraux, qui est passée à l'ENA entre 1975 et 1977, ils étaient exactement l'un derrière l'autre. Par ordre alphabétique. Jean-Marc Sauvé est devenu secrétaire général du gouvernement en mai 1995 et Olivier Schrameck est directeur du cabinet de Lionel Jospin à l'hôtel Matignon depuis juin 1997. S'ils sont discrets tous les deux, la discrétion de M. Schrameck ne va pas jusqu'à lui interdire de rencontrer les journalistes.

Réservé, complexe, secrètement passionné, reconnu pour sa grande agilité intellectuelle, M. Sauvé n'était pas prédestiné à occuper une fonction éminente au cœur de la machinerie du pouvoir. « J'ai su très vite que je ne serais pas agriculteur comme mon père », confiait-il au quotidien *Ouest-France*, en août 1996, alors qu'il avait été choisi, quinze mois auparavant, par Jacques Chirac et Alain Juppé pour succéder à Renaud Denoix de Saint-Marc comme « SGG ».

La prédestination est un élément fort de sa vie. « Son parcours est fascinant », remarque Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front national qui fut, brièvement, son condisciple à l'ENA. Admis au concours d'entrée en 1971 à la onzième place, juste derrière Elisabeth Guigou, il interrompit rapidement sa scolarité. Robert Chelle, ancien secrétaire général de l'ENA, se souvient que ce « garçon de belle stature, droit et loyal, qui va ou fond des choses » donna sa démission. Une vocation religieuse l'appelait.

L'appel de l'Etat fut probablement plus fort que

celui de l'Eglise, car M. Sauvé passa une seconde fois, avec succès, en 1974, le concours de l'ENA. Pour en sortir major. Membre du Parti socialiste au début des années 80, il fut conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, Robert Badinter. M. Sauvé ne militait plus vraiment pour le socialisme au début des années 90 quand il était directeur des libertés publiques auprès du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, « au cœur de la dialectique de l'Etat : sécurité-liberté ». Il s'est alors beaucoup impliqué dans le dossier de l'immigration.

### CECUMÉNISME POLITIQUE

Ce parcours témoigne d'une forme d'écuménisme qui laisse perplexes certains de ses collègues du Conseil d'Etat ; certains, sans mettre en doute ses convictions ni sa sincérité, se demandent si ce catholique de gauche n'a pas cédé à la fascination du pouvoir. Nommé « SGG » sous un gouvernement de droite, M. Sauvé conserve ce poste sous un gouvernement de gauche. La continuité de l'Etat, défendue par les proches de M. Jospin, ne convainc pas tout le monde. Certains font remarquer que M. Chirac ne s'était pas embarrassé de ce principe en remaniant Jacques Fournier, en 1986.

Habitué à gérer des situations difficiles – il était préfet de l'Aisne quand des « islamistes » furent internés à Folembay – M. Sauvé peut voyager sans encombre dans la cohabitation.

O. B.

Jean-Marie Mayeur

### La question laïque

XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle

Fayard

Des éclairages utiles sur les principaux acteurs (Gambetta, Buisson, Mollet) ainsi que sur les moments forts de cette histoire, du compromis concordataire au renouveau récent de la "guerre scolaire".

Libération

L'Histoire chez FAYARD



## M. Hue justifie sa « ligne » en soulignant la réussite des ministres communistes

Réunion du conseil national du PCF jeudi 13 et vendredi 14 novembre

Devant le conseil national (comité national élargi) du Parti communiste, qui se réunit jeudi 13 et vendredi 14 novembre, Robert Hue devait souligner la

réussite des ministres communistes, la bonne tenue des candidats communistes dans les élections partielles et les résultats encourageants des en-

quêtes d'opinion pour justifier sa ligne politique. Le secrétaire national doit tenir compte du fait que les députés communistes sont indociles et divisés.

LIONEL JOSPIN a félicité Jean-Claude Gayssot, le 4 novembre, à l'Assemblée nationale, et de nouveau dans les colonnes du *Midi libre* le 10 novembre. Claude Allègre, à son tour, a salué le « succès » de son collègue : « le trouve ça formidable, un ministre qui va avec les gens, qui parle avec les gens », a expliqué le ministre de l'éducation nationale, le 9 novembre, sur TF1. Cependant, le 7, Robert Hue avait déjà rendu un hommage appuyé à son « ami Jean-Claude Gayssot ».

« C'est vrai que l'utilité des communistes dans le gouvernement de la France a été démontrée », a déclaré le secrétaire national du PCF à la tribune de l'Assemblée nationale.

Les succès de M. Jospin consolident la « ligne » de Robert Hue. Les socialistes l'ont bien compris, qui, soucieux de donner toutes ses chances au gouvernement « pluriel », ne se privent pas de complimenter et de vanter le « bon travail » de Marie-George Buffet ou M. Gayssot. Même Maxime Gremetz, le député qui avait refusé de voter la confiance, a lui aussi rendu hommage à ce ministre « proche des gens ».

Autre atout de poids pour M. Hue : sa belle tenue dans les sondages. Le 4 novembre, sous le titre : « L'opinion valide la mutation du PCF », *L'Humanité* a reçu la

caution de l'institut BVA. La cote de confiance de Robert Hue, qui s'était établie, en mai 1995, entre 26 % et 30 %, est passée de 27 % début 1997 à 30 % en septembre. Quant à l'indice de confiance auprès des sympathisants communistes, sa progression (86 % en juillet, 88 % en septembre) atteste, selon BVA, que la « participation à un gouvernement qui se réclame d'un réalisme de gauche et qui conduit certaines privatisations n'est pas pensée comme un objet de dénonciation ».

Enfin, le PCF peut se flatter d'avoir consolidé ses positions lors des élections partielles intervenues depuis juin. Ainsi, le 19 octobre, il a réalisé un « triplé » dans les Bouches-du-Rhône en conservant ses deux sièges dans les cantons de Martigues-Ouest et de Gardanne contre le FN, et en en reconquérant un, à Arles-Ouest. Le député et maire socialiste d'Arles, Michel Vauzelle, qui sera tête de liste socialiste aux élections régionales de mars 1998 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, a applaudi.

M. Hue devrait tout naturellement se prévaloir de ces succès, jeudi 13 novembre, dans son rapport devant le conseil national (le comité national élargi) réuni exceptionnellement pour tirer le bilan de la « situation nouvelle » et des « responsabilités nouvelles six mois après

les élections ». Les journalistes seront pour la première fois autorisés à suivre les débats sous la « bulle ».

Peu de chances, dans ces conditions, que les réfractaires à la participation se fassent beaucoup entendre : seule l'ultra-orthodoxe Rolande Perlecan relaye désormais cette position, désormais très minoritaire. Comme toujours au PCF, l'opposition reste faiblement théorisée : elle porte sur la « monnaie ». Comment participer au gouvernement ? Pleinement, comme le défend le secrétaire national ? Ou en « défendant son identité », comme le pense Alain Bocquet, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et surtout le porte-parole des refondateurs, Guy Hermier ?

LA « VISÉE » COMMUNISTE

« Conservateurs » et refondateurs se retrouvent en effet tactiquement pour défendre l'idée que le groupe ne doit pas être un « détachement organisé » du parti. Lorsque, quelques jours après que M. Bocquet en ait fait la remarque en bureau national, Michèle Demessine, proche du maire de Saint-Amand-les-Eaux, critique la politique familiale, c'est M. Hermier qui, le 10 octobre, dans les couloirs du comité national, s'étonne que, « quand un ministre communiste dit quelque chose, c'est Robert Hue qui lui ra-

conte les oreilles ».

Les deux hommes se sont aussi opposés aux listes d'union « recommandées », en septembre pour les élections régionales. Les communistes du nord iront seuls au combat. A leurs risques et périls : aux élections législatives de mai et juin, M. Hue a déjà pris acte de l'échec de Rémy Auchède, ancien patron de la fédération du Pas-de-Calais. En laissant les fédérations libres de leurs choix. M. Hue, en effet, « décentralise » le conflit : déjà, en juin, il avait élargi le bureau national à de nombreux « patrons » de fédérations, opposants ou acquis.

Face à eux, M. Hue défendra à nouveau sa position : celle d'une participation qui ne « mette pas entre parenthèses la visée communiste », face à la défense crispée, juge-t-il, de l'« identité ». A la veille du sommet européen sur l'emploi, il devrait aussi, comme il l'avait fait le 24 juin, devant le comité national, évoquer le « tournant de 1983 » — ce tournant de la rigueur sanctionnant un échec dû au renoncement ou changement — pour lui en opposer un autre, dans un sens opposé. M. Hue, qui n'a pas renoncé à « l'indéclinable » la construction européenne, doit préparer ses troupes à la réflexion.

Ariane Chemin

## Une partie de la droite varoise conteste les états-majors parisiens

Contre les « mauvaises habitudes »

TOULON

Refusant l'appellation de club ou de nouveau parti politique, Vues du Var se définit comme un « comité de défense et de promotion du département », même si la cheville ouvrière en est le secrétaire départemental du RPR, Jean-Pierre Giran, député et maire de Saint-Cyr-sur-Mer. Conscients des « mauvaises habitudes qui ont obéré le Var » et soucieux qu'elles « soient sévèrement sanctionnées », les douze membres de cette structure veulent en faire « le lieu d'expression de la société civile ».

Des chefs d'entreprise qui côtoient des élus, le président de l'Université de Toulon et du Var, un journaliste, un écrivain ainsi qu'André Herrero, ancien capitaine de l'équipe de France de rugby, ou Yannick Cbenevard, présenté comme infirmier libéral, mais plus connu comme secrétaire fédéral de Force démocrate dans le Var : de fait, cette structure est sensiblement orientée à droite. Elle donne l'impression de vouloir fédérer une opposition départementale capable de proposer, lors des prochaines élections dans le Var comme à Toulon, une alternative au sein d'une droite qui, aux yeux des animateurs de cette association, n'a pas suffisamment rompu avec des travers mis à jour après l'assassinat de Yann Piat en 1994.

Néanmoins, ce département semble irrémédiablement assujéti à cette autarcie économique-politique qui fut la source de ses dérives. Aujourd'hui encore, les tenants d'un « Var propre » manifestent une sorte de culpabilité défensive, qui se retrouve dans certains des arguments de Vues du Var. Ses initiateurs refusent le « rôle de département bouc-émissaire, servant de bonne conscience

au système médiatico-parisien ». Cette structure organisera des « débats trimestriels, ouverts et contradictoires, sur des thèmes tels que la culture, l'emploi, l'environnement ». Elle éditera une lettre trimestrielle « soulignant les actions positives conduites par les Vorois » et « diffusée auprès des parlementaires et médias nationaux », ces derniers étant fréquemment tenus pour responsables d'une certaine désinformation.

« TUER LE FRONT NATIONAL »

Les animateurs de Vues du Var refusent « l'idée qu'un jour, à force d'amalgames, d'onthèmes et de condamnations généralisées du département, des « immigrants de l'intérieur », bretons ou parisiens, viendront donner des leçons de morale et exercer le pouvoir ». De fait, cette réaction protectionniste vise à « définir des actions qui soient complémentaires de celles mises en œuvre par le conseil général et son président, Hubert Folco », lequel pourrait être débordé par ce groupe dont M. Giran estime qu'il « pourrait constituer une autre approche de la politique, plus citoyenne, sachant privilégier l'intérêt du Var et de Toulon par rapport à celui des partis traditionnels » sans pour autant céder à un front républicain susceptible de profiter à la gauche.

C'est là une manière pour le maire de Saint-Cyr de relancer une nouvelle droite varoise, afin d'en mieux contrôler les composantes et de la faire émerger à l'occasion d'élections municipales ou cantonales, « le plus beau combat politique étant à ses yeux celui qui consistera à tuer le Front national, le moment venu ».

José Lenzini

## La gauche corse prépare, dans l'union, une reconnaissance de l'identité insulaire

BASTIA

de notre correspondant

A moins de cinq mois des élections territoriales en Corse, le paysage politique insulaire est complètement bouleversé. Les nationalistes front divisés à la bataille, au point que le seuil d'éligibilité de 5 % des suffrages exprimés semble difficilement franchissable à ceux qui, en 1992, avaient totalisé avec deux listes opposées 25 % des suffrages. La coalition Corsica Nazione, qui avait totalisé 17 % il y a six ans, éclate aujourd'hui en trois : A Cuncolta, proche du FLNC-Canal historique fera cavalier seul ; l'Accolta nazionale Corsa (ANC), proche des clans des Résistants, confirme son divorce et son échec d'un éventuel rapprochement avec d'autres nationalistes ; les autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) seront certainement menés de nouveau par le docteur Edmond Simeoni et refusent toute alliance au premier tour. L'autre liste victorieuse en 1992, menée par Alain Orsoni pour le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), proche du FLNC-Canal habituel, est aujourd'hui divisée et contestée par le groupe Corsica Viva, proche d'un autre groupe de clandestins constitué le 5 mai 1996, et dénommée FLNC.

Dès lors, la véritable question est de savoir si, en cas de non-représentation dans la future Assemblée corse, où aujourd'hui ils détiennent treize sièges sur cinquante et un, les nationalistes ne seront pas de nouveau tentés par les démons de la lutte armée clandestine. Cette interrogation préoccupe sérieusement les états-majors de la droite et de la gauche.

La gauche insulaire est décidée à prendre le problème à bras-le-corps. Elle réussit locale-

ment pour la première fois une union sans contestation majeure entre le Parti radical-socialiste, le Parti socialiste et le Parti communiste. Hier frères ennemis, les uns et les autres s'accrochent aujourd'hui sur un programme politique fondé sur le développement identitaire et économique de l'île. La bataille sera menée par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique. L'un de ses principaux lieutenants sera Paul Giacobbi, radical comme lui, fils du sénateur François Giacobbi décédé en mars. Le « chef » du clan de gauche en Haute-Corse s'était érigé en pourfendeur du nationalisme. Son fils affiche une autre fidélité à l'île : « L'identité corse n'est pas l'apanage des nationalistes, nous les avons laissés s'occuper de ce qui nous est commun ».

PLUSIEURS DANGERS À DROITE

Sans hésitation, M. Giacobbi affirme être favorable à « un enseignement obligatoire de la langue corse », « facteur d'intégration », et à une « rationalisation » des institutions de l'île par un « développement des mécanismes consultatifs ». « L'intercommunalité en est un autre exemple », poursuit-il. Son objectif est de « favoriser un consensus, car l'avenir est identitaire ».

La droite, traditionnellement majoritaire en Corse, doit-elle craindre cette dynamique à gauche ? Jean Baggioni, le nouvel homme fort du camp libéral, est serein. Le président de l'exécutif territorial a su jouer de son mandat de député européen pour placer la Corse dans la dynamique euro-méditerranéenne. La manne communautaire a principalement été orientée sur les équipements d'infrastructures. Ports, aéroports et routes en témoignent. Une coopéra-

tion interrégionale économique et politique se développe résolument entre la Corse, la Sardaigne et les Baléares. Pour la première fois, la Corse est dotée d'un plan de développement et d'un schéma d'aménagement. Autre atout du délégué régional du RPR, il conduira une liste territoriale en compagnie de son ancien adversaire José Rossi, député UDF.

Après le retrait de Jean-Paul de Rocca Serra, le « ticket » Baggioni-Rossi offre toutes les garanties d'un partage équilibré. L'un a son fief en Corse du Sud, l'autre en Haute-Corse. Le premier ne cache pas son désir de conserver la présidence de l'exécutif territorial, pendant que le second présiderait aux destinées de l'Assemblée de Corse.

Plusieurs dangers existent pourtant à droite. Quatre listes sont susceptibles de briser les suffrages libéraux. Paul Natali, élu territorial divers droite, avec 7,2 % des suffrages exprimés et trois élus en 1992, président du conseil général de Haute-Corse, fera encore cavalier seul mais, cette fois, il bénéficie du soutien de Charles Pasqua. Autre contestataire, le conseiller territorial Philippe Cecaldi, président de la Compagnie Corse-Méditerranée, la compagnie régionale aérienne instituée par la collectivité territoriale. Elu en 1992 avec 5,4 % des suffrages, cet allié objectif de Jean Baggioni pourrait faire les frais du nouvel enjeu bipolaire au premier tour. Enfin, le Front national, que d'aucuns estiment susceptible de pouvoir — paradoxalement — bénéficier de l'érosion nationaliste, sera mené par Roger Hoinbre, ancien de l'OAS, dont les nostalgiques ne sont pas totalement absents de Corse.

Michel Codaccioni

### Plusieurs attentats revendiqués par des nationalistes

Les tentatives d'attentat et l'attentat à l'explosif perpétrés à Vichy, dans la nuit du 10 au 11 novembre, ont été revendiqués le 11 novembre à 6 h 30, par un correspondant anonyme, auprès de Radio Corse Frequenza Mura, la radio locale de Bastia. Une tentative revendiquée également l'attentat à l'explosif réalisé, le 4 septembre, à Strasbourg, contre le bâtiment de l'ENA et l'attaque, le 5 septembre, contre la gendarmerie de Pietrosella. Il précise des détails techniques rendant ces revendications crédibles.

Ce document reprend le discours habituel des nationalistes corse contre le « colonialisme français ». Mais ce groupe reste « anonyme », alors que tous les mouvements existants, bien qu'adversaires, ont choisi l'arrêt de la « violence politique », dans la perspective des élections territoriales de mars 1998.

## Le règne sans partage des Rocca Serra à Porto-Vecchio

AJACCIO

de notre correspondant

De 1921 à 1997, Porto-Vecchio, n'a pratiquement connu qu'un Rocca Serra à sa tête, en dehors

PORTRAIT

Depuis 1921, la famille monopolise les mandats électifs

d'une brève interruption à la Libération. En 1921, Camille Rocca Serra est élu maire de la ville ; il est aussi député dès 1928, mais il est contraint de se retirer de la vie politique en octobre 1943, son soutien au gouvernement de Vichy lui valant quelques années de privation de droits civiques.

A la Libération, les résistants se sont emparés de 263 des 365 municipalités insulaires. Un communiste est devenu maire de Porto-Vecchio et reçoit, en mai 1945, l'unction du suffrage universel. Son adversaire n'était autre que Jean-Paul Rocca Serra, alors âgé

de trente-deux ans, fils de Camille et médecin comme son père. En 1947, « l'héritier » est encore battu, cette fois par un socialiste. Ce n'est pas pour le décourager, il obtient l'annulation du scrutin, se fait élire, entre-temps, conseiller général et enlève la mairie en 1950. Pour emporter la victoire, il a organisé le premier chantage électoral, invitant plusieurs centaines d'électeurs à venir du continent à ses frais.

DERNIÈRE BATAILLE

Le fauteuil ne changera plus de main : 1953, 1959, 1965, 1971, 1977, 1983, toujours au premier tour jusqu'à ce qu'un petit parent dynamique et ambitieux, Denis Rocca Serra, décide de lui livrer bataille. En 1989 puis en 1993, il y a ballottage. Parallèlement, Jean-Paul Rocca Serra a entamé et mené la carrière qui fera de lui, durant les vingt dernières années, le numéro un du RPR dans l'île et le leader politique de la Corse.

A quatre-vingt-six ans, il a livré, aux élections législatives des 25

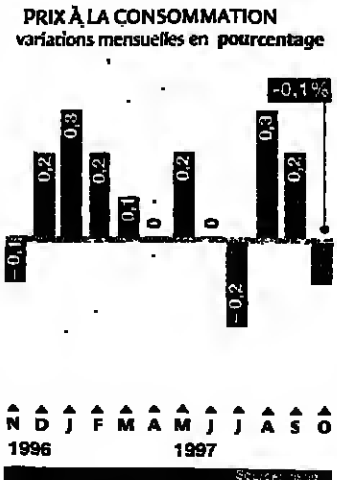
mai et 1<sup>er</sup> juin sa dernière bataille. Il avait annoncé qu'il ferait place aux jeunes. Au début de l'automne, il a adoubé Jean Baggioni, président du conseil exécutif de la Corse, pour conduire « sa » liste aux élections territoriales. Le 8 novembre, il a informé de son retrait le conseil municipal et le préfet. A ses amis de la majorité, il a précisé qu'il serait heureux que son fils Camille lui succède. Agé de quarante-quatre ans, celui-ci est conseiller général depuis 1988 et conseiller municipal depuis 1995.

Le père, pour sa part, conserve son mandat de député. Mais les blessures de la lutte du printemps 1997 ne sont pas encore cauterisées. Interrogé sur l'initiative de Charles Pasqua qui a constitué une association Demain la Corse, Jean-Paul Rocca Serra constate « que la plupart des personnalités du comité de direction sont précisément celles qui ont combattu le RPR et moi-même lors des dernières élections législatives ».

Paul Silvani

## Les prix à la consommation sont restés stables en octobre

L'ÉVOLUTION mensuelle des prix à la consommation, en octobre, sera comprise entre -0,1 % et 0 %, selon l'indice provisoire publié mercredi 12 novembre par l'Insee. Les prix étaient en hausse de 0,3 % en octobre 1996. Depuis le début de l'année, la hausse oscille entre 0,9 % et 1 %, contre 1,6 % en octobre 1996. En un an, elle atteindra 1 % (1,8 % en 1996). Cette décélération annuelle s'explique par la forte baisse des prix des services publics le mois dernier, en raison de la réduction des tarifs des télécommunications nationales et internationales, et par les fortes baisses, en octobre 1996, des prix de l'énergie et des autres produits manufacturés.



DÉPÊCHES

■ SÉCURITÉ SOCIALE : l'Assemblée nationale vient de désigner ses représentants aux conseils de surveillance des grands organismes de Sécurité sociale, instances de contrôle créées par le plan Juppé. Claude Evin (PS, Loire-Atlantique) présidera le conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV), et Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) celui de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts). Claude Huriet, sénateur (Union centriste) de Meurthe-et-Moselle, présidera le conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), et Charles Desours, sénateur (RPR) de l'Isère, celui de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss).

■ DÉMISSION : Edith Cresson, commissaire européenne, a annoncé, mercredi 12 novembre, sa démission de sa fonction de ministre de Châtelleraut (Vienne), qu'elle occupait depuis quinze ans, en raison de ses responsabilités à Bruxelles, qui « constituent une lourde charge ».

■ PRUD'HOMES : FO et la CGT ont dénoncé, lundi 10 novembre, la présence de candidats proches du FN, sous le sigle CFNT (Coordination française nationale des travailleurs) aux élections prud'homales du 10 décembre. La CGT, qui fait état de listes CFNT « dans plus de la moitié des départements, dans plusieurs centaines de sections du collège salarié », va contester ces listes « devant les tribunaux d'instance compétents ». FO « soutiendra les actions en justice engagées devant les tribunaux contre la présentation des listes CFNT ».

**Biographies & photos**

### Le Guide du Pouvoir

Cabinets ministériels, parlementaires, élus locaux, haut-fonctionnaires, dirigeants, journalistes...

11e édition (3 volumes) 990 fr. TTC

Editions Jean-François Doumic  
Tél. 01 42 46 58 10



[illegible]

## LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1991

**d'étape »** sur les conditions de l'acquisition par la Ville, pendant l'Occupation, d'immeubles de l'« îlot 16 » dans le quartier du Marais. Ce document lui a été adressé par le

président du Conseil du patrimoine, Noël Chahid-Nourai. ● LE RAPPORT fait état de deux cent vingt-quatre immeubles expropriés entre 1940 et 1944, dont dix-neuf sont encore

*dans le domaine privé ». Treize ont été acquis « par des administrateurs nommés par le Commissariat général aux questions juives ». Pour les onze propriétaires concernés, les*

opérations ont eu lieu « sans discrimination entre propriétaires juifs et non juifs » ● LE MOTIF d'insalubrité n'était pas « un pur prétexte » précise M. Chahid-Nour.

Selon un « compte-rendu d'étape », rendu public par le maire de Paris, les opérations d'expropriation dans ce quartier du Marais, pendant l'Occupation auraient eu lieu « sans discrimination entre propriétaires juifs et non juifs »

population, essentiellement composée d'immigrants juifs d'Europe centrale, était soumise à la pression quotidienne des persécutions et des rafles.

Devant l'émotion suscitée par le livre, Jean Tiberi avait décidé de geler les ventes du domaine. Il confiait, en outre, au Conseil du patronage une « mission complémentaire d'enquête sur les origines des propriétés communales ». En avril 1937, un groupe d'experts était constitué. Aux huit membres permanents du Conseil du Cosévit, trois autres membres des experts immobiliers et des notaires s'ajoutaient un groupe d'une dizaine d'historiens spécialistes de la période, de juristes et de membres de la communauté juive.

### L'INDEMNITÉ ALLOUÉE

Fustigeant les « erreurs et approximations » commises, selon lui, par la presse dans cette affaire, le rapport d'étape de M. Cahid-Nourai s'ouvre sur un long préambule de dix feuillets concernant la méthode adoptée par le Conseil. Pour déterminer si des propriétés traitées juifs ont fait l'objet de mesures discriminatoires, le Conseil du patrimoine travaille sur deux types de documents : le contrat notarié signé en cas de cession amiable et l'ordonnance d'expropriation « rendue en cas de cession forcée pour cause d'utilité publique ».

Il y a bien spoliation, souligne le rapport, lorsqu'il y a eu, au détriment des intéressés, « privation de propriété ou privation de tout ou partie d'une compensation finan-

Les Consiil du patrimoine fait donc état de 224 immeubles exportés entre 1940 et 1944 dont 191 seulement, représentent 152 logements, « sont encore dans le domaine privé ». Les autres, ajoute le rapport sont « pour l'essentiel gérés par des sociétés d'économie mixte », mais il n'en fournit pas le nombre et ne précise pas, non plus, combien ont échappé à la « rénovation » qui a frappé le quartier et sont encore debout aujourd'hui. Les acquisitions, durant la période, sont concentrées sur deux quartiers bien déterminés, le Marais et les anciennes fortifications - ou deuxième secteur que le Conseil n'a pas encore exploré. « Dans Paris, souligne M. Chahid-Nourai, seules 48 adresses ont été acquises pour le compte de la Ville, pendant cette période, hors de ces deux zones ».

**LE JUSTE PRIX**  
Sur les 224 acquisitions d'immeubles dans « l'ilot 16 », « 13 l'ont été à raison de biens administrés par des administrateurs nommés par le Commissariat général aux questions juives (soit 6 %). 11 propriétaires (soit 5 %) étant concernés (puisque dans deux cas, les propriétaires ont vu céder, par un administrateur, deux de leurs biens) ». Pour ces 11 propriétaires, « les opérations se sont déroulées dans le cadre d'expropriation pour cause d'utilité publique, sans discrimination entre propriétaires juifs et non juifs. (...) Les indemnités ont été effectivement versées dans six

Ces indemnités avaient-elles, toutefois, été évaluées à leur juste prix ? Noël Chahid-Nourai signale que la famille Simon-Lévy, propriétaire de l'hôtel de Beauvais, François-Miron et d'un autre immeuble situé dans la même rue, a obtenu en 1945 la réévaluation des indemnités fixées à l'Amiable entre la préfecture et l'administrateur provisoire nommé par Vichy. Pour les 11 autres biens, « nous pouvons, en l'état actuel de nos recherches, écrit M. Chahid-Nourai, affirmer que trois indemnités d'expropriation ont fait l'objet de procédures en appel après guerre. Deux d'entre elles ont été augmentées et la troisième confirmée ». Pour les huit autres personnes, qui n'ont, apparemment, pas contesté les indemnités allouées, M. Colin, rapporteur du Conseil du patrimoine, nous a précisé que « l'analyse du montant des transactions se poursuivait ».

Noël Chahid-Nourai conclut son rapport en soulignant : « L'immédiate après-guerre ou connu, en sus de la poursuite des procédures en cours, des législations et des jurisprudences réparatrices, elle a connu des actions contentieuses et des transactions. La question est donc de savoir si les mesures prises ont été suffisantes, ce qui est bien différent ». Il espère fournir ses « premières conclusions partielles » avant la fin du premier semestre de l'année prochaine.

Christine Garin

« EU égard à la jurisprudence la plus constante, il est impossible de soutenir sérieusement, écrit Noël Chabid-Nourai dans son rapport, la thèse selon laquelle l'acte dit « loi » du 1<sup>er</sup> mars 1942, qui a fondé les expropriations dans l'ilot 16, aurait, en application de l'ordonnance du 9 août 1944 sur le rétablissement de la légalité républicaine, fait l'objet d'un constat de « nullité ». (...) Il n'y a donc pas place pour une remise en cause radicale des expropriations sur un terrain de droit qui serait l'absence de base légale des ordonnances rendues dans chaque cas particulier. »

## L'« impulsion accrue » du maréchal Pétain pour la rénovation du quartier du Marais

président du Conseil du patrimoine, montre une réalité de l'insalubrité et d'ailleurs le motif n'a pas été remis en cause, après la Libération, alors que la possibilité en était offerte par la législation réparatrice de l'époque ».

Que l'opération ait commencé bien avant 1940 ne fait effectivement guère de doute. C'est ce que

plémentaires, les dix-sept périmètres ainsi définis étant désormais classés par ordre décroissant selon l'importance des taux de décès. Classé deuxième sur six en 1906, l'îlot Saint-Gervais, composé essentiellement d'hôtels meublés, descend pourtant au seizième rang.

désigne l'émigration juive d'Europe de l'Est. » En 1912, un obscur Maurice Lauzel avait déjà consacré 17 pages de la Revue de Paris à cet « étrange quartier », ses immigrants et « leurs mélodies contagieuses ». « Sa survie est un scandale », concluait-il. Il faudra lo pioche pour les obliger à partir (...) »

géoérale de l'« îlot 16 ». Il est communiqué au conseil d'hygiène publique de la préfecture de la Seine par le préfet Charles Magny dans ces termes : « Le chef de l'Ilot (...) a décidé, par une loi du 21 septembre 1941, de modifier le procédé applicable à l'expropriation des immeubles et îlots insalubres de

ment guère de doute. C'est ce que montre Yankel Fijalkow, sociologue spécialiste des politiques urbaines dans un article consacré aux « immeubles tuberculeux » de l'Ilot Saint-Gervais, publié en 1996 dans les *Annales de démographie historique*. Dès 1905, le quartier Saint-Gervais est repéré par le nouveau pouvoir hygiéniste comme l'un des quatre îlots où se propage la tuberculose à Paris. En 1920, le champ d'observation du « casier sanitaire des maisons de Paris » est élargi, par décision du conseil municipal, à onze îlots sup-

**ANTISÉMITISME BRUTAL.**  
« En 1909, écrit encore Yankel Fajklow, le conseiller municipal Badin-Jourdin évoque ces immeubles lorsqu'il déplore « le manque d'hygiène et de sécurité du quartier Saint-Cervais » qui *se manifeste « à proximité du lycée de jeunes filles Charlemagne par des étrangers qui méconnaissent les lois de l'hygiène et louent clandestinement à leur compatriotes d'inféctés taudis »*. Ce discours, poursuit le sociologue, largement diffusé dans le conseil municipal de Paris de 1909 à 1930

Au nom de la sainte publique, sur fond d'antisémitisme brutal, va donc se trouver progressivement légitimée une vaste opération de démolition du « ghetto juif » qui sera mise en œuvre, à grande échelle, à partir de 1941. Sur les dix-sept foyers d'insalubrité dénombrés en 1920, un seul, en effet, l'Hotel Saint-Marcel, sera partiellement rasé. Pendant l'Occupation, brûlant les étapes et mettant à profit les lois antijuives de Vichy, la préfecture prendra en 1941, à la place de la rue de la Harpe, le terrain de la rue de la Harpe. Et même si le mauvais état des logements est attesté et le restera jusqu'aux années 60, c'est pour lui que seront votées les lois expéditives qui régiront, à partir de 1941, la réquisition et l'expropriation à Paris.

Paris. Par cette modification, le marchand Pétain a entendu préciser qu'une impulsion accrue devrait être donnée aux opérations d'urbanisme. « Et le préfet précise : « Aussi bien, la présence d'un ou plusieurs immeubles salubres au milieu d'immeubles insalubres, ce qui est le cas notamment de « l'îlot 16 » sur lequel vous êtes appelés à vous prononcer, ne pourra faire obstacle à la déclaration générale d'insalubrité ». Le conseil d'hygiène entérinera.

Les expropriations massives se succéderont jusqu'en 1944. La « rénovation » du quartier se poursuivra bien jusque dans les années 60, comme les acquisitions de nouveaux immeubles par la Ville et comme les débats sur l'annexion des communes limitrophes par les commerçants : qui agiteront régulièrement les séances du conseil municipal. On y parlera peu, toutefois, du sort des quelque 25 000 habitants du quartier de 1940 - dont il ne restait que 5 000 à la Libération -, juifs en majorité et chassés de leur logement. Ce chapitre de l'histoire de « l'îlot 16 » reste à écrire.

Ch G

## 726 logements devraient être transférés dans le parc social

seront, à terme, transférées aux bailleurs sociaux ainsi que 159 logements situés dans les arrondissements de l'ouest.

Sur la période considérée, seulement 10 congés pour vendre ont été notifiés aux locataires du domaine avant le 28 février 1997, et un seul locataire avait, à cette date, accepté l'offre de la Ville. Le Conseil du patrimoine explique ce faible résultat en précisant que le moratoire sur les opérations de cession décidé par le maire de Paris en octobre 1996 a empêché la notification dans les délais légaux de 8

prioritaire. Dans 16 cas, « faisaient l'objet d'occupations irrégulières », les baux ont été immédiatement résiliés. Pour 30 logements, les modalités de sortie de la loi de 1948 ont été « évincées », enfin, pour 33 autres, des baux de huit ans ont été proposés.

Le domaine privé de la Ville de Paris comprend aussi 250 locaux commerciaux, concentrés, pour 73 d'entre eux, dans le système ardonnaisement. Le Conseil du patrimoine conseille au maire de Paris d'« évincer » les locataires, actuellement largement sous-évalués.

« Les déploiements proposés sont susceptibles, dans les arrondissements centraux, souligne le Conseil du patrimoine, de conduire à des augmentations très substantielles de loyer, notamment dans le quartier de Saint-Germain-des-Près (...) où l'écart entre les loyers communaux plafonnés et les valeurs du marché pouvait atteindre un rapport de 1 à 30 (...) les miniorations de recette [pour la Ville] dépassant parfois 1 million de francs par emplacement commercial et par an. »

Ch. G.

### TABLEAU GÉNÉRAL DES PROFESSIONNELS DE L'UNION EUROPÉENNE

Organisme international autonome et indépendant, réservé aux professionnels européens, y compris ceux qui ne sont pas inscrits aux Ordres professionnels nationaux, Licenciés ou Diplômés en Europe ou dans des pays extra-européens. Pour connaître et faire valoir ses propres droits de citoyen et de professionnel européen.

Expédition de dossiers en vue de faciliter la libre circulation des professionnels ainsi que pour l'homologation de diplômes universitaires européens et extra-européens dans tout le contexte communautaire.

*L'apparence au Tableau sera certifiée par une ATTESTATION DE INSCRIPTION et une CARTE D'IDENTIFICATION PERSONNELLE en plus de garantir toute l'assistance nécessaire pour l'exercice de la profession.*

**REGISTRO GENERAL DE PROFESIONALES DE LA UNIÓN EUROPEA**  
C. Conde de Miranda 1. 2.º - 28005 Madrid ESPAÑA  
TEL. 00 34 1 366 58 18 - FAX 00 34 1 365 82 02



## LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

### La cour d'assises va examiner la réalité des fonctions de M. Papon à Bordeaux

Après les témoignages des différents historiens sur le régime de Vichy, le procès du secrétaire général de la préfecture commence véritablement. Les magistrats vont analyser son rôle effectif dans l'arrestation de 1 500 juifs entre 1942 et 1944

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Ruminée par la presse pendant seize ans, instruite par une justice boquetante pendant presque autant d'années, l'affaire Papon tire depuis plus d'un mois son fil d'Ariane devant la cour d'assises de la Gironde. Pour Noël, l'issue des débats – et donc le verdict – a d'ores et déjà été repoussée à janvier. Comme s'il fallait inéluctablement s'inscrire dans la durée, chaque jour accumule de nouveaux retards, confirmant, s'il le fallait, que l'histoire, comme cet exceptionnel décalage temporel entre le procès et la période des faits, ne pouvait se digérer que lentement.

Comme un monstre judiciaire hors normes, le dossier de 30 000 pages s'étale sur plusieurs mètres sur des tables placées au pied des jurés. Un mois après le début du procès, la cour d'assises en a effleuré le contenu mais sa teneur a déjà infiltré les consciences. Rarement procès aura autant dépassé son accusé. Ja-

mais accusé n'aura cristallisé sur lui autant d'heures sombres d'une histoire qui, à ce stade des débats, s'avère moins la sienne que celle d'une vérité enfouie dans l'inconscient collectif d'un peuple, d'une nation.

Examen de conscience national, le premier mois du procès de Maurice Papon a ainsi été avant tout l'objet d'un minutieux travail de mémoire. Calé dans son fauteuil, exposé à la chaleur d'un radiateur d'appoint, l'accusé de quatre-vingt-sept ans a tout d'abord vu défiler nombre de témoins : des témoins de moralité, des témoins appelés pour rendre compte de la personnalité de Maurice Papon, des témoins cités par la défense, mais qui, par un étrange effet-miroir, ont été surtout interrogés, si leur âge leur permettait d'avoir vécu ces temps étrangers à la cour, sur leur réalité.

Tous ont, peu ou prou, insisté sur le chaos de 1940, la débâcle et l'« humiliation » de la défaite. Beaucoup ont rapporté les privations, le drame des disparus, l'an-

goisse du lendemain, la perte des repères, dont on soupçonne déjà qu'elle a pu, pour certains, engendrer une perte des valeurs. Des mythes ont été déclinés, parmi lesquels ceux, prégnants, du gaullisme.

Avide de comprendre un temps que nul n'a véritablement connu – le président Jean-Louis Castagnède n'était pas né à l'époque des faits –, la cour d'assises a ensuite entendu des historiens. L'avocat de Maurice Papon, M. Jean-Marc Varaut, craignait que la juridiction se transforme en « colloque » de spécialistes. Il n'en a rien été. Même redondants, les exposés ont permis d'affiner la vision du régime de Vichy contenue dans les livres d'histoire qu'on pu feuilleter les jurés du temps de leurs études.

#### « FONCTIONNAIRES ANESTHÉSIÉS »

Ce travail a permis de replacer l'affaire Papon dans son contexte. La cour d'assises a ainsi plongé prioritairement au cœur du système législatif antisémite mis en place en 1940, qui créa, selon le

mot de l'historien Jean-Pierre Azéma, un véritable « apartheid à la française ». Les silences des témoins de l'époque et les explications minimalistes de Maurice Papon, qui se trouvait en 1941 et 1942 au secrétariat général de l'administration du ministère de l'Intérieur, ont renforcé l'assertion de l'historien Marc-Olivier Baruch selon laquelle Vichy avait « onctuellement les fonctionnaires ».

Certains se sont cependant laissés plus ou moins facilement « anesthésier ». Marc-Olivier Baruch, spécialiste de l'administration française sous Vichy, a en effet exposé qu'il était, selon lui, possible à tout moment, pour un fonctionnaire, de marquer sa désapprobation sans encourir les foudres administratives. Dans la foulée de cette déposition, la cour a entamé l'examen de l'organisation de la préfecture de la Gironde, entre 1942 et 1944.

Dans le maquis administratif, loin des sphères de l'évidence, elle a ainsi commencé à décrypter les attributions de l'ancien secrétaire général de la préfecture. « Préfet

bis » pour les uns, « porte-plume du préfet » pour les autres, Maurice Papon avait la confiance de Maurice Sabatier pour le contrôle des services « nés de la guerre », dont le service des questions juives. Pourquoi ? « Vous le savez peut-être un jour », a répondu vendredi l'accusé qui, depuis le début du procès, multiplie les réponses diffuses.

Tranchant sur son interventionnisme des premiers jours, M. Varaut a essentiellement pris la parole, ces dernières semaines, afin de prendre date au sujet des documents soumis à la cour, dont nombre semblent contestés. Dès le premier jour, Maurice Papon a prévenu : « Je ne peux laisser dire que le service des questions juives a signé des ordres d'arrestation, comme je ne peux laisser dire que j'ai moi-même signé des ordres d'envoi au camp de Drancy. Le moment venu, je demanderai qu'on produise la pièce selon laquelle j'aurais donné des ordres d'arrestation. » Créant une certaine surprise, le président Castagnède a déjà révélé, jeudi 7 novembre, que

seul un ordre d'internement administratif concernant un juif, portant la signature de l'accusé, avait été versé au dossier.

#### « AU QUOTIDIEN »

Pendant trois jours, à partir du mercredi 12 novembre, la cour d'assises devrait disséquer le service des questions juives de la préfecture, et, selon le souhait répété du président Castagnède, déceler, au-delà des seules attributions administratives, la réalité des fonctions que chacun exerçait « au quotidien ». Fouillant au plus près des faits reprochés à l'accusé, la cour d'assises dépassera alors la réalité administrative pour aborder, autant que faire se peut, cinquante-cinq ans plus tard, la réalité des actes. Alors, seulement, s'agissant d'examiner son rôle et son action dans la déportation de plus de mille cinq cents juifs de la région de Bordeaux, le procès de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde, commencera véritablement.

Jean-Michel Dumay

### Une journée ordinaire au cours d'un procès peu ordinaire

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Soudain, les voilà tous réconciliés. Après s'être consciencieusement étirés, les acteurs du procès

#### REPORTAGE

Étrange basse-cour de bipèdes en robes noires, le bras droit collé sur l'oreille

de Bordeaux, à peine sortis de la salle d'audience, se précipitent sur... leur téléphone portable. Privés pendant plusieurs heures de leur appendice auriculaire – avoir, pendant l'audience, un téléphone branché peut coûter jusqu'à 120 000 francs d'amende ! –, ils composent avec frénésie leurs numéros, avant même, pour certains, d'allumer leur première cigarette. La salle des pas perdus du palais de justice ressemble alors à une étrange basse-cour, animée par des dizaines de bipèdes babilés pour la plupart de robes noires à colerettes blanches, qui, le bras droit collé sur l'oreille, marchent à grand pas les yeux baissés. Une fois prises les nouvelles de l'extérieur – de l'au-delà, serait-on tenté d'écrire, tant est grande l'impression de vivre en vase clos durant un tel procès –, une fois le portable amoureux remis dans la poche, après avoir pris soin de vérifier si la batterie est bien rechargée afin d'éviter d'être banni de la société moderne, l'« entracte », comme le disait un jeune lycéen, peut commencer.



Le restaurant Le Petit Maréchal, proche du palais de justice de Bordeaux. Sur l'affichette entre la porte d'entrée et la fenêtre, on peut lire : « Merci de votre collaboration ».

Aucune image du procès n'étant autorisée, les télévisions se précipitent vers les témoins pour tenter de leur faire dire, en quelques minutes, voire en quelques secondes, ce qu'ils ont expliqué pendant souvent plus de deux heures à la cour. Certains se prêtent de bonne grâce au jeu, d'autres moins. Raymond Barre a été aussi discret à

l'extérieur qu'à l'intérieur de la salle d'audience. L'élegant historien américain Robert Paxton a, dans la cohue, lancé : « Je n'ai que quatre mots à dire : où est mon femme ? » Parfois, l'audience se poursuit hors du palais : le président de la cour, Jean-Louis Cas-

tagnède, ayant demandé à Gérard Boulanger de faire preuve d'un peu de retenue à l'égard du témoin Henri Amoureux, l'avocat avait quitté l'audience et s'était rendu sur LCI, où il avait accusé l'ancien directeur de la rédaction de Sud-Ouest d'avoir pris, lorsqu'il était jeune journaliste au quoti-

dien maréchaliste *La Petite Gironde*, des consignes quotidiennes à la Propaganda Staffel. Devant tous les micros tendus, la réponse d'Amoureux n'avait pas tardé : diffamation !

#### « CE MAUVAIS PAS »

Comme si leurs disputes, étalées au grand jour durant les premiers jours du procès, n'étaient plus qu'un mauvais souvenir, les parties civiles montrent désormais un front uni. Le bouillant-Michel Sittinsky, sans lequel le procès n'aurait sans doute pas eu lieu, réclame un peu plus avant de parler. La discrète famille Matisson, dont tant de membres sont morts dans les camps, fait bloc autour de Maurice-David, l'auteur de *Psychanalyse de la collaboration*. Esther Vogler et Eliane Dommenge, qui masquent par une tranquille dignité leur douleur, impressionnent et rappellent, si besoin était, que se juge une affaire de vie et de mort. La faconde méridionale de René Panaras ravit, comme les bons mots de Juliette Benzazon, renforcés par son inimitable accent de Méridadeck. « Bien sûr que Papon est résistant, on l'a poursuivi pendant près de vingt ans ! », dit Juliette, toujours prête à s'enflammer.

Lorsque tout est dit, avocats, parties civiles et journalistes quittent en groupe le palais de justice alors que les derniers joueurs de boules animent encore la place qui jouxte l'enceinte.

Les avocats de la défense sont les premiers à partir. M. Francis Vuillemin, au maintien assuré de

louable jeune homme, M. Marcel Rouxel, l'avocat bordelais blanchi sous le barnais qui assure être là parce que Jacques Chaban-Delmas lui a demandé de « sortir notre ami Papon de ce mauvais pas », encadrent Jean-Marc Varaut. L'avocat de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde semble parfaitement maîtriser la règle d'or des bons joueurs de poker : minimiser ses pertes, maximiser ses gains. Lorsque l'audience n'a pas été à l'avantage de son client, il s'efface rapidement et regagne son hôtel sur les hauteurs de Bordeaux. Si, en revanche, Maurice Papon a, selon lui, « passé une bonne journée », il saura s'attarder pour expliquer le pourquoi du comment de cette audience.

Dédaignant Le Petit Maréchal, café-restaurant situé en face du Palais, les journalistes et les avocats des parties civiles ont fait de La Concorde, juste à côté, leur quartier général. Arno Klarfeld y relit ses documents avant d'enfiler ses rollers pour retourner à son hôtel.

Inséparables, semblant poursuivre à Bordeaux une interminable discussion entreprise au Quartier latin, M. Michel Zaoul et Alain Lévy ne rechignent pas, eux, devant les spécialités locales. Encadrés des véhicules de gendarmerie, la voiture de Maurice Papon passe alors devant le restaurant. Il y a des moments où l'on aurait presque envie de l'oublier.

José-Alain Fralon  
Dessin : Noëlle Herrenschildt

### Les accords « Bousquet-Oberg », officialisant la coopération française à la déportation, vont venir au centre des débats

UNE GRANDE PARTIE de l'été 1942, qui fera l'objet des débats devant la cour d'assise de Bordeaux, est occupée par un marchandage humain au plus haut niveau entre Allemands et Français, mieux connu aujourd'hui sous le nom d'« accords Bousquet-Oberg ». En engageant la collaboration d'Etat dans la voie du meurtre de masse, ces accords, qui aboutissent à utiliser la police française pour les rafles de juifs, resteront sans doute la pierre d'achoppement de toute réhabilitation de Vichy. Longtemps occultées ou minimisées par les acteurs de la partie française de ces discussions, les négociations ont été mieux connues, grâce au récit minutieux qu'en a proposé, au début des années 80, Serge Klarsfeld dans le premier tome de son *Vichy-Auschwitz* (Payot).

Côté allemand, il y a bien sûr Eichmann qui, depuis Berlin, planifie des convois qu'il faut alimenter coûte que coûte. Il y a également son représentant à Paris, Theodor Dannecker, qui accompagne en personne le premier départ de France, le 27 mars 1942, à destination d'Auschwitz, et qui se targue de pouvoir déporter

cent mille juifs de France pour l'année. Toujours côté allemand, il faut compter, depuis mars 1942, avec la police SS (la Sipo-SD), à la tête de laquelle a été placé Karl Oberg, second par Herbert Hagen, son « poisson-pilote », technicien de la politique antijuive. Il y a enfin Helmut Knochen, l'un de ceux qui fomentèrent, en octobre 1941, un attentat contre sept synagogues parisiennes.

Entre tous ces hommes dont les compétences se chevauchent, les relations sont complexes et les agendas divergents. Dannecker pousse à l'application immédiate de la « solution finale » sur l'ensemble du territoire français tandis que l'équipe d'Oberg a pour objectif premier le maintien de l'ordre en France. Les policiers SS n'ont pas le moindre état d'âme sur la mise à mort des juifs mais il ne veulent, en aucun cas, aller jusqu'au point de rupture avec le gouvernement français, à la tête duquel les Allemands viennent à nouveau d'imposer Pierre Laval, le 16 avril 1942.

Faut-il, avec Serge Klarsfeld, conclure de ces dissensions que la crainte d'un éventuel soulèvement

de l'opinion publique française contre les rafles de juifs, et le refus français d'intervenir, aurait suffi à convaincre les SS de repousser à la victoire la « solution finale » de la « question juive » en France si Vichy n'était justement venu, entre-temps, proposer l'appui de la police française ?

#### APPUI INDISPENSABLE

A Bordeaux, Robert Paxton a révélé qu'en croisant les évaluations les plus récentes, l'occupant n'aurait disposé que de soixante mille policiers allemands pour quadriller l'ensemble du territoire français. L'appui actif de la police française leur était donc indispensable.

A la tête de la police française, se trouve, depuis le 18 avril 1942, un très jeune haut fonctionnaire du nom de René Bousquet. Secrétaire général à la police, de sensibilité radicale et fortement anticomuniste, c'est lui qui, par des initiatives ambitieuses qui feront plus tard l'admiration de Himmler, va franchir le pas décisif. Le 6 mai 1942, René Bousquet rencontre le dirigeant SS Reinhard Heydrich. Quelques mois plus tôt, Heydrich a présidé la conférence

de Wannsee, destinée à planifier la destruction systématique des juifs d'Europe. Le protocole de cette réunion estime que « tant dans la zone occupée que dans la zone non occupée, le recensement des juifs, en vue de leur évacuation, se passera probablement sans grande difficulté ».

Le pronostic est confirmé le 16 juin 1942. Ce jour-là, René Bousquet propose spontanément l'arrestation de dix mille juifs étrangers de zone non occupée. Dans la suite des négociations, il lui sera de ce fait difficile de manifester d'éventuelles réticences à l'idée de lancer la police française dans la chasse aux juifs en zone occupée, où les Allemands escomptent désormais l'arrestation de vingt à vingt-deux mille personnes.

Le 2 juillet 1942, sans que Laval ait exigé, René Bousquet cède. « On s'est arrêté à l'arrangement suivant, jusqu'à la suite de l'intervention du Maréchal, il n'est pour l'instant pas question d'arrêter les juifs de nationalité française, Bousquet se déclare prêt à faire arrêter sur l'ensemble du territoire français, et au cours d'une action unifiée, le nombre de juifs ressortissants étrangers que nous voudrions. »

Consentie par Bousquet, trop heureux d'obtenir la neutralisation de la police du Commissariat général des questions juives, dirigé par Darquier de Pellepoix, et d'entretenir l'illusion du maintien de la souveraineté française sur les deux zones, cette concession sera entérinée par Philippe Pétain et Pierre Laval lors du conseil des ministres du 3 juillet 1942. Le chef du gouvernement parle alors des juifs étrangers en terme de « déchets expédiés par les Allemands eux-mêmes ». Pour lever d'éventuels scrupules, Laval assure à ses collègues que la destination des déportés est un « Etat juif à l'est de l'Europe ». Cette fable qui ne trompe aucun observateur du moment est totalement incompatible avec les rapports des diplomates français décrivant, depuis plusieurs mois, la situation réelle des juifs dans les territoires contrôlés par les forces de l'Axe. L'accord de coopération est officialisé par une déclaration faite par Oberg, le 8 août 1942, devant les préfets régionaux de la zone occupée.

Quels sont les avantages obtenus par Vichy dans cette négociation qui ressemble fort à un marché de

dupe ? La promesse d'épargner des otages ? Dès le 10 août 1942, quelques semaines à peine après la rafle du Vel'd'hiv' et quelques jours avant les arrestations de la zone non occupée, quatre-vingt-huit d'entre eux sont fusillés par les Allemands à la suite d'un attentat commis à Paris. La vie des juifs français contre le « lâchage » des étrangers ? Les dignitaires de Vichy savent parfaitement bien que cette distinction n'est pas acceptée par les Allemands, et Dannecker le répète à Jean Leguay, le délégué de Bousquet à Paris, le 13 août 1942, sans provoquer de protestation officielle. Du reste, dans les convois de juillet et d'août 1942, partent d'ores et déjà pour Auschwitz, des enfants juifs nés sur le sol de France ainsi que des juifs français détenus pour « infraction ».

Pour reprendre une expression de l'historien Ian Kershaw à propos de l'antisémitisme de l'Allemagne nazie, le chemin qui a mené les juifs de France à Auschwitz a été pavé d'indifférence. C'est une part de cette indifférence, qui est aujourd'hui jugée à Bordeaux.

Nicolas Weil



مركز الامم المتحدة

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / 9

## Bordeaux

lecture  
et 1944

Un livre de lecture  
sur la vie de la ville  
de Bordeaux pendant  
la Seconde Guerre mondiale.

**QUOTIDIEN**  
Pendant la Seconde Guerre mondiale, Bordeaux a été la capitale de la France libre. C'est une époque de résistance et de lutte pour la liberté. Ce livre raconte l'histoire de la ville pendant cette période difficile.

Jean-Michel Dumas

Un livre de lecture  
sur la vie de la ville  
de Bordeaux pendant  
la Seconde Guerre mondiale.

Jean-Michel Dumas

## au centre des débats

Un livre de lecture  
sur la vie de la ville  
de Bordeaux pendant  
la Seconde Guerre mondiale.

# Bernard Kouchner révèle les conséquences des effets secondaires de la consommation de médicaments

1,3 million de personnes hospitalisées dans des établissements publics en sont victimes chaque année

Une étude réalisée par les centres régionaux de pharmacovigilance, rendue publique lundi 10 novembre par M. Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, conduit que 10,3 % des malades hospitalisés dans le service public, soit 1,3 million de patients par an, sont victimes d'un effet indésirable dû à un médicament.

L'ETUDE, jusqu'ici confidentielle, circulait depuis peu dans le milieu médical spécialisé en pharmacovigilance où elle faisait déjà grand bruit. Ses premières conclusions ont été présentées lundi 10 novembre, à Paris, par Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, lors d'un colloque réunissant des médecins généralistes adhérents au syndicat MG France. Elle a été conduite sous l'autorité des centres de pharmacovigilance de Bordeaux et de Strasbourg, en liaison avec l'ensemble du réseau des centres régionaux.

Centrée sur les effets indésirables des médicaments prescrits aux personnes hospitalisées, cette étude a été menée de mai à juillet 1997 auprès d'un échantillon représentatif de 2 132 malades hospitalisés dans le secteur public (centres hospitaliers universitaires et centres hospitaliers généraux). C'était la première fois qu'un tel travail était réalisé à l'échelon national.

Les effets indésirables des médicaments peuvent être de nature

très variée, allant des simples nausées, vomissements ou diarrhées à des manifestations allergiques aux conséquences parfois mortelles, des atteintes de la fonction hépatique ou rénale parfois irréversibles. L'enquête a conclu que « 10,3 % des malades hospitalisés, soit 1,3 million de patients, présentaient lors de l'étude au moins un effet indésirable dû à un médicament ».

Dans 33 % des cas, ces effets indésirables peuvent être qualifiés de « graves » et, dans 1,4 % des cas, ils ont, selon toute vraisemblance, été à l'origine d'un décès. « La iatrogénèse (pathologie due au médecin ou à ses thérapeutiques) induite par les médicaments est un problème majeur de santé publique, tant sur le plan de la morbidité et de la mortalité que par celui du coût, notent les auteurs. Les effets indésirables sont, en France l'une des causes importantes de prolongation d'hospitalisation et une cause non négligeable d'hospitalisation directe et de mortalité ».

M. Kouchner a, à cette occasion, stigmatisé la « surconsommation » médicamenteuse française, précisant que les Français achètent deux fois plus d'antibiotiques que les Anglais, et trois fois plus de psychotropes.

de très nombreuses personnes violent leur hospitalisation prolongée, et plus ou moins accompagnée de séquelles parfois graves. Ce travail devrait nous permettre d'entreprendre une pédagogie auprès du grand public. Nous allons lutter contre les utilisations inappropriées des médicaments et aussi contre la surconsommation de ces derniers, et prouver, dans le même temps, le bon usage de ces molécules ».

Il est clair, selon M. Kouchner, que des outils médico-économiques devraient permettre de maîtriser ce phénomène mais que, pour autant, on ne pourra pas lutter efficacement contre la surconsommation sans « une pédagogie de santé publique ». « Il y a bien évidemment une responsabilité du prescripteur, mais il y a aussi une forte demande du public, a conclu le secrétaire d'Etat. A nous de faire comprendre que surconsommer des médicaments peut être nuisible pour la santé ».

Pour le secrétaire d'Etat à la santé, « la même logique fait que

## L'ancien trésorier du RPR Jacques Oudin mis en examen

LE JUGE D'INSTRUCTION de Nanterre (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, a adressé, la semaine dernière, un avis de mise en examen au sénateur de Vendée Jacques Oudin, ancien trésorier du RPR de 1993 à 1995 et trésorier de la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1995. Cette mise en examen pour « complicité de recel d'abus de biens sociaux », révélée par *Le Canard enchaîné* du 12 novembre, est consécutive à la découverte d'une série d'emplois du RPR dont les salaires étaient versés par des entreprises privées. Ancien directeur administratif du parti, dont elle était considérée comme la trésorière officielle, Louise-Yvonne Casetta avait été mise en examen pour avoir obtenu de la société Les Charpentiers de Paris le paiement de deux secrétaires travaillant pour le RPR (*Le Monde* daté 30-31 mars).

### DÉPÊCHES

■ JUSTICE : tous les conducteurs impliqués dans l'accident de l'autoroute A 10 (15 morts et 46 blessés), le 10 novembre 1993 près de Mirebeau (Charente-Maritime), ont été mis en examen pour « défaut de maîtrise du véhicule et homicide involontaire », a indiqué, mardi 11 novembre, le président de l'association de défense des victimes de ce carambolage. Après l'accident, le chauffeur du camion-citerne et le conducteur polonais directement à l'origine du carambolage avaient été mis en examen pour « homicides et blessures involontaires ».

■ ÉDUCATION : François Bayrou a critiqué la « méthode » de Claude Allègre, mercredi 12 novembre sur Europe 1, soulignant que son successeur « [multiplie] les annonces, alors que rien ne change ». L'ancien ministre de l'Éducation a estimé qu'en prenant pour « cible » les enseignants, M. Allègre sollicitait « un vieux fonds pojadiste de l'opinion qui ne [faisait] pas avancer les choses ».

■ TRANSPORTS : la circulation des autobus de l'agglomération Marseillaise a été interrompue, mardi 11 novembre au soir, après une série d'incidents graves ayant émaillé le week-end du 11 novembre. A la fin du mois d'octobre, des cocktails Molotov avaient déjà été lancés contre un autobus à Roubaix, provoquant une grève des transports durant vingt-quatre heures. Le travail d'après-midi a été repris qu'à la suite de l'engagement du préfet de police de renforcer les effectifs de CRS. Depuis, les jets de pierres, de plaques d'égoûts, et de cocktails Molotov, ainsi que les agressions de chauffeurs ont néanmoins persisté, au point de conduire la compagnie Transpole, concessionnaire du réseau, à faire rentrer tous ses autobus au dépôt. Mercredi matin, le travail avait repris, mais les syndicats envisageaient un arrêt total et de longue durée.

## Manifestations contre la consécration de la nouvelle église de Noisy-le-Grand

ON AVAIT même sorti le baudouin. Cérémonieux, en costume bleu et or, portant la masse et les insignes de la fonction, il précède la procession jusqu'à l'autel de la

### REPORTAGE

Ce 11 novembre, souvenir d'une autre guerre, deux France se faisaient face

La nouvelle église Saint-Martin-des-Gaules, sise à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Dans un décor de champs, de HLM, de boue et de chantier, la cérémonie de consécration va durer cinq heures. Venu d'Écône (Suisse), Mgr Bernard Fellay, l'un des quatre évêques ordonnés par Mgr Lefebvre en 1988 et excommuniés par le pape, porte haut la mitre, dont les pierres brillent. Sa lourde chasuble et sa dalmatique sont dorées et ses gants impeccablement blancs jusqu'au poignet.

La cérémonie commence par la « lustration » (ou purification) du nouvel édifice de culte. Pour en chasser les démons, l'officiant asperge les murs d'une eau dite « grégorienne », mélange d'eau pure, de vin, de sel et de cendre. Puis il dépose dans l'autel - qui tourne le dos aux fidèles - les reliques de martyrs, avant d'ordonner de saint chrême les trois peuples du choeur. La messe de consécration, selon l'ancien rite de saint Pie V et en latin, peut commencer. Au bruit du claquoir, les cérémoniaires, en robe de dentelle ou turban de Fédère et baissant son anneau pastoral. Dans des volutes d'encens, ils portent, couvertes d'un drap blanc, sa mitre et sa croce. A chaque tintement de la cloche, les fidèles ferment un vieux missel jauni et écorné, plangent la tête au sol et se signent. Ils sont trois cents à l'intérieur, un peu plus dehors, beaucoup venus en famille de Saint-Nicolas-du-Charbonnet.

« Nous avons ouvert une maison de Dieu, une nouvelle porte du Ciel, une échelle afin que la grâce se répande sur les âmes », scande, à l'heure du sermon, l'évêque Fellay, de sa voix suave et onctueuse. Auparavant, il aura réglé quelques comptes avec l'évêque de Saint-Denis, Mgr Olivier de Berranger, auteur d'un communiqué mettant en garde les catholiques contre la Fraternité schismatique de M. Lefebvre : « Ce n'est pas nous qui avons changé, affirme-t-il. Comment prétendre que ceux qui s'attachent à un rite qui a sanctifié l'Eglise pendant des siècles, qui a conduit tant d'âmes au Ciel et a glorifié Dieu, pourraient être, d'un

coup, déclarés schismatiques ».

Ce 11 novembre est jour de gloire pour François Triomphe, président de l'Ancre (Association noisienne pour la continuité du rite dans l'Eglise). Depuis des années, cet homme au cheveu ras milite pour la « restauration » de la tradition catholique en Seine-Saint-Denis, « le département le plus déchristianisé de France ». Avec ses amis, il a racheté les 220 tonnes de pierres d'une église désaffectée du Poitou. Entreposées sur palettes, elles ont été transportées il y a un an et, sur ce terrain de 823 mètres carrés acquis par l'Ancre à Noisy, ont été une à une, remontées. La toiture n'est pas encore achevée. Un échafaudage sert de tribune et une tente de sacristie.

Devant les caméras, François Triomphe jure de sa bonne foi : « Je ne suis pas membre du Front national ». Mais ses cinq amis frontistes, élus de l'opposition au conseil municipal de Noisy-le-Grand, sont bien là, ainsi que le service d'ordre du FN. Lui-même a figuré sur les listes du Front aux dernières municipales et vote régulièrement Le Pen. « Quel, ce serait le péché suprême de voter FN ? Mais c'est le seul parti à lutter contre l'avortement », clame-t-il. Interrogé sur la déclaration de « repentance » des évêques à Drancy, près de Noisy, le saint homme lâche : « Je ne sais pas que la Synagogue se soit jamais repentie du Golgotha ». Mgr Lustiger, qui « a découvert la démocratie dans saint Thomas d'Aquin », n'est pas épargné dans des conversations aussi pesantes que la cérémonie.

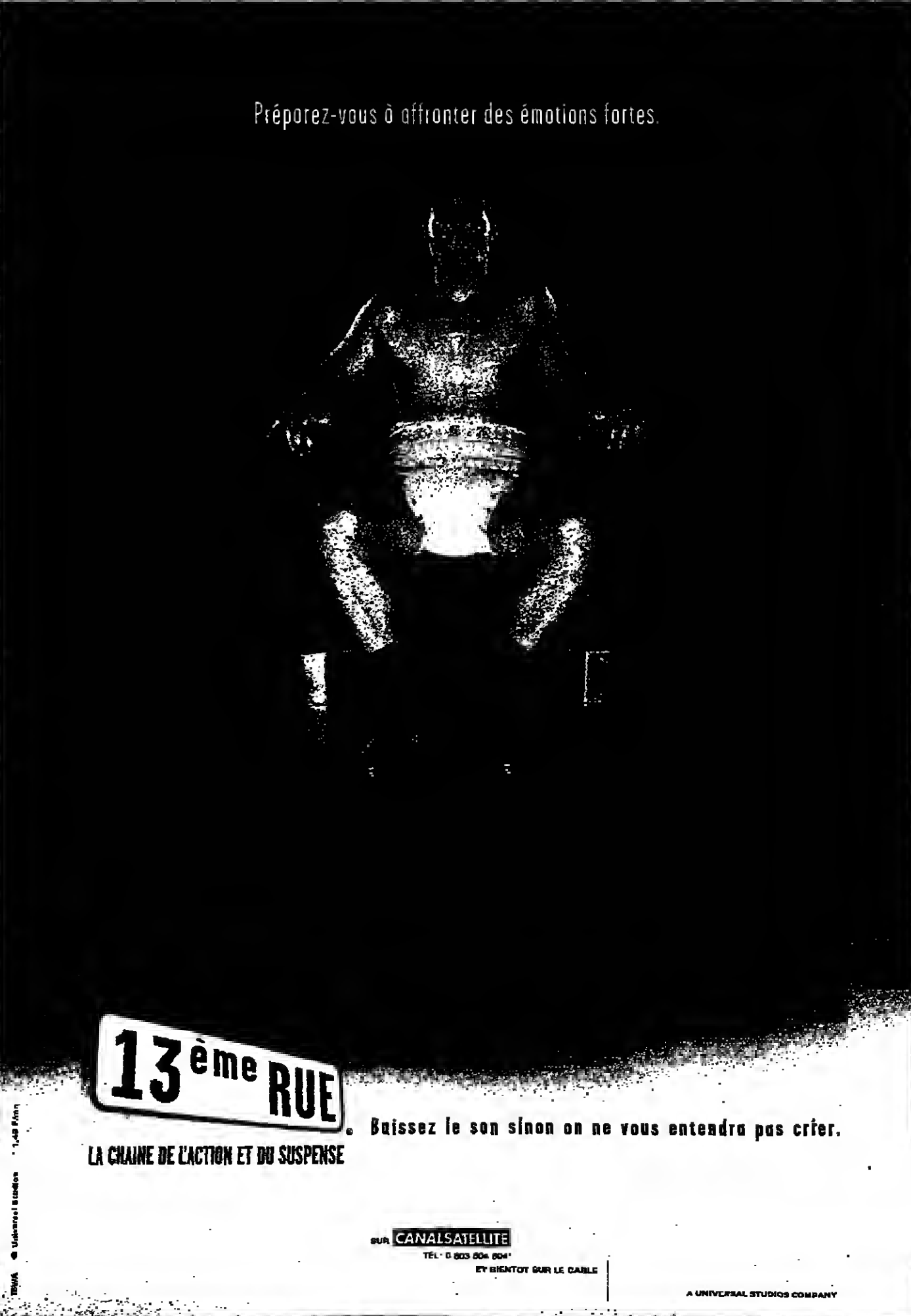
### AUTRES CANTIQUES

Une sonnerie de cors marque la fin. Mais à peine entend-on l'Ancre n'essaie, que retentissent, dans le lointain, d'autres cantiques : « Eglise intégriste, Eglise fasciste (...). A bas les culs-bénis (...). Ils occupent nos cliniques, occupent leurs églises (...). Ni Dieu, ni maître, ni ordre moral ». Du PS au PCF, en passant par le Mouvement des citoyens, les Verts, des syndicats enseignants et des groupes anarchistes, quatorze organisations avaient appelé à manifester contre cette nouvelle église qui est, pour elles, « un point d'ancrage de l'extrême droite ».

Les manifestants étaient tenus à bonne distance par des cordons de policiers, mais ce 11 novembre, souvenir d'une autre guerre, deux France se faisaient face à Noisy. Le cœur chouan sur la poitrine, les uns chantaient *Catholiques et Français toujours*. Sur un badge, les autres avaient écrit : « Dieu existe, j'ai marché dedans ». Ou criaient : « A Noisy comme à Alger, l'intégrisme, il y en a assez ».

Henri Tincq

Préparez-vous à affronter des émotions fortes.



**13<sup>ème</sup> RUE**

LA CHAÎNE DE L'ACTION ET DU SUSPENSE

Baissez le son sinon on ne vous entendra pas crier.

sur CANALSATellite  
TEL : 0 800 004 004  
ET BIENTÔT SUR LE CÂBLE

A UNIVERSAL STUDIOS COMPANY



## DISPARITIONS

**NORBERT CARBONNEAUX**, cinéaste, est mort le 6 novembre. Né le 28 mars 1918, Norbert Carbonneaux était une figure atypique du cinéma français. Il débute sa carrière alors que le cinéma dit « de qualité française » perd sans éclat son âge d'or. Ses premiers films — *Les Corsaires du Bois de Baulagne* (1954), *Courte tête* (1956), *Le Temps des œufs durs* (1958) — creusent le sillon peu fréquenté (sinon par Jacques Tati ou Pierre Etaix) de la comédie loufoque et de l'incongruité poétique. Ils lui valent à ce titre l'admiration de certains cinéastes, tel Jean-Luc Godard qui écrit à son sujet : « C'est d'ailleurs peut-être dans ce décalage entre le rêve et la réalité que l'on peut saisir le mystère Carbonneaux. [Il] a l'ironie virevoltante, le trait sec et mordant qui empêche le rire en même temps qu'il le déclenche ». En dépit de cette reconnaissance, la suite de sa carrière — *Candide* ou *l'apitisme au XX<sup>e</sup> siècle* (1961), *La Gamberge* (1962), *Tantes folles de lui* (1967), *L'ingénu* (1972) — s'inflechit vers un comique plus convenu.

**HELENO HERRERA**, entraîneur de football surnommé *El Mago* (« le magicien »), est mort, dimanche 9 novembre à Venise, à la suite d'une malaise cardiaque. Né le 17 avril 1916 à Buenos Aires (Argentine), Heleno Herrera avait tout d'abord accompli une carrière de joueur assez modeste, notamment en France. Il était devenu entraîneur en Espagne, après la guerre, à la tête de Valladolid (1948-1949), de l'Adético Madrid (1950-1951) avec lequel il remporta deux titres nationaux, de La Corogne (1953), de Séville (1954-57) et du FC Barcelone (1959-60) qui réussit le triplé Championnat d'Espagne, Coupe des foires, Coupe du roi en 1959. Il avait également dirigé l'équipe nationale espagnole (1960-1962), participant à la Coupe du monde au Chili. Arrivé en Italie en 1960, il a entraîné durant huit ans la formation de l'Inter de Milan, la conduisant trois fois au titre national (1963-1965-1966) et à deux Coupes d'Europe des clubs champions en 1964 et 1965. En 1969, il avait remporté la Coupe d'Italie avec l'AS Rome. Revenu pour une saison à l'Inter en 1974, il a terminé sa carrière d'entraîneur en 1977 à Rimini. Heleno Herrera est célèbre pour avoir mis sur pied le *catenaccio*, le verrou, une tactique de défense devenue une véritable institution dans le jeu moderne.

**GEORGE CHAMBERS**, ancien premier ministre de Trinité-et-Tobago, est mort le 4 novembre à Port-d'Espagne des suites d'un cancer. Né le 4 octobre 1928, George Chambers était devenu premier ministre en mars 1981 après le décès d'Eric Williams, fondateur de la République de Trinité-et-Tobago, qu'il avait dirigée pendant vingt-cinq ans. Aux législatives de novembre 1981, George Chambers avait mené à la victoire le Mouvement ouvrier du peuple, parti qui avait gagné toutes les élections depuis 1956, mais avait subi une écrasante défaite au scrutin de décembre 1986 en raison de l'effondrement des cours du pétrole, qui assurait 90 % des exportations de cette ancienne colonie britannique.

## NOMINATIONS

### MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres a procédé, lundi 10 novembre, au mouvement préfectoral suivant (*Le Monde* du 11 novembre) : Jean-François Denis, directeur de la sécurité civile depuis mai 1996, est nommé préfet de Meurthe-et-Moselle. Jean Duissourd, préfet des Hautes-Pyrénées, devient directeur de la sécurité civile et de la défense, ces deux directions du ministère de l'Intérieur devant fusionner. Gérard Bouquier, préfet adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse, est nommé préfet à Tarbes, en remplacement de M. Duissourd. Bernard Lemaire, sous-préfet de Bayonne, remplace M. Bouquier à Ajaccio. Rémi Thuan, secrétaire général pour les affaires régionales du Nord-Pas-de-Calais, devient préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon, en remplacement de Jean-François Carenco, envoyé dans le Tarn-et-Garonne le 29 octobre. Michel Pinault, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la zone de défense est, est placé hors cadre, en attendant d'être nommé chargé de mission au SGCI (Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne pour la convention de Schengen et pour les affaires intérieures et de justice), en remplacement de Pierre-Henry Macciooli, nommé préfet de la Dordogne le 1<sup>er</sup> octobre. Didier Pételin, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le remplace à Metz. Jacques Andrieu, préfet de Meurthe-et-Moselle, est placé hors cadre.

[Né le 4 décembre 1938 au Tréport (Seine-Maritime), Jean-François Denis commence sa carrière comme officier de l'armée de l'air. Il devient directeur du cabinet du préfet du Tarn en novembre 1975, directeur du cabinet du préfet de la Charente-Maritime en février 1977, sous-préfet de Langrenois (Ardennes) en août 1978, chef de la subdivision de la Nouvelle-Calédonie en janvier 1981 et sous-préfet de Clichy-sur-Seine en septembre 1983. Il est chargé d'une mission temporaire auprès d'Edgard Pisani, délégué du gouvernement

en Nouvelle-Calédonie, de janvier à juin 1985. Il est ensuite secrétaire général pour les affaires régionales de la région Languedoc-Roussillon. Il est chargé d'une mission temporaire auprès de Christian Blanc, coordinateur de la mission « chargée d'apprécier la situation et de rétablir le dialogue en Nouvelle-Calédonie » de mai à juillet 1988. Il est nommé préfet, commissaire délégué pour le développement économique, auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, en juillet 1988, préfet du Jura en mars 1990, préfet des Pyrénées-Atlantiques en juin 1993. En mai 1996, il avait été nommé directeur de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur. Depuis septembre 1996, il était parallèlement haut fonctionnaire chargé des mesures de défense auprès du même ministère.]

[Né le 2 janvier 1948 à Castres (Tarn), Jean Duissourd intègre le ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA, en mai 1976. Après avoir été chef de bureau, il devient chargé de mission auprès du préfet de la région Haute-Normandie en juin 1980, secrétaire général de la préfecture de l'Alsace en mars 1982, secrétaire général pour les affaires régionales d'Auvergne en octobre 1984, secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme en octobre 1986 et sous-préfet de Palaiseau en août 1990. En octobre 1992, il est nommé directeur du personnel, de la formation et de la police à la direction générale de la police nationale. Depuis novembre 1993, il était préfet des Hautes-Pyrénées.]

[Né le 30 novembre 1944 à Rennes (Ille-et-Vilaine), Gérard Bouquier commence sa carrière comme attaché d'administration centrale au ministère des départements et territoires d'outre-mer en août 1968. Il est administrateur intermédiaire des Îles Sous-le-Vent (Polynésie française) en juillet 1974, chef de cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur en octobre 1977, directeur du cabinet du préfet des Ardennes en octobre 1978, secrétaire général de la préfecture de Mayotte en septembre 1979, sous-préfet de la Fische en juillet 1982, secrétaire général de la préfecture de la Charente en septembre 1985, chef du bureau des corps préfectoral et des administrateurs civils au ministère de l'Intérieur en septembre 1987, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques en juin 1990, sous-préfet d'Antony en mai 1993. Depuis février 1994, il était préfet adjoint pour la sécurité auprès des préfets de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse.]

[Né le 4 novembre 1916 à Vittel (Vosges), Bernard Lemaire commence sa carrière comme inspecteur du Trésor, en janvier 1967,

avant de faire l'ENA. Il devient directeur du cabinet du préfet de l'Aisne en août 1978, sous-préfet d'Anenise en juillet 1979, secrétaire général de la préfecture de la Creuse en août 1981, secrétaire général adjoint de la préfecture des Bouches-du-Rhône en décembre 1983, secrétaire général de la préfecture de Nouvelle-Calédonie et dépendances en décembre 1985, secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime en janvier 1987, chargé de mission auprès du préfet de la région des Pays de la Loire en décembre 1989, secrétaire général pour les affaires régionales de la même région en juin 1990. Il était sous-préfet de Bayonne depuis janvier 1995.]

[Né le 16 juin 1951 à Paris, Rémi Thuan intègre le ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA, en mai 1977. Il est directeur du cabinet du préfet du Tarn en juillet 1977, directeur du cabinet du préfet du Val-d'Oise en août 1979, chargé de mission auprès de ce préfet en décembre 1980, chef de la mission décentralisation à la sous-direction des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer, au secrétariat d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer en octobre 1982, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Pierre (la Réunion) en décembre 1984, secrétaire général de la préfecture de la Réunion en septembre 1986, secrétaire général de la préfecture de l'Oise en novembre 1989, chargé de mission pour la politique de la ville auprès du préfet de l'Oise en septembre 1993, chargé de mission auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais en novembre 1993. Il était secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nord-Pas-de-Calais depuis novembre 1993.]

[Né le 15 octobre 1945 à Besançon (Doubs), agrégé d'anglais, Didier Pételin intègre le ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA, en mai 1976. Il est directeur du cabinet du préfet de l'Ain en août 1976, sous-préfet d'Amboise en juin 1978, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord en mars 1980. Il est conseiller technique au cabinet de Gaston Deffere, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, de juin 1982 à juillet 1989 et, par la suite, attaché au cabinet du directeur général de l'administration de mars 1983 à septembre 1984. Il est nommé sous-directeur de la prévention et des études à la direction de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur en septembre 1984, sous-directeur de la circulation et de la sécurité routière en octobre 1985, sous-directeur de la programmation en octobre 1986 et sous-préfet de Montmorency en décembre 1989. Depuis août 1994, il était secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne.]

## DÉFENSE

Le conseil des ministres du lundi 10 novembre, avancé en raison du voyage de Jacques Chirac au Sommet de la francophonie de Hanôï, a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Marine**. Est élevé au rang et à l'appellation d'amiral, le vice-amiral d'escadre Bernard Moysan, nommé inspecteur général des armées (marine).

Sont nommés : major général de la marine, le vice-amiral d'escadre Philippe Mallard ; commandant la force d'action navale, le vice-amiral Alain Witrand ; chef de cabinet du chef d'état-major des armées, le vice-amiral Jean Viriot.

● **Air**. Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Michel Brugnot (nommé commandant en second les forces aériennes stratégiques) et François Bourdilleau (nommé commandant les systèmes de surveillance, d'information et de communications) ; général de brigade aérienne, le colonel Yves Jourdan.

Sont nommés : commandant la région aérienne « Atlantique », le général de corps aérien Michel Beaudoux ; commandant la région aérienne « Méditerranée », le général de brigade aérienne Claude Bigot ; chef de la mission militaire française auprès des forces aériennes alliées en Europe, le général de division aérienne Jean Nicolas ; inspecteur du commissariat et de l'administration de l'armée de l'air, le commissaire général de brigade aérienne Alain Ballaud.

● **Terre**. Sont mis à la disposition : du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de corps d'armée Pierre Forterre ; du ministre de la défense, le général de division Philippe Rondot (*Le Monde* du 11 novembre).

● **Armement**. Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Paul Pamié ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs eo chef Yves Desnoës, Michel Buntette et Louis-Alain Roche.

Sont nommés : adjoint au sous-directeur de la formation, chef du bureau de la tutelle des écoles d'ingénieurs à la direction des ressources humaines, l'ingénieur général de deuxième classe Jean-Pierre Crestin ; sous-directeur de l'organisation, de la qualité interne et des systèmes d'information à la direction de la gestion et de l'organisation, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Kervella ; adjoint au chef du service des programmes aéronautiques de la direction des systèmes d'armes, l'ingénieur général de deuxième classe Denis Caraux.

## DIPLOMATIE

Henri Benoit de Coignac a été nommé ambassadeur en Irlande, en remplacement de François Mouton, qui part à la retraite, par décret publié au *Journal officiel* daté 10-11 novembre.

[Né le 3 octobre 1938 à Rodez (Aveyron), Henri Benoit de Coignac est licencié en droit et diplômé de l'école nationale de la France d'outre-mer. Il a été notamment en poste à Mexico (1965-1967), à Washington (1967-1971), à Tunis (1971-1974), à New Delhi (1974-1977), à Buenos Aires (1979-1982), en Andorre (1982-1984) et à l'administration centrale, avant d'être ambassadeur en Espagne (1985-1993), puis au Maroc (1993-1995). Depuis janvier 1996, Henri Benoit de Coignac était conseiller diplomatique du gouvernement.]

## ÉPISCOPAT

Le Père François-Xavier Loiseau, vicaire général du diocèse de Luçon (Vendée), a été nommé par le pape, lundi 10 novembre, évêque de Digne (Alpes-de-Haute-Provence). Il succède à M<sup>re</sup> Georges Pontier, devenu eo 1996 évêque de La Rochelle.

[Né le 7 juillet 1939 à Mailly (Vendée), François-Xavier Loiseau a fait ses études supérieures au séminaire universitaire et à l'université catholique d'Angers. Licencié en philosophie et en théologie, il a été ordonné prêtre pour le diocèse de Luçon en 1965. Jusqu'en 1982, il a enseigné au grand séminaire de Luçon et au séminaire interdiocésain d'Angers. En 1982, François-Xavier Loiseau est devenu secrétaire particulier de M<sup>re</sup> Pary, évêque de Luçon, fonction qu'il a gardée après de son successeur, M<sup>re</sup> François Camier. Depuis 1992, il était vicaire général du diocèse de Luçon.]

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Jean-Gabriel et Geneviève MORTAMET sont heureux d'annoncer la naissance de

Gabriel,

fil de

Charlotte et Philippe CHESNELONG, 7, quai de Sorbie, 69006 Lyon, 8, rue de Chaligny, 75012 Paris.

### Anniversaires de naissance

Paris.

Vingt ans.

Elise !

Françoise, Zoé, Michel.

— Bon anniversaire (sept ans !) à

Sarah NOUVEL.

de la part de son papa qui l'aime,

le 13 novembre 1997.

## Noces de diamant

— Pour les soixante ans du mariage de

Jean et Mike BEGU,

leurs trois filles, Claudine (décédée), Reine et Françoise, leurs neuf petits-enfants, leurs dix arrière-petits-enfants, Arnaud, Aïda, Jeanne, François, Anthony, Thomas, Charlotte, Olmo, Lou et Jules, leur souhaitent un bon anniversaire avec tout leur amour.

## CARNET DU MONDE

Téléphones :

01-42-17-39-90

01-42-17-29-96

01-42-17-38-42

Tarif à la ligne H.T.

Rubrique nécrologie ..... 105 F

Abonnés et actionnaires ..... 95 F

Mariages/noces ..... 70 F

Thèses étudiants ..... 85 F

Les lignes en capitales grasses sont

inscrites sur le bandeau des pages.

Les lignes en blanc sont obligatoires

et facturées. Minimum 10 lignes.

## Décès

— M<sup>re</sup> Jacques Mesny, François et Michel Alidibros, Anne et Jean-Marc Tullis, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès survenu le 6 novembre 1997, de

Jacques MESNY,

chirurgien-dentiste,

chevalier de la Légion d'honneur.

41, avenue de Ségur,

75007 Paris.

— Elio Nacmias, son époux, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès survenu le 6 novembre 1997, de

Geneviève

ARRIGHI DE CASANOVA,

née BARTHÉLEMY,

survenu dans sa soixante-seizième année.

Ses obsèques seront célébrées le 13 novembre, à 14 h 15, en l'église Saint-Jean-de-Matthieu, à Aix-en-Provence.

11, boulevard du Roi-René, 13100 Aix-en-Provence.

— Les familles de ses enfants, André du Castel (†), François du Castel, Florence Bernard, Charles-Antoine du Castel (†), Valentine Therre (†), ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>re</sup> Etienne du CASTEL, née Françoise PAUL-DUBOIS,

survenu le 7 novembre 1997, dans sa cent-unième année, à Joigny (Yonne).

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mercredi 12 novembre, à 14 h 30, en la chapelle de l'Est du cimetière du Père-Lachaise.

François du Castel, 103, avenue Félix-Faure, 75015 Paris, Florence Bernard, 28, boulevard des Invalides, 75007 Paris.

— Lucie L. Heures, Et les familles Mamy et Dessault, ont la douleur d'annoncer le décès, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Georges MAMY, journaliste, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palme, rosette de la Résistance.

Parents et amis sont invités à se réunir le vendredi 14 novembre 1997, à 9 heures, au crématorium du Père-Lachaise.

5, villa des Pyrénées, 75020 Paris, 4, rue Auguste-Perret, 75013 Paris.

(Le Monde du 11 novembre.)

## Remerciements

— Renée Derogy-Weitzmann, Et la famille Weitzmann

remercient très sincèrement tous ceux et celles qui leur ont témoigné leur douleur et leur affection lors de la disparition de

Jacques DEROGY,

survenu le 30 octobre 1997.

## Anniversaires de décès

— Il y a deux ans, le 12 novembre 1995,

Christian BROSSARD,

journaliste judiciaire

à l'Agence France-Presse,

quittait sa famille et ses amis.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Il y a huit ans,

Patrice COUSSONNET,

agréé d'arabe,

quittait ce monde,

mais pas les siens,

en qui il vivait toujours.

## Conférences

« Démétrios Poliorcète et la guerre de siège hellénistique (IV<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> siècles av. J.-C.) » par le professeur Pierre Leriche, le lundi 17 novembre 1997, à 18 heures. Palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés, 5, rue de l'abbaye, Paris-6<sup>e</sup>. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la Défense, dans le cadre du cycle de conférences « La guerre et la ville à travers les âges ».

## Colloques

— Colloque international du Collège des études juives de l'Alliance israélite universelle : « Où va le judaïsme ? La continuité juive face aux extrémismes », les samedi soir 15 et dimanche 16 novembre, renseignements à l'AIU, 45, rue La Bruyère, Paris-9<sup>e</sup>, tél. : 01-53-32-88-55 (inscriptions obligatoires).

## Vous pouvez

nous transmettre

vos annonces la veille

pour le lendemain

jusqu'à 16 h 30

## REPRODUCTION INTERDITE

### OFFRES

Société recherche pour son PDD

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION

bilingue anglais, maîtrisant parfait, sténo, traitement de texte et syntaxe. Env. CV et lettre motiv. à : JEM Productions, 24, bd Polissier, 75008 Paris.

### L'HÔPITAL CHARLES-RICHET (AP-HP)

recherche

### UN MÉDECIN DU TRAVAIL

à mi-temps

Envoyer lettre manuscrite

+ CV à

Monsieur le Directeur

Hôpital Charles-Richet

(AP-HP)

95400 Villiers-le-Bel

Renseignements :

Tél. : 01-34-29-23-80

### L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL (Suisse)

met au concours un

nouveau poste de professeur

ordinaire en sociologie pour

sept heures d'enseignement

en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycles (orientation

sociologie économique).

Entrée en fonctions : octobre

1998. Date de remise des

dossiers de postulation :

15 janvier 1998.

Renseignements :

Prof. François Hainard,

Pierre-à-Mazel 7, CH-2000

Nouchâtel.

Tél. : 0041-32-718-14-20

Bureau d'études recherche

INGÉNIEUR AGRONOME

spéc. en économie avec min.

5 ans d'exp. prof.,

Lb. conn. des proc. fin.

FED, gestion de projets

et filière café pour poste

en outre-mer.

Les candidatures sont à

envoyer au bureau d'études

EARTH, parc scientifique de

Gamboux-Namur, rue

Lejeune, 30 B-5032

Gemboux.

Fax : 0032-81-56-86-97

### SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT ENGAGE VACATAIRES

HOMMES MIN. 35 ANS

Bonne présent. et éducation

CV + Photo à : CGS

11, rue Chaligny, 75016 Paris

Très urgent, dame recherche



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

# Vers une réforme du volet social de la décentralisation

Les conseils généraux ont aujourd'hui la responsabilité de l'aide sociale. Martine Aubry veut résorber des disparités trop fortes d'un département à l'autre

L'ACTION SOCIALE des départements, qui met en jeu des sommes considérables, est aussi à la confluence de plusieurs interrogations : sur l'avenir de la décentralisation, la répartition des responsabilités entre l'Etat et les locaux (et entre élus eux-mêmes), la lutte contre l'exclusion, la péréquation des richesses entre collectivités locales, la gestion du vieillissement de la population... Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a relancé toutes ces questions, lundi 10 novembre, en indiquant que le projet de loi contre les exclusions donnera l'occasion de « repenser » la décentralisation en matière d'aide sociale, en raison des disparités géographiques constatées. Lorsque la ministre, il y a quelques jours, a pris rendez-vous avec Jean Puech, président (UDF) de l'Association des présidents des conseils généraux (APCG), et une délégation de cette dernière pour évoquer ces sujets, le 20 novembre, elle leur a précisé qu'il serait bon de prévoir du temps pour cet entretien. Il s'agit en effet d'ouvrir un chantier « majeur », selon ses propres termes.

Le transfert des dépenses d'aide sociale aux départements date de 1983. Mais avec l'aggravation de la fracture sociale, cette aide a pris, au fil des années, une ampleur que n'avaient prévue ni l'Etat ni les présidents des conseils généraux : dans



les budgets primitifs des départements pour 1997, ces dépenses représentent, selon les calculs de l'APCG, 75,9 milliards de francs, soit plus de la moitié de leurs 143 milliards de dépenses de fonctionnement.

Entre 1994 et 1995, les dotations de l'Etat aux départements ont progressé de 2,9 %, tandis que les dépenses d'aide sociale progressaient de 5,6 %. Dans les années précédentes, ces taux avaient parfois atteint 9 %. Au point que

l'APCG a longtemps affirmé que l'action sociale finissait par obérer la capacité d'investissement des départements : « Chocun sait ici que son développement économique, dans sans investissement, la lutte contre l'exclusion et le chômage est vouée à l'échec », lançait en 1996 M. Puech devant le congrès de l'APCG. En 1995, pour la première fois, selon l'APCG, les dépenses sociales avaient dépassé 60 % des dépenses de fonctionnement des départements.

Le freinage de ces dépenses, malgré l'acuité de la crise, est donc un souci constant des présidents des conseils généraux. Le « pic » de 1995 a marqué le début d'un retournement de tendance : dans les budgets primitifs pour 1997, le rythme de progression des dépenses sociales est descendu à 4,5 %. Selon l'APCG, un tel taux d'augmentation représente « pour beaucoup de départements un seuil minimal incompressible » compte tenu du vieillissement de la population et de l'augmentation des personnes en situation de précarité. L'exclusion est d'ailleurs en partie à l'origine de l'envolée des dépenses d'aide sociale avec la loi, votée fin 1988, instituant le Revenu minimum d'insertion (RMI), qui laisse à la charge des départements au moins 20 % des dépenses d'insertion. D'autres responsabilités leur ont été progressivement confiées :

en 1992, l'aide médicale pour les plus démunis, en 1997 la prestation spécifique dépendances (PSD) pour les personnes âgées.

Les disparités relevées par M<sup>me</sup> Aubry (voir carte ci-contre) sont certes liées aux choix politiques de chacun des conseils généraux (aujourd'hui majoritairement à droite, ils seront renouvelés, pour moitié, lors des élections cantonales de mars 1998). Mais elles tiennent aussi à des réalités locales très diverses.

### INÉGALITÉS CUMULÉES

Ainsi, les dépenses sociales pèsent d'autant plus lourd dans des départements comme la Seine-Saint-Denis que ceux-ci souffrent d'une sorte de cumul des inégalités : les besoins d'aide sociale sont plus forts qu'ailleurs, mais les ressources plus faibles. L'insuffisance de ce qu'on appelle le « potentiel fiscal » des habitants pousse les départements à reporter la fiscalité locale sur les entreprises. Ce qui pousse ces dernières à s'installer ailleurs.

Dans un contexte budgétaire tendu, l'action sociale des départements soulève aussi des interrogations sur la pertinence des choix des élus. Au printemps, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation du gouvernement Juppé, Dominique Perben (RPR), appelait les élus locaux à se remettre en question : « On ne peut pas indéfiniment surajouter des politiques à d'autres, soulignait-il dans un entretien au Monde du 15 avril. Il faut, à un moment donné, s'interroger sur les attentes de nos concitoyens : ne convient-il pas de diminuer certaines prestations, d'abandonner certaines actions au profit d'autres ? »

Interrogé mercredi, M. Puech met en avant le besoin d'une « contractualisation », d'une « clarification » – notamment pour la tarification de la PSD – et d'une « approche globale » afin d'obtenir une « meilleure complémentarité » permettant d'« utiliser avec encore plus de souplesse les fonds disponibles », notamment pour le volet insertion du RMI. « Nous sommes ouverts, il n'y a pas de blocage », a déclaré au Monde M. Puech, en soulignant que les domaines de l'action sociale relèvent typiquement des « missions portées » entre l'Etat et les collectivités locales. Il importe donc, pour l'ancien ministre d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé, de « bien définir ces portages, pour obtenir le plus d'efficacité ».

J.-L. A.

Jean-Louis Andréani

## Contre la « rupture de l'égalité » territoriale

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a indiqué, lundi 10 novembre, que le projet de loi contre les exclusions – qui devrait être déposé au Parlement en février 1998 – donnera l'occasion de « repenser » la décentralisation en matière d'aide sociale, en raison « des différences extrêmement fortes » existant « d'un département à l'autre ». M<sup>me</sup> Aubry souhaite qu'il n'y ait « pas de rupture de l'égalité » territoriale, mais souligne aussi que la répartition des responsabilités entre l'Etat et les départements « n'a pas été totalement claire ». « Par exemple, qu'est-ce qui doit rester du domaine de l'Etat ? », s'est-elle interrogée.

Cette réflexion « sera un des chantiers majeurs », même si s'annonce « difficile » parce qu'« il touche à des intérêts politiques », a-t-elle précisé, ajoutant que des mesures seront annoncées au 1<sup>er</sup> décembre « pour relancer le "1" » du revenu minimum d'insertion (RMI).

## Des responsabilités partagées

LA LOI du 22 juillet 1983, l'une des lois de décentralisation, confie aux départements la responsabilité de l'ensemble des prestations d'aide sociale. Le département est donc responsable, notamment, de la protection maternelle et infantile (PMI), de l'aide aux handicapés, au troisième âge et à l'enfance. La prestation dépendance pour les personnes âgées, instituée par une loi de janvier 1997, est à la charge des départements. Outre le financement d'une part du volet insertion du RMI, les départements assument – depuis une loi de 1992 modifiant la loi de 1988 sur le RMI – la charge de l'aide médicale aux personnes en situation de précarité (à l'exclusion des SDF), notamment les RMIstes. En 1997, selon l'Association des présidents des conseils généraux (APCG), l'aide à l'enfance représente 30 % du total des dépenses d'action sociale départementales, le RMI 5 %, l'aide médicale 9 %.

Enfin, la loi de 1983 transfère aux départements une partie de la pré-

vention sanitaire (tuberculose, maladies vénériennes...), ainsi que les services de vaccination ou de dépistage précoce du cancer. En avril, Dominique Perben (RPR), ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, avait annoncé que le gouvernement Juppé avait l'intention de reprendre aux départements leurs compétences en matière de prévention sanitaire, notamment pour éviter la « codécision », tout en leur transférant de nouvelles responsabilités pour l'aide sociale.

L'APCG souhaite le retour à l'Etat de l'ensemble du secteur de la prévention. Elle demande également un retour à l'Etat de l'aide médicale, une révision du dispositif du RMI, enfin une « clarification » des responsabilités dans les domaines de l'action sociale. Comme dans d'autres domaines, le schéma de répartition des compétences est moins clair dans la pratique que dans les textes.

## Deux nouvelles avancées pour les écologistes

### TOULON et ORLÉANS

de nos correspondants

Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, vient d'annoncer deux décisions intéressantes EDF sur deux sites sensibles. En Provence, le projet de traversée du parc régional du Verdon par une ligne électrique à très haute tension (400 000 volts) est provisoirement abandonné. Dans un communiqué commun du 7 novembre, M<sup>me</sup> Voynet et de Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, précisent qu'il est « essentiel d'étudier, préalablement à toute construction de ligne, des solutions qui permettent de réduire le contraste d'approvisionnement de l'Est de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et les raisons qui pourraient justifier un tel tracé ». Malgré cette décision

apaisante, les élus des quarante-quatre communes du Var et des Alpes de Haute-Provence situées dans le périmètre du parc, fermement opposés à ce tracé imposé par EDF (Le Monde du 29 avril), ont décidé de se réunir jeudi 13 novembre, pour déterminer leur position.

La signature, le 3 mars, du décret de création du parc dans cette zone naturelle de 177 000 hectares avait été accueillie sur place avec une satisfaction nuancée par la découverte du tracé EDF, le septième présenté depuis 1990. Les élus et les populations, ulcérés par ce projet – 110 kilomètres de ligne sur des pylônes de 72 mètres de haut – le rejettent en bloc. EDF justifiait l'urgence de cette ligne par des raisons de sécurité et « pour renforcer l'alimentation électrique de la ré-

gion niçoise ». L'argument est pris en compte par les deux membres du gouvernement, qui estiment que « toutes les solutions qui réduisent la contrainte d'approvisionnement électrique sont dommageables pour l'environnement doivent naturellement être mises en œuvre ».

De nombreux élus locaux regrettent que M<sup>me</sup> Voynet n'insiste pas plus sur les solutions alternatives, notamment celles proposées dans un rapport de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Charles-Antoine Mordet, maire RPR d'Alpilles (Var) et cheville ouvrière de la contestation, soutient : « Tous les élus sont opposés à toute espèce de tracé dans le parc du Verdon. Cette décision ministérielle est un premier pas vers la concertation mais nous restons circonspects. D'autant qu'il y a quelques jours à peine, M<sup>me</sup> Voynet a déclaré, sur France 3 Région, que la ligne se ferait selon le septième tracé ! »

### UN BARRAGE « EFFACÉ »

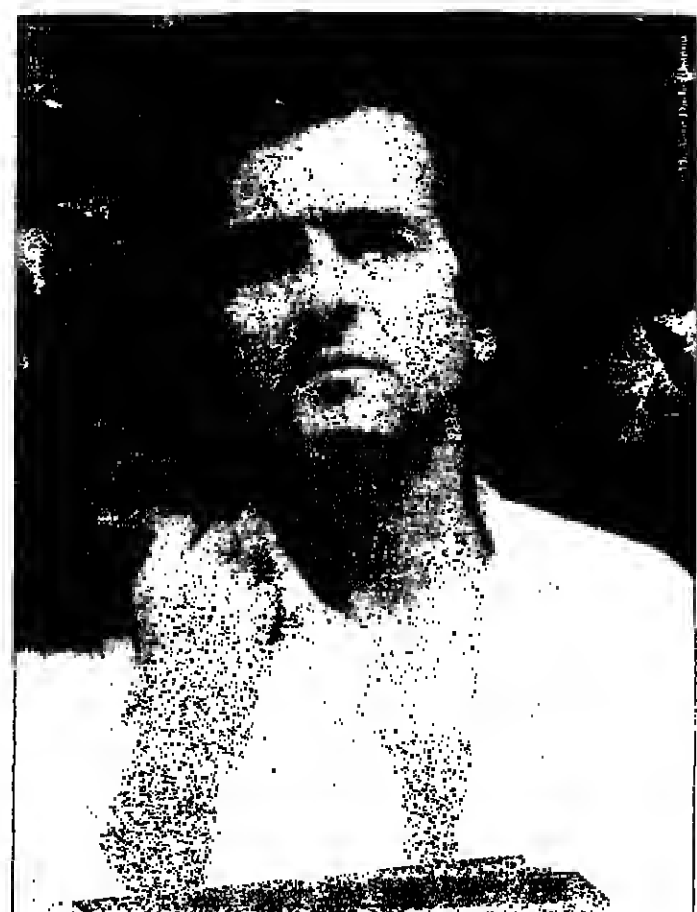
Dans le centre de l'Hexagone, avec l'arasement du barrage de Saint-Etienne-du-Vigan (Haute-Loire) – haut de 12 mètres et exploité par EDF dans les gorges supérieures de l'Allier –, entamé le 6 novembre dans le cadre du Plan Loire grandeur nature, l'un des obstacles majeurs à la migration des saumons va disparaître : l'accès à leurs ultimes et meilleures

frayères va leur être ainsi rendu (Le Monde du 29 janvier).

L'Allier est l'axe de migration le plus long fréquenté en France par les saumons, dont le sauvetage a été entrepris il y a près de vingt ans dans le bassin de la Loire. Mais c'est un parcours semé d'embûches qui attend aujourd'hui le vieux « marathonnien », dont le retour est plutôt timide : quelques cinq cents exemplaires jusqu'ici, malgré l'équipement en passes ou en ascenseurs à poissons d'un certain nombre d'ouvrages. Le Plan Loire prévoit encore l'amélioration du franchissement d'une dizaine d'ouvrages, notamment les seuils de centrales nucléaires sur le cours de la Loire.

L'« effacement » de la retenue de Saint-Etienne-du-Vigan doit être suivi par celui du barrage de Maisons-Rouges (Indre-et-Loire) sur la Vienne, décidé le 24 juillet par le premier ministre sur proposition de M<sup>me</sup> Voynet. Deux décisions inédites en France, hautement symboliques, brisant des tabous en matière d'aménagement : les nuisances environnementales des barrages (ralentissement du courant, réchauffement des eaux, ensablement, eutrophisation, perturbation de la faune et de sa reproduction) doivent désormais être prises en considération.

José Lenzi  
et Régis Guyotat



## Bernard-Henri Lévy Comédie



Grasset

«Lumière et poésie.»  
Tabar Ben Jelloun, Le Point

«Un livre doux et sauvage, humble et orgueilleux, tragique et gai – et souvent, même, très drôle.»  
Jean-François Josselin, Nouvel Observateur

«B.-H. L. à la frontière.»  
Josyane Savigneau, Le Monde

«Riposte à bout portant.»  
François Nourissier de l'Académie Goncourt, Le Figaro magazine

«Bernard-Henri Lévy abat son jeu.»  
Sébastien Le Fol, Le Figaro

«Un livre sans concessions où il enterre l'époque.»  
Guy Konopnicki, L'Evenement du Jeudi

«Troublant.»  
Philippe Boggio, Marianne

«Enfin un initié lève le voile sur les impostures de notre vie culturelle. Réjouissant.»  
Gilles Martin -Chauffier, Paris Match

Grasset



# HORIZONS

ENQUÊTE

**R**OSA le reconnaît bien volontiers : personne ne meurt de faim à Cuba, mais tout le monde y mange fort mal, obsédé quotidiennement par la nourriture. Dans son petit appartement de la Vieille Havane, centre historique et délabré d'une capitale qui fut parmi les plus belles du monde latino-américain, Rosa soupire : « C'est dur depuis une dizaine d'années. »

Sa mère, alerte petite femme de soixante-dix ans qui fut infirmière dans les troupes rebelles durant la révolution, acquiesce, hochant la tête au rythme de son fauteuil à bascule. Un téléviseur, une chaîne hi-fi bon marché, trois fauteuils cannelés de bois sombre, une table rondement dans le salon-salle-à-manger où un ventilateur brasse l'air humide sans grand succès.

Comme dans de nombreux appartements havanais où ils sont l'objet d'un véritable culte, un couple d'oiseaux chante dans leur cage. Deux vélos sont posés contre le mur, témoignage de la persistance de la crise des transports comme des vols qui obligent à ne jamais laisser hors de vue un objet aussi précieux.

Avec sa vieille mère, sa fille médecin et son fils ingénieur, son compagnon ouvrier et son salaire de fonctionnaire subalterne, Rosa est l'élément pivot d'une banale famille cubaine où les salaires sont modestes ; où les enfants, maintenant âgés de près de trente ans, ont fait des études gratuites et approfondies, mais ne gagnent pas assez pour disposer d'un appartement de toute façon pas encore bâti ; où la carte du parti, acquise hier avec fierté et conviction, n'est plus aujourd'hui qu'une habitude lassée ; où le mari a, un jour, quitté le domicile conjugal, bientôt remplacé par un compagnon « gonil », mais qui rentre épuisé et muet de ses journées de travail ; où l'on ricane féroce quand Fidel Castro vante la supériorité du socialisme, mais où les craintes de « l'après-Castro » paraissent geler toute idée d'avenir ; où l'on baisse la voix en parlant des soldats cubains tombés en Angola ou en Éthiopie parce que le voisin est le père d'une de ces victimes presque secrètes dont le nombre n'a jamais été rendu public ; où l'on ne s'habille que de quelques T-shirts choisis au *trapi shop* (de *trapa* : chiffon en espagnol), sorte de décrochez-moi-ça où l'État revend les vêtements usagés récupérés auprès des organisations caritatives internationales.

**A**VANT, précise Rosa, seuls certains produits étaient contingents. Mais depuis que le monde soviétique s'est écroulé, amplifiant la faiblesse intrinsèque d'une économie largement dépendante de ses échanges avec le monde socialiste, les restrictions de toutes sortes se sont multipliées, frappant durement le niveau de vie des ménages cubains.

Didactique, Rosa pose sur la table un carnet fait d'un méchant papier de couleur grise : la *libreta*, document officiel délivré à chaque ménage par le ministère du commerce intérieur pour organiser le rationnement. Coiffées, chiffres, parapses illisibles, petites croix en face de produits incertains : toute la maigre consommation d'une famille cubaine de La Havane figure ici, tristement étalée sur quelques pages.

L'inventaire est rapidement fait : la *libreta* ne permet de vivre que deux semaines par mois et se nourrit de ce qui est contingenté. Mais si, en théorie, la *libreta* garantit l'accès des produits de base à des prix modiques, encore faut-il que ceux-ci soient disponibles, ce qui n'est jamais le cas.

En pratique, la *libreta* ne permet d'obtenir, plus ou moins régulièrement, que des haricots noirs, du riz, du sucre et du sel. C'est l'invariable ordinaire de centaines de milliers de Cubains qui, chaque jour, y ajoutent quel-



## Le monde de Rosa la Cubaine

**L'effondrement du bloc soviétique a accentué les faiblesses de l'économie cubaine et aggravé les restrictions. Campagnes idéologiques et mesures de répression n'ont pu empêcher le développement d'un marché parallèle alimenté par les dollars et les détournements de marchandises**

ques dizaines de grammes d'un pain gris et pâteux. Pour le reste, il faut inventer, trouver des dollars pour obtenir ce que les magasins d'État ou les marchés payants, tolérés plus qu'autorisés, ne fournissent que contre devises fortes.

Au rayon hygiène de la *libreta*, pas de papier hygiénique et une seule savonnette par mois. « Le détergent, ça fait longtemps que j'en ai pas vu et, de toute façon, il ne vaut rien », assure Rosa, qui va chercher dans sa salle de bains l'unique tube dentifrice mensuel que reçoit sa famille. Le produit est insipide, livré en tube de mé-

tal souple, sans étiquette pour indiquer le poids, la composition et encore moins la provenance. Pas autrement gênée, Rosa indique aussi que les femmes ont droit qu'à quinze serviettes hygiéniques par trimestre. Au-delà de 55 ans, il leur faut un certificat médical pour continuer à les obtenir.

Comme beaucoup de ses compatriotes, Rosa, chaque semaine, se plonge dans la lecture de *La Tribuna*. L'hebdomadaire de l'intérêt guère, hormis la page où sont annoncés les horaires et les quartiers de distribution de produits inhabituels, ce

qui permet d'avoir une petite idée de l'approvisionnement réel du marché. Ce mois-ci, après plusieurs semaines de retard, son quartier de la Vieille Havane a reçu du calamar, qui constitue sa dotation de poisson. « Théoriquement, dit la fille de Rosa, nous avons droit chaque quinzaine d'une livre de poisson par personne. Mais s'il n'y en a pas, il n'y en a pas... »

Il y a belle lurette que la viande a été remplacée par un succédané appelé *pasta carnica*, infâme pâte jaune pâle faite d'une mixture de soja et de débris de volaille. « *bec, plumes et potes comprises* », disent les Cubains qui cultivent l'humour acide. La même alchimie mystérieuse préside à la confection du céréac, ersatz de lait enrichi en vitamines et dont le refrain publicitaire, détourné d'une mélodie célèbre, chaote que « *jamais ce ciment blanc* » n'en sera. « *La composition du céréac est un secret d'État. Personne ne sait ce qu'il y a dedans* », affirme Rosa, qui assure être tombée malade chaque fois qu'elle y a goûté. Seuls les enfants de moins de 7 ans reçoivent du lait ; au-delà, ils ont droit à du yogourt de soja à raison d'un sac (de plastique) tous les deux jours.

Cet état de pénurie chronique suscite mille et une combines, pas toujours heureuses. L'été dernier, Rosa s'est ainsi portée volontaire pour héberger un dé-

légué du Festival mondial de la jeunesse, réunion internationale de la jeunesse communiste convoquée durant dix jours à La Havane. Elle espérait en recevoir un complément de nourriture capable d'améliorer son ordinaire. Las, dit-elle, ce que les organisateurs ont conseillé aux familles hôtes a tout juste suffi à nourrir l'invité, un jeune étudiant arabe qui ne s'est aperçu de rien. Les difficultés d'approvisionne-

doute qu'ils sont souvent servis par des diplômés de l'enseignement supérieur. Médecins, ingénieurs, universitaires de toutes spécialités, formés à grands frais, abandonnent leur métier pour tenter de décrocher une place dans l'hôtellerie, aussi modeste soit-elle. Les pourboires sont l'un des rares moyens de se procurer des dollars.

C'est aussi le tourisme qui attire à La Havane des milliers de

**Médecins, ingénieurs, universitaires, formés à grands frais, abandonnent leur métier pour tenter de décrocher une place dans l'hôtellerie, aussi modeste soit-elle. Les pourboires sont l'un des rares moyens de se procurer des dollars**

meot sont aussi à l'origine de vols systématiques dans les entreprises. Officiellement, les détournements n'existent que marginalement, y compris dans le langage où l'utilisation d'un euphémisme – les « *monquants* » – permet de pudiquement minimiser le phénomène. Pourtant, les vols existent à grande échelle, jamais jugulés malgré les campagnes idéologiques et les mesures de répression, comme en témoigne le court débat mené à ce sujet lors du dernier congrès du Parti communiste.

« *Tout le monde ici vit dans l'illegalité* », estime Angel, qui, ayant la bonne fortune de posséder une vieille guimbarde de fabrication soviétique et bénéficiant d'une bonne formation de tourneur qui lui permet de l'entretenir, pourchasse le dollar en faisant le taxi clandestin. Acheter légalement des pneus lui est impossible : les magasins travaillant en pesos n'en ont pas et les magasins travaillant en dollars sont inabondables.

La solution est dans la rue où, tels des filibustiers de haute mer, croisent les pirates du marché

Cubains séduits par l'attrait de ces dollars dont seule une petite partie se déverse sur la province. C'est lui encore qui provoque cette explosion de la prostitution que les autorités n'arrivent toujours pas à contrôler, malgré toutes les descentes de police.

C'est enfin le tourisme qui, développé dans un environnement de pénurie, est en train de mettre en pièces les cadres de référence de la société cubaine et de dissoudre ses valeurs : les dollars du tourisme, si nécessaires à la relance économique, nourrissent également l'insatisfaction de ceux qui, innombrables, n'y ont pas accès et sombrent dans une économie de survie.

**C**HEZ Rosa, le moral est aujourd'hui au plus bas, exaspéré des slogans optimistes qui, sur les murs, promettent de maintenir le cap (« *Nous croyons au socialisme !* ») ou vantent la clairvoyance du pilote (« *Nous avons confiance en Fidel !* »). Comme la plupart de ses concitoyens demeurés prisonniers d'un monde en voie de naufrage, Rosa n'a toujours pas compris ce qui s'est passé. « *Avant, nous avions tout, dit-elle en malmenant quelque peu l'histoire. Et puis brusquement, du jour au lendemain, tout a changé. Tout le monde a mangé, à cause du manque de nourriture, mais aussi des bicyclettes qui ont remplacé les autobus absents.* »

Devant ses enfants qui gentiment se moquent, Rosa, nostalgique du temps où Cuba était générique, ébauche une explication en forme de bilan comptable : dans au Nicaragua pour soutenir la révolution sandiniste, un aéroport pour la Grenade, des écoles pour la Jamaïque, l'envoi en Angola d'un corps expéditionnaire de quelque 50 000 hommes pour défendre le régime marxiste du MPLA menacé par la rébellion de Savimbi, les doos du sang et les hôpitaux au Pérou lors du tremblement de terre, les milliers d'enfants ukrainiens accueillis après la catastrophe de Tchernobyl... « *C'est humain, il faut s'entendre, mais personne aujourd'hui ne nous aide* », constate cette femme que son besoin de fraternité pousse aujourd'hui vers l'Église renaissante, comme hier il l'avait faite communiste.

Malgré ses désenchantements, et contrairement à ses enfants qui, se sentant sans avenir professionnel, se disent disposés à émigrer n'importe où, Rosa n'a nulle envie de partir, de profiter de ces 20 000 visas que les services consulaires américains de La Havane, retranchés dans leur bunker gris le long du Malecón, délivrent chaque année. Désenchantée, certes, mais pas disposée à fuir comme ceux qui, il y a quelques années, ont pris le chemin de la Floride sur des embarcations de fortune. À l'époque, le régime n'avait pas trouvé de mots assez blessants pour les désigner. Dollars obligent, ils sont désormais autorisés à revenir pour rendre visite à leur famille. Rosa, qui peine à recueillir quelques maigres billets verts, trouve amère la morale de l'histoire.

Georges Marion  
Dessin : Nicolas D'Ole



## Y a-t-il encore un avenir français pour les entreprises françaises ?

Suite de la première page

Si la France veut que les entreprises françaises restent - et c'est une ambition légitime - il n'est que temps qu'elle s'en donne les moyens. Les autres pays le font sans complexe. Ils savent que la notion de nationalité d'une entreprise a un sens, pour l'élaboration de la stratégie, pour les décisions qui sont prises, notamment dans les secteurs sensibles, et pour l'emploi. C'est particulièrement vrai dans le domaine financier où nos partenaires et concurrents y voient l'une des conditions de leur rayonnement et de leur puissance. On voit l'économie allemande si Allianz et la Deutsche Bank n'étaient plus contrôlées par des capitaux allemands, l'économie italienne si Mediobanca et Generali ne étaient plus par des capitaux italiens ? La mondialisation ne peut et ne doit pas tout emporter. La préoccupation nationale est légitime.

**Deux voies pour doter nos entreprises d'un actionnariat stable et dynamique : le développement de l'actionnariat des salariés et l'instauration en France de fonds de pension**

Comment faire ? Multiplier les réglementations et les interdictions ? Solutions dépassées, au surplus interdites par le traité de Rome. Dans le cadre de l'Union européenne, pratiquement plus aucune protection n'est possible. S'assurer un contrôle partiel de l'actionnariat ? C'était l'objet des lois dans les privatisations. Ils ont été critiqués à tort. Cette solution a permis d'assurer le succès des privatisations et l'indépendance des entreprises pendant une dizaine d'années. Elle n'est plus d'actualité car le nombre des entreprises étrangères qui peuvent consacrer 50 milliards de francs ou davantage à prendre le contrôle d'un concurrent ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, les solutions ne sont pas légion. D'abord, renforcer les fonds propres des entreprises françaises et accroître la rentabilité de leur capital, ce qui augmente leur valeur et leur poids sur le marché et rend plus difficile de s'attaquer à elles. Cela suppose de revenir sur l'alourdissement de la fiscalité des sociétés auquel, par facilité, on a eu recours depuis quelque temps. Ensuite, doter nos entreprises d'un actionnariat stable et dynamique. Deux voies sont ouvertes : le développement de l'actionnariat des salariés et qui représente d'ores et déjà 5 % du capital d'Elf et 8 % de celui de la Société Générale, et l'instauration en France de fonds de pension. Certes, les gestionnaires des fonds de pension ont pour objectif exclusif d'assurer leur rentabilité, afin de détenir les capitaux les plus rentables

possibles pour payer les retraites sur les revenus de ces capitaux. Ils ne seront donc pas nécessairement motivés par le désir exclusif de conserver des actions des sociétés françaises et de ne pas en acquérir des sociétés étrangères. Cela ne serait d'ailleurs pas souhaitable, mais, plus grande sera la masse de l'épargne française disponible pour les placements, plus puissants seront nos moyens d'intervention et de défense.

Cela démontre que le progrès social peut être l'instrument de la modernisation de notre économie. Grâce à la réforme sociale et à la diffusion de la propriété, les entreprises françaises seraient mieux défendues. Voilà, pour notre pays, une ambition qui n'est pas médiocre et dont la mise en œuvre aurait, pour d'autres pays, valeur d'exemple.

Bien sûr, cela suppose de profondes réformes fiscales et sociales afin de faciliter l'épargne individuelle et de permettre, par les fonds de pension et l'actionnariat des salariés, l'essor d'un capitalisme populaire. Ce serait la véritable réponse à la mondialisation, et aussi un élément d'équilibre essentiel face à la fois au mouvement erratique des capitaux et à la spéculation. En revanche, si ces réformes n'étaient pas engagées rapidement, les entreprises françaises ne tarderaient pas, notamment dans le secteur financier, à passer en d'autres mains.

L'avenir est à la constitution de groupes plus importants, à l'échelle du monde, et qui, le plus souvent, réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires hors de France. Au cours des années 60, dans une économie largement administrée, c'est souvent l'Etat qui a poussé, parfois sans ménagement, à la constitution de grands groupes alors nationaux, tels que l'UAP ou la BNP. Aujourd'hui que la plupart des entreprises sont redevenues privées, leurs dirigeants doivent prendre leurs responsabilités pour bâtir eux-mêmes l'avenir dans l'intérêt de leurs actionnaires et de leurs salariés plutôt que de le subir sous la pression étrangère. Les considérations personnelles ne tiennent pas face à cet objectif d'intérêt général. Il n'est que temps que les dirigeants des grandes entreprises en prennent conscience.

Ayant privatisé la plupart des entreprises concernées, peut-être a-t-il le droit de mettre en garde leurs dirigeants : c'est leur devoir de concevoir ces grands rapprochements, seuls à même d'assurer la pérennité française de nos principales sociétés industrielles et financières. Il appartient, certes, à l'Etat d'encourager le mouvement en créant les conditions favorables par une législation fiscale et sociale plus adaptée sur la participation, sur l'actionnariat salarié et sur les fonds de pension, par un allègement des charges des entreprises leur permettant de développer leur rentabilité financière et donc leurs fonds propres.

Il n'y a pas de solution alternative à la mondialisation, mais il y en a une à une mondialisation subie passivement : l'esprit de réforme qui doit nous conduire à adapter très rapidement nos structures. Il n'est que temps de s'évader de concepts dépassés, de chasser la démagogie et l'esprit de facilité. Si nous ne le faisons pas, des pans entiers de notre économie passeront sous le contrôle étranger malgré toutes les déclarations tonitruantes.

La modernisation des structures et la réforme sont les seuls moyens de défendre à la fois l'intérêt national et le progrès social. Le culte exclusif des droits acquis, l'apologie sans nuances de l'exception française, le conservatisme enfin sont les plus sûrs moyens d'affaiblir la France. Il n'est que temps de réagir contre la passivité. C'est par davantage de liberté, et non pas davantage de contrôle, que les entreprises françaises pourront rester françaises.

Edouard Balladur

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### A PROPOS DE RENÉ DIATKINE

J'ai été choqué de lire, le 8 novembre, jour des obsèques de mon père, dans la page Horizons-Débats de votre journal, l'article de Yann Moulier Boutang intitulé « René Diatkine : sur un oubli ». L'auteur y accuse mon père, comme il l'avait déjà fait il y a quelques années, d'« un manque certain de clairvoyance » dans la tragédie qu'a vu Louis Althusser assassiner sa femme en 1980.

Au lendemain de la mort de mon père, je n'ai aucune envie de polémiquer avec M. Moulier Boutang, et de lui demander de produire les « té-

moignages multiples et convergents » sur lesquels il fonde son accusation ; je n'ai pas envie non plus de lui rappeler que les patients des psychiatres ont droit au secret professionnel, et que ce secret s'étend au-delà de leur mort. Ce sont des questions de morale qui échappent sans doute à M. Moulier Boutang. Mais je crois qu'il aurait pu savoir qu'on doit respecter une personne décédée et le chagrin de ses proches et attendre quelque temps avant de reprendre sa campagne contre mon père. J'ai été douloureusement surpris que votre journal ait publié son article sans même lui demander le temps d'un silence.

Gilbert Diatkine

## Université : sans règle et sans consentement

par Michel Imberty

LES événements récents à l'université Paris X-Nanterre sont révélateurs d'une crise profonde qu'aucune réforme hâtive du système d'enseignement supérieur français ne pourra résoudre.

Si j'ai décidé de démissionner de mes fonctions de président de l'université, solidement avec ceux qui travaillent avec moi depuis bientôt quatre ans (*Le Monde* du 24 octobre), c'est parce que j'ai acquis la conviction que les politiques menées par les gouvernements successifs conduisent à une double impasse : du fonctionnement des institutions universitaires et du traitement des problèmes graves soulevés par l'accroissement vertigineux du nombre des étudiants.

Depuis septembre, Paris X avait déjà accepté d'inscrire par dérogation plus de 700 étudiants sur environ 1 000 cas examinés individuellement. L'occupation du central informatique par de nouveaux candidats à l'inscription a bloqué le fonctionnement de l'établissement durant plusieurs jours. La réponse apportée par le ministère (inscription de tous les occupants hors délai, hors procédure et sous la pression) a précipité une crise qui, en définitive, pose le problème de l'exercice du pouvoir dans l'université.

Le risque est grand désormais de voir l'université se transformer en espace de non-droit où toute règle peut être modifiée et contournée de façon permanente, où toute négociation peut toujours être remise en cause et où, du fait de sa démission devant les pressions de force de quelques-uns, l'Etat est incapable de garantir l'équité des décisions prises pour tous. C'est la menace la plus sérieuse qui pèse sur les institutions : le refus de la règle fixée par les instances universitaires démocratiquement

élues dans le respect de la loi. Imagine-t-on ce que peut entraîner ce refus si le marchandage permanent atteint un jour le fonctionnement des jurys d'examen ? Il ne peut être question de transiger. A terme, c'est la crédibilité même des diplômes qui serait en cause.

Cette crise de l'autorité au sein de l'université française est révélatrice d'une mutation profonde de la population étudiante, tant du point de vue sociologique que culturel, et d'un changement radical des rapports de l'université avec la société. Ce changement, les politiques, depuis vingt ans, n'ont pas été en mesure de le prévoir et de l'accompagner. Dans le temps même où les entreprises ne cessent de débaucher, les universités, elles, ont continué à accueillir des flux croissants d'étudiants, au point de multiplier leur nombre par huit depuis 1969, pratiquant

n'ont pas non plus les repères sociaux et culturels qui leur permettraient, au moins, de s'insérer dans une société qui les rejette. Le défi, la provocation, voire la violence, sont les seuls modes d'expression qui leur restent. Les établissements secondaires connaissent ces difficultés qui s'étendent aujourd'hui aux premiers cycles universitaires, de façon certes atténuée mais bien réelle. Si on n'y prend garde, la situation ne pourra que s'aggraver dans les prochaines années.

Des réformes ont été proposées, et elles ont été souvent inspirées par des expériences concrètes réalisées depuis longtemps par les universités elles-mêmes. Nanterre figure d'ailleurs en bonne place parmi les établissements novateurs. Le semestre d'orientation n'est à cet égard nullement à la hauteur des enjeux. Comment le

mer avec force la vocation républicaine de l'université : assurer une formation de masse et, par là même, une promotion sociale à de nombreux jeunes. Mais il s'agit aussi, dans le même temps, de réussir le pari d'une recherche de haut niveau qui donne à l'université son identité et assure sa place dans la compétition internationale.

A Nanterre même, je me suis efforcé de mettre en œuvre cette politique. En accordant une place privilégiée au tuteur des jeunes étudiants en difficulté (plus de 4 000 étudiants sont ainsi pris en charge), je pense avoir renforcé la lutte contre l'échec dans le premier cycle ; les premiers résultats en donnent la preuve. Sur le terrain de la recherche, j'ai tenté avec la Maison René Ginouvès de l'archéologie et de l'ethnologie et avec un projet de Maison des sciences du contemporain, d'affirmer une vocation déjà ancienne de Nanterre : promouvoir une recherche interdisciplinaire et novatrice en association avec le CNRS et d'autres universités. Ces réalisations, j'en ai la conviction, resteront des jalons importants dans la recherche d'un équilibre qui ne peut être retrouvé dans un retour aux vieilles facilités.

Cette nostalgie réveille toujours, ici et là, de troubles ambitions. La seule façon de les combattre est que soit réaffirmée l'autonomie universitaire, qu'elle soit reconnue et actée dans la pratique, de sorte que le président, disposant des pouvoirs et des moyens nécessaires, puisse mettre en œuvre une politique globale de l'établissement dont les règles et les objectifs ont été consensuellement acceptés.

Michel Imberty est professeur de psychologie à l'université Paris X-Nanterre.

TRENDY : EUROSTAR

PROMOTION PARIS-LONDRES À PARTIR DE 490F

A/R EN 2<sup>e</sup> CLASSE

En vente jusqu'au 15/11/97

Infos & Résa au 08 36 35 35 39

RAFFINÉ : LES HOTELS RADISSON EDWARDIAN

VOTRE ADRESSE NE PLUS ULTRA

Radisson EDWARDIAN

CONNECTÉ : 36 15 LONDRES

TUYAUX INFOS PROMOS

**LONDRES**

**c'est l'éléphant**

**REPLONGEZ-VOUS**

**DANS LES COURANTS LES PLUS CRAZY**

TATE GALLERY TOMBEZ NEZ À NEZ AVEC LES GÉANTS DE LA MODERNITÉ DE DAVID HOCKNEY

À DAMIEN HIRST. KINGS ROAD MATEZ LA MODE QUI DÉFILE DE MARY QUANT ET SA

MINI-JUPE À VIVIENNE WESTWOOD ET SES FAUSSES PASSES. WEMBLEY PASSEZ

BACKSTAGE ET MARCHEZ DANS LES PAS DES DIEUX DU STADE ET DES STARS DU ROCK.



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## L'éthique du vivant

**L**A Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme adoptée, mardi 11 novembre, par les 186 Etats signataires de la Charte des Nations unies est un événement historique.

Elaboré par le Comité international de bioéthique (CIB) de l'Unesco, présidé par Noëlle Lenoir, ce texte, qui proclame que « chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits quel que soient ses caractéristiques génétiques », constitue la première codification universelle des rapports liant l'individu aux pouvoirs scientifiques et économiques. Plus fondamentalement, rappelant qu'il est essentiel de ne pas « réduire les individus à leurs caractéristiques génétiques », le texte prend fermement et salutairement position contre le réductionnisme génétique.

Plusieurs principes fondamentaux sont rappelés. Le premier concerne la liberté de création scientifique et son corollaire, une véritable déontologie scientifique (article 10). Cette affirmation du principe de responsabilité concerne aussi bien les chercheurs que les éditeurs de revues scientifiques, sommés de ne pas se livrer à une préjudiciable chasse au scoop et aux publications spectaculaires, ou les décideurs publics et privés. Aux scientifiques, il est demandé de faire preuve de responsabilité dans la présentation de leurs résultats de recherche.

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'adoption unanime de cette déclaration universelle par les Etats membres, auxquels se sont joints les Etats-

Unis, les discussions ont parfois été très vives. Principale pierre d'achoppement : la « brevetabilité » du vivant, l'article 4 précisant simplement que « le génome humain en son état naturel ne peut donner lieu à des gains pécuniaires ».

Sont ainsi apparus les clivages habituels entre les Français, pour qui les gènes ne peuvent être brevetés en tant que tels, et les Anglo-Saxons, qui valent dans la course au séquençage du génome humain un formidable moyen d'expansion économique.

Tout le problème aujourd'hui est de savoir quelle est la portée exacte de cette « déclaration ». L'article 24 précise que son suivi est confié au Comité international de bioéthique. Mais une déclaration n'ayant pas de valeur juridique contraignante pour les Etats qui la signent, on ne voit pas très bien quel sera le pouvoir du CIB lorsqu'il constatera une entorse aux principes énoncés.

L'idéal serait que sur certains points précis, comme par exemple l'interdiction de l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) à des fins belliqueuses, les Nations unies décident d'adopter une convention, autrement plus contraignante.

Cette déclaration n'en constitue pas moins la base juridique internationale sur laquelle devront s'appuyer les Etats lorsqu'ils auront à traduire, dans leur législation nationale, les principes énoncés par l'Unesco. L'idée que la communauté internationale se dote d'un corpus scientifique éthique universel sur le modèle de la Déclaration des droits de l'homme fait son chemin. C'est une bonne nouvelle.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Noël-Jean Bergeaud, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Rosset, Pierre Georges  
Laurent Groussier, Erik Lippewitz, Michel Ruffin, Bernard La Gorce  
Directeur artistique : Dominique Raynaud  
Rédacteur en chef technique : Eric Ayan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Fereix

Directeur exécutif : Eric Pélissier / directeur délégué : Anne Chateaubourg  
Conseiller de la direction : Alain Ruffin / directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Milin, président ; Gérard Courtois, vice-président

Autres directeurs : Hubert Brun-Mey (1944-1969), Jacques Estève (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescour (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 141 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Brun-Mey, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Nua Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### La Finlande en liberté surveillée

LE RIDEAU de fer n'est pas tombé à l'ouest de la Finlande. En traversant la Baltique, il est devenu rideau de bois, simple palissade à claire-voies. Si les Russes avaient appliqué envers tous les pays qui sont tombés sous leur contrôle la même politique qu'en Finlande - politique très ferme, certes, mais encore décente -, peu de gens leur auraient contesté le droit de neutraliser ainsi leurs voisins. Mais si les Finlandais jouissent d'un régime privilégié, si l'occupation chez eux n'est que psychologique - occupation des nerfs -, ils le doivent en grande partie au fait qu'ils ne sont pas des Slaves.

Cette bonne raison jointe à d'autres - situation géographique assez excentrique, absence de tout danger d'agression, sympathie personnelle du maître du Kremlin pour un pays où, jadis, il s'était réfugié - permet à l'URSS de baser son attitude sur deux évidences : le besoin qu'elle a des marchandises finlandaises livrées régulièrement au titre des réparations et la certitude qu'elle possède de l'échec d'une politique de force. Les Finlandais, conservant le sentiment de leur indépendance, ont sauvé leur âme et leurs possibilités d'avenir. C'est, au premier chef, ce qui les intéresse.

Par réalisme, les Russes ont repris à l'égard de la Finlande la politique du plus libéral des tsars : Nicolas II. On lui reste toujours reconnaissant à Helsinki d'avoir, au siècle dernier, rétabli le pays dans son autonomie et la Diète dans ses pouvoirs. N'est-il pas la preuve qu'une certaine politique russe est acceptable en Finlande ?

Benoît Braun  
(13 novembre 1947.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télémarque : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Cohabitation : qui gagnera la guerre des nerfs ?

LA COHABITATION ne peut pas durer cinq ans : elle ne peut que durer cinq ans : entre ces deux propositions, personne ne se risque à choisir. Officiellement, les acteurs principaux et leurs partisans ou alliés s'inscrivent, comme il se doit, dans le calendrier institutionnel, lequel comporte des élections législatives en mars 2002, une élection présidentielle un mois plus tard et, d'ici là, tout le reste de la gamme des élections prévues par la République.

Lionel Jospin a répété à plusieurs reprises qu'il conçoit son action pour la durée d'une législature. Jacques Chirac a écarté, lui, de se prononcer sur le terme du mandat de l'Assemblée, comme s'il se réservait ainsi, implicitement, la possibilité d'user de nouveau de son droit de dissolution lorsqu'il en disposera, un an après l'élection des actuels députés. Privé, jusque-là, de ce droit, le chef de l'Etat est désarmé, ou

presque : en dehors de commentaires sur l'action gouvernementale, ses prérogatives constitutionnelles lui permettent tout au plus de gêner le gouvernement en s'opposant à telle ou telle nomination, ou de l'obliger à partager avec lui l'initiative en matière diplomatique.

### CALENDRIER BROUILLÉ

Avec la possibilité de dissoudre l'Assemblée, M. Chirac retrouvera celle de mettre un terme à la cohabitation née de sa première utilisation de la dissolution. Il ne lui suffira certes pas d'en avoir le droit pour se risquer à le faire. Il ne pourra, cette fois, solliciter la faveur des Français, en les invitant à élire une Assemblée à majorité de droite, que si un conflit entre le gouvernement et lui, ou bien entre le gouvernement et l'Assemblée actuelle, lui en donne le prétexte.

Une deuxième dissolution de convenance lui est interdite. Du

moins la capacité de dissoudre lui permettra-t-elle de redevenir un protagoniste agissant, voire menaçant. L'expérience - celle de M. Chirac lui-même, premier ministre de François Mitterrand en 1986 - a montré que le gouvernement et son chef ne peuvent obliger le président à transformer un conflit en crise et à en appeler aux électeurs. C'est lui seul qui en décide.

La durée théorique de l'actuelle cohabitation paraît suffisante pour que l'on puisse imaginer, soit une nouvelle dissolution, soit - moins vraisemblable - une démission du chef de l'Etat obligeant le premier ministre à se mesurer avec lui devant les Français.

Ces hypothèses brouillent le calendrier politique des années à venir. Il est difficile de croire que M. Chirac regardera passer les élections régionales et cantonales de mars 1998, puis la préparation du budget de 1999 et de l'entrée dans la monnaie unique (suivie, en juin 1999, par les élections européennes) sans être tenté et, donc, sans tenter de passer à l'offensive contre M. Jospin. Il sera d'autant plus incité à le faire qu'il y verra le moyen de rassembler autour de lui la droite, malgré le désir de ses chefs - au premier rang desquels Philippe Séguin - d'écarter à l'attraction du président en place.

De son côté, le premier ministre, quel qu'il en dise, pourra-t-il surmonter les difficultés qui ne manqueront pas de se présenter (Union monétaire, mise en œuvre du pacte de stabilité, etc.) en évitant que des tensions ne se manifestent entre le chef de l'Etat et lui-même ? M. Chirac pourrait y trouver matière à saisir l'opinion, voire les électeurs. A tout le moins, il ne manquerait pas l'occasion d'exploiter à son avantage les conflits d'intérêts ou les rivalités qui se feraient jour au sein de l'actuelle majorité.

Le président est presque aussi attentif, en effet, à la désunion possible de la gauche qu'à l'impossible réunion de la droite. Après de ses alliés, il a plaidé pour qu'à défaut de se fonder en un seul parti, ils créent un groupe unique à l'Assemblée nationale. Lorsque ses déplacements en province lui en ont donné l'occasion, il a rencontré ensemble les élus RPR et UDF de la région où il se rendait. Ses collaborateurs politiques - Jacques Toubon, Maurice Ulrich, Roger Romani - ont mis-

sion de sonder les parlementaires de toutes les tendances de la droite, pour discerner les attentes de cette partie de l'opinion autant que pour évaluer l'audience qu'y conserve ou que pourrait y retrouver le chef de l'Etat.

Les conseillers présidentiels observent les débats qui approchent, à l'Assemblée nationale, sur les projets de loi d'Elisabeth Guigou, réformant le code de la nationalité, et de Jean-Pierre Chevènement, modifiant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Sur ces deux textes - le second surtout -, ils espèrent assister à une charge générale de l'opposition, toutes différences de sensibilité oubliées, avec d'autant plus d'élan que le « réalisme » de M. Jospin et sa recherche du « consensus » devraient provoquer des crispations à gauche.

### COTE DE CONFIANCE INSOLENTE

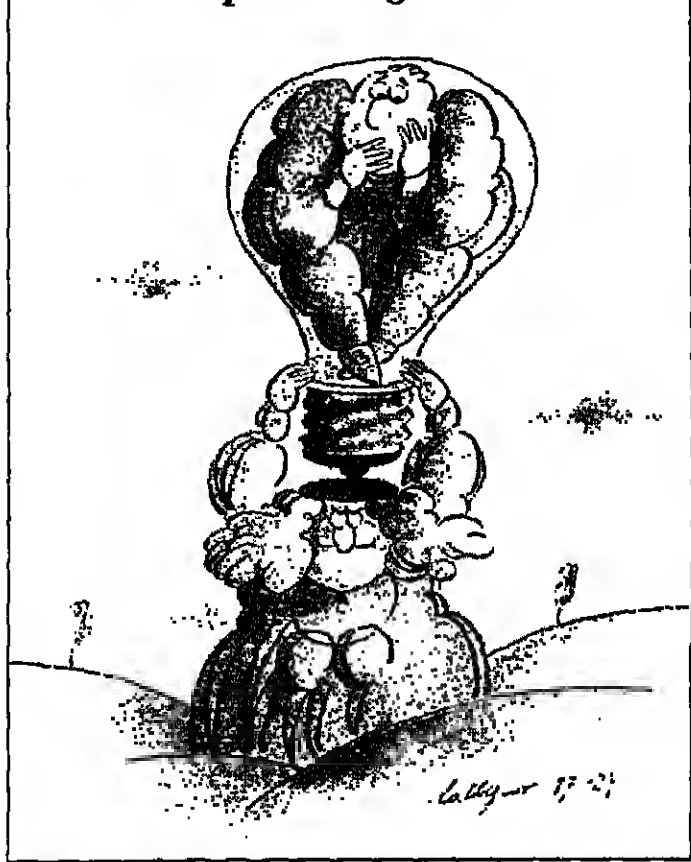
L'alchimie de la majorité « plurielle » pourrait cesser d'opérer, et le gouvernement être pris en tenaille. M. Jospin en difficulté avec ses amis et ses alliés, la droite rassemblée contre le gouvernement : voilà le tableau qu'à l'Elysée on s'empresse de voir se dessiner sous les yeux des Français, qui persistent à accorder au premier ministre et à sa majorité un crédit insolent.

Pour l'avenir, les avis divergent sur le risque d'un affrontement qui ébranlerait les institutions. Un premier raisonnement consiste à estimer que la logique politique ne peut que conduire à une telle crise et qu'il vaudrait donc mieux réduire la durée de la cohabitation par accord entre les deux parties sur l'instauration du quinquennat. M. Chirac se l'appliquerait à lui-même et l'élection présidentielle serait ainsi avancée de deux ans, en 2000.

Cependant, si l'on suit un autre raisonnement, la somme des éléments complexes de la situation conduirait à exclure toute vraie crise et à prévoir que, bon an mal an, les choses iront à leur terme normal. Le président ayant besoin de temps et de calme pour restaurer son autorité sur la droite, et celle-ci n'ayant pas d'autre perspective de retour au pouvoir, aucune accélération ne serait à redouter - on à espérer - hors l'hypothèse d'un accident, par définition imprévisible.

Patrick Jarreau

## Black out par Calligaro



## La finance américaine à l'heure du « papy-boom »

DE DOUZE MILLIONS aujourd'hui, le nombre des Américains âgés de cinquante à cinquante-quatre ans va s'accroître de 40 % dans les cinq prochaines années. « Toutes les dix secondes, un Américain entre dans la classe d'âge des quarante-cinq - cinquante-cinq ans », relève un banquier parisien, impressionné par le potentiel d'épargne que cela représente. Car cette génération du baby-boom née après la guerre n'a qu'un souci en tête : épargner pour sa retraite en investissant en Bourse. Le « papy-boom » fait la richesse des établissements financiers américains. Au cours des douze derniers mois, les *sicav* américaines, les *mutual funds*, investies en actions, ont reçu 150 milliards de dollars d'argent frais. Au total, les actifs financiers des ménages américains représentent 22 000 milliards de dollars (près de 130 000 milliards de francs), soit la moitié des actifs financiers gérés dans le monde entier.

Pour les acteurs de l'industrie financière, l'enjeu est énorme et bouleverse les stratégies. Les *investment banks*, les maisons de titres traditionnellement plus proches des grandes entreprises et des grandes fortunes américaines que du petit épargnant, ne regardent plus de haut leurs concurrents plus populaires, dotés d'un large réseau de conseillers financiers tournés vers l'Amérique moyen. La réussite de Merrill Lynch, qui s'est appuyé sur le succès de son réseau pour concurrencer les Morgan Stanley, Goldman Sachs ou Salomon Brothers auprès des entreprises, a été le premier symptôme. Le rapprochement de Morgan Stanley et de Dean Witter, mariage de la plus sélecte des maisons de titres et d'un courtier à large réseau, l'a confirmé. En point d'orgue, le groupe Travelers, spécialisé dans

le service financier aux particuliers, qui contrôle déjà le courtier Smith Barney et ses 10 000 conseillers financiers, vient de s'offrir Salomon Brothers. Cette maison de titres, la plus arrogante et la plus agressive sur les marchés obligataires du monde entier, celle dont les opérateurs de marché, les *traders*, peuvent prendre le plus de risques, va désormais côtoyer des vendeurs d'assurance-vie.

Les réseaux de courtiers ont, eux, pris conscience qu'en vendant des actions aux particuliers américains ils contrôlaient le nerf de la guerre pour les entreprises qui souhaitent faire appel au marché. Ils veulent donc intégrer l'expertise que peuvent leur apporter les *investment banks*, traditionnellement plus proches des émetteurs de titres. Ils bénéficieront ainsi d'un autre pan de l'activité financière en pleine explosion aujourd'hui : le conseil en opérations financières et en fusions et acquisitions.

### UN AUTRE BIG-BANG

Au cours des six premiers mois de l'année, les fusions-acquisitions ont représenté 366 milliards de dollars aux Etats-Unis, une progression de 16,6 % par rapport au premier semestre de 1996. L'année 1997 se présente comme la plus active pour les rapprochements d'entreprises dans le monde entier, avec une activité en hausse de 42 % de janvier à fin septembre. Ce sont aussi les *investment banks* qui ont les départements de recherche boursière les plus pointus et les ingénieurs financiers les plus imaginatifs, qui innovent en permanence dans la création de nouveaux produits financiers intéressants tant pour les emprunteurs que pour les investisseurs.

Or, les maisons de titres plus orientées vers la distribution des produits financiers auprès des

particuliers ont besoin de ces compétences pour affronter deux grandes catégories de concurrents : les grands gestionnaires d'actifs indépendants, comme Templeton ou comme les entités du groupe United Asset Management, et, surtout, les *discount brokers*, comme Charles Schwab, Fidelity ou E-Trade, qui vendent des actions et tous les *mutual funds* de la place en prenant des commissions très inférieures aux leurs.

Les géants de la finance se forment aussi pour préparer un autre big-bang : le rapprochement des intermédiaires boursiers et des banques. Il est encore freiné par une législation obsolète, le *Glass Steagall Act*, mais ne sera bientôt plus.

Quelques banques ont déjà commencé à prendre le contrôle de maisons de titres. Bankers Trust, un établissement qui s'adresse surtout aux entreprises et aux professionnels des marchés financiers, s'est rapproché du courtier Alex Brown en avril. Plus récemment, le Fleet Financial Group, une banque de Boston, a mis la main sur Quick and Reilly, le troisième *discount broker* américain. La banque va proposer à ses six millions de clients des services de courtage et proposera aux clients de son courtier (environ un million) des services bancaires. Elle cherche en outre d'autres acquisitions dans le secteur de la gestion de *mutual funds*.

Le groupe Fleet espère ainsi inverser la tendance qui a vu la part de marché des établissements bancaires américains dans la gestion de l'épargne des ménages tomber de 25 % à 13 % depuis 1976. De fait, selon le cabinet Ernst and Young, la proportion de foyers américains détenant des actions en direct ou via des fonds collectifs est passée de moins de 10 % à 40 % entre 1983 et 1995, tandis que, parallèlement, la propor-

tion des ménages détenant un compte d'épargne rémunéré classique est tombée de 62 % à 36 %, baisse des taux oblige.

Mais les banques n'ont pas dit leur dernier mot. Déjà, certains évoquent un possible rapprochement de la Chase Manhattan, un monstre depuis sa fusion avec la Chemical Bank en août 1995, et de Merrill Lynch. Une seule chose est certaine, aujourd'hui, aux yeux des professionnels : non seulement le mouvement de concentration de l'industrie financière américaine est loin d'être fini, mais il va prendre des proportions de plus en plus titanesques.

Car la bataille oppose des établissements tous plus riches les uns que les autres. En outre, à moyen terme, si la réglementation américaine continue à évoluer, le secteur de l'assurance risque d'entrer dans le mouvement de consolidation qui devra aussi prendre en compte le développement d'acteurs plus nouveaux, comme les sociétés informatiques, Microsoft et Intel en tête. La bataille promet d'être serrée, spectaculaire et assez longue. Car on part de loin : avec plus de 9 500 banques, le marché reste encore morcelé.

Sophie Fay

### PRÉCISION

**OCTOBRE EN NORMANDIE**  
Laurent Langlois, directeur de la manifestation Octobre en Normandie, nous demande de préciser, à la suite de l'article intitulé « Le chorégraphe François Raffinot exaspère le fossé qui sépare les femmes des hommes » (*Le Monde* du 29 octobre) qu'il n'a pas été signalé que la création a eu lieu dans le cadre d'Octobre en Normandie, qui est aussi coproducteur de la pièce à hauteur de 400 000 francs.



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

**PHOTOGRAPHIE** Le numéro un mondial de la pellicule photographique, l'américain Kodak, a annoncé, mardi 11 novembre, un plan de restructuration qui prévoit la suppression de 10 000 emplois, soit 11 % de ses effectifs mondiaux. 1 milliard de dollars (5,7 milliards de francs), prélevés sur les résultats du troisième trimestre, serviront à financer ce plan.

L'objectif est une réduction des coûts d'un milliard de dollars en deux ans pour mieux affronter la concurrence du japonais Fuji. Le PDG de Kodak, George Fisher, accueilli comme

un sauveur il y a quatre ans, est très critiqué. Les analystes lui reprochent de ne pas tailler assez dans les coûts et les effectifs. En France, où Kodak possède sa plus importante usine

européenne, des suppressions de postes devraient avoir lieu. Les résultats de la photo numérique dans laquelle le groupe a beaucoup investi se révèlent décevants.

# Kodak se restructure et supprime plus de 10 % de ses effectifs

Le numéro un mondial de la photo, affecté par la concurrence agressive du japonais Fuji, a annoncé, mardi 11 novembre, une réduction de ses coûts de 1 milliard de dollars en deux ans. Les investisseurs jugent ces efforts insuffisants

NEW YORK

de notre correspondant

« J'ai peut-être l'air idiot, mais je ne le suis pas », ironise George Fisher, le PDG d'Eastman Kodak. Arrivé comme le sauveur à la tête du numéro un mondial de la pellicule photographique il y a quatre ans, auréolé de ses remarquables succès chez Motorola, George Fisher en est réduit aujourd'hui à se justifier devant analystes et journalistes, auxquels il a présenté, mardi 11 novembre à New York, le plan de restructuration qui, promet-il, « remettra Kodak sur les rails ».

Ce plan passe d'abord par la suppression de 10 000 emplois à travers le monde, soit 11 % de la main-d'œuvre totale (94 600 salariés à fin octobre) de cette entreprise qui tente épisodiquement de se restructurer depuis 1983 et qui avait déjà éliminé 10 000 emplois en 1993, deux semaines avant l'arrivée de George Fisher. La direction de Kodak entend prélever sur les résultats du dernier trimestre 1 milliard de dollars (5,7 milliards de francs) pour financer la restructuration, avec pour objectif une réduction des coûts de 1 milliard de dollars sur deux ans, dont la première moitié dès 1998.

Face à la concurrence extrêmement agressive du japonais Fuji et aux résultats très décevants des investissements dans l'imagerie numérique, qui font anticiper à Kodak une chute de ses bénéfices (1,3 milliard de dollars en 1996) de 25 % cette année, George Fisher et son équipe (récentement remaniée) ont décidé de recentrer les activités de l'entreprise.

Ce recentrage concerne en premier lieu l'imagerie numérique, secteur dans lequel Kodak prévoit des pertes de 400 millions de dollars cette année : les activités non stratégiques et dévoreuses de capital, comme la production d'appareils numériques, seront vendues, traitées en partenariat, afin d'en partager les coûts ou confiées à des sous-traitants. « Nous n'avons pas besoin d'être une firme intégrée verticalement dans le monde numérique », a déclaré le PDG. Notre activité à nous, c'est l'image. C'est sur l'image que Ko-

dak entend se concentrer, « quelle que soit sa forme, analogique ou numérique. La marque Kodak est synonyme d'image, c'est une marque qui veut dire qualité et fiabilité ».

Le budget de la recherche sera réduit de 100 à 150 millions de dollars et le secteur recherche et développement sera, lui aussi, recentré. Au moins 10 % des dépenses administratives doivent être éliminées en 1998, et la direction a déjà décidé le mois dernier de se séparer de 20 % du personnel d'encadrement, soit 200 personnes. « Pireux de la situation actuelle » qui a permis à Fuji d'entamer les parts de marché de Kodak en pratiquant des prix extrêmement bas sur les pellicules, le directeur général de Kodak, Dan Carp, a promis de ne plus permettre un écart des prix aussi large que celui de 30 % qui a prévalu cet été, mais a refusé de se laisser entraîner dans une guerre des prix qui amputerait les revenus pour Kodak : l'objectif est plutôt de réduire cet écart à 15 ou 20 %.

EXIGENCE « IRRESPONSABLE »

A Wall Street, les investisseurs ne semblent pas avoir été impressionnés par ces annonces : les actions Kodak ont enregistré mardi une baisse de 5 %. Tout en saluant l'effort de restructuration de George Fisher, plusieurs analystes ont regretté qu'il soit resté vague, notamment sur les activités non rentables dont Kodak pourrait se séparer, et surtout qu'il ne soit pas allé plus loin. Le PDG de Kodak a tenu tête aux analystes qui recommandaient une réduction d'effectifs de 20 000 personnes. Une exigence « irresponsable », a rétorqué M. Fisher, de la part de gens « totalement insensibles au facteur humain » et qui « ne savent pas ce que c'est que de diriger une entreprise » : un art qu'il a décrit comme « un numéro d'équilibriste entre les salariés et les actionnaires ».

Le prédécesseur de George Fisher, Ray Whitmore, avait été remercié en août 1993 parce qu'il n'avait pas suffisamment réduit les coûts. A son arrivée chez Kodak, le nouveau patron a cédé des secteurs non essentiels, comme la

chimie (Eastman Chemical Co. introduite en Bourse en 1993), la pharmacie (Sterling Drug vendue en 1994 au français Sanofi) et une affaire de photocopie, ce qui a réduit les effectifs de 14 000 personnes et l'endettement de 6 milliards de dollars. Mais beaucoup lui ont reproché de ne pas avoir taillé immédiatement dans les coûts et les effectifs, et de ne pas avoir attaqué de front la « culture industrielle » d'une firme plus que centenaire, mais inadaptée à la compétition et à l'innovation technologiques.

George Fisher est aussi critiqué pour avoir trop misé sur le numérique dont il espérait que les revenus croîtraient assez rapidement pour compenser la stagnation du film traditionnel. L'imagerie numérique, « grand paradoxe de Kodak », dit M. Fisher, s'est révélée très décevante, exigeant un investissement élevé (500 millions de

dollars par an) et occasionnant de grosses pertes. Pendant ce temps, Kodak se faisait grignoter son secteur fort, le film traditionnel, par ses rivaux, d'autant plus que la hausse du dollar le gênait à l'étranger, en particulier au Japon, deuxième marché mondial. La

stratégie très agressive de Fuji sur les prix a privé Kodak d'un précieux cash-flow au moment où il en avait le plus besoin. Le PDG l'a reconnu mardi : il était naïf de penser que « le numérique deviendrait une activité indépendante aussi rapidement », mais il conti-

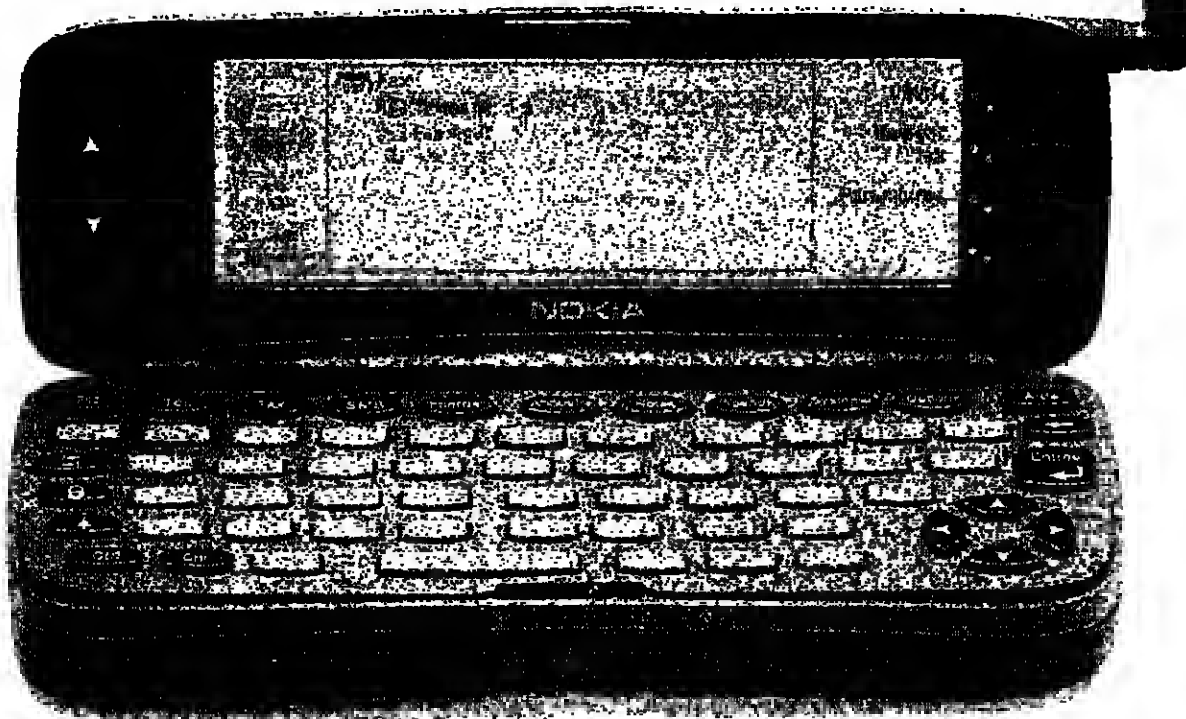
nue de placer de grands espoirs dans l'imagerie numérique, promise à forte croissance. « Nous avons cru, a-t-il ajouté, que la pression des prix s'atténuerait, que le dollar ne resterait pas si fort. En réalité, c'est dans ce monde-là qu'il faut que nous nous battions ».

A ces difficultés s'est ajouté un conflit commercial avec les Japonais, que George Fisher accuse de jalousement protéger leur marché, à partir duquel Fuji a pu se bâtir une forteresse en contrôlant 70 % de son marché national. Cette forteresse constitue pour Fuji une base indispensable pour partir à la conquête du monde. Le PDG de Kodak a convaincu Washington de déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : la décision de celle-ci est attendue avant la fin de l'année.

Sylvie Kauffmann

Parlez...

... Faxez



**NOKIA 9000i**

... et composez, surfez, connectez-vous, envoyez, recevez, organisez, planifiez, lisez, écrivez, archivez, transférez. GSM 900 et GSM 1800.

**36 15**  
NOKIACOM  
(2,23 F la minute)

**NOKIA**  
CONNECTING PEOPLE

**0 801 15 15 15**  
http://www.nokia.com/

## Les enjeux de la révolution numérique

LES APPAREILS photo traditionnels sont-ils condamnés ? Lancés il y a moins de deux ans, les appareils numériques leur font désormais concurrence. Leurs ventes ont doublé entre 1996 et 1997, et le nombre de modèles proposés par Fuji, Kodak ou Canon est passé d'une dizaine en 1996 à une quarantaine aujourd'hui. Mais, si cette innovation a d'emblée séduit les passionnés d'informatique et certains chefs d'entreprise - pour des applications professionnelles -, ses débouchés restent encore confidentiels : les ventes n'ont représenté en 1997 que 0,7 % du marché total des appareils photo.

La technologie numérique constitue une véritable révolution. D'abord, elle supprime pellicules et temps de pose : au lieu de s'imprimer sur une plaque argentique, l'image est numérisée, puis stockée sous forme de fichier informatique dans un disque dur. L'utilisateur raccorde ensuite son appareil à un ordinateur pour lui transmettre le fichier et, à partir de là, utilise son image comme n'importe quel fichier : il peut la modifier, grâce à des logiciels livrés avec l'appareil, la stocker sur disquette, mais aussi l'insérer facilement dans un document écrit, un catalogue... Il peut également se servir de son fichier-image pour créer une page web ou bien l'envoyer par e-mail.

Pour réaliser la plaquette de présentation d'une entreprise ou illustrer une offre promotionnelle, plus besoin de faire venir un photographe. Pour l'imprimer, une imprimante à jet d'encre classique suffit. Les PME ne s'y sont pas trompées.

Elles constituent le public principal de ces nouveaux appareils, vendus à des prix encore trop élevés pour le grand public, de 1 500 francs pour les appareils d'entrée de gamme à plus de 170 000 francs pour un modèle haut de gamme.

Ces prix baissent néanmoins très vite : les prix d'entrée de gamme avoisinaient les 5 000 francs il y a moins de deux ans. Mais c'est surtout la qualité de l'image qui fait encore obstacle au développement du marché. Acceptable pour les petits formats - de nombreuses cabines de Photomaton ont été reconverties à la technologie numérique -, l'image supporte mal les agrandissements.

HANDICAPS DE JEUNESSE

L'amélioration de la résolution place d'ailleurs les fabricants face à un dilemme : chaque progrès nécessite un ordinateur plus puissant et un traitement informatique plus long. Faute d'un ordinateur assez rapide, l'impression peut prendre un quart d'heure. De même pour le chargement d'une image reçue par Internet, ce qui risque fort de décourager les amateurs.

La photo numérique surmontera-t-elle ces handicaps de jeunesse ? Prudeots, les fabricants s'accrochent sur un seul point : « On a dit que ce serait une nouvelle façon de faire du Polaroid, que la technologie numérique allait remplacer la plaque argentique. C'est totalement faux, résume un responsable industriel. Pour un amateur de photographie ou pour un usage familial, ça ne remplacera jamais le bon vieux tirage papier ».



## Mercedes suspend la livraison de ses Classe A pendant trois mois et les modifie en profondeur

Le constructeur reconnaît les défaillances de sa petite voiture

Daimler-Benz a annoncé, mardi 11 novembre, qu'il arrêterait, pour une période de douze semaines, la livraison de ses Classe A pour des raisons de sécurité.

Mercedes va modifier la structure de son véhicule : de nouveaux stabilisateurs seront montés, la synchronisation des amortisseurs améliorée, les dimensions des pneus revues et la carrosserie abaissée. L'objectif est de faire du haut de gamme sur tous les segments est remis en cause.

ré, les dimensions des pneus revues et la carrosserie abaissée. L'objectif est de faire du haut de gamme sur tous les segments est remis en cause.

**BONN**  
de notre correspondant  
Ce devait être l'entrée en fanfare de Mercedes sur le segment des petites voitures. C'est une véritable Berezina. Le constructeur automobile allemand a annoncé, mardi 11 novembre, qu'il arrêterait, pour une période de douze semaines, la livraison de ses modèles Classe A pour des raisons de sécurité. L'échec est d'autant plus cinglant que le groupe Daimler-Benz avait organisé un important battage médiatique et publicitaire autour du nouveau véhicule de sa

marque fétiche. A peine lancée, la Classe A est devenue le chouchou du public. Au point que 100 000 précommandes ont été enregistrées. Le particulier qui a demandé son véhicule mi-octobre devra patienter jusqu'à la mi 1998.

Mercedes a décidé de modifier la structure de son véhicule : de nouveaux stabilisateurs seront montés, tandis que la synchronisation des amortisseurs sera améliorée. Les dimensions des pneus seront revues et la carrosserie abaissée. Jürgen Schrempp, président de Daimler-Benz, tente de minimiser la déroute : « Ce n'est pas un changement du concept novateur de la Classe A, mais une optimisation supplémentaire du véhicule », a-t-il déclaré, dans un entretien à l'agence de presse allemande DPA.

La fiabilité du véhicule avait été mise en doute à l'occasion d'un test pratiqué, dans des conditions extrêmes, par un magazine automobile suédois, le 21 octobre. Au cours de plusieurs slaloms effectués à 60 km/h, le véhicule s'est retrouvé sur le toit, blessant légèrement conducteur et passagers et laissant supposer que le centre de gravité du véhicule est trop élevé.

### Coûteuse restructuration pour General Motors

General Motors s'apprête à inscrire une charge avant impôts allant de 2 à 3 milliards de dollars (11 à 17 milliards de francs) au quatrième trimestre de l'exercice annuel ou au premier trimestre du prochain, a indiqué le groupe, mardi 11 novembre. Cette charge sera liée à deux éléments. D'une part, la restructuration de certaines activités du groupe, notamment la filiale de pièces détachées et de composants automobiles Delphi ; certaines usines pourraient être fermées, d'autres cédées, notamment dans les secteurs de l'éclairage pour automobiles, amortisseurs et sièges. D'autre part, le programme de réduction des coûts engagé dans les usines belges de la filiale européenne Opel de General Motors, qui pourrait entraîner la suppression de 1 900 emplois.

Après avoir voulu minimiser l'affaire, Mercedes, qui a pratiqué ses propres tests, reconnaît, le 23 octobre, que la Classe A présente des faiblesses en conditions extrêmes. Les pneumatiques, fournis par Goodyear, sont notamment mis en cause. Jürgen Hubbert, président de la division automobile de Daimler-Benz annonce, le 29 octobre, que le dernier-né du constructeur sera équipé en série d'un système électronique d'équilibrage (ESP) à

compter de février 1998. Cet équipement optionnel était, jusqu'alors, facturé 1 700 marks (5 700 francs).

La mesure se révèle insuffisante. « Nous prenons les critiques formulées, et avons tout les critiques de nos clients, très au sérieux. Personne ne déplorait plus que nous le fait que la Classe A ait montré une faiblesse dans des tests réalisés en conditions extrêmes. Nos ingénieurs ont cherché jour et nuit avec toute leur énergie une solution optimale. Nous l'avons trouvée », déclare dans un communiqué M. Schrempp. Les quelque deux mille six cents propriétaires d'une Classe A en Europe sont invités à rapporter leur voiture aux concessionnaires Mercedes. Ils obtiendront immédiatement un autre véhicule de la marque jusqu'à la remise en état du leur.

Jusqu'à la livraison des pièces nécessaires aux modifications des voitures, l'usine de Rastatt, où sont assemblées les Classe A, tournera au ralenti, avec 200 véhicules produits par jour. « Ce n'est pas un arrêt de la production », a tenu à

préciser M. Schrempp. L'activité devrait remonter à 800 véhicules par jour en février. Cette décision provoque l'inquiétude des salariés, qui craignent d'être mis en chômage technique. L'usine devait employer, en rythme de croisière, quatre mille personnes, et produire, en 1998, 180 000 véhicules. A compter de 1999, Mercedes doit aussi produire 70 000 Classe A dans son usine de Juiz de Fora au Brésil.

Le groupe, qui a investi jusqu'à présent 2,5 milliards de marks dans la Classe A, estime que ces mesures lui coûteront en 1997 100 millions de marks de résultat opérationnel, et 200 millions en 1998. « Cela ne signifie pas que nous devions changer nos prévisions de résultat pour 1997 », estime toutefois M. Schrempp.

La Bourse n'a pris en compte le geste de la direction : mardi 11 novembre, le titre Daimler-Benz a encore régressé de près de 1 % ; depuis le 21 octobre, il a plongé de 19 %.

Arnaud Leparmentier

## L'action du gouvernement américain contre Microsoft contestée

LE FABRICANT américain de logiciels a déposé, lundi 10 novembre, une argumentation de quarante-huit pages auprès du tribunal fédéral de Washington. Il y affirme que l'action intentée contre lui par le gouvernement américain « menace de geler le développement de [ses] systèmes d'exploitation dans leur Etat de 1995 ». Le ministère de la Justice accuse Microsoft de contraindre les fabricants d'ordinateurs à installer son logiciel de navigation sur Internet, Explorer, en même temps que son système d'exploitation Windows, en violation d'un accord conclu en 1995. Microsoft affirme que le ministère savait, avant 1995, qu'il incluait des capacités Internet dans Windows. L'intérêt des clients à disposer de produits intégrés justifie selon lui les menaces à l'encontre de fabricants, qui envisagent de remplacer Explorer par un autre produit.

### DÉPÊCHES

■ **APPLE** : le groupe américain a indiqué, mardi 11 novembre, avoir reçu 500 000 dollars (2,9 millions de francs) de commandes via Internet en douze heures.

■ **SHARP** : le groupe japonais a annoncé, mercredi 12 novembre, qu'il rejoint le projet de réseau de satellites SkyBridge du groupe français Alcatel.

■ **GLOBALSTAR** : la société a annoncé, mardi 11 novembre, le report du tir de ses premiers satellites, prévu en décembre, ce qui décale à début 1999 l'entrée en service de son réseau de satellites.

■ **BMW** : le constructeur automobile allemand a menacé, mardi 11 novembre, de ne pas livrer de moteurs à Rolls-Royce pour équiper ses nouveaux modèles comme il s'y était engagé, si ce dernier était repris par le groupe équipementier Mayflower. BMW a par ailleurs confirmé son intérêt pour le rachat de Rolls-Royce Motor Cars Ltd.

■ **CAISSE DES DÉPÔTS** : l'établissement public a annoncé l'arrivée, début 1998, du Néerlandais Bart Le Blanc, actuellement vice-président finance de la BERD. Il coordonnera le développement international de l'institution.

■ **AGF** : l'actif net réévalué de l'assureur ressort à 296 francs par action à la fin septembre, selon la note d'information publiée mercredi 12 novembre par la compagnie, à la suite de l'OPA dont elle fait l'objet. Generali offre 300 francs par action AGF, ce qui n'inclut aucune prime de contrôle, affirme l'assureur français.

## Une affaire cruciale pour la marque à l'étoile

**DURE RENTRÉE** pour Mercedes. Dans la nuit du 30 au 31 août, Lady Di et son compagnon Enad Al Fayed, engagés dans une course folle en Mercedes Classe

### ANALYSE

Vantée pour la qualité de ses voitures, Mercedes risque de payer cher cet échec

S 280, trouvaient la mort. Certes, le chauffeur était ivre ; certes, il roulait trop vite sous le tunnel de l'Alma ; certes, n'importe quelle autre voiture lancée à cette vitesse dans ces conditions aurait connu le même sort. Il n'empêche : l'image de la firme à l'étoile, vantée pour la solidité et la sécurité de ses voitures, en a été malmenée. Ce qui, moins de deux mois après, est devenu « l'affaire Classe A » promet d'être encore plus nocif pour le constructeur de Stuttgart.

Car, cette fois-ci, le constructeur est coupable. Il n'avait pas effectué, avant le lancement de sa « Baby-Benz », le test extrême - celui de la « baïonnette » sans freinage - auquel se sont livrés les premiers journalistes suédois. Cette épreuve, qui a valu à la petite Mercedes de se retrouver sur son capot, n'est pas prévue par les règlements officiels. Mais, quand on s'appelle Mercedes et qu'au fil des décennies on a bâti sa réputation sur la sécurité, on ne peut pas se permettre une telle erreur. C'est tout le prestige de la marque qui s'en trouve entaché.

« Avant elle, l'auto tournait mol. » La campagne publicitaire de la Classe A a été arrêtée net. Mercedes a dû faire amende honorable : le professionnel de la grosse berline n'est pas un spécialiste de la petite voiture. Cette attitude sera-t-elle suffisante pour restaurer la confiance inébranlable que les clients de Mercedes avaient dans leur marque ? Normalement, les constructeurs ont tout à gagner d'une communication claire, qui passe par l'acceptation de leurs erreurs et la réparation de celles-ci. L'an dernier, Renault rappelait les

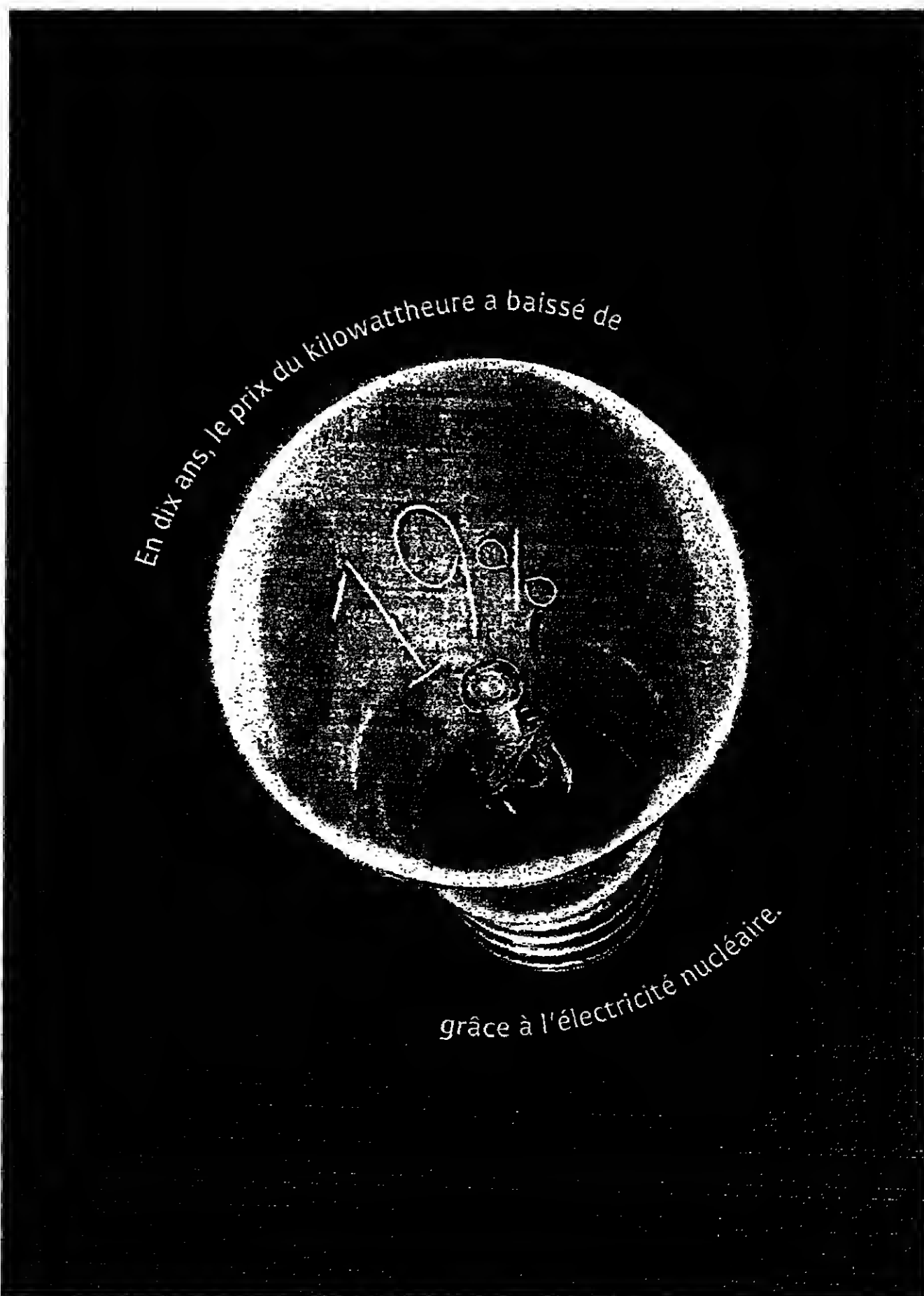
premiers exemplaires de la berline Mégane, dont le comportement, en cas de freinage d'urgence effectué en virage, était critiqué. Récemment, Citroën, interpellé sur le comportement du train arrière de sa nouvelle Xsara, faisait amende honorable.

Mais, dans le cas de Mercedes, l'enjeu est autre : ce n'est pas le seul lancement de la Classe A qui est raté, c'est l'ensemble de sa stratégie qui est devenu sujet à caution. Cet accident de parcours met en cause la capacité même de la firme à fabriquer des voitures dans tous les segments - de la petite voiture à la grosse berline en passant par le monospace et le 4x4 - sans nuire à l'image de marque Mercedes. Faire du haut de gamme sur tous les segments et vendre plus d'un million de voitures au tournant du siècle, soit deux fois plus qu'en 1993 : tel était le pari d'Helmut Werner, qui a pris la tête du constructeur en mai 1993 pour le quitter fin 1996, en raison d'un différend avec Jürgen Schrempp, le président du directoire de Daimler-Benz.

La Classe A devait être le fer de lance de cette nouvelle politique : longue de 3,53 mètres, elle est vendue à partir de 110 000 francs, soit deux fois plus que la Twingo, parce qu'elle offre à son conducteur un « concentré » de Mercedes : luxe et sécurité. Le pari était risqué : les clients traditionnels voudraient-ils d'une petite voiture ? Les acheteurs de petites voitures seraient-ils prêts à y mettre ce prix ? Sa réussite est aujourd'hui compromise. Mercedes a failli à ses valeurs. Le doute est désormais dans les esprits.

La Smart, la petite voiture urbaine deux places, que la marque a conçue en collaboration avec Nicolas Hayek, l'inventeur de la montre Swatch, et qui doit être commercialisée à partir de mars 1998, est-elle au point ? Mercedes devra prouver à ses futurs clients qu'il sait faire toutes sortes de voitures. Le temps où l'étoile était une garantie à elle toute seule semble révolu.

Virginie Malingre



CALLEGARI BENVILLE



## COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

# Hongkong Telecom lance la première « vidéo à la demande » grand public

La filiale du groupe britannique Cable and Wireless a pris une longueur d'avance sur ses rivaux. Son système de diffusion, qui associe investissements importants et prouesses techniques, pourrait devenir une norme pour les professionnels du monde entier

### HONGKONG

de notre correspondante

Ce n'est pas une major de la communication, mais un opérateur du téléphone qui, le premier au monde, s'apprête à lancer une véritable télévision interactive à l'échelle commerciale. Ce n'est pas non plus aux États-Unis, mais à Hongkong, territoire peu connu pour son inventivité, que va démarrer l'opération. Après trois ans d'expérimentations, Hongkong Telecom (HKT) a obtenu, mercredi 5 novembre, la première licence de télévision interactive sur le territoire, via sa division Interactive Multimedia Services (IMS). Dès que les termes exacts de la licence auront été négociés avec l'autorité de tutelle, l'opérateur prévoit de lancer le premier service de « vidéo à la demande », d'ici la fin de l'année.

C'est une première mondiale en grande échelle. Jusqu'à présent, l'expérience de l'américain Time Warner, à Orlando (Floride), n'a pas dépassé le stade du test avant d'être abandonnée. Seule, TF1, en France, commercialise un véritable système de vidéo à la demande.

Dans sa phase de lancement,

HKT offrira à ses abonnés l'accès à quelque 100 films – films d'art et d'essai, dernières parutions et dessins animés –, et à près de 100 chansons de karaoké. Mille heures de programme en tout, dont près de 40 % devraient être rafraîchies tous les quinze jours. Mais, explique-t-on chez HKT, « selon le succès du service, ce répertoire pourra être augmenté à l'infini. Nous n'avons pas de limite technique ». Début

1998, un service de « télé-achat » portant sur quelques 6 000 produits sera proposé. Et mars, des jeux électroniques, des services bancaires, et à plus long terme, une connexion à Internet et des programmes éducatifs compléteront l'offre de HKT.

Moyennant 225 à 300 francs de frais d'installation, 150 francs d'abonnement mensuel, et un tarif de 15 à 22 francs par film (l'équi-

valent de la location d'une cassette vidéo) et 2,30 à 3 francs par chanson, l'abonné pourra visualiser les films de son choix 24 heures sur 24. Et ceci à partir d'une simple ligne téléphonique et d'un téléviseur classique. Pour commander, l'abonné disposera d'une commande à distance, et d'une « boîte numérique intelligente », conçue et fournie par HKT et le fabricant japonais NEC. Ce boîtier comprend un décodeur, un modem ultra-rapide, un système de décompression de données numériques et de transformation des données numériques en données analogiques.

L'utilisateur n'aura pas besoin de composer un numéro pour appeler le serveur vidéo mais poussera simplement sur un bouton de sa commande à distance. La diffusion des films, chansons et services sur la ligne téléphonique ne provoquera pas d'encombrement, et les appels continueront d'arriver sur le combiné de l'abonné.

La solution de HKT présente des avancées technologiques majeures : « Alors que la compression des données vidéo et des données audio est dans un rapport de un à

quatre, notre système comprime jusqu'à un ratio de 1 à 90 », explique-t-on chez l'opérateur téléphonique, qui dispose du plus grand centre de recherche en média numérique de l'Asie du sud-est. HKT a réussi à rétablir la qualité de l'image analogique après sa compression numérique.

### GARANTIE DE QUALITÉ

Mais la prouesse technique de HKT est de réussir à gérer des dizaines de milliers d'appels simultanés pour un même programme, en utilisant un système CRS (« cell relay service »), qui fait appel au mode de transfert asynchrone (ATM). L'ATM permet d'allouer une bande passante fixe à chaque abonné et offre une garantie de qualité de service, c'est à dire que la qualité d'un film diffusé ne subira pas de variations. Mais, selon Eric Cremer (TF1), la gestion de milliers de connexions simultanées et la diffusion en retour des programmes commandés imposent une forte compression des films, et donc une dégradation de la qualité de l'image vidéo.

Hongkong peut être le premier à lancer commercialement la télévision interactive, avec l'espoir de rentabiliser cette opération, car le territoire est doté d'un réseau de transmission à large bande depuis déjà trois ans. La surface habitée n'y est guère plus grande que le Val-de-Meuse, et le coût de connexion des foyers de « trois à quatre fois moins cher que n'importe où ailleurs

dans le monde », selon HKT. Les hongkongais, très réceptifs aux nouvelles technologies (le taux de pénétration de téléphones portables dépasse les 50 % de la population en âge d'en avoir), sont aussi très friands de distractions diverses. Ils y consacrent un budget atteignant 7,5 % du PIB, contre 2,5 % aux États-Unis. Avec un potentiel de 1,6 millions de foyers, HKT vise 88 000 abonnés d'ici un an, et 300 000 en 2000. Avec un investissement d'un milliard de dollars de Hongkong en trois ans (soit 750 millions de francs) et de dix milliards de dollars sur les dix ans à venir, HKT espère atteindre le point mort en quatre à cinq ans.

« Si elle fonctionne, la télévision interactive de HKT sera considérée comme un standard par les professionnels du monde entier », prévoit un cadre d'un opérateur téléphonique étranger. Unique bénéficiaire d'une licence, alors que deux étaient attendues, HKT – filiale du groupe britannique Cable and Wireless – a une longueur d'avance sur la concurrence. Star Interactive TV (SITV), filiale de Star Telecom International Holding, compte aussi décrocher une licence. Mais SITV est en procès avec un autre prétendant, pour lui avoir dérobé des informations. Le gouvernement attend l'issue du jugement pour lui octroyer – ou lui refuser – cette deuxième licence.

Valérie Brunschwig  
avec Guy Duthé

### Parlons prix

## Comment le nucléaire rend-il le coût de l'électricité compétitif ?

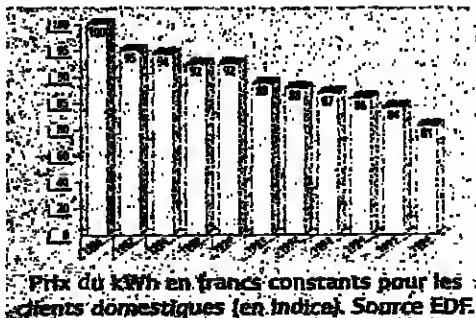
Le parc nucléaire français, du fait de la standardisation des centrales, a été construit à un coût très compétitif. Aujourd'hui, ce parc est déjà amorti à plus de 50 %. Et si son âge moyen est de 13 ans, son espérance de vie est de 40 ans, le rendant apte à couvrir nos besoins jusqu'en l'an 2020.

Ses performances ont permis aux consommateurs français de bénéficier déjà d'une baisse substantielle du prix du kilowattheure : de 19 % entre 1986 et 1996 hors inflation et de 4,6 % en francs courants tous tarifs confondus en avril 1997.

Grâce au nucléaire et à l'hydraulique, l'électricité française dépend pour moins de 10 % d'importations de combustibles fossiles. Ceci nous met à l'abri des variations du cours du dollar et de toute conjoncture internationale incertaine – politique ou économique – en provenance des pays producteurs.

La France peut ainsi se prévaloir d'un coût de production de l'électricité l'un des plus compétitifs et des plus stables d'Europe. Ceci, pour longtemps.

Son programme nucléaire permet à la France de maîtriser le coût du kWh. Ce dernier a déjà baissé de 19 % en 10 ans.



Nous vous devons plus que la lumière.

Pour en savoir plus, recevez gratuitement la (les) brochure(s) :

☐ « Le point sur le programme nucléaire français » réf. NUC10

☐ « Les déchets nucléaires en questions » réf. NUC105NEW

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

3614 EDF (0,37F/min), <http://www.edf.fr>

A remplir et à retourner à : Nucléaire/Satel - BP 107 - 93123 La Courneuve Cedex.

## La Sofres pourrait se rapprocher de Taylor Nelson, première société de marché britannique

LE SECTEUR des instituts d'études de sondages et d'opinions est à nouveau agité par divers bruits concernant l'un des leurs. Il y a quelques semaines, l'institut d'études Ipsos faisait entrer dans son capital deux fonds d'investissements, Artemis et Amstar, respectivement contrôlés par François Pioulet et par Walter Butler, qui détiennent aujourd'hui 37 % de la société fondée par Didier Truchot (Le Monde du 4 septembre). Au cœur de l'été, l'institut BVA était cédé par son actionnaire, Marceau Investissements, à deux sociétés qui se le partagent dorénavant à 50/50, Bailly Investissements et la holding Sabeton du financier Claude Gros (Le Monde du 23 août).

### OBJECTIF INTERNATIONAL

Cette fois-ci, c'est la première société d'études de sondages et d'opinions en France, la Sofres, qui est sous les feux de la rampe. La rumeur court depuis quelque temps parmi les professionnels, selon laquelle la Sofres pourrait passer sous contrôle britannique à la faveur du désengagement de son principal actionnaire, la Financière Marc Ladreit de Lacharrière (Fimalac), qui en avait pris le contrôle à 51 % il y a six ans (Le Monde daté 15 et 16 décembre 1991).

Le passage à Paris, ces derniers jours, de représentants de Taylor Nelson AGP Plc, première société d'étude de marché en Grande-Bretagne, présidée par Tony Cowling et basée à Londres, et qui a réalisé 900 millions de chiffres d'affaires l'an dernier, a donné corps à cette rumeur de projet de rachat de la Sofres.

En réalité, le schéma serait très différent. Selon des sources bien informées, la direction de la Sofres aurait entamé des négociations avec

Taylor Nelson en vue d'un rapprochement, selon des modalités financières complexes, entre les deux groupes. Avec un objectif à terme : le développement de l'implantation internationale de la société. Mais aucune lettre d'intention n'aurait été signée et les discussions seraient encore loin d'être terminées, même si Taylor Nelson fait figure d'associé le plus probable.

Quant à la Fimalac, loin de vouloir se désengager de la Sofres, elle aurait l'intention de devenir l'un des plus importants voire le premier actionnaire de la nouvelle entité constituée par le rapprochement entre la Sofres et Taylor Nelson AGP. Dans la matinée du mercredi 12 novembre, les professionnels du secteur faisaient état d'un communiqué prochain qui pourrait intéresser aussi la société allemande GfK.

À la direction de Taylor Nelson, à Londres, on évoquait d'ailleurs « une annonce imminente à propos de la Sofres ».

La société de Marc Ladreit de Lacharrière, qui vient de racheter la société américaine de notation financière Fitch Investors Services pour 175 millions de francs, serait prête à accompagner le développement international de la Sofres. La Fimalac dispose d'une trésorerie plus qu'appréciable (de l'ordre de 2,5 milliards de francs).

La Sofres, depuis le rachat de la majorité de son capital par la Fimalac, a noué de nombreux partenariats et rachetés, notamment, la Sédop. Ces choix ont dopé le chiffre d'affaires de la société de sondages : en 1992, il s'établissait à 450 millions de francs, alors qu'il était de 1,4 milliard de francs en 1996 et devrait atteindre 1,8 milliard à la fin de cette année.

Yves-Marie Labé

### DÉPÊCHES

■ AUDIOVISUEL : Lachlan Murdoch devrait succéder à son père à la tête de son empire, News Corporation, lorsque celui-ci jugera qu'il n'est plus en mesure de le diriger lui-même. Dans un entretien à Matthew Horsman, auteur d'un livre sur le magnat australien, Rupert Murdoch, soixante-sept ans, indique qu'il passera la main lorsqu'il ne se sentira plus « mentalement » capable de diriger son groupe. Concernant sa succession, il ajoute : « Il y a actuellement un consensus (parmi les enfants) selon lequel Lochon prendra la direction », a ajouté M. Murdoch. Lachlan Murdoch, vingt-six ans, dirige la branche australienne de l'empire (Le Monde du 25 avril 1997). – (AFP)

■ PRESSE : le groupe de presse allemand Gruener und Jahr, filiale de Bertelsmann, lance, mercredi 12 novembre, en Allemagne une version destinée aux enfants de son magazine Geo, intitulée Geolino, qui paraîtra une fois par trimestre.



■ L'OR a ouvert en baisse, mercredi 12 novembre, sur le marché international de Hongkong à 308,90-309,20 dollars l'once, contre 309,85-310,25, la veille en clôture.

NEW YORK ↓ DOWN 1005	LONDRES ↓ ET 100	MILAN → MIS 30	FRANCOFORT ↓ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	---------------------------

**CAC 40: 3 jours**

Index	12/11	13/11	14/11
12,151	12,258	12,132	

de la semaine dernière, cette action avait déjà été recherchée à la suite de l'annonce du décès de Paul Ricard, le fondateur du groupe de boissons.

Un accord de principe sur l'allongement de la cocession jusqu'en 2086 avait été conclu le 1<sup>er</sup> juillet. Depuis le début de l'année, l'actio Eurotunnel perd près de 14 %.

valeurs vedettes a fini sur une hausse de 6,14 points (+0,08 %), à 7 558,73, après avoir évolué dans une fourchette de 80 points. Le DJ a été mis sous pression en raison des pertes de Kodak, qui a annoncé 10 000 suppressions d'emplois - environ 10 % de ses effectifs - et une charge exceptionnelle avant impôts de 1 milliard de dollars au 4<sup>e</sup> trimestre.

Alcoa	67 1/2	66 1/2
Allied Signal	35.93	35.93
American Express	78	78 3/4
AT & T	46.51	46.51
Bausch & Lomb	47.8	47.8
Caterpillar Inc.	79.3	80.1 1/4
Chevron Corp.	84.75	85.81
Coors-Cola Co.	56.56	55.75
Disney Corp.	86	85.33
Du Pont Nemours & Co.	60.50	58.47
Eastman Kodak Co.	62.18	62.18
Exxon Corp.	55.51	55.68
Gen. Motors Corp.	69.87	69.43
Gen. Electric Co.	67.43	67
Goodyear T & Rubber	61.43	61.31
Hewlett-Packard	59.62	60.37
IBM	92.63	92.63
Intel Corp.	47.43	47.43
J.P. Morgan Co.	114.06	114.43
Johnson & Johnson	60.56	59.68
McDonalds Corp.	45.56	44.50
Merck & Co Inc.	88.68	88.50
Motorola Miss & Mfg	40.50	40.50
Philip Morris	41.56	41.06
Procter & Gamble C	72.31	72.31
Sears Roebuck & Co.	46.06	45.06
Travelers	72.12	73.43
Union Carb.	70.50	70.50
Wm. Wrigley	44.25	44.25
Wall-Mart Stores	37.12	36.53

**FRANCFORT**  
LES ÉVÉNEMENTS DU JOUR 20

PARIS → Jour le jour	PARIS → CAT 10 ans	NEW YORK ↘ Jour le jour	NEW YORK ↘ Bonds 10 ans	FRANCKFORT → Jour le jour	FRANCKFORT ↗ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

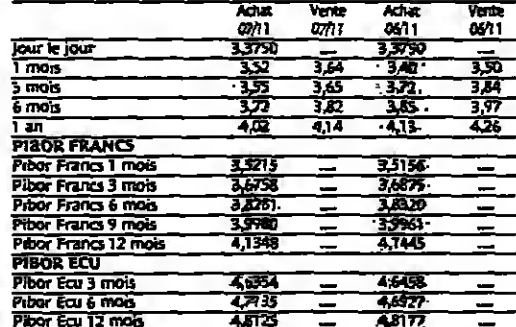
## LES MONNAIES

La veille, le marché obligataire américain était resté fermé. Les opérateurs ne prévoient pas de resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis à l'issue, mercredi, de la réunion du conseil de la Réserve fédérale. Ils estiment que la fragilité actuelle des places boursières internationales incitera la banque centrale américaine à opter pour le statu quo sur ses taux directeurs, malgré les tensions observées sur le marché du travail.

## Recul du yen

credi matin, face à la devise japonaise. Il cotait 125,85 yens, son cours le plus élevé depuis six mois. La monnaie nipponne était pénalisée par la chute de la Bourse de Tokyo. Certains analystes estiment que le dollar pourrait monter jusqu'à 150 yens au cours des prochains mois, en raison de la faiblesse de l'économie japonaise.

Le franc était stable, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il cédait à 3,3495 francs pour 1 deutsche mark.

**LE MARCHÉ MONÉTAIRE** (taux de base bancaire 6,55 %)

**MATIF**

échéances 07/11	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 5,5 %</b>					
Déc 97	115701	98,96	99,14	98,78	98,86
Mars 98	1825	98,84	98,52	98,26	98,36
juin 98	2	97,92	97,92	97,92	97,92

Mar 98	10000	95,94	95,97	95,99	95,99
Jun 98	8842	95,69	95,71	95,68	95,68
Sept 98	8541	95,53	95,53	95,53	95,53

	72,96	72,24	73,23	73,90	73,21
<b>SCA LONG TERME</b>					
Déc. 97	62,6	98,04	96,04	97,34	97,30
Mars 98					

---

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéance 07/11	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 97	27697	3696	3740	3678	3730
Déc. 97	123	2749	2742	2687	2736
Mars 98	1	3759	2739	2739	2739
juin 98					

PARITES DU DOLLAR	12/11	07/11
-------------------	-------	-------

DEVICES	cores (B/D)	% B/D1	Actual	Venue
Afghanistan (100 dm)	394,870.9	0.002	322	946.16
Algeria (100 dm)	6,601.5	0.001	82	1,000.00
Angola (100 dm)	1,000.00	0.001	3,000	1,000.00
Bosnia-Herzegovina (100 dm)	16,240	0.002	15,640	1,000.00
Poland (100 dm)	297,800	0.002	1,000	1,000.00
Togo (100 dm)	3,115	0.002	3,150	1,000.00
Yemen (100 dm)	87,880	0.001	82	1,000.00
Indonesia (100 dm)	6,601.5	0.001	2,640	1,000.00
Costa Rica (100 dm)	1,000.00	0.001	1,000	1,000.00
Guatemala (100 dm)	2,125	0.002	1,850	2,300.00
Sierra Leone (100 dm)	76,500	0.001	71	1,000.00
Sierra Leone (100 dm)	416,500	0.001	398	1,000.00
Nigeria (100 dm)	82,700	0.001	82	1,000.00
Australia (100 dm)	67,750	0.001	43,500	1,000.00
Equatorial Guinea (100 dm)	3,360	0.001	3,650	1,000.00
Portugal (100 dm)	3,360	0.001	2,900	1,000.00
Portugal (100 dm)	3,360	0.001	3,700	1,000.00
Japan (100 dm)	4,624	0.001	4,640	1,000.00
Finland (100 dm)	111,110	0.001	105	1,000.00

## TIÈRES PREMIÈRES

	cours 07/11	cours 06/11
Oil fin (c. barre)	36280	35800
Oil fin (en fût/gal)	90000	89500
Once d'or Londres	317,05	306,70
Pièce française (20F)	341	-
Pièce suisse (20F)	340	338
Pièce Union (20F)	339	338
Pièce 20 dollars us	2500	2525
Pièce 10 dollars us	1332,50	1332,50
Pièce 50 pesos mex.	2285	2280

INDICES	
Dow-Jones comptant	2285
Dow-Jones à terme	2285
CBS	-
METALLUX (Londres)	-
Etain comptant	Compteur à 3 mois
Aluminium comptant	Aluminium à 3 mois
Aluminium à 3 mois	Piombe comptant
Piombe à 3 mois	Plomb à 3 mois
Etain comptant	Etain comptant
Zinc à 3 mois	Zinc comptant
Nickel à 3 mois	Nickel comptant

## LE PÉTROLE

En dollars	cours 12/11	cours 07/11
Brent (Londres)	19,37	19,48
WTI (New York)	20,71	20,48

**METALLS (New-York)**

1211	07/11	Argent à terme	485,40	486,10	
135,62	12/11	Platine à terme			
144,65	12/11	Palladium	207,15	205,50	
20,13	12/11	GRAINES, DENREES (Londres)			\$/tonnes
		BS (Cacao)	395,70	398	
		BS (Café)	279,20	288	
175,50	19/10/21	Grain soja (Chicago)	27,50	27,50	
198	19/10/21	Tort. soja (Chicago)	28,80	27,50	
183,30	19/10/21	GRAINES, DENREES (Londres)			\$/tonnes
1,62	19/10/21	P. de terre (Londres)			
592,30	19/10/21	Orge (Londres)	76,50	76	
600,50	19/10/21	SOFTS			\$/tonnes
592,30	19/10/21	Cacao (New York)	1612	1600	
590	19/10/21	Café (Londres)	1333	1330	
1226,25	19/10/21	Soie blanc (Paris)	300,80	300,50	
1224	12/11	OLEAGINEUX, AGRUMES			cent/tonnes
4067,50	12/11	Coton (New York)	72,15	72,10	







**SPORTS** Le Conseil mondial de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) a privé le pilote allemand de formule 1 Michael Schumacher (Ferrari) de sa deuxième place

au championnat du monde des conducteurs 1997 pour avoir tenté de « sortir » son rival Jacques Villeneuve (Williams-Renault) lors du dernier Grand Prix de la saison, au

Japon. ● CETTE SANCTION n'est que symbolique, puisque le coupable n'a été frappé d'aucune suspension. ● MICHAEL SCHUMACHER a déferé du avec succès la thèse du « mau-

vais réflexe ». ● QUELQUES HEURES PLUS TÔT, on apprenait que Bernie Ecclestone, grand manitou de la F1, avait accordé un don de 1 million de livres (près de 10 millions de francs)

au Parti travailliste avant sa victoire aux élections et on faisait l'annonce d'une prise de position favorable au maintien du partenariat tabac dans le sport automobile.

## Michael Schumacher est déclassé du championnat du monde 1997

Le pilote allemand de Ferrari, qui avait tenté de « sortir » son rival Jacques Villeneuve d'un coup de volant lors du Grand Prix d'Europe, conserve ses points et ses victoires. La sanction de la Fédération internationale de l'automobile n'affecte pas non plus sa saison 1998

**COLNBROOK**

de notre envoyé spécial

La saison 1997 de formule 1 s'est achevée comme elle avait commencé, devant la cour. En fé-

vrier, plusieurs membres et anciens pilotes de l'écurie Williams avaient été cités à comparaître devant le tribunal d'Imola

**FORMULE 1**

(Italie) afin d'établir la responsabilité éventuelle de l'écurie anglaise dans la mort d'Ayrton Senna. Mardi 11 novembre, c'était au tour de Michael Schumacher (Ferrari), de Frank Williams et Ron Dennis, propriétaires des écuries Williams et McLaren, de venir s'expliquer devant un autre « tribunal », le

conseil mondial de la Fédération internationale de l'automobile (FIA), exceptionnellement réuni au siège du Royal Automobile Club de Colnbrook, dans la banlieue de Londres.

Le pilote allemand est arrivé le premier, dans une Alfa-Roméo rouge, en compagnie de Jean Todt, le directeur de la Scuderia Ferrari, et de Willi Weber, son agent, qui avait fait fabriquer 100 000 casquettes rouges portant la mention « World Champion » avant le dernier Grand Prix. A 9 h 30 précises, Michael Schumacher a pris place autour d'une grande table, face à Max Mosley, le président de la FIA, et à côté de Bernie Ecclestone, le vice-président omnipotent de la FIA. Les vingt et un délégués du Conseil mondial ont revu avec lui les images de l'incident de

course qui l'avait opposé à Jacques Villeneuve, le 26 octobre lors du Grand Prix d'Europe, décisif pour le titre de champion du monde. Au 48<sup>e</sup> tour, l'Allemand avait brutalement bloqué la route de son adversaire.

Après la course, perdue pour Michael Schumacher, la « folie » du pilote de Ferrari avait tourné à l'affaire d'Etat italienne. Romano Prodi, le président du conseil, avait été « choqué », tandis que Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat et président d'honneur de Ferrari, tentait de calmer les esprits : « Il a fait une faute. Point. » Devant ses censeurs, Michael Schumacher a présenté une mine de contrition et une déclaration de repentance : « Je reconnais ma faute, mais elle n'était pas préméditée. C'est une réaction instinctive. » Le double

champion du monde a même avoué qu'il avait passé quelques mauvaises nuits après avoir « fait ça ».

Il n'a pas fallu plus d'une heure à ses « juges » pour l'absoudre : en guise de punition, il est exclu du classement du championnat du monde 1997. Il conserve ses points et ses victoires, mais pas cette deuxième place à laquelle il a démontré combien il tenait. À Jerez, mais aussi à Adelfa, en 1994, face à Damon Hill. « Cette décision est un coup dur pour les tifosi, vous savez, a-t-il expliqué d'une voix blanche de désespoir. Il y a seulement deux ou trois ans, ils auraient été tellement contents d'une deuxième place. » L'air sévère, Max Mosley et ses pairs ont ensuite signifié à Michael Schumacher qu'il devrait donner un peu de son temps (sept jours) à une campagne européenne en faveur de la sécurité routière.

L'Allemand pourra toujours expliquer à ses interlocuteurs qu'il en coûte moins de tenter d'envoyer un poursuivant dans le décor que d'ignorer la signalisation - pour avoir refusé d'observer un drapeau jaune l'enjoignant à ralentir en pleine ligne droite, Jacques Villeneuve avait été disqualifié au Japon. « Les repentis font les meilleurs défenseurs d'une cause, June Max Mosley. La course automobile est un sport très compliqué. Ce genre de décision est extrêmement rare. Il s'agit d'une pénalité très grave. » Sans doute, mais pas aux yeux d'anciens champions du monde comme Jody Scheckter, le dernier vainqueur du titre suprême de F1 pour Ferrari, Nicky Lauda ou Jackie Stewart, qui réclamaient « une peine exemplaire ». Le champion écossais a reconnu que Michael Schumacher était

« très chanceux » : « Le sport automobile dans son ensemble ne jugera pas cette décision assez sévère pour ce que le monde entier a vu. » Après avoir observé deux minutes de silence, Remembrance Day oblige, Michael Schumacher a pu s'éclipser peu avant midi. Devant sa voiture, une vieille fan anglaise l'attendait pour lui demander un autographe. Les casquettes invendues mises à part, les affaires reprennent. En Allemagne, un sondage organisé par la chaîne RTL a montré que 72 % de ses compatriotes demeurent ses fidèles supporters. Parmi ses

« Le sport automobile ne jugera pas cette décision assez sévère pour ce que le monde entier a vu »

sponsors, seul le porte-parole allemand de Nike lui a officiellement signifié que sa conduite serait suivie de près. Pendant que Michael Schumacher reprenait l'aviation, les délégués de la FIA se sont penchés sur la deuxième affaire de la journée : celle des écoutes. En début de saison, l'écurie Benetton soupçonnait Rory Byrne et Ross Brawn, ses deux ingénieurs passés chez Ferrari d'espionner leurs conversations radio. En réalité, selon Max Mosley, « tout le monde écoute tout le monde, même McLaren, malgré son système de transmissions cryptées ». Dans un geste plein

d'à-propos, les gens de Ferrari avaient pris soin d'enregistrer les conversations échangées à Jerez entre Jacques Villeneuve et son ingénieur de piste, Jock Clear. Sur la bande, on entend Jock Clear sommer son pilote de laisser passer la McLaren de Mika Hakkinen, lancée à ses trousses. Dans ses propos, une injonction intrigante : « Ne me laisse pas tomber, Jacques. Nous avons déjà parlé de cela avant. »

La reproduction de tels échanges, dans le Times du 8 novembre, est tombée à point nommé pour la défense de Michael Schumacher, les supporters de la Scuderia dénonçant « un pacte anti-Ferrari ». Ron Dennis et Frank Williams (deux des trois patrons d'écurie qui, avec Ken Tyrrell, ont refusé de signer les derniers accords de concorde qui lient les écuries et la FIA), ont plaidé la bonne foi, séparément. Le conseil mondial, dans son élan de clémence, n'a pas tardé à leur faire savoir qu'ils étaient relaxés, reconnus non coupables d'avoir enfreint l'article 151-C du règlement de la FIA bannissant « tout procédé frauduleux ou manœuvre déloyale de nature à nuire à la sincérité des compétitions ».

Parfait candide, Max Mosley a alors remarqué que « cette idée d'écoutes » ne lui plaisait guère et que, à l'avenir, il aimerait que les fréquences des écuries soient accessibles à tout le monde, adversaires et soutiens de la F1. « Ces affaires n'affectent pas du tout l'image de notre sport », a-t-il conclu. Et, comme dit Jean Todt : la saison 1997, écrasée de bruits et de rumeurs, est « enfin close ».

Eric Collier

### COMMENTAIRE LAMENTABLE !

S'il fallait une preuve de plus sur la manière lamentable dont le sport automobile en général et la formule 1 en particulier sont dirigés, elle vient d'être administrée par le Conseil mondial de la Fédération internationale : pour toute sanction à l'Allemand Michael Schumacher, qui avait percuté le Canadien Jacques Villeneuve lors du dernier Grand Prix de la saison, le pilote de Ferrari a simplement été déclassé du championnat des pilotes 1997 sans que son palmarès perde pour autant ses victoires.

Comment peut-on rayer d'un trait de plume les résultats d'une

saison sans effacer en même temps ses éléments constitutifs ? Ce qui partait ailleurs serait un défi au bon sens est ici présenté comme la marque d'une bonne administration : on fait preuve de sévérité à l'égard d'un pilote dangereux sans lui enlever son volant, c'est-à-dire en créant la suspense sur le déroulement de la saison 1998, qui promet ainsi d'être encore plus palpitante que la précédente.

A moins d'être convaincu qu'avec son air de premier communicant qui se bat la coulpe, Michael Schumacher ait réellement fait croire qu'il était contrit et qu'il ne fauterait plus, il est clair que cette vraie-fausse sanction - assortie d'une invraisemblable contrainte à participer à

une campagne pour la sécurité routière - ne préserve que les intérêts des organisateurs du championnat de formule 1 et, accessoirement, ceux de Ferrari.

Faut-il voir ce fait comme le résultat de la participation de Jean Todt, le patron de la Scuderia, au Conseil mondial comme représentant des constructeurs ? En tout cas, cet acte des règlements avait déjà réussi à éviter à Ferrari toute sanction dans des affaires d'ailleurs non conformes et d'excédent de pneus. Il peut maintenant se vanter d'avoir réussi à faire passer pour un chérubin un pilote qui se comporte comme un kamikaze quand la victoire est sur le point de lui échapper.

Alain Giraudo

### Quel moyen de transport relie 7 fois par jour Paris à Grenoble ?

1. La téléportation
2. Le voyage astral
3. Le TGV

Grenoble en TGV 7 A-R par jour

Pas besoin de faire appel à la science-fiction ou au fantastique pour voyager vite : il y a le TGV. Et pour mieux répondre à vos attentes en matière d'horaires, la SNCF met en place une nouvelle desserte du lundi au vendredi : un départ à 8h24 de Paris pour Grenoble, et un départ à 17h53 de Grenoble pour Paris. Ce sont donc maintenant 7 aller-retour quotidiens qui vous conduisent directement en 3h (temps de parcours moyen) d'un centre-ville à l'autre. Sans oublier les 2 aller-retour qui desservent les banlieues Sud (Gare de Massy TGV), Est (Gare de Marne la Vallée - Chussy) et Nord (Gare Aéroport Charles de Gaulle TGV) de Paris.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

### Bernie Ecclestone, généreux donateur du Labour Party

LE PARTI travailliste britannique a reconnu, mardi 11 novembre, qu'il avait reçu, avant les élections de mai dernier, une donation de 1 million de livres (près de 10 millions de francs) de Bernie Ecclestone, vice-président de la FIA et promoteur des intérêts de la formule 1. Le 5 novembre, le ministre de la santé du gouvernement travailliste avait annoncé qu'il renouait à l'interdiction la publicité et le parrainage de marques de tabac en F1. Les adversaires du gouvernement de Tony Blair ont fait le lien entre cette décision et l'acte de générosité de Bernie Ecclestone, autrefois contributeur du Parti conservateur.

Tout en niant une telle interférence, le Labour Party s'est engagé à rembourser la donation afin de mettre un terme à la polémique née en Grande-Bretagne. Une polémique également atténuée par la volte-face de Londres, qui a finalement renoncé à exempter indéfiniment les Grands Prix de cette interdiction, demandant un délai de mise en place de dix ans afin de permettre aux écuries de s'affranchir de leur dépendance à l'égard des cigarettiers. Cette position remet à l'ordre du jour du conseil européen des ministres de la santé du 4 décembre l'harmonisation des législations nationales.

Depuis 1989, la Commission européenne tente d'imposer une directive interdisant le parrainage du sport par le tabac et avait proposé, au départ, d'accorder trois années de sursis aux disciplines dépendant largement de l'argent de cette industrie. La Grande-Bretagne, soutenue par l'Allemagne, la Grèce et les Pays-Bas, s'est toujours opposée à ce projet. Padraig Flynn, commissaire européen aux affaires sociales, a récemment laissé entendre que la période de transition de trois ans pourrait être étendue, sans donner de précisions. De son côté, Bruxelles refuse l'extension à dix ans.

L'industrie du tabac pèse encore d'un poids non négligeable sur le sport automobile. En F1, six écuries portent les couleurs d'une marque, les plus connues étant Ferrari (Marlboro) et Williams (Rothmans). On estime à 1 milliard de francs le sponsoring annuel des cigarettiers. Le quotidien La Tribune, citant le cabinet Sport Marketing Survey, écrit, mercredi 12 novembre, que la présence des marques à l'écran par l'intermédiaire de la chaîne de télévision Eurosport, requise même dans les pays à législation contraignante (dont la France), correspond à 9 000 spots de trente secondes d'une valeur de 1,2 milliard de francs.

Voilà sans doute pourquoi le président de la Fédération internationale de l'automobile, Max Mosley, continue de défendre le recours à la publicité en faveur du tabac et le parrainage des écuries par les cigarettiers. Une position qui le conduit à avancer les arguments les plus hypocrites, affirmant, notamment, qu'il n'existe « aucune preuve indiquant que la publicité pour le tabac favorisait l'augmentation de la consommation de tabac ». Quant à Bernie Ecclestone, il menace de priver l'Europe de Grands Prix au profit des pays asiatiques à la législation plus accommodante.

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Prix commandés par téléphone  
MATÉLAS & SOMMIERS  
TOUTES DIMENSIONS - RANGS OU RÉGLABLES  
SWISSFLEX - TRECA - EPEDA - SIMONS  
DUNLOPILLO - SULTEX - FRELU - ETC.  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Coups ou tissus  
Stomer - Coulon - Bureau - Sultex - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
317 rue de Belleville, PARIS 19<sup>ème</sup> Téléphone  
01 42 03 71 00 - P. 11/12  
01 42 03 71 00 - 71/7

### Les Barbarians français donnent une leçon de rugby aux Springboks

LA TRADITION a été respectée : pour la troisième fois, comme à Lille, en 1992, et à Brive, en 1996, les Springboks ont été battus (40-22) par les Barbarians. Cette fois, c'est à Biarritz, mardi 11 novembre, que les Sud-Africains se sont inclinés face à une équipe dirigée par Vincent Moscam et au sein de laquelle Olivier Roumat a été particulièrement brillant. Juste avant la mi-temps, Toke Van der Linde, le pilier gauche sud-africain, était exposé après avoir piétiné dans une mêlée ouverte David Parriac. L'auteur de ces violences a été puni d'une suspension de soixante jours. Menés 17-5 au repos, les Springboks ont eu une belle réaction d'orgueil, reprenant même l'avantage 22-20 à la 65<sup>e</sup> minute avant de s'écrouler en fin de rencontre, permettant à Thomas Liévre-mont et à Vunikaaba d'inscrire de nouveaux essais.

### Pete Sampras battu par Carlos Moya aux Masters de tennis de Hanovre

LE NUMÉRO UN MONDIAL, l'Américain Pete Sampras, a été battu à la surprise générale lors de la première journée des Masters à Hanovre (Allemagne) par l'Espagnol Carlos Moya (6-3, 6-7, 6-2). Après avoir égalisé à un set partout, Sampras semblait en mesure de l'emporter face au benjamin du tournoi, âgé de vingt et un ans et avant-dernier invité aux Masters qui regroupent les huit meilleurs joueurs du circuit. Mais l'Espagnol, septième mondial, effectuait une fin de match parfaite. « Même après avoir remporté la deuxième manche, je n'étais pas du tout en confiance. J'ai senti que je n'étais pas au mieux comme je l'aurais souhaité », a déclaré Pete Sampras qui, en dépit de cette défaite, est certain de conserver la première place du classement mondial pour la cinquième année consécutive et ses chances de qualification pour la suite de l'épreuve. Les autres rencontres des Masters ont vu la victoire de l'Australien Patrick Rafter sur l'Anglais Greg Rusedski (4-6, 6-3, 6-4) et celle de l'Américain Michael Chang sur l'Espagnol Sergui Bruguera (7-6 (10-8), 6-2).

#### DÉPÊCHES

■ **BASKET-BALL** : Olivier Saint-Jean a effectué ses débuts en NBA avec son équipe des Sacramento Kings. Converti à l'islam, le Français, qui s'appelle désormais Tariq Abdul Wahad, a été battu 101-82 à Miami.  
■ **FOOTBALL** : James Debbah, l'attaquant libérien âgé de vingt-neuf ans, est le joker du Paris Saint-Germain. Ancien joueur de Monaco, Lyon et Nice, Debbah, qui évoluait à Anderlecht (Belgique) depuis le mois d'août, a signé au PSG mais ne pourra pas disputer la Ligue des champions avec son nouveau club puisqu'il a déjà été aligné cette saison par Anderlecht en Coupe de l'UEFA. Durant la saison 1996-97, le PSG avait choisi comme joker l'attaquant Cyrille Pouget (deux buts), transféré depuis au Havre avant d'être convaincu de dopage.  
■ **Le Brésil a battu le pays de Galles (3-0)** lors d'un match de préparation disputé à Brasília. La Selecao évoluait dans la composition suivante : Taffarel-Cafu (Zé Maria), Cruz (Junior Balano), Aldair, Zé Roberto-Dorival, Flavio Conceicao (Emerson), Zinho, Rivaldo-Muller, Dodo (Rodrigo). Les buts ont été inscrits par Zinho (32'), Rivaldo (36') et Rodrigo (50').



# L'Unesco adopte une Déclaration universelle sur le génome humain

Cette charte de vingt-cinq articles en appelle au respect de la personne humaine et, au nom des droits de l'homme, érige un rempart contre d'éventuelles dérives dans le domaine de la génétique

L'Unesco a adopté mardi 11 novembre une Déclaration sur le génome humain et les droits de l'homme visant à encadrer certaines pratiques scientifiques dans

le champ génétique. Cette initiative marque une étape fondamentale dans la définition des critères de bioéthique. Ce document de vingt-cinq articles établit des cri-

tères universels concernant la recherche scientifique sur le génome humain et ses applications. Cette déclaration proclame notamment que « chaque individu a droit au

respect de sa dignité et de ses droits, quelles que soient ses caractéristiques génétiques ». Les États signataires s'engagent également à ce que « des pratiques qui

sont contraires à la dignité humaine, telles que le clonage à des fins de reproduction d'êtres humains », ne soient pas « permises ».

L'UNESCO a adopté, mardi 11 novembre, lors de la vingt-neuvième session de sa Conférence générale, une Déclaration sur le génome humain et les droits de l'homme qui vise à encadrer un certain nombre de pratiques scientifiques autorisées par le développement de la biologie moléculaire et de la génétique. Cette initiative de l'Agence spécialisée de l'ONU pour l'éducation, la science et la culture marque une étape fondamentale dans la définition et la prise en compte, au plan international, des critères de bioéthique. Ce document, qui

comporte vingt-cinq articles, établit des critères universels concernant la recherche scientifique sur le génome humain et ses applications, et, plus généralement, sur les nouvelles possibilités de transformation du vivant.

Le principe général qui sous-tend cette entreprise est de parvenir à concilier de la manière la plus harmonieuse la liberté d'action du chercheur et la nécessaire protection de l'humanité contre les multiples abus qui peuvent naître de cette activité. Dans son préambule, cette déclaration rappelle que l'acte constitutif de

L'Unesco invoque « l'idéal démocratique de dignité et de respect de la personne humaine » et rejette tout « dogme de l'inégalité des races et des hommes ».

## LE CLONAGE HUMAIN PROHIBÉ

Les vingt-cinq articles sont regroupés en sept sections qui traitent tout à la fois de « la dignité humaine du génome humain », des « droits des personnes concernées », des « recherches sur le génome humain » et des « conditions d'exercice de l'activité scientifique ». Construit autour des trois axes majeurs que sont la protec-

tion de la personne, la promotion de la connaissance et le développement de la solidarité, ce texte proclame notamment que « chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles que soient ses caractéristiques génétiques ».

Outre le fait que la « dignité » de la personne prévaut sur toute autre considération, la Déclaration réaffirme l'obligation « d'obtenir le consentement de chaque individu préalablement à toute intervention sur son génome » et prohibe « les discriminations fondées sur les caractéristiques gé-

tiques ». Il s'agit là d'un point essentiel compte tenu des initiatives en plein développement consistant à sélectionner les candidats à l'embauche à partir de critères génétiques (comme la prédisposition à certaines maladies) et de la volonté des compagnies d'assurances d'avoir accès à ces mêmes informations pour adapter leurs systèmes de primes. En adoptant cette Déclaration, les États signataires s'engagent également à ce que « des pratiques qui sont contraires à la dignité humaine, telle que le clonage à des fins de reproduction d'êtres humains, ne doivent pas être permises ».

La déclaration appelle également à une diffusion la plus large des connaissances scientifiques sur le génome humain et au renforcement de la capacité de recherche des pays en voie de développement. « Il s'agit d'un événement considérable pour l'Unesco, souligne Daniel Janicot, sous-directeur de cette organisation. Par cet acte de portée universelle, l'Unesco reprend pied dans l'avancée du monde des sciences. En même temps, elle consolide sa vocation de conscience morale du système des Nations unies et elle reprend sa grande tradition normative ».

## URGENTES NOUVELLES

Cette déclaration fait suite à la création, en 1991, par Federico Mayor, directeur général, d'un Comité international de bioéthique (CIB), chargé notamment de préparer un « instrument national énonçant les principes éthiques applicables à la génétique humaine ». Quatre années ont été

nécessaires au CIB pour élaborer cette déclaration qui avait été adoptée en juillet dernier avant d'être soumise à l'ensemble des cent quatre-vingt-six États signataires de la charte des Nations unies et membres de l'Unesco.

Pour parvenir à concilier des points de vue parfois très éloignés et des intérêts contradictoires, le CIB a consulté de nombreuses personnalités de diverses disciplines œuvrant dans le monde universitaire, au sein de comités éthiques nationaux, d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Cette Déclaration, sans caractère contraignant – ce qu'ont regretté certains États – fera l'objet d'un suivi par l'intermédiaire d'un « groupe de travail ad hoc ». Pour justifier cela, on fait valoir à l'Unesco « la souplesse nécessaire à un texte qui s'adresse à toutes les cultures du monde » et qui « vise à recueillir le consensus international le plus large possible » ainsi que « le souci de garantir le caractère durable de cet instrument en énonçant des principes de valeur universelle pouvant s'adapter aux évolutions scientifiques et permettant de réagir à des urgences nouvelles ».

Cette initiative fait suite à l'entrée en vigueur, en avril dernier, de la Convention du Conseil de l'Europe sur « les droits de l'homme et la biomédecine ». Cette Déclaration constitue le premier texte de vocation mondiale appliquant les principes des droits de l'homme aux possibles interventions sur le patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

Jean-Yves Nau

## « Des pratiques qui sont contraires à la dignité humaine (...) ne doivent pas être permises »

LA DÉCLARATION universelle sur le génome humain adoptée par les pays membres de l'Unesco comporte vingt-cinq articles. En voici les principaux extraits :

● Article 1 : Le génome humain sous-tend l'unité fondamentale de tous les membres de la famille humaine, ainsi que la reconnaissance de leur dignité et de leur diversité. Dans un sens symbolique, il est le patrimoine de l'humanité.

● Article 2 : a) Chaque individu a droit au respect de sa dignité et de ses droits, quelles que soient ses caractéristiques génétiques.

b) Cette dignité impose de ne pas réduire les individus à leurs caractéristiques génétiques et de respecter leur caractère unique et leur diversité.

● Article 3 : Le génome humain, par nature évolutif, est sujet à des mutations. Il renferme des potentialités qui s'expriment différemment selon l'environnement naturel et social de chaque individu, en ce qui concerne notamment l'état de santé, les conditions de vie, la nutrition et l'éducation.

● Article 5 : a) Une recherche, un traitement ou un diagnostic, portant sur le génome d'un individu, ne peuvent être effectués qu'après une évaluation rigoureuse et préalable des risques et avantages potentiels qui leurs sont liés en conformité avec toutes autres prescriptions prévues par la législation nationale;

b) Dans tous les cas, le consentement préalable, libre et éclairé de l'intéressé(e) sera recueilli. Si ce(tte) dernier(e) n'est pas en mesure de l'exprimer, le consentement ou l'autorisation seront obtenus conformément à la loi, guidé par son intérêt supérieur.

c) Le droit de chacun de décider d'être informé ou non des résultats d'un examen génétique et de ses conséquences devra être respecté. (...)

● Article 7 : La confidentialité des données génétiques associées à une personne identifiable, conservées ou traitées à des fins de recherche ou dans tout autre but, doit être protégée dans les conditions prévues par la loi.

● Article 11 : Des pratiques qui sont contraires à la dignité humaine, telles que le clonage à des fins de reproduction d'êtres humains, ne doivent pas être permises. Les États

et les organisations internationales compétentes sont invités à coopérer afin d'identifier de telles pratiques et de prendre, au niveau national ou international, les mesures qui s'imposent, conformément aux principes énoncés dans la présente Déclaration.

● Article 13 : Les responsabilités inhérentes aux activités des chercheurs, notamment la rigueur, la prudence, l'honnêteté intellectuelle et l'intégrité dans la conduite de leurs recherches ainsi que dans la présentation et l'utilisation de leurs résultats, devraient faire l'objet d'une attention particulière dans le cadre des recherches sur le génome humain, compte tenu des implications éthiques et sociales. Les décideurs publics et privés en matière de politiques scientifiques ont aussi des responsabilités particulières à cet égard.

● Article 17 : Les États devraient (...) notamment encourager les recherches destinées à identifier, à prévenir et à traiter les maladies d'ordre génétique ou les maladies influencées par la génétique, en particulier les maladies rares ainsi que les maladies endémiques qui affectent une part importante de la population mondiale.



UNESCO



SICILE  
UNE ÎLE BAIGNÉE DE LUMIÈRE.



Imaginez une Sicile encore secrète, soudain en pleine lumière. Imaginez une Sicile inattendue, enfin révélée. L'histoire, l'art, la mer, les trésors de sa culture, toutes ces manières si différentes de se livrer à votre découverte. Des idées, des instants, des détails, de tous côtés, sous tous les angles, en toutes saisons; c'est toujours la Sicile: plus qu'une île, c'est tout un monde.



REGIONE SICILIANA  
00141 Palermo - Via E. Notarbartolo, 9 - Tel. 091/6966094 - F. 091/6966120 Url: <http://www.sicily.intcom.it> - E-mail: [SicilyMaster@intcom.it](mailto:SicilyMaster@intcom.it)



## Eckmühl, de Bavière en Finistère

Le centenaire du « plus beau phare du monde » met en valeur les vertus de l'autisme en pays bigouden

COMMANDÉE par Pont-l'Abbé, la massive presqu'île du pays bigouden se termine vers l'ouest par la pointe de Penmarch. Là alternent rochers marins, jadis nids de naufrageurs qui allaient à la messe après leur nuit de veille, et ames de selbe, deux prospectes aux marches d'hiver, aux sèches d'été. Les Bretons bretonnants situent par ici la ville d'Ys, engloutie sous les flots comme l'Atlantide, et les autonomistes de l'an 2000, « afin d'égarer les Français », barbouillaient au Coaltar, à la manière de leurs émules corses, les panneaux indicateurs. « Moudit soit ce produit vicieux qui détruit la phosphorescence des matériaux et fait que chaque barbouillage nous coûte un panneau neuf, à 1500 F l'un ! », tempête un élu du coin.

Les « coaltariseurs » n'ont toutefois pas trahi, en ce début d'autisme, les festivités d'été, cinq mois de manifestations autour du centenaire du phare d'Eckmühl, dont la flamme tournante se repère à quelque 50 kilomètres à la ronde. Il faut dire que le maire de Penmarch, Coreotin Cadieu, avait, pour la fête finale, isolé le quartier Saint-Pierre, où est planté le phare, du reste de sa vaste commune, et qu'au poste de contrôle il fallait débours 50 francs par personne de plus de quatorze ans pour pouvoir aller écouter la musique des équipages de la flotte ou les fanfares venues du reste de la Bretagne, de chez les frères celtiques d'Irlande, ou encore d'Eckmühl, en... Bavière, à 1584 km de Penmarch.

Eckmühl n'est que la graphie française de Schierling-Eggmühl, depuis que, le 23 avril 1809, Davout, « moréchal » à trente-

quatre ans et le seul des maréchaux de la Grande Armée à ne jamais avoir été vaincu, battit les Autrichiens dans ce bourg bavarois. Déjà duc d'Auerstaedt depuis sa victoire sur les Prussiens en 1805, Davout, né d'Avout, avait aboli sa particule pour mieux adhérer à la Révolution. Ironie de l'histoire, il fut ré-anobli par Napoléon, qui le fit de surcroît prince d'Eckmühl. Il mourut dans son lit en 1823. Près de soixante ans plus tard, sa fille, la richissime Adélaïde de Bloqueville, sentant sa fin venir et voulant faire œuvre pie en « rachetant les larmes versées à cause de la fatalité des guerres, par des vies sauvées de la tempête », légua 300 000 francs-or, « afin qu'on élève un phare perpétuel au nom d'Eckmühl sur un point dangereux des côtes de France ».

La bienfaitrice mourut en 1892. Il était alors question de construire pour 11 000 francs un petit phare électrique au cap de Penmarch, afin d'y remplacer la sorte de sémaphore à pétrole qu'on y avait bâti sous Louis-Philippe. En ce site périlleux, d'où il fallait extirper les « dernières velléités de naufrageisme », l'exécuteur testamentaire d'Adélaïde Davout, en accord avec l'Etat, fit donc édifier, tel qu'on le voit toujours cent ans après, inébranlable dans son granite local, « le plus beau phare du monde, et l'un des plus puissants ». A telle enseigne que, lorsque, en 1897, au moment de son inauguration, on calcula le prix total de l'édifice, il fallut admettre que l'ouvrage d'art, c'est d'ailleurs bien le mot, avait coûté le double de la somme léguée.

Rien d'étonnant : sachez par exemple qu'à l'intérieur du phare

ses 65 mètres de haut sont entièrement revêtus de plaques d'opaline vert pâle où se reflète la rampe en bronze poli ; que les deux cent soixante et deux marches et les murs sont en cœur de pierre de Kersanton et que, sous la lanterne terminale, se love un mini-salon circulaire tapissé de chêne où trône la statue du maréchal-prince d'Eckmühl.

### UN MESSAGE DU CHANCELLIER

Catholiques et francophiles, il est vrai, les Bavarois, sans se faire prier, se sont impliqués officiellement à Eckmühl dans une célébration évoquant pour eux une sévère défaite allemande. Ils ont donc accepté de jumeler Eggmühl et Eckmühl, regrettant même, avec certains Français rapatriés, que la guerre civile algérienne empêche d'associer à ce jumelage la localité

### Carte de route

● Livres : *Un hiver en Bretagne*, de Michel Le Bris, Seuil-Poche, 200 p., 34 F ; *Les Mystères de Penmarch*, de Serge Duigou, éd. Ressac, 49, rue Auguste-Perret, 29 000 Quimper, 56 p., 45 F ; *Bretagne*, encyclopédie régionale, éd. Bonneton, 420 p., illustrées, 280 F ; *Guide Bretagne* du Routard.  
● Séjour : Hôtel de la Mer, 184, rue Pêron, Saint-Guénolé, 29760 Penmarch, tél. : 02-98-58-62-22. Ouvert toute l'année, sauf du 13 janvier au 10 février. Vue sur l'océan. 300 F la nuit en chambre double. Menus à partir de 130 F. L'établissement fait partie des « Hôtels qui ont une âme » et des « Cuisiniers de la mer ».

de la banlieue d'Oran, fondée sous Napoléon III et encore appelée Eckmühl malgré les dévotions de l'indépendance. Pour couronner le tout, le chancelier Kohl lui-même a adressé aux autorités d'Eckmühl-en-Bretagne « un télégramme félicitant chaleureusement les organisateurs de ce rapprochement germano-celtique ».

Après aubades, fest-noz, banquet géant, cascades de bière bretonne, hommage aux naufragés d'antan et mugissement au même instant, sur toutes les mers du globe, en l'honneur de l'anniversaire du phare, de cent bateaux de tous pavillons, les barrières, podiums et papiers gras ont été enlevés et Penmarch a retrouvé son rythme lent mais sûr, entre son rocher des Victimes et sa criée aux poissons informatisés.

On est loin des quatre cents navires de pêche et de cabotage du temps des ducs de Bretagne, quand les opulents armateurs du cru faisaient sculpter des bateaux sur les parois des églises qu'ils finançaient, mais de Saint-Guénolé à Kérity les ports modernes de Penmarch alignent aujourd'hui trente-cinq chalutiers côtiers, quarante chalutiers baltiques et quatre-vingts canots armés pour les filets, les palangres, les lignes ou les casiers. La déambulation nocturne sur les quais, sous le quadruple faisceau lumineux du monument napoléonien, constitue l'un des must du séjour à Penmarch, entre un plat de langoustines et l'ascension du phare pour, d'un seul regard, embrasser le territoire bigouden.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

### A perte de dunes

D'océan Atlantique en mer Rouge, le Sahara a ses serviteurs. Une poignée d'hommes qui entretiennent leur passion au fil des ans, entre le 15 octobre et le 15 avril, après la fournaise de l'été et avant que ne se lèvent les vents de sable. La référence, c'est Jean-Louis Berzeau, créateur avec sa femme, Odette, d'Hommes et Montagnes. Guide de haute altitude, il campe, entre deux méharces, en Dauphiné. Daniel Popp a fondé Terres d'aventure avec un complice et marche à perte de dunes. Chez Explorator, Nicolas Lotzillon, qui s'entretient dans leur langue avec ses amis musulmans, et Michel Goussin, expert en sables. Enfin, élevé au Proche-Orient et parlant l'arabe aussi bien que le français, Denis Elant, créateur d'Ordesco. On peut cheminer un mois dans le Sahara tunisien sans quitter les sables. Hommes et Montagnes (tél. : 04-76-64-14-43) distingue randonnées chancelières (bagages portés par des chameaux de bât) et méharces (chameaux de selle à disposition). Il propose de scinder la traversée intégrale du grand erg oriental tunisien (28 février-30 mars, 14 500 F) en deux

étapes (15 jours, 8 400 F) et, dans le prolongement du tassin des Aïtch algériens, de retrouver les Tombeaux en Libye (2 circuits et 2 grandes traversées, à l'autisme et au printemps) tandis que le lyonnais Atalante (04-72-53-24-80) se penche sur les gravures rupestres de l'Akakous. Les nomades Kountas et les paysages de Mauritanie attirent Explorator (tél. : 01-33-45-85-85) qui y dresse des tentes caillales (9 jours, 9 600 F). Terres d'aventure (01-53-73-77-77), coaffranchise, avec le Point Afrique, d'un vol direct Marseille-Alger (avec préacheminement de Paris), découvre, sans perte de temps, les oasis de l'Adrar (8 jours de randonnée chancelière, 8 100 F). Compote des déserts (01-40-26-19-40) suit une piste ordonnée (16 jours, 13 000 F) de Tagant à l'Adrar ; Club Aventures (01-44-32-09-30) et Allibert (01-40-21-16-21) s'acheminent de la précarité des bibliothèques de Chinguetti menacées par les sables, tandis qu'Hommes et Montagnes et le Point Afrique parcourent le plateau de la Tagant, peu connu et sauvage. Les pilliers sévissent dans le désert nigérien. S'y rendre comporte donc des risques. Au nord du Tchad, le Tibesti, austère et volcanique, l'Enfi

Koussil culminant à 3 472 mètres des villages isolés au creux des canyons. Le Point Afrique (01-47-73-62-44) profite d'un vol direct sur l'aya pour proposer des circuits à prix modérés (8 jours, à partir de 7 800 F) en association avec Nomade (01-45-54-71-71). Terres d'aventure a découvert dans le massif de l'Ennedi deux nouveaux sites à crocodiles. Perspective excitante. Pourtant, il reste des mines dans certaines zones tchadiennes, mais toutes les précautions ont été prises, assurent ces voyageurs. La Namibie fascine. Son fragile écosystème est protégé et la découverte balisée. En contraste, le désert du Namib - surnommé désert des blancs asséchés, une certaine vie animale (oxys, autruches, petites antilopes) - et le désert blanc du Damaraland, plus arbusif et rocheux. Les voyageurs s'y pressent, dont l'Esprit d'aventure (01-53-73-77-77) en un circuit de 10 jours (12 500 F) et Club Aventures (01-44-32-09-30) en deux itinéraires de 15 jours (12 900 F). Pour en savoir plus, lire le hors-série d'Alpinesse & Randonnée (avril-juin 1996) et l'Alpinaire des déserts (Glammard, 120 p., 59 F).

Danielle Tramard

### PARTIR

● ROCHEUSES CANADIENNES en château. Outre une splendide exceptionnelle qui fait rêver les skieurs du monde entier, les Rocheuses canadiennes s'enorgueillissent des hôtels baut de gamme de la chaîne Canadian Pacific, notamment le château Banff Springs, impressionnante forteresse néo-écossaise dans un océan de sapins, ou le château Lake Louise, dont la situation (au bord d'un lac turquoise lac de montagne) compense l'architecture moins inspirée. Deux établissements confortables où le voyageur jet-set propose, de novembre 1997 à avril 1998, un séduisant forfait comprenant le vol Paris-Calgary A/R sur Air Canada, le transfert en bus et 3 ou 4 nuits selon l'hôtel choisi : de 6 930 F à 10 105 F (période des fêtes) par personne, en chambre double. Autre fleuron de la chaîne, le Château Montebello (« le plus grand édifice en rondins au monde »), entre Montréal et Ottawa, propose des forfaits réveillons avec Père Noël, traîneaux à chiens, pêche blanche et ski de fond au flambeau ; compter 4 200 F par personne pour trois nuits en chambre double avec petits déjeuners, dîners et réveillon, plus 3 350 F hors taxes pour un Paris-Montréal A/R sur Air France.

★ Renseignements dans les agences de voyages et chez Jetset, tél. : 01-53-67-13-00.

● EN HAUTE-ÉGYPTÉ, de l'école au musée. Ce voyage dévoile une face cachée et souriante du pays des pharaons. Conçu par l'Association des amis de la Haute-Egypte (tél. : 01-42-65-67-49), qui œuvre pour l'éducation des enfants de la vallée du Nil, il renouvelle, en neuf jours, la découverte de ce pays, en associant visites classiques et connaissance en profondeur. Citons, au Caire, la visite de l'Institut français d'archéologie orientale, des collections d'art oriental de Gayer Anderson, un médecin anglais du début du siècle, dans les deux maisons des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> qu'il habita, de la mosquée d'Ibn Touloun, sans contester la plus belle de la capitale (IX<sup>e</sup> siècle) mais aussi des ateliers de tissage du Mokattam, sur la colline popularisée par Sœur Emmanuelle, et la rencontre avec le fondateur de l'association, M<sup>r</sup> Amin Fahim, un avocat francophile. En option, une journée dans les monastères coptes. A Louxor, en sus, découverte inédite de Thèbes et de sa région. Vient alors, en option, une croisière attrayante jusqu'à Assouan. Du 6 au 14 décembre, 10 600 F, en pension complète ; croisière, du 15 au 21 décembre, 4 000 F en chambre double.

★ Oriseca, 164, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris, tél. : 01-43-36-10-11.

**3615 TRAVELTOUR**  
01 36 69 66 09  
PRAGUE... 1 940 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
CUBA... 2 590 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
EGYPTE... 2 490 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
MARRAKECH... 2 590 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.

**3615 TRAVELPROMO**  
01 36 69 66 09  
PRAGUE... 1 940 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
CUBA... 2 590 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
EGYPTE... 2 490 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.  
MARRAKECH... 2 590 F  
vol + transferts + hôtel 3\* en petit-déjeuner.

**SKI DE FOND**  
Haut-Jura, 3h Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII<sup>e</sup>. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits locaux, et régal, cheminée avec sautoir de bois. WC. Tarifs selon période : sem. hiver, 2 700 F à 3 200 F tout compris (pension complète + véo au repos, matériel et matériel de ski...).  
Tél. : 03.81.38.12.51 - LE CRÉT L'AGNEAU 25650 LA LONGEVILLE

**DIRECT TOURS**  
CHYPRE LUXE 21 : 2 975 F  
Offre exceptionnelle sur l'hôtel CORAL BEACH 5\* à PAPHOS, chambres vue mer part-déj. inclus. Vol Cyprus de Paris inclus. Lignes de province + 240 F air. Chambre individuelle sans suppl. Séjour d'1 ou 2 enfants gratuits. Offre valable du 16/11 au 22/03/98 (sauf Noël). Autres offres sur le 3615 DIRECTTOURS (1.20 F/min) ou www.directtours.fr

**SPECIAL ROME**  
Du 05 au 08/12/1997  
**1 860 F**  
Le transport par vol spécial Paris/Rome/Paris Les transferts de l'aéroport hôtel et vice-versa Le logement en chambre double, petit-déjeuner L'assurance assistance rapatriement  
cit  
Tél. 01 44 33 33 33

**PROFESSIONNELS DU TOURISME**  
Invitez nos lecteurs aux voyages :  
**RUBRIQUE "EVASION"**  
01 42 47 39 40 - Fax : 01 42 47 39 25

**PARC DU QUEYRAS**  
3000 ans de soleil  
piscine, tennis, bain, jeux d'enfant  
hébergement : Hôtels 2 ou 3\*  
résidence hôtel ou studios  
St-Véran : plus haute commune  
2040 m, site classé, chalets du XVIII<sup>e</sup>  
Avenue : 1800 m au pied du fameux col de l'Azard  
1/2 pension de 256 à 315 F/jour  
pension de 317 à 378 F/jour  
résidences à partir de 800 F/semaine  
Tél. 04.92.45.82.82  
Se recommander du "Monde"

**SPECIAL ROME**  
Du 05 au 08/12/1997  
**1 860 F**  
Le transport par vol spécial Paris/Rome/Paris Les transferts de l'aéroport hôtel et vice-versa Le logement en chambre double, petit-déjeuner L'assurance assistance rapatriement  
cit  
Tél. 01 44 33 33 33

**PROFESSIONNELS DU TOURISME**  
Invitez nos lecteurs aux voyages :  
**RUBRIQUE "EVASION"**  
01 42 47 39 40 - Fax : 01 42 47 39 25

Vous pouvez maintenant réserver les meilleurs B&B d'Angleterre avant votre départ  
**3615**  
**Donnez Bien**  
2,23 F/h. min UC 075 960 210  
Forfaits spéciaux avec le train EUROSTAR

**IBERIA**  
GOLF  
AUTOUR DU MONDE  
vous font découvrir les plus beaux golfs d'ESPAGNE  
Pour vos séminaires, stages de golf, vacances...  
demandez notre brochure  
**"GOLF AUTOUR DU MONDE" ESPAGNE**  
VOYAGES GALLIA  
12, rue Aubert, 75009 Paris  
Tél. 01 53 43 36 36  
Fax 01 47 42 84 07  
"GOLF AUTOUR DU MONDE" ESPAGNE  
NOM :  
PRÉNOM :  
ADRESSE :

**Hôtel Boiteau** \* \*\*  
à 2 pas de la Porte de St Cloud  
à 5 min de la Porte de Versailles  
Calme et sérénité en plein cœur du 16<sup>e</sup>. Tarifs : 370 F à 430 F  
81, rue Boiteau - 75018 PARIS  
Tél. 01.42.88.83.74 - Fax 01.45.27.82.98

LEYGIN (Alpes Vauclousines) 1 400 m.  
**HOTEL LE GRAND CHALET** \*\*\*  
Vacances de ski, décembre - avril  
1/2 pens. à partir de Fr. 5.87.  
(environ Fr. 580,-) par personne.  
Arrangement famille.  
Fam. Bonnell, Tél. 19-412/4494 11 38  
Fax 19-412/4494 14 14  
CH-1854 Leygin

**Sahara-IL**  
6 850 fr  
8 jours.  
Circuits randonnées  
DÉPARTS 21 ET 28  
Autres...  
départs les 5 et 21 déc.  
**PONT AFRICAINE**

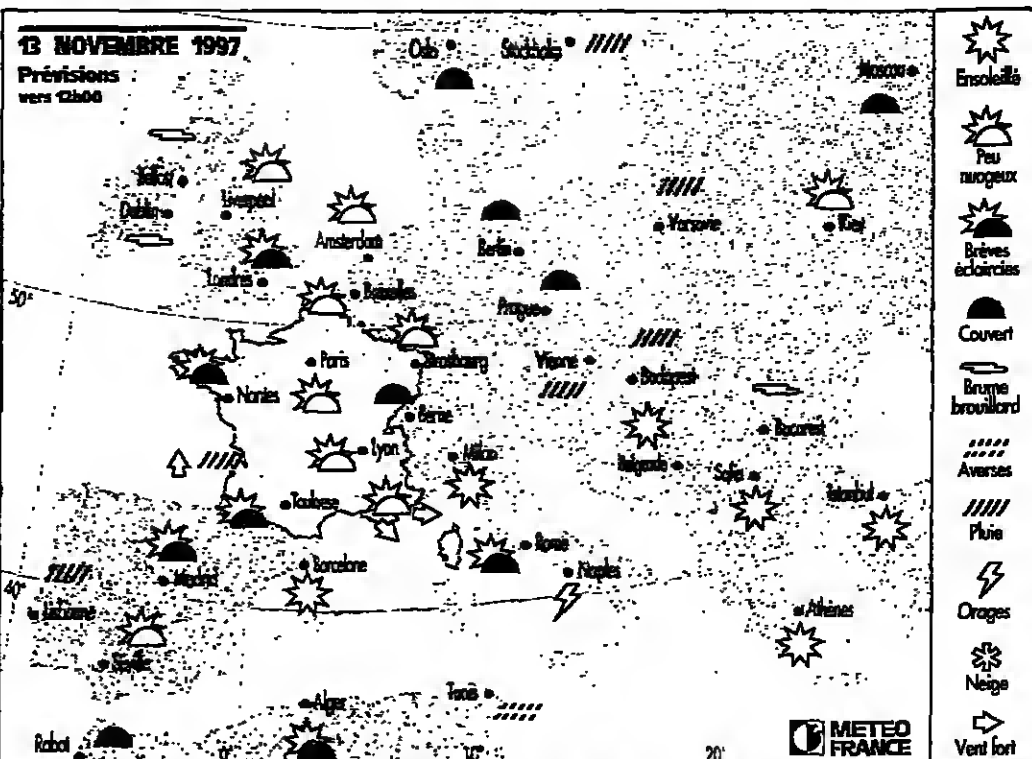
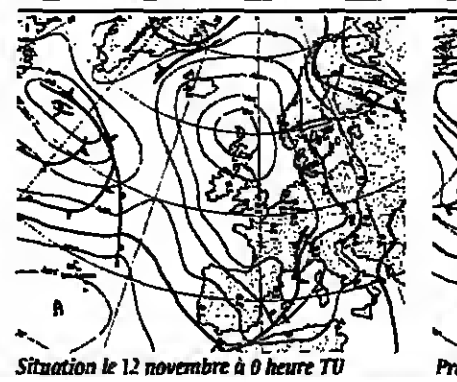


## Pluie à l'ouest, éclaircies ailleurs

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse-Soleil.** Seul le Languedoc-Roussillon verra les nuages arriver l'après-midi. Le vent d'ouest soufflera à 60km/h entre la Provence et la Corse. Il fera de 14 à 16 degrés.

■ **INDONESIE.** La pluie est tombée, mardi 11 novembre, sur la capitale indonésienne pour la première fois depuis six mois, faisant espérer que la mousson, retardée par le phénomène climatique El Niño, aidera à éteindre les feux. Les aéroports qui étaient fermés sur les îles de Sumatra et Bornéo en raison des fumées provenant de incendies (qui brûlent depuis plusieurs semaines) ont pu rouvrir. La pluie est également tombée à Singapour et en Malaisie, où, pour la première fois depuis trois mois, la qualité de l'air est « bonne ». - (AR)

■ **CROATIE.** Pour la première fois depuis six ans, un train de voyageurs a franchi, mardi 11 novembre, la frontière croate à destination de la Fédération de Yougoslavie par la ligne ferroviaire internationale de la Grèce d'Istamboul, fermée au début de la guerre serbo-croate. - (Reuters)

[illegible]

## Si l'arbre ne cache pas la forêt, il peut cacher la maison

oient faites régulièrement et de façon douce, et ooo à la tronconneuse quand le sujet trop encombrant est brutalement réduit des deux tiers. Les marronniers commencent alors à pourrir. Nous ne connaissons qui, après leur deuxième élagage, ont laissé s'écouler des dizaines de litres d'eau de la crevasse formée eo au-dessus de leur tronc. Cinq ans plus tard, leur tronc est pourri du haut jusqu'eo bas, et, s'ils ce sont pas encore morts, ils deviendront dangereux quand ils offriront de la prise au vent.

es sauvages, arbres sculptés par solitaires, arbres en topiaires, arbres reliques et arbres ruines, arbres rampants et arbres élé à la recouverte de soixante graphies et dont il conte l'histoire de celui qui sait, en voyant l'arbre. Parmi les dizaines de livres écrits de la nature, celui-ci se distingue, de Thomas Pakenham, trad. Claude Lattès, 186 pages, 1980 F.

**STRUCTURE DU JARDIN**  
La nature du sol est également déterminante. Un sol peu épais sur une roche interdit de planter tout arbre ayant une racine pivotante (le chêne, par exemple). Un sol pauvre en nœuds ne conviendrait pas non plus au chêne et à tous les arbres utilisant les terres acides. Un sol très humide ne déplairait pas aux magnolias, ni aux bouleaux (très adaptables), encore moins aux saules et aux aubépines, aux frênes et aux saules, aux liquidambers et aux érables, aux cyprès chauves, ni aux eucalyptus, qui aiment avoir

Alain Lamnech

♦ SOS Jeux de mots :  
3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

**VERTICALEMENT**  
1. Extensible. - 2. Géodèses. - 3. Onciale. Du. - 4. Coassent. - 5. Enna. Cives. - 6. TB. Tsars. - 7. Tuées. - 8. Studette. - 9. Ih. Hie. Rom. - 10. Que. Hôte. - 11. Unciformes. - 12. Esotérisme.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	2 SA	contre	pas
pas	3 ♣	3 ♦	pas
3 ♣	pas	4 ♣	contre

Est, après le Roi de Cœur, a été obligé de rejouer atout, et Sud a mis le reste : il a pris le 9 de Cœur, puis il a coupé le Valet de Pique avec... l'As de Cœur sur lequel Est a coupé, puis, quand le mort a vu la Dame de Carreau (ou le Valet de Trèfle), Est a coupé et Sud a enroulé et a encore fait la Dame de Cœur, la douzième levée !

**SANS HÉSITATION**  
 Dans un concours où Bols, la li-  
 queur hollandaise, demandait à  
 quelques champions de nouvelles  
 recettes pour améliorer le jeu de la

**Note sur les enchères**  
L'enchère de « 6 SA » de Nord a le grand mérite de la simplicité : avec la longue de cinq cartes (point de distribution), la concentration des honneurs à Carreau (1 point) et les plus-values des As Roi (1 point la main vaut 10 points), elle justifie son annonce et fournit d'indications aux adversaires.

Philippe Brugnot



**CINÉMA** Pour son quinzième long-métrage, *On connaît la chanson*, Alain Resnais a signé une réjouissante méditation, où s'entre-mêlent avec virtuosité les histoires,

vraies ou fausses, des protagonistes du film, et celles qu'on (se) raconte pour s'accommoder d'une existence invivable. La reprise de chansons populaires qui se substituent aux

dialogues donne à l'ensemble une légèreté joyeuse et féérique. ● **TROIS ACTEURS** fétiches du cinéaste - Sabine Azéma, Pierre Arditi et André Dussollier - participent à

son dernier film. Ils livrent pour le Monde leur point de vue sur le cinéaste perfectionniste d'Alain Resnais. ● **AVEC DRANCY AVENIR**, Arnaud de Pallières s'inscrit dans la lignée de

Resnais (*Nuit et Brouillard*) et de Lanzmann (*Shoah*). ● **LES AMATEURS**, d'Alain Taylor, dépeint l'épopée mélancolique et désolée de trois truands minables.

## La question de vérité, en chantant de bon cœur

On connaît la chanson. Alerte, comique, émouvant, le quinzième long métrage d'Alain Resnais offre la plus réjouissante des méditations sur la réalité et la fiction. Il joue avec finesse sur la manière dont chacun s'arrange avec l'existence pour la rendre un peu moins invivable

Film français d'Alain Resnais. Avec Sabine Azéma, André Dussollier, Jean-Pierre Bacri, Agnès Jaoui, Pierre Arditi, Lambert Wilson, Jean-Paul Roussillon, Nelly Borgeaud, Jane Birkin. (2 heures.)

Lecteurs du Monde, habitants du monde, réjouissez-vous ! Si toutes les nouvelles ne sont pas bonnes, du moins avez-vous la chance de vivre à l'époque où il est possible de découvrir André Dussollier en garde républicain à cheval chantant *Vertiges de l'amour* avec la voix de Bashung. Et cela console de ombre d'avaries, soucis et déconvenues. Comme, d'ailleurs, la totalité du quinzième long-métrage d'Alain Resnais, dont le premier enjeu est non pas de « distraire », au sens méprisant du mot, mais de jouer en finesse et avec humour sur la manière dont chacun s'arrange avec l'existence, pour la rendre un peu moins invivable. Bref, dont on (se) raconte des histoires.

Raconter des histoires sans préjuger si elles sont « vraies » ou « fausses », c'est depuis quarante-cinq ans le métier d'Alain Resnais. Et dès les séquences d'ouverture, le plaisir du spectateur est là, dans l'élégance fluide de ce récit aux multiples personnages, où on perçoit d'emblée les infimes combinaisons en un libre jeu d'assemblages, d'échappements et de recompositions.

### LÉGÈRETÉ JOYEUSE

Depuis le temps que ce cinéaste travaille sur ce qui fait vivre un personnage, un récit, un imaginaire, il a acquis une virtuosité incomparable dans la narration : bien plus que le recours à de nombreuses chansons populaires, c'est cette légèreté joyeuse qui incite au rapprochement avec la comédie musicale.

« Virtuosité », « légèreté joyeuse » : il ne faudrait pas pour autant supposer que tout est rose et idyllique dans *On connaît la chanson*. Comme pour désamorcer d'emblée une approche trop



Alain Resnais et Sabine Azéma sur le tournage d'« On connaît la chanson ».

désinvolte, le film s'ouvre sur le contraste entre la voix enjouée de Sabine Azéma et une image de croix gammée, minuscule instant de récostruction qui aussitôt entraîne un saut dans le temps — et dans le régime de la fiction. Première volte d'une histoire qui ne cessera plus d'en inventer, de toute nature.

Le sens du récit, qui va légitimer les parcours entrecroisés de sept personnages principaux (chacun précisément dessiné, intéressant, émouvant, amusant à sa façon particulière) est bien celui d'Alain Resnais : on le retrouve intact sur un scénario d'Agnès Jaoui et Jean-Pierre Bacri, avec la même délicatesse précise que lorsque Duras, Cayrol, Semprun ou Robbe-Grillet signaient ses scripts. On retrouve, donc, au fil des rues de Paris et

d'appartements à vendre, dans ce trafic des sentiments, des discours et des décors, la place singulière que Resnais attribue au hasard, ni souverain ni utilitaire, mais « force de proposition », ouverture sur les possibles de la fiction.

On retrouve, bien sûr, une méditation sur les apparences, leurs illusions mais aussi leur réalité, renouvelée par le subtil usage de ces fragments de tubes (d'Ouvrard à Hallyday, de Dalida à Jonasz) qui, à de multiples reprises, viennent se substituer aux dialogues. Pour l'immédiat enchantement du spectateur, évidemment. Mais aussi pour dire plus vite, et avec davantage d'échos, « Je t'aime », « Ne me quitte pas » ou « Je me sens seul et malheureux » : puissance et limites du cliché, justesse et superficialité des rengaines, sta-

tut ambivalent de ces refrains archiconnus qui expriment et enferment à la fois le plus intime de ce que chacun ressent, a ressenti, ressentira.

La formidable réussite du film est d'être de plain-pied avec cette trivialité, sans un gramme de condescendance, et dans la critique réjouie et exigeante de cette vision typée, et si aisément consolatrice et aveuglante, des comportements — quand l'image du bonheur ressemble à une publicité pour la chicorée. C'est tout le paradoxe fécond du cinéma assumant les termes antinomiques (oui, antinomiques — quicquid dit le contraire d'est que vil démagogue) de sa définition : un art populaire. C'est toute la modestie de la position construite par Resnais, scène après scène, contrepoint

après contrepoint, qui lui permet de faire venir (par le train) Jane Birkin afin d'engueuler l'un des scénaristes du film (Bacri, qui joue son mari) : « Pourquoi tu veux toujours faire croire à tout le monde que tout va bien et que tu contrôles tout ? » Tu te prends pour un cinéaste-marchand de soupe hollywoodien ?

### AISANCE SANS COMPLAISANCE

Pas Resnais, en tout cas, trop conscient des dangers de la virtuosité sans conscience. Une exigence inquiète hante sans cesse cette féerie, qui fait songer à Monty Python adapté par Minnelli. L'aisance sans complaisance de la narration permet à la mise en scène, parvenue désormais chez ce cinéaste, dont on admirait jadis les mouvements d'appareil à la

discretion souveraine, une formidable liberté. Elle éclate dans la séquence finale, réunissant tous les protagonistes dans un « pot-pourri » où le réel et le factice, l'intérieur et l'extérieur, le burlesque et le tragique cessent d'être des binômes formels pour devenir les variations infinies de la vie elle-même. Dans le grand appartement peuvent flotter de lumineux fantômes, méduses de ces grands fonds humains babilés d'un frottement d'émotions, de pulsions et de phobies.

Avec cette séquence d'apothéose, Alain Resnais revient victorieusement sur le final de ce grand film générateur de malaise, *I Want to Go Home*, dont *On connaît la chanson* serait le double heureux. Ce bonheur naît de l'horlogerie de précision de la construction scénaristique, de la jubilation commuicative des comédiens, de la gamme nuancée des formes, des coloris et des lumières. Elle construit un assortiment de points de vue qui s'enchaînent à une telle vitesse que le phénomène devient aussi invisible que le défilement d'une succession d'images fixes sur un écran. Mais ce bonheur n'empêche pas les interrogations sur lesquelles Resnais sans cesse remet son ouvrage.

Dans ce tourbillon, c'est toujours le statut de la vérité qui est mis en question — comme il l'était à Hiroshima, en Algérie (*Muriel* était, déjà, une comédie musicale très particulière), à travers la figure à triple fond de Stavisky ou sous le microscope psychomoteur du professeur Laborit dans *Mon oncle d'Amérique*. Les histoires qu'on raconte, les statuts de la vérité et ce qu'en font les individus et la collectivité : regardez vers la cour d'assises de la Gloriette, par exemple, si vous croyez que c'est un jeu gratuit, ou un aimable exercice de style. Si, embarqué sur les ailes enchantées de son vaudeville, vous croyez qu'Alain Resnais n'est plus l'auteur de *Nuit et brouillard*.

Jean-Michel Frodon

## Trois histoires de rencontres, trois regards d'acteurs sur un cinéaste hors norme

### ANDRÉ DUSSOLLIER

Alain Resnais m'avait proposé un petit rôle dans *Stavisky*, au milieu des années 70, mais malheureusement j'avais d'autres engagements. Quand l'offre s'est représentée pour *La vie est un roman*, j'ai évidemment sauté sur l'occasion, en dépit du fait que c'était un rôle quasiment muet, que je dois aussi à la suggestion de Fanny Ardant. Pour vous donner un exemple parmi tant autres de la façon dont travaille Resnais, de son perfectionnisme, je me souviens notamment d'une scène du film où il y avait un plan de foule filmé par une caméra depuis un balcon. Il avait pensé à faire distribuer aux participants une feuille sur laquelle étaient notés quelques-uns des principaux événements de l'année 1920 pour alimenter les conversations de cette foule, afin que le preneur de son puisse, au passage, voler quelques mots qui soient en adéquation avec l'époque.

Resnais travaille aussi beaucoup en amont. Il fait lire le scénario, rencontre chaque acteur en tête-à-tête, de sorte qu'il puisse librement évoquer tout ce qui nous vient à l'esprit. Les répétitions ont lieu la plupart du temps dans des décors et des conditions similaires à ceux du tournage. Ainsi, lorsque le moment du tournage arrive, le terrain est déjà largement déblayé. On est en pays de connaissance, la structure est préalable, et on a beaucoup plus de liberté dans le jeu. De film en film, je reste toujours très attentif à sa mise en scène, qui est à chaque fois originale, singulière. Rien n'est attendu

chez lui. Resnais est un homme qui s'intéresse à tout, qui a une énorme curiosité pour les choses, et cette caractéristique se ressent chez le cinéaste, qui possède cette faculté de surprendre et de décoincer, de toujours maintenir en éveil l'intérêt du spectateur.

L'idée des chansons dans le film était exaltante mais pas évidente à interpréter. On avait la tentation, quand le morceau partait, de prendre le micro et de devenir Johnny Hallyday. En même temps, bien sûr, cela tenait de la jubilation enfantine. J'ai déjà vu pour ma part le film trois ou quatre fois, et je trouve que l'idée, o *priori* incongrue, fonctionne très harmonieusement. En plus, c'est un film bien de son temps, un constat de mal-être assez éloquent sur l'époque que nous vivons, où l'on meurt à soi-même et aux autres dans une société qui nous demande d'afficher une image conquérante.

(André Dussollier a tourné avec Alain Resnais *La vie est un roman*, 1983 ; *L'Amour à mort*, 1984 ; *Mélo*, 1986 ; *On connaît la chanson*, 1997.)

### SABINE AZÉMA

Il y a deux versions de ma rencontre avec Alain Resnais. Moi, je crois qu'il a vu mon nom sur une affiche, et que sa consonance lui a plu. Lui prétend qu'il a cherché à me rencontrer parce qu'il m'avait vu rougir à l'écran. Choisissez celle que vous préférez. Je travaillais au lycée Carnot quand, sur les conseils d'un ami, j'ai découvert *Muriel*, dont on donnait une reprise. Je ne savais même pas à



l'époque que je voulais être actrice, j'étais même très loin du cinéma, et ce film a été véritablement mon premier grand choc cinématographique. J'étais si bouleversée que j'ai vu tous les autres ensuite. Je suis d'ailleurs incapable de dire lequel de ces films m'a le plus marquée, même si le premier que j'ai tourné avec lui, *La vie est un roman*, a changé le cours de ma carrière, et de ma vie aussi, parce que j'y ai laissé la jeune fille que j'étais. Mais ils m'ont tous profondément impressionnés parce que Resnais est un très grand poète qui parvient à nous émouvoir à chaque fois.

C'est un cinéaste qui cherche à comprendre la vie sous toutes ses formes et selon un mode de connaissance à chaque fois nouveau. Il ouvre des portes sur le mystère du monde, et sur la mort aussi, qui rôde toujours dans ses films. Le travail avec lui varie selon les films, mais généralement

on se voit longtemps avant, on sort ensemble, on fait le marché, on écoute de la musique, on parle, on échange nos idées sur le rôle. Alain est quelqu'un qui sollicite l'avis des comédiens. En plus du scénario, on lit aussi les œuvres des auteurs qui l'ont écrit. Bref, on nourrit le personnage, tout ça vous remplit, vous habite. Ensuite vient l'étape du tournage. C'est un metteur en scène rapide dans ses décisions, très clair, qui ne vous saoule pas de paroles. Il est capable aussi d'une très grande affection, non seulement avec toute l'équipe technique, tout le monde est traité sur un pied d'égalité. Et puis il cherche à surprendre.

L'interprétation des chansons, qui est en fait l'idée autour de laquelle s'est construit le scénario, était par exemple très excitante sur le tournage d'*On connaît la chanson*. Je vois d'ailleurs le film à

l'image de ces chansons, comme quelque chose de léger, sans drame, avec des personnages de la vie quotidienne que la mise en scène sublime, et qui prennent tout à coup une dimension métaphysique.

(Sabine Azéma a tourné avec Alain Resnais *La vie est un roman*, 1983 ; *L'Amour à mort*, 1984 ; *Mélo*, 1986 ; *Smoking, No Smoking*, 1993 ; *On connaît la chanson*, 1997.)

### PIERRE ARDITI

J'ai rencontré Alain Resnais voici dix-sept ans, d'une curieuse façon. Je me trouvais dans un magasin de chaussures avec ma compagne et celle d'Alain Resnais, qui l'accompagnait. Ma compagne a mis deux heures à faire son choix, et c'est finalement ma très grande patience qui a frappé son amie et l'a incitée à convaincre Resnais de venir me voir dans un spectacle que je jouais à l'époque. La proposition du rôle dans *Mon Oncle d'Amérique* est venue tout simplement de là. Mais je l'ai connu bien plus tôt en tant que spectateur, puisque j'ai vu *L'Année dernière à Marienbad* à l'âge de dix-sept ans. C'était déjà, à l'époque, le cinéaste français qui me fascinait le plus.

La surprise a été d'autant plus grande, quand j'ai commencé à travailler régulièrement avec lui, de découvrir, derrière un metteur en scène dont la réputation est associée à une certaine austérité intellectuelle, quelqu'un qui est tout le contraire de cela : juvénile, drôle, aimant profondément la vie. C'est que Resnais, je me permets de le dire parce que je connais un peu

son histoire, n'avait jamais eu le droit d'être un enfant. Alors il s'est rattrapé en quelque sorte, au point que tous les jeunes cinéastes français de la nouvelle génération me semblent encore trop vieux pour atteindre son niveau ! Toute son œuvre me paraît être d'ailleurs une marche violente vers l'enfance. Ce qui ne l'empêche pas, dans le cadre du travail, de faire preuve d'un extraordinaire sens de la perfection, et d'un grand respect pour les acteurs.

Comme souvent dans ses derniers films, *On connaît la chanson* traite des apparences. Je peuse personnellement qu'il s'agit d'un film absolument tragique, je suis en tout cas sorti de la projection en me disant que je venais de voir quelque chose d'horrible. Mais le film de lui qui m'a probablement le plus marqué, en tant qu'acteur, c'est *L'Amour à mort*, qui a été une aventure humaine extraordinaire. Je suis devenu un homme qui pleure depuis ce film-là. Sans parler de *Mélo*, qui est un cadeau extraordinaire pour un acteur. Ce que je retiens d'Alain Resnais et ce dont je lui suis gré, c'est qu'il m'a toujours considéré comme un objet rare et précieux. C'est pour cela que, si demain je dois ouvrir une porte dans un de ces films, j'irai volontiers Pouvoir.

(Pierre Arditi a tourné avec Alain Resnais *Mon Oncle d'Amérique*, 1980 ; *La vie est un roman*, 1983 ; *L'Amour à mort*, 1984 ; *Mélo*, 1986 ; *Smoking, No Smoking*, 1993 ; *On connaît la chanson*, 1997.)

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum



## For ever Drancy

Drancy Avenir. Hanté par la Shoah et par la disparition des derniers survivants, le jeune réalisateur Arnaud des Pallières signe avec ce premier long-métrage l'une des plus grandes œuvres consacrées au sujet

Film français d'Arnaud des Pallières. Avec Aude Amiot. (1 h 24.)

Un nombre important de films sur la barbarie nazie, et plus récemment sur la Shoah, ont été réalisés depuis l'après-guerre. Si la majorité d'entre eux présentent un intérêt indéniable du point de vue historique, ou de ce qu'on a surnommé le « devoir » de mémoire, plus rares sont ceux qui méritent d'entrer dans l'histoire du cinéma. Deux titres s'imposent à cet égard, deux bornes incandescentes dans un paysage de cendres : *Nuit et brouillard* (1956), d'Alain Resnais, et *Shoah* (1981), de Claude Lanzmann.

« Seul l'art a pouvoir de briser le cercle qui enferme l'extermination dans le dilemme du silence pieux ou de la banalisation obscène »

Il convient aujourd'hui, en pesant ses mots, d'y ajouter *Drancy Avenir*. Car Arnaud des Pallières partage avec Resnais et Lanzmann une question en l'espèce fondamentale : que peut et que doit le cinéma ? Sa réponse, citée par Jacques Rancière dans la revue *Trafic* (n° 21, printemps 1997), est celle-ci : « Seul l'art a pouvoir de briser le cercle qui enferme l'extermination dans le dilemme du silence pieux ou de la banalisation obscène (...). Il s'agit de représenter une négation d'humanité, de mettre donc une inhumanité en rapport avec une humanité. »

Nulle part ailleurs que dans ces trois films, c'est ce qui les unit profondément, on ne trouve une aussi intense mise en relation du passé et du présent, au sens où ce dernier devient habité par l'absence. En même temps, les moyens d'y parvenir diffèrent d'une œuvre à l'autre et permettent de souligner la singularité de *Drancy Avenir*, qu'on peut définir comme le film de la troisième génération.

*Nuit et brouillard* se fonde sur l'art du montage, où les images d'archives des traces de la barbarie nazie conservent leur pouvoir d'édification. *Shoah* est construit sur la parole et le corps de témoins directs du processus d'extermination des juifs. Adossé à ces derniers et réalisé par un cinéaste qui n'a pas vécu cette période, *Drancy Avenir* est, en un mot, le premier film sur la Shoah conjugué au présent absolu, c'est-à-dire tel que cet événement va désormais s'inscrire dans la conscience des hommes.

Reste évidemment à savoir comment. De quoi dispose un jeune

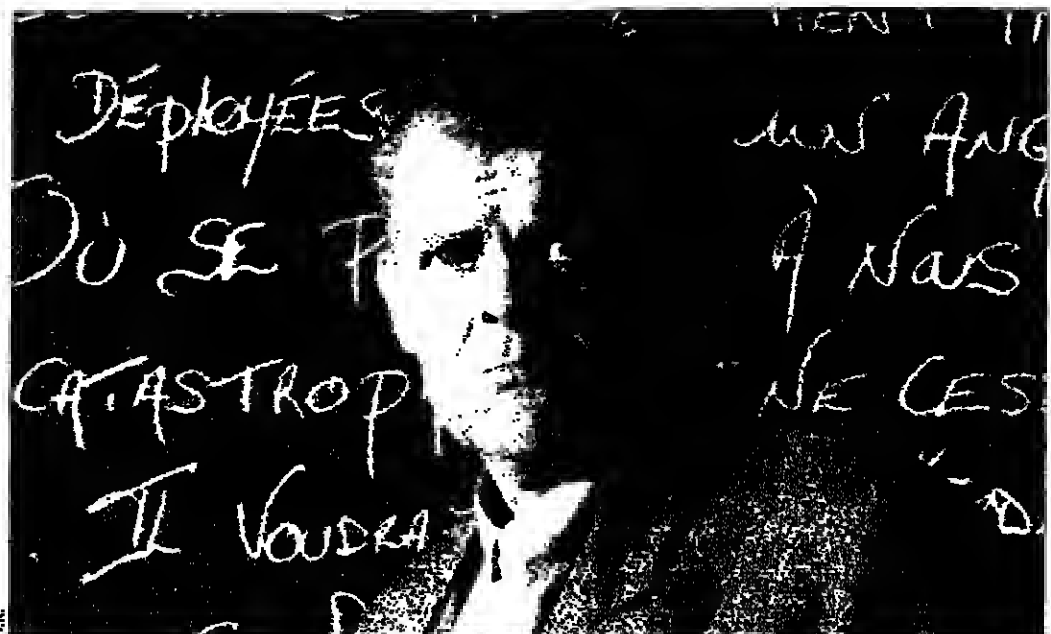
(Drancy Avenir), des enfants qui jouent dans la neige ; et une caméra qui, en longs plans-séquences, prend le beau ciel vide à témoin, s'accroche aux murs d'une cité de banlieue, se poste au ras d'un nœud ferroviaire, ou glisse le long d'une eau calme et ombragée.

« L'esprit de l'homme contient tous les possibles », dit une de ces voix. Telle est aussi, telle est surtout la réussite exemplaire de *Drancy Avenir*, qui au scandale absolu de l'extermination répond par celui de la beauté du monde, qu'un panorama crépusculaire et élégiaque nous découvre. Comme dans *For ever Mozart* de Godard, on pourrait entendre ici cette citation de Manoel de Oliveira sur le cinéma : « Une saturation de signes magnifiques baignant dans la lumière de leur absence d'explication. »

J. M.

\* A partir du 16 novembre, au Studio des Ursulines (10, rue des Ursulines, 75005 Paris), toutes les séances du dimanche (19 heures) et du lundi (20 heures) seront suivies d'un débat en présence du réalisateur, de l'équipe du film, et d'invités, parmi lesquels Jacques Rancière, Maurice Rajfus, Natacha Michel et Sylvie Lindeperg.

*Drancy Avenir* ne raconte pas à proprement parler d'autre histoire que celle-ci, et pour cette raison ce qu'il raconte ne se déçoit pas. *Drancy Avenir* est une tentative philosophique, poétique et évidemment cinématographique de manifester l'irradiation du monde par Auschwitz. Il y parvient par l'agencement superbement maîtrisé de signes disparates et désynchronisés : des textes lus en voix off (Kafka, Benjamin, Conrad, Antelme...), un extrait de film noir advenu (*Le Marchand de Venise* d'Orsoo Welles), un débat universitaire, une historienne de fiction, une petite-fille de déporté, un appartement désert, une berceuse de Mozart, une station de tramway



### TROIS QUESTIONS À ARNAUD DES PALLIÈRES

1 Beaucoup de réalisateurs avant vous ont travaillé sur le thème de la Shoah. A quelle nécessité correspond votre film ?  
- La plupart des films que je connais sur l'extermination des juifs d'Europe reposent sur la devoir de mémoire. A mon sens, cela n'a pas été suffisamment retravaillé, dans le sens d'un lien de vie, par les gens de ma génération. Je suis fondamentalement concerné par cette question, mais je ne peux répondre à

l'injonction du « souviens-toi », il m'est impossible d'avoir la mémoire de ce que je n'ai pas vécu. La seule solution est de scruter le monde d'aujourd'hui pour rechercher les traces de ce qui était hier.

2 Comment s'est imposée la forme si particulière de votre film ?  
- Il y a d'abord eu une rencontre littéraire déterminante, celle de *W ou le Souvenir d'enfance*, de Georges Perec, qui invente une figure pour parler de l'extermination, qui ose la métaphore. C'est une voie détournée qui fait qu'on peut lire ensuite *Au Cœur des ténèbres*, de Joseph Conrad, et n'y voir paradoxalement que cela : la permanence de l'exter-

mination. Tout mon film est construit sur ce principe.

3 Ce projet vous tenait-il à cœur depuis longtemps ?  
- Je pense que c'est le seul sujet. Si l'on prend au sérieux le fait que créer une œuvre d'art c'est poser une interrogation, alors on doit en passer, en 1997, par l'extermination des juifs. Même si c'est un film pauvre en certitudes, du moins est-il fondé sur l'idée que la seule mesure de l'humanité, c'est notre inhumanité. Qui pense le contraire est coupable d'une innocence que j'aurais tendance à qualifier de criminelle. »

Propos recueillis par Jacques Mandelbaum

## Une épopée de la maladresse

Les Amateurs. Un portrait dérisoire de trois truands minables, incarnés avec talent

Film américain d'Alan Taylor. Avec William Forsythe, Vincent Gallo, Adam Treese et Frances McDormand (1 h 32.)

Extérieur nuit. Deux ombres escaladent une clôture, une troisième fait le guet dans la rue. A deux pas de là, la vitrine d'une bijouterie étincelle discrètement. Une ligne de basse souligne le suspense de la situation. Les deux hommes forcent une porte avec un pied-de-biche et entreprennent de démolir un mur à coups de masse. Le film *Les Amateurs* débute par une tentative de hold-up soigneusement filmée qui semble oser plonger dans l'univers du film noir. C'est un leurre. Les deux « casseurs » débouchent dans la cuisine d'une pâtisserie, victimes d'une erreur d'évaluation qui va transformer le butin en beignets et gâteaux à la crème en lieu et place des pierres précieuses escomptées.

L'ouverture du film d'Alan Taylor fait penser à la chute du *Pigeon* de Mario Monicelli, comédie italienne où le « casse » d'un coffre-fort se muait en fine en pillage de réfrigérateur. Les références du film sont, en fait, assez atypiques dans le cinéma américain d'aujourd'hui. Il s'agit, en effet, de l'adaptation de trois nouvelles d'Italo Calvino. Aussi renvolent-elles autant à une tradition cinématographique « exotique » qu'à une littérature du dérisoire et de l'ironie d'origine européenne.

Tout l'intérêt des *Amateurs* réside dans le refus du spectaculaire. Les « braqueurs » malchanceux sont trois traîne-lattes velléitaires, chômeurs fauchés en quête du gros coup qui leur permettra de fuir une fois pour toutes leur petite ville de province. Sid est un célibataire introverti qui vit seul avec ses deux chiens, Jerry est entre-

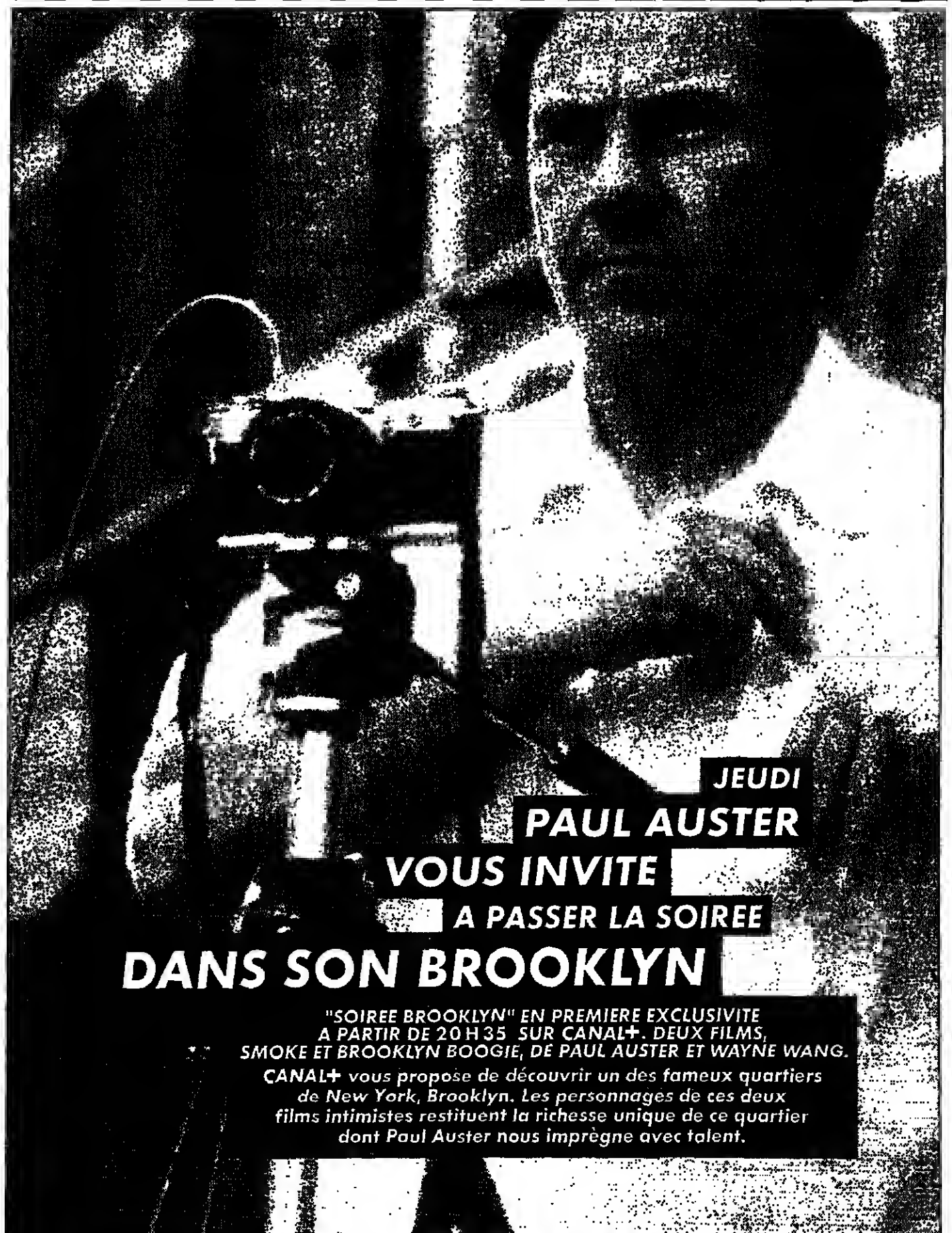
ou par sa femme, caissière dans un supermarché, Russ vit aux crochets de sa sœur et de son beau-frère, policier rustre et soupçonneux. Les trois héros, après leur échec, mootent une autre « opération ». Il s'agit de s'emparer du contenu du fourgon blindé qui emporte régulièrement l'argente du supermarché et qui s'est conduit que par des vigiles au seuil de la maison de retraite.

### SUR LA CORDE RAIDE

Meot avec une noobalance déliée, le récit va alors s'attacher aux préparatifs maladroits du hold-up, préparatifs constitués de conversations absurdes et irréfutables, teintes dans des cafés au mépris de la plus élémentaire prudence, et de tentatives calamiteuses : achat de pistolets en plastique, perçage nocturne du radiateur du camion convoité.

Le film d'Alan Taylor se tient constamment sur la corde raide, entre un réalisme strict et quelques touches grotesques (le beau-frère flic ne quitte jamais ses étuis à revolver même lorsqu'il est en maillot de corps), entre la dérision et le pathétique, entre une facture hollywoodienne classique et une visioo discrètement distante. Ce qui fait tenir debout un projet a priori aussi modeste, c'est sans doute l'attention accordée par le cinéaste à ses personnages, ringards sympathiques incarnés avec talent. William Forsythe et surtout Vincent Gallo, que l'on avait déjà repéré chez Abel Ferrara (*Nos jours en enfer*) et Claire Denis (*U.S. Go Home* et *Nénette et Boni*), sont, en effet, remarquables. Il y a indiscutablement une mélancolie sincère dans ce film, épopée du dérisoire condamnée à dépendre des actions inéluctablement maladroites.

Jean-François Rauger



"SOIREE BROOKLYN" EN PREMIERE EXCLUSIVE A PARTIR DE 20 H 35 SUR CANAL+. DEUX FILMS, SMOKE ET BROOKLYN BOOGIE, DE PAUL AUSTER ET WAYNE WANG. CANAL+ vous propose de découvrir un des fameux quartiers de New York, Brooklyn. Les personnages de ces deux films intimistes restituent la richesse unique de ce quartier dont Paul Auster nous imprègne avec talent.

LA VIE BAT + FORT SUR CANAL+

Les meilleures entrées en France

FILMS	nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES *	NOUVEAUX DÉPARTS	% d'augmentation par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis le début
1. Bean	2	524 089	540	+86 %	1 886 272
2. Le Monde perdu	3	480 239	656	+63 %	3 906 572
3. The Game	1	350 277	352		350 277
4. The Full Monty	3	285 596	220	+8 %	923 269
5. Le Pari	4	242 400	500	+60 %	2 788 895
6. Copland	2	114 810	297	+46 %	375 371
7. Le mariage de mon meilleur ami	8	87 569	280	+46 %	1 900 202
8. En chair et en os	2	71 500	149	+39 %	212 220
9. Vive la République !	1	58 860	123		58 860
10. 100% arabica	1	39 998	56		39 998

\* période du mercredi 5/11 au dimanche 9/11 inclus

La fréquentation continue d'être en hausse, et sur Paris, les salles affichent cette semaine plus de 100 000 entrées supplémentaires par rapport à la semaine correspondante en 1996. Bean et Le Monde perdu continuent de caracoler en tête, totalisant ensemble deux millions de spectateurs pour le premier, et des quatre millions pour le second. Les deux films perdent néanmoins plus de la moitié de leurs spectateurs d'une semaine sur l'autre. The Full Monty continue d'afficher des scores élevés avec encore 285 000 spectateurs dans une combinaison réduite de 220 salles, alors que ses concurrents disposent de 500 écrans ou plus. De plus, le film ne perd que 8 % de ses spectateurs, signe que sa carrière n'est pas près de s'arrêter. Parmi les nouveautés de la semaine, The Game réalise un score honorable, malgré une critique très mitigée, mobilisant 350 000 spectateurs attirés par le retour de Michael Douglas à l'écran. Vive la République ! et La Femme de chambre du « Titanic » (7 000 entrées dans 16 salles à Paris) sont des succès cuisants, 100 % arabica, avec près de 40 000 spectateurs dans 58 salles, réussit son entrée. Mais c'est surtout Hana-bi qui, avec ses 12 500 entrées dans seulement quatre salles à Paris, fait figure de phénomène. Surtout par une critique unanime. Kharoua fait désormais partie de ces rares réalisations qui arrivent à attirer le public sur leur simple nom.

## Accord à l'amiable entre Disney et Jeffrey Katzenberg

LA SOCIÉTÉ WALT DISNEY et l'ancien président de ses studios, Jeffrey Katzenberg, sont parvenus à un règlement à l'amiable partiel dans le procès en dommages-intérêts qui les opposait, ont annoncé les deux parties lundi dans un communiqué commun. Jeffrey Katzenberg réclamait une partie des profits dégagés par les films et spectacles télévisés qu'il avait produits pendant dix ans chez Disney. L'actif en justice qu'il avait intériorisé en avril 1996 chiffrait ces profits à 250 millions de (1,5 milliard de francs). Selon une récente estimation de l'hebdomadaire Time, ils auraient pu atteindre 500 millions de dollars.

Les deux parties annoncent qu'elles « vont maintenant s'engager dans une nouvelle procédure pour déterminer la somme qui sera versée à Katzenberg ». Le procès devait s'ouvrir le 18 novembre.

### DÉPÊCHES

■ Sony annonce, après une année faste marquée par le succès de Men in Black et du Mariage de mon meilleur ami, la mise en chantier de Houdini, sur la vie du célèbre illusionniste, que pourrait réaliser Paul Verhoeven avec Tim Cruise, Charlie's Angels, adaptation cinématographique de la série culte Drôles de dames, Endurance, de Wolfgang Petersen, et Jumanji II.

■ Le thriller I Know What You Did..., réalisé par le scénariste de Screen, conserve la tête du box-office américain avec près de 50 millions de dollars (290 millions de francs) de recettes en trois semaines. Boogie Nights crée également l'événement et ramasse 9 millions de dollars dans une combinaison de salles très réduite. Le film, dont l'action se déroule dans le milieu du cinéma pornographique dans les années 70, a suscité des critiques enthousiastes aux États-Unis.

■ Isabelle Huppert devrait être la vedette de Walfzeit, le prochain film de Michael Haneke, dont Funny Games avait été présenté à Cannes cette année. Il s'agit d'un thriller futuriste où un couple quitte sa ville privée brutalement de toute son infrastructure.

## Et vogue, joyusement, la nef des fous

Mange ta soupe. Une comédie familiale noire

Film français de Mathieu Amalric. Avec Jean-Yves Dubois, Adriana Asti, Jeanne Balibar, László Szabó. (1 h 15.)

Première scène presque fantomatique, où un homme jeune passe par un bel appartement envahi de livres. Il évite l'occupante, une femme plus âgée qui, à son tour, l'esquive : ce déroulement tourne court, sous le signe d'un gag zinzin. Le type, qui voyage beaucoup pour son travail, de passage à Paris, a débarqué impromptu chez sa mère, un sacré numéro : fofolle, abusive, folle ou catastrophique selon les humeurs, la sienne et celle de son entourage. Et, nonobstant, journaliste, écrivain, critique littéraire, spécialiste de l'Europe de l'Est.

L'affaire se noue entre elle et lui. Ce récit, habité de gags bizarres et d'ombres inquiétantes, s'étendra au père - divorcé, journaliste lui aussi, portant sous ses bandages les stigmates d'un ne sait quelle crucifixion - et à la sœur, qui débarque impromptu, de guinguets et pas seulement parce qu'elle porte son bébé sur la hanche. Plusieurs évidences se font jour. Mange ta soupe est un « film à clés », avec ses personnages inspirés de personnalités du monde de la culture et de la presse. Mange ta soupe est, dans une large mesure, un récit autobiographique. Mange ta soupe est une comédie de mœurs familiale très drôle et très noire. Chacun de ces aspects représente un danger pour la première réalisation de Mathieu Amalric, chacun pouvait devenir une impasse - dans le chic microcosmique, le narcissisme ou la désinvolture.

La réussite du film tient à la manière dont il parvient à faire feu de tous ces bois-là. Exorcisme personnel et portrait à la pointe sèche d'un milieu, le film est d'une irréfutable drôlerie. Pourtant, une tristesse y rôde, liée à une tragédie familiale ancienne, et plus encore

à une lucidité écorchée quant à la réalité de la folie qui s'avérera mieux partagée qu'on aurait cru entre les membres de la tribu. Les plus dingues ne sont pas, évidemment, ceux qu'on croyait. Mais surtout, au-delà des dérives et délires de chacun, on perçoit un vide, une béance.

Ce vide-là ne concerne pas seulement la famille du cinéaste ni les personnages qu'il campe. Il se fait sentir dans le mouvement d'un film lancé par le rythme endiablé d'une partita de Bach au cours duquel Mathieu Amalric fait moquer d'une « oreille absolue » quant à la justesse du ton de sa mise en scène. Cette justesse se manifeste, par exemple, par la brièveté de la projection : indifférent à tout formatage, le film s'arrête quand il le faut, devant une évidence qui a l'élégance du maître logicien - « ce dont on ne peut parler, il faut le taire ».

### JUSTESSE DE TON

Cette justesse de ton donne à Mange ta soupe, par-delà les croquis de figures hautes et couleures et les règlements de compte personnels, une vitalité du meilleur aloi. La mise en scène ne ruse jamais avec les lubes de ses protagonistes, ni n'abuse d'une position de pouvoir contre eux. Tout comme le jeu des comédiens, lorsque chacun invente sa manière de défendre, jusque dans sa folie mais sans l'y enfermer, son propre personnage. Déjà identifié comme un très bon acteur, Mathieu Amalric s'offre ainsi une surprenante réussite pour ses débuts comme metteur en scène, en combinant ce qu'on espère le plus chez un débutant, une sincérité, une virulence sans aigreur, et ce qu'on attribue d'ordinaire aux plus chevronnés, une virtuosité qui permet les compositions complexes en gardant les apparences de la simplicité. Et tout ça, avec le sourire.

J.-M. F.

## SIGOURNEY WEAVER WINONA RYDER

ALLEN

LA RESURRECTION

JEAN-PIERRE JEUNET

Twentieth Century Fox Production. Producteur : BRADY WINE. SIGOURNEY WEAVER, WINONA RYDER, "ALLEN LA RESURRECTION", RON PERLIN, DANI MEDVETZKY, J.E. FREEMAN, BRAD DOURIE, DOMINIQUE PHILIPON, MICHAEL WILKINSON, JOHN FRIZZELL, ALEC GILLIS, TOM WOODRUFF, JR., HERVE SCHNEID, ANGEL PHELPS, DARIUS KIMBIDJI, GORDON CARROLL, DAVID GIER, WALTER HILL, BILL BABALATO, DANI O'BRIEN, RONALD SHUSETT, JOSS WHEDON, JEAN-PIERRE JEUNET.

UFD

AUJOURD'HUI

## LES NOUVEAUX FILMS

### ■ ACTRICES

Une jeune actrice de théâtre qui prépare une audition importante, décide de s'imprégner totalement du personnage qu'elle doit jouer, une grande tragédienne disparue. Elle rencontre successivement trois de ses anciennes élèves afin de mieux appréhender le rôle. Actrices est la transposition d'une pièce de théâtre de Josep Benet I Jornet faite de la juxtaposition des rencontres entre l'apprentie comédienne et ses aînées. Ces face-à-face aboutissent au portrait d'un personnage absent, mais révélateur de rapports différents au théâtre. Le dispositif adopté par le cinéaste Ventura Rons en vaut bien un autre, mais il n'aboutit qu'à l'enfilade bavard de clichés sur la grandeur et la servitude de la scène, et ne recule pas devant un pathétique bon marché (le cancer frappe fort à propos une des protagonistes). La mise en scène est conformiste, chaque travelling sur-signifiant, chaque moment important souligné par la musique. Bâillements garantis.

J.-E. R. Film espagnol (catalan) de Ventura Rons. Avec Rosa Maria Sarda, Nuria Espert, Anna Lizaran, Mercè Pons. (1 h 30.)

### ■ EKTASIS

Trois jeunes gens (deux garçons, une fille) en rupture avec la société tentent de monter un coup qui leur permettra de s'acheter le bar de leurs rêves. Il s'agit, pour l'un d'entre eux, de se faire passer pour le fils d'un riche metteur en scène de théâtre, gagner la confiance de l'homme, trop heureux de retrouver l'enfant qu'il avait perdu de vue, et de piller son appartement de fond en comble. Débutant comme un polar anarchisant, Ektasis se transforme en drame psychologique. Le mensonge, les faux-semblants, les tentatives de domination réciproques tissent les liens d'une relation singulière, le jeune homme se mettant, petit à petit, à éprouver d'authentiques sentiments filiaux envers l'homme qu'il veut déposséder. A partir d'une idée originale, le cinéaste a construit un film dont on peut regretter, en plus de l'anonymat de la mise en scène, le déroulement trop prévisible. Ektasis peut pourtant être vu comme une métaphore sur une génération déchirée qui a rompu avec ses pères et garde pourtant la nostalgie de leur autorité.

J.-E. R. Film espagnol de Mariano Barroja. Avec Javier Bardem, Federico Luppi. (1 h 29.)

### ■ ALIEN IV

Malgré de réels efforts pour revitaliser une série qui en est à son quatrième volet, Jean-Pierre Jeunet, réalisateur de Delicatessen et de La Cité des enfants perdus, n'arrive pas à hisser Alien IV au niveau de ses devanciers. Le point de départ du scénario qui lui était mis entre les mains était pourtant prometteur. A la fin de Alien III, l'officier Ripley réalisait qu'elle avait été fécondée par un alien et se suicidait pour tuer le fœtus. Deux siècles plus tard, elle est ressuscitée par une équipe de généticiens qui croisent son ADN avec celui d'un alien, de manière à récupérer la bête et à l'envoyer sur la Terre. Malgré cette astuce qui donne au personnage de Ripley une dimension très intéressante, Alien IV n'arrive pas à s'affranchir des figures obligées de cette série. On ne s'échappe pas à l'aspect jeu vidéo, où les personnages sont pourchassés par les méchantes bêtes et réussissent, pour une partie d'entre eux, par se réfugier dans une navette où se trouve encore un alien. Mis à part une très belle séquence sous-marine, Alien IV se révèle un film sans surprise et sans réelle originalité.

Samuel Blumenfeld

Film américain de Jean-Pierre Jeunet. Avec Sigourney Weaver, Wynona Ryder, Ron Perlman, Dominique Pinon. (1 h 44.)

### ■ ON CONNAÎT LA CHANSON

Lire page 24

### ■ DRANCY Avenir

Lire page 25

### ■ LES AMATEURS

Lire page 25

### ■ MANGE TA SOUPE

Lire ci-dessus







EN VUE

■ John Fitzgerald Kennedy était autrefois obsédé par l'idée de faire assassiner Fidel Castro, réaffirme Seymour Hersch, dans son dernier livre *In the Dark Side of Camelot* (Le Versant sombre de Camelot). Bill Clinton, interrogé par la chaîne NBC, déclare aujourd'hui : « Le président cubain est un homme très intelligent qui passe beaucoup de temps à réfléchir à l'avenir ».

■ La Correction Corporation of America, propriétaire de soixante-deux prisons privées aux États-Unis, à Porto-Rico, en Australie et en Grande-Bretagne, édite un catalogue sur papier glacé vantant les avantages de ses établissements « clés en main ». Ainsi, le Centro correctionnel de Ponce, à Porto-Rico, offre à la clientèle « ses cauchers de soleil au-dessus des murs », le Bay Correctional Facility de Panama City, en Floride, « ses reflets de la lumière sur les fils de fer barbelés » et la Prairie Correctional Facility de Appleton, dans le Minnesota, « ses hivers qui, à l'heure de la promenade, permettent aux détenus de faire des bonshommes de neige ».

■ Deux hyènes du type « rayé » et d'origine asiatique, tuées à l'aide d'un objet pointu et coupant, ont été découvertes, vendredi 7 novembre, au zoo de La Barbe dans les Bouches-du-Rhône, sans leur tête. Les enquêteurs d'écarterot pas le geste d'un taxidermiste fou.

■ Un morceau de papier, où était griffonné le numéro de téléphone d'un hôpital psychiatrique, a été retrouvé dans les poches d'un inconnu qui, dimanche 9 novembre, se désabillait dans l'intention de se recueillir, tout nu, devant le Mur des lamentations, parmi les dévots égarés de Jérusalem. Il s'agit, selon la police, d'une nouvelle victime du « syndrome de Jérusalem », qui frappe de nombreux touristes mentalement fragiles à tendances mystiques, pris d'égarément dans la ville sainte.

■ Les nonnes du monastère de Saint-Iraklida à Nicosie n'ont pas ouvert, dimanche 9 novembre, au Père Papakyriakos Tryfonos, curé de Letymboi, près de Paphos, qui manifestait en tambourinant à leur porte parce que sa fille, entrée dans les ordres en cachette, refusait l'absolution de le voir. Alors que l'ecclésiastique prenait les badauds à témoin - « jusque là, tout allait bien, Nectaria me disait qu'elle voulait épouser un prêtre. Elle s'est embrigadée », à l'intérieur du couvent, connu pour sa production de confitures, les religieuses faisaient silence et soutenaient le siège fermement. L'autre fille du père Tryfonos étudie la théologie à Athènes.

Christian Colombani

« LIBRE », « Libérée », « Libérée », « Miséricorde », ont tiré les tabloïds au lendemain de la libération de Louise Woodward, la jeune Anglaise travaillant au pair aux États-Unis, accusée d'avoir tué le bébé qu'elle gardait, et qui a été libérée, lundi 10 novembre, par un juge de Boston.

« Une conclusion pleine de compassion », « Louise Woodward est libre », ont tiré à la « une » les journaux sérieux, qui ont consacré autant de place à cette « cause célèbre » qui a bouleversé les Anglais que leurs concurrents de la presse populaire. La télévision avait interrompu ses programmes pour tenir la population en haleine. Seul contre tous, le Financial Times n'a consacré que quelques lignes à ce qui n'est, en réalité, qu'un fait divers.

Les tabloïds - qui se disputent déjà pour obtenir les droits exclusifs sur l'histoire de Louise et de sa famille - ont bouleversé leur maquette pour consacrer à sa libération des pages entières. Après avoir vilipendé une justice américaine qui l'avait reconnue coupable, la voilà qui loue son équité. A lire les journaux, on croirait avoir assisté à un événement du genre « Jeanne d'Arc sauvée du bûcher ».

« La justice n'est plus aveugle pour Louise », titre le Mirror : « C'est un grand jour pour la justice, celui qui ouvre la libération de Louise ». « Louise : libre, mais pas blanchie », lui répond son concurrent, le Sun : « La bonne nouvelle : Louise est sortie de prison. La mauvaise : elle ne peut pas encore rentrer chez elle. Elle a accepté de rester dans le Massa- »

chusetts en attendant que le procureur fasse appel (...). Elle pourrait être condamnée à la prison en appel », mais « nous la soutiendrons jusqu'au bout ».

Les tabloïds sont remplis des cris de victoire des partisans anglais de Louise, en particulier dans son village d'Elton. « Le pub chante « Louise rentre à la maison ». Le champagne et les larmes coulent à flots tandis que les villageois, qui n'ont jamais perdu l'espoir, s'embrassent », écrit l'Express, qui se réjouit de « la vague d'euphorie et d'optimisme qui a balayé les partisans de Louise des deux côtés de l'Atlantique ».

Le Daily Mail y ajoute « les cris et les feux d'artifice qui ont rempli le »

DANS LA PRESSE

FRANCE INTER

Jérôme Dorville ■ L'équilibre est un art subtil, surtout quand vos petits camarades s'obstinent à glisser sous vos pas quelques peaux de banane. Lionel Jospin peut en témoigner, lui qui affronte depuis deux mois les assauts répétés d'une partie de son camp, mécontente de ses projets en matière d'immigration. Sans doute était-il illusoire d'espérer sur cette question un consensus républicain, fût-ce en renonçant à abroger formellement les lois Pasqua-Debré. Mais le choix d'une politique d'immigration plus nettement marquée à gauche comporte un double risque : celui de replacer cette question au cœur du débat politique, ce qui, jusque-là, a toujours profité aux dé-



ciel du village ». Le mot de la fin revient au Sun, qui, sous le titre « Louise s'attendait à en prendre pour dix ans », ajoute : « Au contraire, la jeune au pair est libre et mange des chocolats dans un hôtel ». Des Rochers de chez Ferrero, précise sa sœur.

Quant à la tristesse des parents

du petit Matthew, vilipendés par ces mêmes journaux pour avoir eu l'audace de croire à la culpabilité d'une jeune Anglaise, elle n'a droit qu'à quelques lignes.

Lois de cette joie indécrite, la presse sérieuse tente d'aller plus au fond. Le Guardian remarque que ce qui devait être une première pour Internet - l'annonce d'un jugement sur la toile - s'est révélée être un fiasco technologique. Dans le Times, Libby Purves remet les valeurs à leur place en s'en prenant à une « justice de soap opera : l'hystérie britannique à propos de Louise Woodward montre les dangers encourus lorsqu'on admet la télévision au prétoire ».

« La mentalité de populace » des

partisans de Louise « avec leurs rubans jaunes et leurs ballons (...) est assez répugnante (...) ». Elle me fait honte d'être britannique ». On rappelle les propos de la mère de la victime : lorsque Louise sortira de prison, « je ne voudrais pas qu'elle soit accueillie chez elle comme un héros ».

« Si quelque chose peut être fait pour empêcher la déification de Louise, ajoute Libby Purves, il faut le faire. La justice ne voulait pas qu'elle fasse quinze ans de prison, elle n'est pas, non plus, bien représentée par ses partisans, la foule intolérante et bruyante rassemblée dans le pub d'Elton ».

Patrice de Beer

Constitution l'engagement francophone de la France au même titre que son engagement européen. On n'a pas souvenir non plus que le chef de l'Etat ait fait remonter au ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, de ses déclarations ambiguës sur l'anglais qu'il ne faut plus considérer « comme une langue étrangère en France ». On sait enfin qu'au matériel audiovisuel, la France n'a pas donné suite aux projets de créer une grande chaîne d'information de langue française capable de couvrir le champ international. La francophonie réclame de la volonté et de l'argent. Le moins que l'on puisse dire est que la France, par-delà les mots, ne semble pas aujourd'hui célébrer la francophonie avec beaucoup de détermination ni y consacrer de grands moyens.

SUR LA TOILE

INTERNET MIRACULEUX

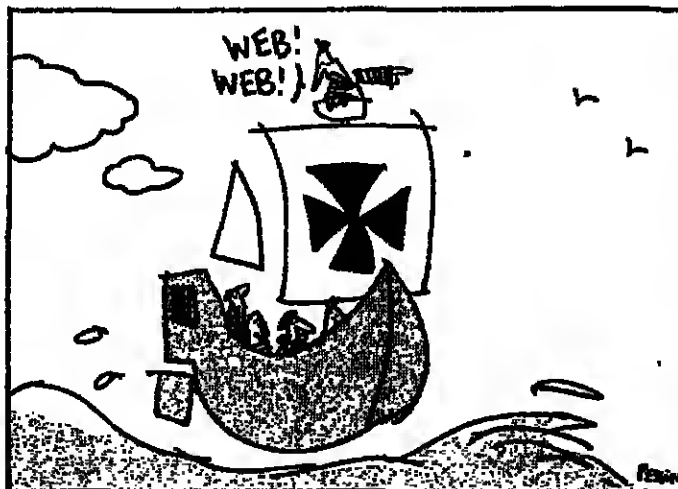
■ Réunis à Lourdes vendredi 8 novembre pour leur assemblée annuelle, 70 évêques français ont utilisé Internet pour dialoguer en direct pendant plus d'une heure avec le philosophe Michel Serres, enseignant à l'université Stanford, à Palo Alto, en Californie. - (AFP.)

NOËL POUR MIR

■ Le commandant Anatoli Solokov et l'ingénieur de vol Pavel Vinogradov, actuellement à bord de la station Mir, ont effectué leurs achats de Noël dans des boutiques new-yorkaises en utilisant Internet. Solokov a acheté pour ses fils un ballon de basket Michael Jordan, un pull Jordan n° 23, une casquette des Chicago Bulls et un rameau d'appartement. Vinogradov s'est contenté d'une poupée Barbie pour sa fille et d'un téléphone. L'opération a été organisée par la société de commerce électronique Virtual Emporium et la carte bancaire Visa. La plupart des boutiques ont décidé de faire cadeau des marchandises aux deux cosmonautes. Virtual Emporium espère répéter l'opération prochainement pour l'astronaute américain David Wolf, également à bord de Mir. - (AP.)

www.ciudadfutura.com

Des jeunes Madrilènes ont créé une ville virtuelle hispanophone, qui compte déjà 20 000 citoyens



non pas « rouge », comme en anglais, même si certains jouent parfois sur les mots. Sur un cadran, défient en permanence le nombre de secondes qui nous séparent de l'an 2000 : 67 939 267 lors d'une récente visite.

La Ciudad a été créée en septembre 1996 par un groupe de

jeunes Madrilènes, qui comptent sur la participation de tous pour développer des nouveaux lieux de rencontre à mesure que la ville grandit.

Un an plus tard, elle possède près de 20 000 « citoyens ». Elle a désormais des quartiers, assez différents les uns des autres, où l'on trouve

tout ce qu'un citoyen virtuel peut désirer : programmes de télévision, hit parade des meilleurs livres, disques et films récents, courrier du cœur, répertoires de sites consacrés aux vedettes, espagnoles, européennes, américaines et même japonaises.

A noter également un guide des meilleurs espaces de dialogue en langue espagnole, les liens avec les sites web des principaux quotidiens d'Espagne et d'Amérique latine, et des informations très complètes sur tous les championnats de « Fut ».

En outre, cette communauté qui se cherche invite ses membres à organiser des réunions « dans le monde réel », pour ceux et celles qui souhaitent voir ce qui se cache derrière un pseudo ou un avatar. Les rencontres amicales se succèdent, de Buenos Aires à Miami, de Mexico, les citadins virtuels hésitent entre deux lieux : la Llorona (qui doit son nom à une balade sentimentale vieille comme les moustaches et le sombrero) et le Hard Rock Café. Tout un répertoire.

Francis Pisaní

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450 F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 585 F\* au lieu de 1 170 F\* au lieu de 2 340 F\*

\* Prix de vente au numéro - (tarif en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : ☐ 701 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité  Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :  Pays :

TARIFS HORS FRANCE			
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 060 F	2 340 F
6 mois	1 123 F	1 060 F	1 170 F
3 mois	572 F	530 F	585 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphones au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93046 Chantilly Cedex

La justice sous cotillon

par Alain Rollat

LE 31 AOÛT dernier, à une heure où plus personne ne regarde son écran d'un oeil éveillé, France 2 avait diffusé un documentaire de Mireille Dumas qui montrait comment le cynisme de la télé commerciale peut aller jusqu'à pousser au crime. Le clou de ce retour sur images était une séquence en provenance de Miami où, en 1993, une chaîne hispanique, Telemundo, a réalisé l'un des scoop du siècle en diffusant en direct, après l'avoir filmé en direct, le meurtre d'une femme par son mari sur la tombe de leur fille.

La réalisatrice de cette émission, devenue une star, expliquait qu'elle avait simplement voulu raconter le suicide de cette jeune fille pour les besoins d'un reality-show devenu, depuis ce chef-d'œuvre, une émission-phare : ses caméras avaient tué la douleur du malheureux père, qui tenait sa femme pour responsable de ce

suicide ; elles avaient barcelé la pauvre mère, qui plaçait non coupable ; c'est naturellement par hasard que tout le monde s'était donné rendez-vous à la même heure au cimetière, sans se douter évidemment que le malheureux père y viendrait, révoquer au poing, pour flétrir la pauvre mère en gros plan. Cette charmante réalisatrice tenait toutefois à préciser que Telemundo n'aurait peut-être pas vendu ces images sanguinolentes si les autres chaînes américaines ne s'étaient pas ligüées pour les acheter...

Si Mireille Dumas actualise un jour ce documentaire sur les mœurs médiatiques, elle y insérera sûrement, pour illustrer le versant rose de la télé contemporaine, le reportage festif réalisé par la chaîne britannique Sky News à l'occasion de la remise en liberté de Louise, cette jeune baby-sitter anglaise qui a été, en quelques heures, condamnée à la prison à

perpétuité après avoir été déclarée coupable du meurtre du bébé qu'elle gardait, puis jugée victime d'injustice bien que sa responsabilité dans ce meurtre soit établie. L'image de l'événement spécial de Sky News savourant en direct ce happy ending made in America sous les serpents méritait d'entrer dans les annales au titre du meilleur feuilleton judiciaire de l'année. Au terme de cet insoutenable suspense, la joie larmoyante des parents et amis de la pauvre mère, qui s'étaient mobilisés à la télé contre les méchants jurés et qui ont su émouvoir un gentil juge, était en effet communicative.

Les commentateurs de TF1 et France 2 que ce spectacle a émus ont eu la décence de ne pas prédire que beaucoup de ceux qui fêtaient cette victoire de la télévision sur la justice étaient ceux-là mêmes qui pleuraient, naguère, en accusant les médias d'avoir terrorisé une gentille princesse.





près la mort  
nte

Si quelque chose peut être fait  
pour empêcher la dégradation de  
nos données, il faut le faire. On  
ne peut pas attendre que le  
temps fasse son œuvre. On doit  
agir maintenant. On doit faire  
ce qu'il faut pour que les  
données soient sauvegardées  
et ne soient pas perdues.

La France est un pays de  
grande culture. Elle a une  
histoire riche et variée. Elle  
a de nombreux monuments  
historiques et artistiques.  
Elle a de nombreux écrivains  
et artistes de renommée  
internationale. Elle a de  
nombreux musées et bibliothèques.  
Elle a de nombreux parcs  
et jardins. Elle a de nombreux  
sites naturels. Elle a de  
nombreux monuments  
historiques et artistiques.

LA TOILE  
BONNET MIRACULEUX  
Les à l'origine vendus 8  
euros, les bonnets sont  
maintenant à 10 euros.  
C'est une véritable  
révolution. Les bonnets  
sont maintenant plus  
chers que les autres.  
C'est une véritable  
révolution. Les bonnets  
sont maintenant plus  
chers que les autres.

INSIUE  
Les à l'origine vendus 8  
euros, les bonnets sont  
maintenant à 10 euros.  
C'est une véritable  
révolution. Les bonnets  
sont maintenant plus  
chers que les autres.  
C'est une véritable  
révolution. Les bonnets  
sont maintenant plus  
chers que les autres.

مركز الاعلام

# RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / 29

## FILMS DE LA SOIRÉE

- 18.35 Le Maître d'écrimen...  
19.15 The Phantom Light...  
20.30 Ciel rouge...  
20.30 The Saunter...  
21.00 Apollo 13...  
21.20 Romeo is Bleeding...

- 22.00 Les Cousins...  
22.05 In the Soup...  
22.40 Un flic...  
22.40 French Cancan...  
23.20 Le Président...

- 23.50 Le Voyage fantastique...  
0.10 Signé Pignon...  
1.20 La Disgrâce...  
1.25 Vacances explosives...  
2.10 Le Passage...  
4.35 Crash...

## GUIDE TÉLÉVISION

- MAGAZINES  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs...  
19.00 De l'actualité à l'histoire...  
20.00 Faut pas rêver...  
20.10 Au nom de la loi...  
20.45 Les Mercredis de l'histoire...  
20.50 La Marche du siècle...  
21.00 Strip-tease...  
21.00 Envoyé spécial...  
22.35 Pulations...  
22.40 La Vie à l'endroit...  
23.00 Le Magazine de l'histoire...  
23.20 Un siècle d'écrivains...  
0.10 Le Canal du savoir...

- MUSIQUE  
19.45 Célébration dirigée...  
21.55 Brigitte Fontaine...  
22.05 Didon...  
22.35 Messe glagolitique...  
TÉLÉFILMS  
20.05 Les Ophélies de Duplessis...  
20.30 Un taxi dans la nuit...  
20.30 L'Enfant du miracle...  
20.50 et 22.35 Cinq bêtes à la me...  
SÉRIES  
18.15 Friends...  
20.55 L'Instinct...  
22.15 Une fille à scandale...  
22.40 Colombo...  
23.35 Boston...  
0.05 New York Police Blues...  
0.55 New York District...

## NOTRE CHOIX

16.05 France 3  
Saga-Cités :  
L'Europe intégrée  
C'est un numéro exceptionnel que  
proposent cette semaine, le maga-  
zine des villes et des banlieues.  
Dans le cadre de l'année euro-  
péenne contre le racisme et d'un  
échange de programmes avec sept  
chaînes de télévision étrangères,  
« Saga-Cités » diffuse quatre repor-  
tages réalisés par nos pays voisins  
sur le thème de l'intégration.  
L'émission propose, avec intérêt, les  
portraits de l'univers des quartiers  
sensibles de Belgique, des Pays-Bas,  
d'Allemagne et d'Espagne. Les  
grands problèmes - drogues, défini-  
quance, exclusion - dépassent, bien  
entendu, les frontières. Mais  
contrairement aux idées reçues, la  
cité ne se vit pas de la même ma-  
nière dans les faubourgs d'Amster-  
dam qu'aux portes de Bruxelles. Et  
les heurs d'espoir s'échangent avec  
singularité. On ne peut qu'être en-  
chanté par le multiculturalisme du  
reportage. Mais l'absence d'une  
analyse comparative des expé-  
riences explorées sur le terrain  
laisse un peu le téléspectateur sur  
sa faim. Domage - K.N.  
\* Rediffusion : jeudi, 0.30.

## PROGRAMMES

- TÉLÉVISION  
TF1  
19.05 Walkers, Texas Ranger...  
19.50 et 20.25 Météo...  
20.30 Football...  
20.40 Columbo...  
0.00 Minuit sport...  
FRANCE 2  
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000...  
19.20 C'est toujours l'heure...  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto...  
20.00 Journal...  
20.55 L'Institut...  
22.40 La Vie à l'endroit...  
23.50 En fin de compte...  
0.05 Journal, Météo...  
0.20 Le Cercle des métiers...  
FRANCE 3  
18.55 Le 19-20 de l'information...  
20.02 et 22.45 Météo...  
20.05 Fa si la chanter...  
20.35 Tout le sport...  
20.45 Cosmospace...  
20.50 La Marche du siècle...  
22.55 Soir 3...  
23.20 Un siècle d'écrivains...  
0.10 Cinéma études...  
0.40 Vivre avec...  
CANAL+  
En clair jusqu'à 21.00  
18.30 Nulle part ailleurs...  
20.30 Le Journal de cinéma...  
21.00 Apollo 13...  
23.15 Flash info...  
23.20 Le Président et Miss Wade...  
1.10 Cinq semaines en ballon...

- ARTE  
19.00 The Monkees...  
19.30 7 1/2...  
20.00 Wild World of Animals...  
20.30 8 1/2 Journal...  
20.45 Les Mercredis de l'histoire...  
21.50 Musica...  
22.50 Musicarchive...  
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000...  
19.20 C'est toujours l'heure...  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto...  
20.00 Journal...  
20.55 L'Institut...  
22.40 La Vie à l'endroit...  
23.50 En fin de compte...  
0.05 Journal, Météo...  
0.20 Le Cercle des métiers...  
M 6  
18.05 Sliders...  
19.00 FX...  
19.54 minutes, Météo...  
20.05 Notre belle famille...  
20.35 Découvertes info...  
20.50 Cinq bêtes à la me...  
0.20 Secrets de femme...  
FRANCE-CULTURE  
20.30 Agora...  
21.00 Philanthropie...  
22.10 Fiction...  
23.00 Nuits magnétiques...  
23.07 Les Greniers de la mémoire...  
RADIO-CLASSIQUE  
20.40 Les Soirées...  
22.50 Les Soirées...  
RADIO  
20.30 Concert...  
22.30 Musique pluriel...  
RADIO-CLASSIQUE  
20.40 Les Soirées...  
22.50 Les Soirées...

## FILMS DU JOUR

- 13.35 Youbi le petit pingouin...  
13.50 La Tour de Londres...  
14.05 Les Amants de Tolède...  
15.05 L'Avenir...  
15.20 Les Cousins...  
17.10 Le Voyage fantastique...  
17.25 L'assaut...  
18.50 Le Mariage de Chiffon...  
19.05 Maniac Cop...  
20.00 Possibilité d'empire...

- 20.30 Le Seigneur de l'aventure...  
20.30 Les Bricoleurs...  
20.35 The Phantom Light...  
20.40 Joseph...  
20.40 Les Amants...  
20.40 Les Amants...  
20.50 Cosa Nostra...  
21.00 La Guerre de Troie...  
21.00 Le Roi du tabac...  
21.00 Le Maître d'écrimen...  
21.30 La Machine...

## NOTRE CHOIX

22.00 Planète  
Carnets de prison 2  
Retour sur la peine  
de détention  
CE SONT DES TÉMOINS PRI-  
VILÉGIÉS. Non pas tant parce que,  
PDG ou hommes politiques - ou  
les deux à la fois -, ils n'ont connu  
la prison que pour une période as-  
sez courte ou dans des conditions  
relativement décentes. Mais parce  
qu'ils ont, tombés de haut, ils portent un  
regard « neuf » sur un univers car-  
céral qui leur était si étranger, bien  
plus qu'à d'autres détenus. Avec  
une remarquable franchise, quatre  
prisonniers « pas comme les  
autres » font comprendre à quel  
point l'épreuve de la détention est  
traumatisante, pour qui que ce  
soit.

Voilà quelques mois, dans un  
premier volet, Jean-Pierre Moscar-  
do avait interrogé quatre autres  
patrons déçus sur leur expérience  
derrière les barreaux. Ils avaient  
déjà dit combien celle-ci les avait  
« marqués », voire « changés ». Mis  
en examen dans l'affaire Elf, Mau-  
rice Bideau avait avoué avoir  
pleuré la première nuit, pour la  
première fois de sa vie d'adulte, et  
avoir ressenti le besoin de venir en  
aide à un codétenu, en lui trouvant  
un travail.  
Cette fois, le réalisateur va plus  
loin dans l'analyse. Entrepreneur  
de travaux publics et sénateur,  
Jean-Pierre Lafod veut d'abord  
donner la parole à sa femme. Dans  
la lettre qu'il a écrite et qu'elle lit  
devant la caméra, il précise qu'il a  
voulu « lui rendre hommage », car  
la prison est encore plus difficile  
« pour ceux qui sont dehors » et  
« doivent affronter le regard des  
autres ». Inattendue et pudique  
lettre d'amour. Ancien PDG de la  
Garantie mutuelle des fonction-  
naires (GMF), Jean-Louis Périat  
reconnaît aussi avoir « culpabilisé »  
pour ce que subissait sa femme.  
L'incarcération ne se limite pas  
aux murs d'une cellule. Ceux qui  
pensent que les prisons sont trop  
« confortables » et les partisans de  
la peine de mort, qui jugent que  
l'emprisonnement est une sanction  
insuffisante, trouveront peut-être  
matière à réflexion dans ces témoi-  
gnages très particuliers. Ce travail,  
sobriement réalisé, sans plaidoyer  
ni dénonciation outrancière, est  
empreint d'humanité.

## PROGRAMMES

- TÉLÉVISION  
TF1  
13.50 Les Feux de l'amour...  
14.40 Arabesque...  
15.35 Côté Ouest...  
16.30 TF1 Jeunesse...  
17.10 Savannah...  
18.00 Paradis d'enfer...  
18.30 Mokshé Patankar...  
19.05 Walkers, Texas Ranger...  
19.50 et 20.40 Météo...  
20.00 Journal...  
20.35 Le Résultat des courses...  
20.45 Les Bonif-carottes...  
22.25 Météo...  
0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise...  
FRANCE 2  
13.50 Derrick...  
14.55 Dans la chaleur de la nuit...  
15.40 Tierset...  
15.55 La Chance aux chansons...  
17.00 Des chiffres et des lettres...  
17.30 Un livre, des livres...  
17.40 Friends...  
18.05 C'est l'histoire...  
18.50 Qui est qui ?...  
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000...  
19.25 C'est toujours l'heure...  
19.50 et 20.45 Tirage du Loto...  
20.00 Journal...  
20.50 Points de vue...  
20.55 Envoyé spécial...  
FRANCE 3  
13.50 Parole d'expert...  
14.55 Questions au Gouvernement...  
15.05 Evason...  
16.40 Météo...  
17.45 Je passe à la télé...  
18.20 Questions pour un champion...  
18.50 Un livre, un jour...  
18.55 Le 19-20 de l'information...  
20.00 et 22.45 Météo...  
20.05 Fa si la chanter...  
20.35 Tout le sport...  
20.50 Cosa Nostra...  
23.10 Soir 3...  
23.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?...  
0.30 Saga-Cités...  
1.00 Espace francophone...  
1.40 New York District...  
CANAL+  
13.35 Youbi le petit pingouin...  
14.50 Le Journal du cinéma...  
15.15 Le Débat de feu...  
16.05 Pas si vite...  
18.10 Surprises...  
En clair jusqu'à 20.35  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs...

- 20.30 Le Journal du cinéma...  
20.35 Soirée Brooklyn...  
20.40 Smiley...  
22.30 Brooklyn Boogie...  
23.55 Basket-ball...  
1.20 Hockey sur glace NHL...  
LA CINQUIÈME/ARTE  
13.00 Une lettre pour l'emploi...  
14.00 Escapes francophones...  
14.30 Arrêt sur images...  
15.50 Espionnage...  
16.30 Le Cinéma des effets spéciaux...  
16.55 Cellulo...  
17.25 Allô la terre...  
17.35 Histoire personnelle...  
17.50 Le Journal du temps...  
18.00 Les Métrons du monde...  
18.30 Le Moine des animaux...  
19.00 The Monkees...  
19.30 7 1/2...  
20.00 Contacts...  
20.30 8 1/2 Journal...  
20.45 Soirée thématique...  
20.55 Les Jeunes et la violence...  
21.25 et 22.00, 22.35, 23.15, 23.55 Débat...  
21.30 Quand la violence fait école...  
22.05 Une ville à risques, Hambourg...  
22.45 Guerre à la délinquance...  
23.30 Scènes de chasse dans une petite  
ville de l'ex-RDA...  
0.10 Casanova...  
M 6  
13.00 Madame est servie...  
13.30 Le Serment du sang...  
15.15 Wolf, police criminelle...  
16.10 Boulevard des clips...  
17.25 M 6 Kid...  
18.05 Sliders...  
19.00 Les Jeunes et la violence...  
19.54 Le Six Minutes, Météo...  
20.05 Les Piégués...  
20.35 Découvertes info...  
20.50 Les Armes de la séduction...  
22.40 Body Snatchers...  
RADIO  
20.30 Concert...  
22.30 Musique pluriel...  
23.07 En musique dans le texte...  
RADIO-CLASSIQUE  
20.40 Les Soirées...  
22.50 Les Soirées...

## GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS  
21.25 et 22.00, 22.35, 23.15, 23.55  
Débat. Les Jeunes et la violence. Arte  
MAGAZINES  
11.55 C'est pas normal...  
13.00 Une heure pour l'emploi...  
13.35 Parole d'expert...  
14.00 Escapes francophones...  
14.30 Arrêt sur images...  
17.00 De l'actualité à l'histoire...  
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs...  
20.05 Temps présent...  
20.55 Envoyé spécial...  
22.20 Exculture...  
23.00 Les Dossiers de l'histoire...  
23.35 Qu'est-ce qu'elle dit, Zazie ?...  
0.30 Saga-Cités...  
1.05 Le Cercle du cinéma...  
DOCUMENTAIRES  
18.55 Orgue de Barbarie...  
19.10 Le Journal...  
20.35 Caza...  
20.55 Les Jeunes et la violence...  
21.00 Natchikéan au pays...  
21.30 Quand la violence fait école...  
22.00 Carnets de prison...  
22.05 Une ville à risques...  
22.45 Guerre à la délinquance...  
23.10 Jordi Savall...  
23.20 Scènes de chasse...  
0.00 Les Figures de la foi...  
0.10 Paroles d'hommes...  
0.25 Animaux imposteurs...  
0.45 Mozart en tournée...  
SPORTS EN DIRECT  
13.00 Snowboard...  
14.00 et 19.45 Tennis...  
18.30 Basket-ball...  
1.20 Hockey sur glace NHL...

- MUSIQUE  
19.55 Kurt Masur dirige...  
20.00 Orchestre de plectro de Cordoba...  
21.00 Elton John...  
22.35 Concert à la basilique de Reims...  
0.00 Le Messie...  
THÉÂTRE  
20.45 Lorenzaccio...  
TÉLÉFILMS  
17.10 Marie-Antoinette...  
18.00 Le Cri du silence...  
18.45 Capitaine James Cook...  
20.50 Les Armes de la séduction...  
22.05 Pierre qui roule...  
22.25 L'homme aux deux épouses...  
SÉRIES  
18.05 Sliders...  
18.15 Friends...  
20.35 Les Envoies...  
20.35 Julie Lescaut...  
20.45 Les Bonif-carottes...  
23.00 Code Quantum...  
23.10 Un privé nommé Styler...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :  
► Signalé dans « Le Monde  
Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir...  
■ Ne pas manquer...  
■ Chef-d'œuvre ou classiques  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément de dimanche-matin, les pro-  
grammes complets de la radio et de la télévision - ceux de la télévision  
ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :  
O Accord parental souhaitable  
A Accord parental indispensable  
ou interdit aux moins de 12 ans  
E Public adulte  
ou interdit aux moins de 16 ans  
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément de dimanche-matin, les pro-  
grammes complets de la radio et de la télévision - ceux de la télévision  
ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.



EN

■ Job était de fait réaffirmé son d'q Ca. Came par la auou cubai intelli temp.

■ La Amet solta aux E Auste édité glacé ses é maio corre Portc.

■ Des des n Facili Flori sur le Pratr Appli.

■ Des prom d'eter de ni.

■ De et d' l'aidi coup veod au ze Bouc tête, pas l fou.

■ Ur griffi tcléf psyc dans qui, d'esh se re Mur dév s'agi ooa de le oom meo teod d'ég.

■ Le Saln pas 9 no Papi curé Papi tam que ordi abs l'ecb tout qu' Elle l'int pou coo fais le si du l thé.

## Zeannot Lapin

par Pierre Georges

NUTS DE CHINE, nuits calines, nuits d'ivresse. Il est assez peu probable que Jiang Zeming et Boris Eltsine, récents amis de toujours, aient vu le film d'Alain Resnais. On connaît la chanson. Mais ils l'ont manifestement anticipé.

Au cours de la soirée - doit-on dire la tournée ? - d'adieux qui a célébré l'undi la signature des accords sino-soviétiques, le président chinois en a poussé une petite. Il a chanté, et dansé, pour Boris et en russe, la célèbre (?) chanson *Daléka*. Il y fut, dit la chronique, exceptionnel. A tel point que Boris Eltsine nota que l'opéra de Pékin avait probablement perdu « un grand chanteur » là où la Chine avait gagné un grand président. Bref ce fut une belle soirée de diplomatie karaoké et arrosée comme telle. On vit même le vice-premier ministre russe, Boris Nemtsov, conjuguer ses vocalises à celles du vice-premier ministre chinois, Li Lanqing, pour exécuter, duo d'enfer, les *Nuits de Moscou*.

Dites-le avec des chansons. On n'a pas vu le film d'Alain Resnais. Simplement lui les critiques dithyrambiques qui accompagnent sa sortie. Tant mieux. C'est une excellente nouvelle pour la chanson et le cinéma français. Et une fameuse idée que la truffade de couplets pour recouvrer le genre et faire de la vie une comédie musicale.

On imagine bico ce qu'au quotidien l'initiative pourrait changer aux rapports hiérarchiques ou politiques. Si la musique adoucit les mœurs, la chanson devrait la révolutionner. Répondre à son chef de rayon par quelque gaulante des pauvres gens, répliquer à son opposition sur le thème dalidien de *Purloins, paroles*, ce serait en quelque sorte passer la vie et les fureurs ordinaires à l'atten-

drisseur de mots. Entrer dans l'ère mélodique, soave et radieuse des couplets relationnels.

La chanson, dit-on, est à la mode. La bonne vieille chanson française de derrière les fagots. Ou de derrière les lavabos. On ose aujourd'hui en public, ce que, hier, on réservait, ou infligeait, au seul voisinage : un refrain, un couplet, une scie d'un millésime à peu près contemporain de l'interprète. On se lance, comme en complicité, *Ma Tonkiki* ou *Mon lé gionnaire*, des morceaux de patrie-moine commun. Et le bonheur est parfait lorsque, en écho, répond l'autre, au quart de tour, de refrain. Sentiment d'une appartenance à une langue et une mémoire françaises ou francophones.

C'est curieux d'ailleurs. Personne n'a trop ooté combien on connaît la chanson tombe à pic. Pas seulement en étant la consécration d'une sorte de mélodie commune du bonheur à travers les mémoires. Mais aussi parce que sa sortie coïncide avec l'une de ces grand-messes rituelles vouées à la défense et illustration de la francophonie.

La francophonie a rendez-vous avec la Lune à Hanôï. La francophonie, c'est un univers, un micro-univers peut-être, mais un univers tout de même. Et en péril. Et c'est en pensant à Resnais, à tout ce que le cinéma et la chanson ont fait pour la francophonie qu'on se remémore quelques images dédicées. L'autre jour, sur la Cinquième, un reportage nous avait conduit dans une école vietnamienne. Des gamines édentées, comme il convient à cet âge des quennottes de lait, y zot-taient, gestes à l'appui, les malheurs du pauvre *Zeannot Lapin* et le refrain d'une comptine française. Ah ça, elles connaissent la chanson !

## Ernest-Antoine Seillière est candidat à la présidence du CNPF

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE est officiellement candidat à la présidence du Conseil national du patronat français (CNPF). Le président du holding d'investissements CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participations) a décidé « d'exprimer clairement les ambitions, les exigences, les inquiétudes des entrepreneurs de France et surtout du plus grand nombre, les PME », selon les termes de sa déclaration de candidature, mercredi 12 novembre. Cette déclaration intervient après que Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, et Denis Kessler, actuel président de la commission des affaires économiques du CNPF, ont fait savoir qu'ils n'étaient pas candidats. M. Seillière fait figure de favori face aux trois candidats déjà déclarés : Jean-Pierre Gérard, membre du Conseil de la politique monétaire ; Marie-Thérèse Bertini, dirigeante de l'épicerie de luxe Le Boccace et Dominique Lebel, promoteur immobilier.

La profession de foi de M. Seillière est placée sous le signe de « plus de liberté » pour permettre aux entrepreneurs « de mener à bien leur mission de créateur de la richesse nationale » et parce qu'il « est vital de fortifier les entreprises pour créer des emplois ». Le message est très politique. Tout y est et en premier lieu les accents « anti-charges » et « anti-réglementation », destinés à séduire une base qui ne sent pas spontanément re-

présentée par le président de la CGIP.

M. Seillière, qui a déjà sondé les membres du conseil exécutif du CNPF, a un mois pour convaincre les simples adhérents. « Si je suis élu [...], je dirai l'urgence (des entrepreneurs) de voir s'alléger le lourd handicap que constituent, pour eux, dans la compétition mondiale, des charges démesurées et l'interventionnisme harcelant des pouvoirs publics », déclare M. Seillière. « Je dirai leurs graves inquiétudes devant l'imminence de décisions législatives aussi irréalistes que dangereuses », ajoute le candidat, évoquant la future loi sur les trente-cinq heures.

S'adressant, cette fois, aux grands « barons » de l'organisation, qui avaient reproché à Jean Gandois un système de fonctionnement peu collégial, M. Seillière promet d'exercer sa fonction « en équipe ». « Je continuerai », précise-t-il, « à assumer pleinement mes responsabilités à la tête de la CGIP ». M. Seillière indique, enfin, qu'il conduira « activement » la modernisation du CNPF, qu'il s'agisse « de son organisation, de ses missions » ou « de son rôle dans le partenariat et le dialogue social ». S'agit-il d'une redéfinition du rôle de l'organisation patronale ou du maintien du statu quo ? La formulation est soigneusement floue pour laisser tout ouvert.

Caroline Monnot

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 12 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	15434,17	-2,73	-20,28
Hong Kong index	9607,91	-3,96	-28,57
Tokyo Nikkei sur 3 mois			
1993-94	15434,17		
1994-95	15434,17		
1995-96	15434,17		
1996-97	15434,17		
1997-98	15434,17		
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Paris CAC 40	2670,15	-1,09	-13,30
Amsterdam CBE	852,64	-0,25	-31,69
Bruxelles	146,76	-0,55	-36,63
Frankfurt Dax 30			
France ISEQ	3689,82	+0,01	+35,37
London FT 100	4787	-1,18	+15,02
Madrid IBEX 35			
Milan MIB 30	21684	-1	+38,14
Zurich SMI	3437,90	-0,84	+37,34

Thème du Monde daté mercredi 12 novembre : 410 966 exemplaires.

# Le Monde

JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

## Le néerlandais ING est sur le point d'acheter la Banque Bruxelles Lambert

Un « excellent tremplin » pour pénétrer le marché français

AMSTERDAM

de notre correspondant

Neuf milliards de florins (27 milliards de francs français) : tel est le prix que veut la Banque Bruxelles Lambert (BBL) aux yeux du banquier néerlandais ING. Après des rumeurs insistantes, ING a annoncé, mardi 11 novembre dans la soirée, le lancement d'une offre publique d'échange (OPE) sur la banque du groupe Albert Frère. Selon les termes de l'offre, une action BBL s'échangera contre six titres ING (valant 81 florins au cours de clôture de lundi), une option d'achat permettant d'acheter une action ING à 110 florins dans les dix ans, et 300 francs belges au comptant. Cela valorise l'action BBL à 9 500 francs belges, soit 500 francs de plus que le cours de clôture de lundi.

L'opération sera financée par une émission d'actions ING. « Elle ne coûtera au maximum que 300 millions de florins en cash », a remarqué mardi soir Aad Jacobs, président d'ING. « Nous comptons acheter la transaction à la fin 1997 », affirme Wiegert Sietsma, porte-parole du groupe. Echaudé par l'échec d'une précédente tentative de prise de contrôle de BBL en 1992, ING a, cette fois, mis les formes. Non seulement des contacts ont été pris avec la BBL, dont le néerlandais détient déjà 20,1 % du capital, mais une place au directoire d'ING est déjà réservée à Michel Tilmant, PDG de la banque belge, qualifié de « banquier de haut niveau » par Aad Jacobs.

Si elle se concrétise, l'acquisition de BBL par ING mettra un terme à un feuilleton financier dont le premier épisode a eu lieu il y a cinq

ans. Tandis que le groupe ING, né un an plus tôt de la fusion de NMB-Postbank avec Nationale Nederlanden, se remet à peine des suites de la fusion, la direction, avide de trouver un second marché domestique en Europe, lance une OPA sur BBL. L'opération tourne rapidement au fiasco. Questions de méthodes, de prix, de culture d'entreprise, voire même de culture tout court. Néerlandais et Belges font rarement de bonnes affaires ensemble. Sans doute aussi la période n'est-elle pas mûre. ING apparaît encore comme un groupe qui cherche son homogénéité.

ANNÉE FASTE

L'affaire rebondit en 1994, lorsque le néerlandais monte en puissance dans le capital de la banque d'Albert Frère. Depuis, le groupe d'Amsterdam répétait : « BBL est un beau placement », et niait tout intérêt pour une prise de contrôle... jusqu'à mardi soir.

BBL tombera-t-elle cette fois dans le giron d'ING ? Il faut encore attendre les réactions des actionnaires réunis dans un pacte : le Groupe Bruxelles Lambert, l'assureur Royale Belge, propriétaire conjointe d'Albert Frère et d'AZA-UBA et le suisse Winterthur. Un conseil d'administration de BBL devait se réunir mercredi et un autre est programmé pour le 17 afin de donner un « avis définitif » sur l'OPE.

Cette acquisition permettrait à ING d'atteindre l'un de ses objectifs : la création d'un second marché domestique. BBL est la deuxième banque de Belgique. Ce pays deviendrait de fait la seconde patrie d'ING. Mais Aad Jacobs n'a

pas caché non plus que BBL ferait « un excellent tremplin pour pénétrer le marché français ». ING veut renforcer sa présence en Europe et être actif dans l'Hexagone. M. Jacobs concédait ce février avoir « adapté » sa stratégie à une échéance : l'instauration de la monnaie unique. « ING détient 17 % du marché en florins. Si nous ne bougeons pas, nous n'aurons que 1 % du marché en euros ».

Dans ses premières années d'existence, ING devait échapper au carcan d'un marché intérieur d'à peine 15 millions de consommateurs. Désormais, c'est l'Union monétaire qui mène la danse. Mais les défis réussissent visiblement au banquier d'Amsterdam. Après quelques déboires, le groupe a réalisé des coups de maître, dont le rachat de la Barings, une maison chargée d'histoire de la City, tombée en disgrâce par le manque de contrôle d'un de ses golden boys peu scrupuleux. Barings a ensuite causé des soucis à son nouveau propriétaire, mais elle a propulsé ING au sommet des grands noms de la finance en Europe, voire dans le monde.

Le groupe a profité de l'OPE pour publier en avance ses résultats pour les neuf premiers mois de 1997. Le bénéfice net a augmenté de 27 % à 2,96 milliards de florins. Avant impôts, le résultat de la branche bancaire affiche une croissance de 34,6 % et celui de l'assurance de 20,4 %. Les fonds propres ont augmenté de 38,6 %, à 49 milliards. Et ING revoit à la hausse son pronostic de croissance des bénéfices pour l'année entière entre 13 % et 15 %.

Alain Franco

## La faiblesse des places financières asiatiques déstabilise le yen

LA CHUTE des places asiatiques s'est poursuivie, mercredi 12 novembre. La Bourse de Hongkong a reculé de 3,96 %. Celle de Tokyo a terminé la séance en baisse de 2,73 % : elle a perdu 20,28 % depuis le début de l'année. A l'ouverture, les Bourses européennes, par contagion, s'écroulaient et ne reprirent que de très peu. Francfort cédait 1,39 % et Paris 0,63 %.

Le recul du marché des actions japonaises s'est accompagné, mercredi, d'un brusque accès de faiblesse du yen, tombé à 125,85 yens pour 1 dollar, son cours le plus faible depuis six mois.

Les investisseurs se montrent de plus en plus inquiets à propos de la situation économique au Japon. Déjà affaibli par le plan de rigueur budgétaire, destiné à assainir les finances publiques, l'économie japonaise souffre aussi de la crise monétaire et boursière en Asie du Sud-Est. Celle-ci joue à trois niveaux : elle va ralentir les exportations japonaises vers cette zone où un net ralentissement de l'activité est attendu ; elle va accroître les difficultés des banques japonaises, fortement engagées dans la région ; enfin, la chute, cet été, du baht thaïlandais, du ringgit malaisien, ou encore de la roupie indonésienne, et même la compétitivité des entreprises japonaises.

Le ministre nippon des finances, Hiroshi Mitsuzuka, a confirmé, il y a quelques jours, que l'économie de l'archipel est « à l'arrêt ». Les leviers budgétaire et monétaire étant bloqués - le taux d'escompte de la Banque du Japon se situe à 0,5 %, ce qui exclut une nouvelle réduction -, le seul moyen de redonner de l'oxygène à la deuxième puissance économique du monde consiste aujourd'hui, selon les analystes, à dévaluer le yen. On peut toutefois se demander si la Maison Blanche, irritée par l'augmentation des excédents commerciaux

japonais vis-à-vis des Etats-Unis et par l'imperméabilité du marché nippon aux produits américains, est disposée à tolérer un tel mouvement.

Le plongeon du yen a pour conséquence de mettre une pression supplémentaire sur le dollar de Hongkong. Pour maintenir la parité de leur monnaie avec le billet vert, les autorités monétaires de l'ancienne colonie pourraient être obligées de maintenir des taux d'intérêt élevés, ce qui risque de fragiliser le marché de l'immobilier et le système bancaire. Lundi et mardi, une petite banque de Hongkong, l'International Bank of Asia, a été victime d'une ruée de faillite.

Pierre-Antoine Delhommeau

## Les Empêcheurs de penser en rond et l'Information psychiatrique

vous invitent à une conférence-débat avec l'historienne américaine Jan Goldstein.

Le psychiatre, entre le prêtre, le juge et le charlatan

Le jeudi 13 novembre 1997 à 20 h 30 dans la grande salle de la Muralidore 21, rue Saint-Victor 75005 Paris

Discutants : Alain Carlier, historien de la psychiatrie, Georges Lemerle, Laetitia Lemerle, Jean-Paul Lemerle, Ilana Lerner, Jacques Pouchet, psychologue, Bernard Roudesseau, psychiatre, psychanalyste.

Institut Synthelabo

01.56.54.16.00

Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom

JOLY

Le spécialiste du droit des sociétés

01.56.54.16.00

Tout le droit des sociétés en 100 rubriques alphabétiques sur feuillets mobiles et sur CD Rom

JOLY

Le spécialiste du droit des sociétés



À L'ÉTRANGER  
Heurs et malheurs  
des jeunes Français  
à Hongkong  
page IV

# Le Monde

## INITIATIVES

JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

EMPLOI

ENQUÊTE  
Des milliers  
de jeunes exclus  
de toute couverture  
sociale  
page V

ANNONCES  
CLASSÉES  
page III  
et de VI à XVIII

## La longue marche des thésards vers l'emploi

Dossier. ▼ Des milliers de titulaires d'un doctorat ont du mal à trouver du travail ▼ Les différentes passerelles entre universités et entreprises manquent d'efficacité ▼ Les étrangers sont les plus pénalisés

**C**omme une mauvaise roue, il court les pires informations sur le sort des doctorants, ces universitaires qui sont allés jusqu'au bout de leurs recherches, ont soutenu une thèse et obtenu le titre enviable de docteur. Non sans fondement, il se dit que nombre d'entre eux ne trouvent pas facilement d'emploi, ou alors déqualifiés ou précaires, et qu'ils traînent dans des stages « post-doc » avec l'espoir, souvent vain, d'être enfin embauchés par le laboratoire où ils ont fait leurs études. Fine fleur de l'enseignement supérieur, consacré par la plus haute distinction qui soit, ils connaissent, paradoxalement, des difficultés d'intégration dans le monde du travail qui, selon les plus pessimistes, seraient à peu près équivalentes à celles des jeunes les moins formés. À cette différence près qu'on leur reproche, à eux, d'être trop spécialisés ou d'avoir des compétences tellement pointues qu'elles ne seraient pas utilisables par l'entreprise. Au comble de l'absurde, il y a les cas pathétiques de ces jeunes docteurs étrangers, qui représentent un tiers des neuf mille cinq cents thésards annuels, environ, et qui sont les premières victimes d'une forme d'ostracisme. Plus au chômage que les autres, plus précaires aussi, ils ne peuvent accéder à des postes publics en raison de leur nationalité et, aberration, n'ont guère plus de chances d'être recrutés dans leur propre pays où les postes sont encore plus rares. Quand ils existent.

Si le constat était aussi simple à formuler, il conviendrait alors de s'efforcer, dans un mouvement de saine réprobation. Car il serait évidemment intolérable que l'éducation nationale, qui se distingue déjà par sa faculté à fabriquer des exclus sans diplôme aucun, se singularise aussi par sa capacité à en produire parmi les plus diplômés. Mais, par bonheur, et sans qu'on puisse parler de psychose collective à ce propos, les horreurs ainsi colportées ne sont pas totalement étayées ou, plutôt, doivent être sérieusement nuancées. Dernier bilan en date, le Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) estime, par exemple, que, trente-trois mois après leur sortie de l'enseignement supérieur, le taux de chômage des docteurs est inférieur à celui des autres diplômés. En mars 1997, il était de 7,9 % pour les premiers et de 9,3 % pour l'ensemble, les DEA et les DES dépassant les 10 %.

Qui faut-il alors croire ? Tout le monde et personne, serait-on tenté de répondre, les indications chiffrées venant contredire les impressions de terrain, relayées par les observateurs et, surtout, par les responsables universitaires. Car chacun a, partiellement, raison. Quand, sur le plateau de Saclay, haut lieu de concentration de la recherche où sont menées des centaines de thèses par an, on estime que de mille à deux mille doctorants sont à la recherche d'un premier emploi, l'observation est forcément juste. À l'inverse, on peut également admettre que cette situation évolue avec le temps et que, par suite, les mêmes docteurs finissent par occuper un emploi stable dans des proportions très honorables. Il ne serait d'ailleurs pas illogique, s'agissant de formations aussi précises, que l'adaptation avec un poste de travail soit pour eux fatalement plus lente que pour d'autres.

Il faut également comprendre que la longue marche vers la thèse et le doctorat marque les comportements de son empreinte. Préoccupé par sa recherche, l'universitaire s'éloigne de la réalité quotidienne et ne se soucie pas de sa future insertion professionnelle, s'il ne la voit pas dans la poursuite de ses travaux. Intentionnellement ou pas, le corps professionnel entretient ce climat, y compris parce qu'il y trouve sa justification, le soutien pour ses propres recherches et, pourquoi ne pas le reconnaître ?, une main-d'œuvre consciencieuse. De part et d'autre, des illusions sont donc entretenues, parfois au mépris de la réalité et des débouchés professionnels possibles.

Tout cela ne prépare vraiment pas à l'insertion et les déconvenues sont d'autant plus grandes que, parvenus à ces niveaux, les doctorants acceptent mal d'éprouver des difficultés ou d'avoir à subir des périodes de chômage. Leur ego en souffre, mais cela se compense encore du fait qu'ils ont le plus souvent misé soit sur l'enseignement, soit sur la recherche publique, pour assurer leur avenir et qu'ils découvrent ne pas y avoir leurs chances. Car si l'essentiel des entrées dans la vie active se fait bien par cette filière, deux mille à deux mille cinq cents rejoignant chaque année des postes de maîtres de conférences ou de chercheurs et si, encore, il existe

un stock de quatorze mille postes pour les moins de trente ans, contre seize mille il y a peu, il n'en reste pas moins que ces opportunités sont insuffisantes pour répondre aux besoins. La solution consisterait alors à se tourner vers l'entreprise, elle-même hésitante mais plus intéressée qu'il ne semble a priori. Actuellement à la recherche des ingénieurs qui lui manquent, elle embauche d'ailleurs des docteurs et s'occupe qui foot très bien l'affaire. Seulement voilà, les deux parties manifestent une égale appréhension devant cette hypothèse, pourtant naturelle. Les employeurs, surtout de PME, envisagent mal d'avoir des collaborateurs d'un tel gabarit et veulent garder leurs distances avec des purs produits de la recherche fondamentale, par exemple. De leur côté, les docteurs imaginent rarement de se diriger vers l'industrie et le secteur privé qu'ils ignorent superbement. En conséquence, ils acceptent peu de franchir le pas mais, et les études du Cereq le prouvent, ceux qui se risquent à

Un thésard sur deux en situation précaire	
UN AN APRÈS LEUR THÈSE, LE DEVENIR DES DOCTEURS 1995	
POST-DOC (salarié dans un laboratoire)	1 738
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	414
ATER (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche)	984
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (hors ATER)	906
ORGANISMES DE RECHERCHE	925
ENTREPRISES	1 042
ADMINISTRATION	315
SERVICE NATIONAL	114
SANS EMPLOI	1 062
ÉTRANGERS RETOURNÉS AU PAYS	1 089

Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

## Saclay ou le paradis perdu

**L**e plateau de Saclay, au sud-ouest de Paris, pourrait être le paradis des thésards. Dans ce qui se veut la Silicon Valley à la française, plus de six mille étudiants suivent des formations de troisième cycle scientifique à l'université Paris-Sud ou dans les différentes écoles d'ingénieurs : Ecole polytechnique, Supélec, Sup'optique, Ecole nationale supérieure des techniques avancées... « Chaque année, l'université d'Orsay enregistre à elle seule entre quatre et cinq cents thèses », explique Hubert Coudane, président de l'université Paris Sud d'Orsay de 1983 à 1989, aujourd'hui directeur général d'Île-de-France, un pôle scientifique regroupant vingt établissements du sud-ouest de Paris. Les futurs thésards travaillent avec les chercheurs des laboratoires de ces établissements, auxquels s'ajoutent ceux de Thomson, du CEA, du

CNRS, attirés sur le plateau par ce qui est sans aucun doute l'une des plus fortes concentrations de personnel scientifique dans l'Hexagone. Ici, les employeurs potentiels, publics ou privés, cotent donc quotidiennement les futurs candidats aux postes qu'ils sont susceptibles d'offrir. Pourtant, selon Hubert Coudane, le plateau de Saclay compterait aujourd'hui « entre mille et deux mille doctorants » à la recherche d'un premier emploi. « D'année en année, le nombre de doctorants s'accroît, mais les débouchés restent rares, explique-t-il. Il faudra encore attendre trois ou quatre ans pour que des postes soient libérés grâce au départ à la retraite des plus anciens. D'ici là, les offres continueront d'être distillées au compte-gouttes. »

O. P.

Alain Lebaube

SOYEZ  
À L'AVANT-GARDE  
DE L'INNOVATION.  
RETROUVEZ-NOUS  
EN RUBRIQUE  
SECTEUR  
DE POINTE

The Hi-Speed Company  
recherche  
1000 candidats Hi-Speed.

Vite en dernière page



## L'insertion en entreprise est difficile

▼ En dépit d'efforts réalisés de part et d'autre, les jeunes docteurs sont mal préparés à affronter le marché de l'emploi

En un instant, l'atmosphère est générale. « C'est sévère », proteste, en contenant son propre fou rire, le jeune docteur en train d'expliquer à ses pairs et à un parterre de représentants d'entreprises tout l'intérêt d'un diffuseur de talc qui, situé dans le talon des chaussures de sport, éliminerait à tout jamais la terrible odeur olfactive des vestiaires d'après-match et des chambres d'adolescents. Mais participer aux doctoriales, c'est aussi une façon pour les doctorants de présenter des innovations susceptibles de créer des activités économiques nouvelles à des responsables de recherche-développement, à des hommes de marketing et à des financiers, dans le cas, de plus en plus probable, où ils auraient à chercher un emploi en entreprise.

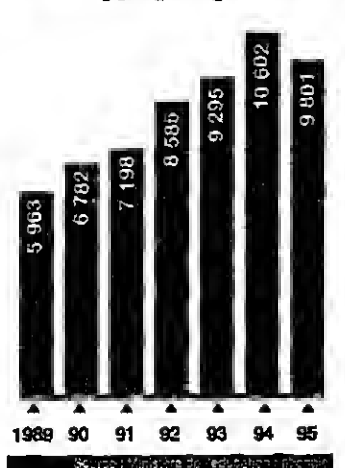
Car « la recherche publique embauche moins de la moitié des titulaires d'une thèse », explique René-Luc Bénichou de l'association Bernard-Gregory. La part des doctorants de 1994 placés en entreprise est passée de 13 % en 1993 à 17 % en 1996. « L'embauche, après une forte baisse, en 1993 et 1994, est revenue aux niveaux de 1988 et 1990 », constate-t-il. Et cette proportion devrait continuer à croître. « Les entreprises ne cherchent pas tout l'inventaire de l'innovation ou de toutes leurs composantes, industrielles, mais aussi gestionnaires, commerciales, etc. », explique Marc Gilet, directeur général d'Euroconsult, cabinet spécialisé dans le conseil en développement d'entreprise, c'est-à-dire la capacité à obtenir des ressources en savoir et savoir-faire qui existent déjà, à les combiner et à les intégrer à sa propre organisation. « Or les thésards sont formés à « rechercher et sélectionner les savoirs à l'échelle planétaire, à les synthétiser et à les transmettre ou à travers d'un travail d'équipe ».

La réalité est rarement conforme à cet idéal : la négligence des PME, le poids du lobby des ingénieurs et l'incapacité des grandes entreprises à innover laissent penser

que la croissance de l'emploi des thésards dans le privé devrait passer par la montée en puissance des sociétés d'ingénierie, de prestations de services et de recherche sous contrat, qui recrutent la moitié des thésards placés en entreprise.

Ce qui nécessite une véritable révolution dans la façon dont les thésards eux-mêmes, mais surtout l'université, conçoivent leur avenir. « Il est temps que chaque thésard, chaque laboratoire se pose la question de l'utilité sociale de sa production : s'agit-il d'alimenter « le bruit de fond » des publications destinées à améliorer sa carrière, ou d'apporter une véritable valeur ajoutée aux activités économiques et sociales ? », s'insurge Paul Rabette, responsable des relations industrielles à Paris-VI. « Il est criminel que l'évaluation des laboratoires par la tutelle se fasse au nombre de thèses, alors que cette tutelle est incapable de recruter le flot des thésards », renchérit Jean Lemerle, président de cette université. Les thésards forment cette « armée des ombres », dont le travail de fouille permet aux laboratoires, à leurs directeurs, d'inscrire de nouvelles publications à leur actif. Comment faire admettre

Les effectifs des thésards se stabilisent



Source: Ministère de l'Enseignement Supérieur

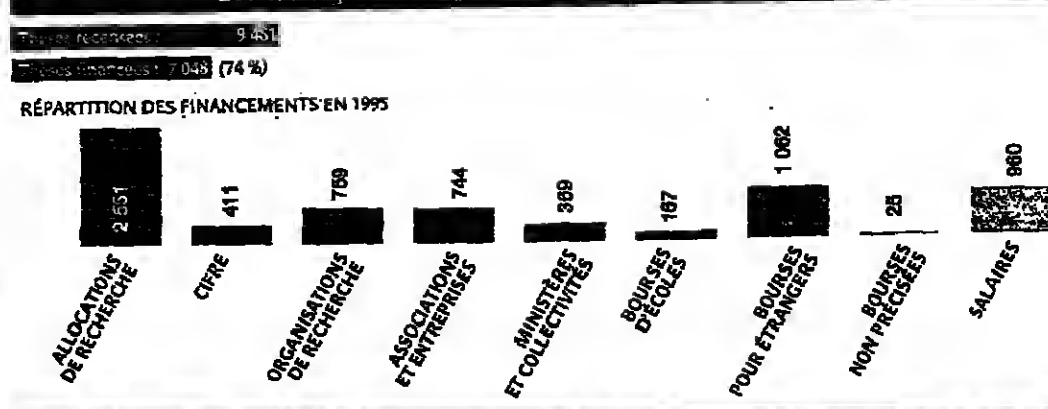
à ces derniers de distraire un peu de leur temps pour préparer leurs thésards aux réalités du marché de l'emploi ? Un certain nombre d'écoles doctorales, à Rennes, à Poitiers, à Paris-VI, ont introduit des enseignements sur les incitations économiques de la recherche, la propriété intellectuelle ou la création d'entreprise. Mais « le charge de travail d'un thésard est telle qu'il lui reste peu de temps pour établir les contacts qui lui seront nécessaires pour rechercher un emploi », constate René-Luc Bénichou. Certains patrons de thèse ont interdit à leurs étudiants de participer aux Doctoriales pour ne pas « perdre » cinq jours.

C'est pourquoi l'idée d'une « choré du doctorant » est de plus en plus souvent agitée. Un tel « contrat » est déjà en application à l'école doctorale des sciences pour l'ingénieur de l'université de Poitiers, et devrait être signé d'ici la fin de l'année à l'UTC : les laboratoires s'engagent à favoriser la recherche d'emploi de leurs thésards, par exemple par des simulations d'entretien, des visites d'entreprise, etc.

Mais les thésards eux-mêmes devront évoluer. Un grand nombre d'entre eux « voient l'entreprise sous les traits de la World Company des Guignols », caricature à peine Marc Gilet, et s'échinent à trouver un poste à l'université ou dans les grands organismes, en se brisant chaque année sur l'écueil de jurets toujours plus sélectifs. D'où la multiplication des solutions d'attente (post-doctorat, attaché temporaire d'enseignement et de recherche) qui conduisent le thésard à n'aborder le marché de l'emploi qu'à des âges avancés. Or, « les entreprises préfèrent toujours recruter un ingénieur de vingt-quatre ans qu'un thésard de vingt-neuf. Si l'on n'est pas sûr à 100 % de faire un parcours sans faute jusqu'à l'obtention d'un poste de maître de conférences ou de chercheur, mieux vaut chercher un emploi dès le DEA et le DESS », assure Jean Lemerle.

Antoine Reverchon

Les trois quarts des thèses sont financées



## Les thésards sont persuadés de n'avoir point de salut hors de la recherche

▼ La filière offre des débouchés restreints, mais les étudiants continuent à la plébisciter

Si, avant 1992, les docteurs étaient assurés d'obtenir un poste dans la recherche ou dans l'enseignement supérieur, la situation s'est fortement dégradée ces cinq dernières années. Sur les 9 500 étudiants qui ont soutenu leur thèse avec succès en 1995, seuls 2 000 à 2 500 d'entre eux ont été recrutés sur des postes de maîtres de conférences ou de chercheurs. Pourtant, des cohortes d'étudiants continuent à s'engouffrer en DEA puis en thèse. Parmi les disciplines générales, 38 % des maîtrises se prolongent par un DEA et 35 % des DEA par un doctorat. « C'est un peu comme un escalier, on est content de gravir chaque marche supplémentaire et on ne se soucie pas vraiment de ce que l'on va trouver au sommet », raconte Christèle, vingt-cinq ans, qui, après son DEA, travaille sur une thèse en biologie végétale, mais n'est plus aujourd'hui vraiment sûre de vouloir faire de la recherche son métier.

Non contents de s'engager dans cette filière aux débouchés restreints, la plupart des thésards, encouragés en ce sens par leur directeur de thèse, persistent à faire comme si de rien n'était. « Les formations doctorales privilégient les profils académiques : avoir le plus de

publications possible et une mention alors que ces critères ne sont obsolètes pas déterminants pour un emploi dans le privé », observe Vincent Mangematin, sociologue chargé de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) qui travaille sur l'insertion des docteurs. Nombreux sont ceux qui, une fois la thèse achevée, enchaînent sur un « postdoc » (stage postdoctoral) afin de patienter une ou deux années supplémentaires dans l'espoir de voir un poste de chercheur ou de maître de conférences se libérer.

Les coups d'accordéon budgétaires (Claude Allègre vient d'annoncer la création d'un million de postes), et surtout la pyramide des âges du corps enseignant des universités et des grands organismes de recherche, peuvent susciter un tel espoir. Mais, outre que l'accordéon peut se refermer comme il s'est ouvert, René-Luc Bénichou, de l'association Bernard-Gregory, met en garde : « Dans la recherche, l'âge de la retraite ne signifie pas forcément la libération du poste. Sur tout, ces emplois iront aux thésards frais émoulus, ce qui ne résoudra pas le problème du « stock » des plus anciens ».

Manque d'information ? Fuite

en avant par rapport à la situation du marché du travail ? Certitude qu'une solution individuelle sera toujours possible ? Les motivations sont difficiles à appréhender. « Le problème, c'est que, pendant trois ans, nous n'avons généralement qu'un seul objectif : finir notre thèse ; plus nous nous spécialisons, plus nous perdons contact avec tout le reste », explique Rachel Baudry, présidente de l'Association des thésards en sciences économiques de l'université de Montpellier.

Isolés dans leurs laboratoires, fragilisés par une recherche qui les déstabilise psychologiquement — « on ne sait jamais si on est dans le vrai ou dans le faux, on avance d'un pas et le lendemain on recule de trois », dit Christèle —, les thésards ont souvent le sentiment qu'ils ne savent rien faire, qu'ils ont passé des années à accumuler des connaissances théoriques sans avoir appris aucun métier. Faute d'être conscients que leur formation leur apporte des compétences transférables à d'autres activités, ils restent convaincus de n'avoir point de salut hors de la recherche.

Nathalie Mlekuz

## Les passerelles entre doctorants et secteur privé obtiennent des succès mitigés

▼ Les dispositifs passent peu à peu de l'aide aux employeurs au soutien aux créateurs d'activités nouvelles

Les pouvoirs publics sont depuis longtemps en quête des meilleurs moyens de rapprocher le monde de la recherche de celui des entreprises, afin d'inciter ces dernières à innover, tant dans leur production que dans leur organisation, pour demeurer compétitives sur le marché mondial. L'un de ces moyens, parmi d'autres, est le recrutement de thésards dans l'entreprise.

Au début des années 80, cette politique prend la forme d'aides versées aux employeurs de thésards, PME (aides de l'Agence nationale de valorisation de la recherche-ANVAR) ou grandes entreprises (conventions industrielles de formation par la recherche-Cifre). Ces dernières, par exemple, mobilisent autour d'un projet industriel trois partenaires : une entreprise, un étudiant et un laboratoire de recherche. En partenariat avec un laboratoire extérieur, l'entreprise confie une mission de recherche-développement (qui donnera lieu à une soutenance de thèse) à un diplômé de niveau bac+5. Qu'il soit embauché en CDI ou pour un CDD de trois ans, le doctorant perçoit une rémunération brute d'au moins 130 000 francs annuels. En échange, la société bénéficie d'une subvention annuelle de 94 200 francs, allouée par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT).

**PRIX CASSÉS**  
Depuis 1981, 6 000 conventions ont été signées, dont 700 en 1997. « Les Cifre permettent de conjuguer la préparation de la thèse avec une première expérience professionnelle : en ce sens, il s'agit en quelque sorte d'un prérecrutement »,

explique Madeleine Chambon, à l'ANRT. A ce titre, que l'embauche n'est pas obligatoire : si 75 % des jeunes chercheurs poursuivent leur activité professionnelle dans l'industrie, moins de 50 % le font dans la même entreprise. Pour Jean Lemerle, président de Paris-VI : « Les Cifre sont trop souvent l'objet d'une dérive inquiétante : des PME n'y ont vu qu'un moyen de recruter l'équivalent d'un ingénieur à prix cassé, sans adapter de démarche d'innovation ; d'autres font succéder les Cifre sur des missions de R & D, sans en recruter aucun. » Quant à l'Anvar, elle a dernièrement éten-

du son aide au recrutement à tous les diplômés bac+5, y compris les ingénieurs, tant elle s'est heurtée à la résistance de PME peu enclines à recruter des thésards jugés trop spécialisés, et surtout plus diplômés que... le patron !

**DISPOSITIFS DE SOUTIEN**  
Ces constats, et surtout les difficultés croissantes des thésards à décrocher un poste dans la fonction publique, ont alors ouvert la voie à des dispositifs de soutien aux thésards eux-mêmes, et non plus à leurs employeurs potentiels.

C'est ainsi que sont nées en

1995, à l'initiative du ministère de la défense et reprises en 1996 par l'éducation nationale, les doctoriales. Environ 80 thésards, toutes disciplines confondues, se réunissent, cinq jours durant, en séminaire résidentiel. Au programme, travail de groupe, études de cas, visites d'entreprises, rencontres avec des acteurs de la vie économique (responsables de sociétés, DRH, présidents de chambres de commerce, thésards travaillant dans le privé...) : chacun doit pouvoir commencer à tisser un réseau de relations professionnelles.

En 1997, une vingtaine de

doctoriales auront accueilli 2 000 doctorants. Offerts aux intéressés, ces séminaires sont financés à 50 % par le ministère de l'éducation nationale (6 millions de francs en 1997, somme portée à 8 millions en 1998) et à 50 % par les laboratoires qui bénéficient éventuellement de subventions de collectivités locales ou d'entreprises. « Outre qu'elles contribuent à les aider à lever le nez de leur poilsse, ces sessions agissent comme un « déclic » sur les intérêts qui se mettent alors à préparer sérieusement leur projet d'avenir, trop souvent négligé jusque-là. Il s'agit de leur montrer que l'entre-

prise n'est pas un désert intellectuel, qu'il y a des tâches passionnantes à y accomplir », plaide Roland Tixier, responsable des doctoriales à l'association Bernard-Gregory.

Mais le ministère de l'éducation nationale entend jouer encore plus avant la carte de l'initiative des thésards eux-mêmes. En juillet dernier, un appel à propositions a été lancé aux universités, afin qu'elles encouragent « le développement de mécanismes d'accompagnement pour des étudiants porteurs de projets de création d'activité ou d'entreprise ». Signé du directeur général des enseignements supérieurs, Christian Forestier, le texte souligne que les jeunes doctorants doivent « être obligatoirement inclus dans le champ du dispositif » et conclut : « La création d'activité, dont la création d'entreprise est un des aspects, doit être valorisée par les universités en tant que perspective d'insertion sociale et professionnelle. » Le ministère a déjà reçu une douzaine de dossiers à ce jour.

**« START-UP »**  
L'université technologique de Compiègne et l'université d'Amiens viennent ainsi de lancer ensemble Secant, société anonyme dotée de 4 millions de francs, dont le but est de financer le premier tour de table de « start-up » créées par leurs étudiants. Leur principal partenaire financier, la Caisse des dépôts et consignations, souhaite essayer ce type de structures sur une dizaine de campus universitaires. Et le ministère pourrait reprendre l'idée d'un tel fonds au niveau national.

M.-C. B.

P. Ba. et A. Re.

## Un parcours du combattant pour les étrangers

Chaque année, la France — dont l'enseignement supérieur ne compte que 1 % d'étudiants étrangers — conduit au doctorat quelque 3 000 jeunes chercheurs venus des quatre coins du monde, soit un peu moins d'un tiers de chaque promotion. Cette population connaît des difficultés particulières. Daniel Martinelli, du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) a récemment suivi le cheminement de la promotion de 1994 jusqu'à mars 1997. Une enquête difficile : la plupart des diplômés se sont révélés injoignables, notamment ceux qui ont quitté la France. L'exactitude statistique est donc inaccessible mais les réponses obtenues — une soixantaine — donnent une idée de la situation.

Elle est sombre : « Au bout d'un peu moins de trois ans de vie active, 36 % connaissent encore le chômage, alors que les Français ne sont plus que 8 %. L'emploi précaire est le fait de 38 % (contre 21 %). Les salaires médians se montent à 10 000 francs ou lieu de 12 200 ».

Cela tient probablement, juge-t-il, à ce que les différences culturelles restent une barrière

forte pour les postes de haut niveau. Moins bien identifié que le racisme, ce rejet feutré conduit à ne « voir » le candidat étranger que quand il s'impose par son excellence ou la rareté de son bagage. Le coup de frein est renforcé par les difficultés administratives que laisse prévoir l'embauche. « L'employeur, explique Patrimoine Ndaye, un mathématicien sénégalais en « postdoc » à l'Inria, sait qu'il doit être prêt à défendre son poulain devant l'administration et qu'il lui fera attendre le réponse deux ou trois mois, le temps de vérifier qu'il n'existe pas de François candidat valable pour le poste ».

René-Luc Bénichou de l'association Bernard-Gregory pointe de son côté deux handicaps importants : « Tous les métiers qui tournent autour de la défense nationale et de la recherche-développement leur sont fermés, et ce n'est pas peu. Certaines thèses n'ont pratiquement aucune chance de trouver une valorisation ni en France ni dans le pays d'origine des intéressés. Et nous regrettons de constater que les directeurs de thèses ne s'en préoccupent pas. »

Cela dit, tout étranger peut librement postu-

ler à un poste de l'enseignement supérieur, du CNRS, de l'Inserm, et de toutes les grandes instances de la recherche et dans tout le secteur public.

La loi française se borne en général, dans les cas « sensibles », à imposer une enquête avant l'entrée dans le saint des saints. Papatimom Ndaye a travaillé un temps au CEA, souligne qu'il voit beaucoup d'étrangers en poste à l'Inria, et compte tenter bientôt sa chance tant dans le public que dans le privé. Lucide sur ses risques d'échec, mais gardant l'espoir.

Le second handicap noté tant par René-Luc Bénichou que par les intéressés est l'absence de l'insuffisance des bourses qui oblige beaucoup de doctorants étrangers à travailler. Ces derniers soulignent la difficulté de cumuler une recherche avec, par exemple, un poste de veilleur de nuit. Reste un autre risque : la prolongation de leurs études les conduit plus tardivement sur le marché du travail, réduisant leurs chances d'embauche.



مكتدا من رلاصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / III

## Le monde des cadres

### 2 RESPONSABLES MARCHÉ

Filiale d'un important groupe international de services professionnels (CA : 10 Milliards de francs), nous sommes spécialisés dans la conception, l'intégration et l'exploitation de systèmes informatiques de gestion de process logistiques pour une clientèle d'industriels, de transporteurs et de distributeurs. La réputation de notre expertise en France comme à l'étranger, nous conduit à une forte croissance et à la création de filiales dans chacun des principaux pays Européens.

Ainsi nous recherchons aujourd'hui 2 Responsables Marché.

Leur mission sera de contribuer au développement de l'entité nationale qui les concerne, en mobilisant les ressources des services centraux de la société en France pour réaliser les prestations qu'elle aura commercialisées. A 30/40 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée de la culture professionnelle du pays concerné. Vous avez dirigé des projets de prestations de services complexes, pas nécessairement informatiques, nécessitant l'étude approfondie de la problématique, des contraintes et des attentes des clients. Vous avez un tempérament d'entrepreneur, d'animateur et de facilitateur, ayant la volonté de vous impliquer fortement dans une équipe ambitieuse en matière de croissance et de réussite.

- Français, Anglais et Allemand ou Italien courants impérativement.  
- Lieu de travail : Nantes, Paris et étranger (nombreux déplacements).

AMSTERDAM  
BALTIMORE  
BARCELONA  
DALLAS  
FRANKFURT  
HONG KONG  
LONDON  
LOS ANGELES  
NEW YORK  
PARIS  
SAO PAULO  
SYDNEY

**SCI**  
A division of  
Stanton Chase  
International

Merci d'adresser votre candidature + photo sous référence 107 LM à

NOTRE CONSEIL STANTON CHASE INTERNATIONAL

TOUR GAMMA A - 193 RUE DE BERCY - BP 410 - 75560 PARIS CEDEX 12.

### Documentaliste junior

au sein d'un groupe agro-alimentaire

PARIS

Le Service Documentation exerce une mission d'information en interne et en externe sur nos marchés et notre environnement, dans une démarche d'intelligence économique, à partir de bases de données nationales et internationales. Nous recherchons, pour assister notre responsable, un jeune documentaliste qui sélectionnera et diffusera les informations, fera les recherches documentaires et mettra à jour une banque de données interne. Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés - Maîtrise en documentation et information ou équivalent - avec une expérience réussie en entreprise de 2 à 3 ans dans des fonctions similaires. Rompus aux techniques documentaires et à l'outil informatique, ils maîtrisent l'anglais. Force d'analyse et de synthèse, curiosité intellectuelle, grande disponibilité, assidue relationnelle, talents rédactionnels, autant d'atouts requis pour ce poste.

Merci d'adresser votre CV + CV à TAILLANDIER CONSEIL - 34, rue de Pontfieu - 75008 PARIS, sous la référence 9014.

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

PARIS - BORDEAUX - LYON - REIMS - TOULOUSE - CARABES

Entreprise  
de l'Economie  
de la Santé  
(1 500 personnes)  
en pleine  
mutation  
recherche  
pour son siège  
parisien

Au sein de cette fonction clé, vous superviserez les activités d'assurance maladie, d'action sociale, de caution bancaire et de diffusion des nouveaux produits (Assurance Vie, de biens, Retraite, ...) répartis sur 3 services du siège et 93 établissements.

En véritable manager, vous saurez, par la pertinence de vos propositions, votre sens de l'écoute et de l'analyse, instaurer une solide relation de partenariat avec votre équipe pour la conduite de projets.

De formation supérieure BAC + 5, vous avez acquis une double expérience :  
- Gestion de projet (Consulting, développement de nouvelles activités)  
- Gestion de services de prestations, de préférence en Assurance Maladie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous référence 118373 à EURO RSCG FUTURS - 2 rue de Marégo - 75001 PARIS, qui transmettra.

### Responsable de la production des prestations

Leader mondial dans le domaine de  
l'immobilier de la Terre par satellite,  
nous commercialisons des  
produits et services  
d'information, nous  
recherchons notre

**SPOT  
IMAGE**

### Responsable du Département Ventes et Distribution (H/F)

France et Export

- capable d'impulser une véritable dynamique, vous saurez :
- conduire un programme ambitieux de développement des ventes,
  - participer à l'élaboration de la politique commerciale,
  - manager une équipe de 25 personnes,
  - optimiser et animer le réseau mondial des distributeurs et agents,
  - vous impliquer dans les négociations et le suivi des principaux clients.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, vous avez une expérience similaire réussie d'au moins 5 ans dans un environnement international.

Anglais indispensable.

Poste basé à Toulouse. Nombreux déplacements à prévoir.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser CV, lettre de motivation, photo et rémunération souhaitée à SPOT IMAGE - SRH - BP 4369 - 31030 TOULOUSE cedex 4 ou Email Dge.Srh@spotimage.fr

## Concours La Poste

13 décembre 1997

diplômés bac + 3

Rechercheront  
des  
experts

Des spécialistes  
comme vous.

On ira loin ensemble.

LA POSTE RECRUTE AU NIVEAU DEPARTEMENTAL

300 postes de cadres sont offerts par voie de concours dans les domaines suivants :  
Marketing-Vente, Ressources Humaines-Communication, Informatique, Réseau des bureaux de Poste, Organisation-Méthodes, Contrôle de Gestion-Comptabilité, Maintenance Technique.

- Diplôme requis : BAC +3
- Date de clôture des inscriptions : 20 novembre 1997
- Date des épreuves écrites : 13 décembre 1997

La Direction de La Poste du département  
où vous souhaitez obtenir un emploi est à votre disposition  
pour répondre à toutes vos questions.

Vous pouvez également vous adresser au numéro vert :

**NOVOT 800 24 05 34**

Les dossiers de candidature sont à retirer dans les  
bureaux de Poste ou les directions départementales  
de La Poste.

**LA POSTE**  
On a tous à y gagner

### Carrières internationales

#### CSC Pinnacle Alliance

Computer Sciences Corporation (CSC) is a multi-billion dollars information technology services company with over 44 000 employees in 600 offices around the world. Outsourcing plays a significant part in the company's operations and the Pinnacle Alliance of CSC and four other turn-key companies is a key account in this business.

Pinnacle Alliance manages many of the IT functions of JP Morgan, a leading global investment bank. CSC is responsible for supporting the infrastructure and is currently offering outstanding career opportunities in the City of London for Desktop, NT, Novell, UNIX Support specialists and Sybase Database Administrators.

#### Another day may be too late...

To apply send a copy of your CV to Gerry Puttock, Recruitment Manager, CSC Pinnacle Alliance, 60 Victoria Embankment, London ENGLAND EC4A 3DF.


Relocation assistance to the UK is available.

FAX : 44 (171) - 325 7133 - E-mail:puttock-gery@jpmorgan.com

**CSC**

Computer Sciences Corporation

**\$300 MILLION OF BUSINESS  
PROCESSED EVERY DAY  
IN THE CITY OF LONDON  
BY PINNACLE ALLIANCE  
FOR JP MORGAN...**









**Enquête.** La législation a normalement tout prévu, mais le manque d'informations et la complexité des dispositifs découragent les plus défavorisés

docteur Jacky Mamou, président de Médecins du monde, indiquant que les Jemmes reçoivent à la mission France soit « les plus pauvres des plus pauvres ». « L'accès à la Sécurité sociale vient après, ajoute-t-il, et en fait, toujours en situation d'urgence, quand surgit un problème de santé. »

A côté des divers modes d'accès au régime général existe un filet de sécurité, l'assurance personnelle, à laquelle toute personne résidant sur le territoire français peut souscrire si elle ne dépend d'aucun autre régime. Fin 1996, environ 51 000 jémmes de moins de 25 ans y

Mais alors, où se trouve le chaînon manquant ? C'est l'information, en premier lieu, qui pêche. « Le principal problème est que les structures en contact avec les jeunes - missions locales, clubs de prévention, etc. - ne les interrogent pas systématiquement pour faire le point sur leurs droits », regrette-t-on au ministère de l'Emploi. La complexité de la machine qui oblige le jeune à suivre un véritable parcours du combattant est aussi en cause. « Le paradoxe, c'est que pour mener à bien une démarche, il faut avoir une habileté à se mouvoir dans l'appareil administratif » alors que ces jeunes, justement, ont des handicaps sociaux », relève Philippe Georges, sous-directeur de l'accès aux soins à la direction de la Sécurité sociale du ministère. « Il faut que le jeune ait de la conviction pour aller jusqu'au bout, ajoute Annelette Lesprit, assistante sociale à MSF. Toutes les démarches ne se font pas sur le même lieu et les droits ne sont pas

Le cas des jeunes en rupture familiale illustre bien cette complexité. N'ayant plus de contacts avec leurs parents, ils ne peuvent, ou ne veulent, bénéficier du statut d'ayant droit car celui-ci nécessite une démarche de l'assuré auprès de sa caisse primaire d'assurance maladie (CPAM). La solution, c'est le statut d'ayant droit majeur autonome.

Le jeune fait alors lui-même la demande de carte autonome au-

**LES CONTRATS EMPLOI-SOLIOARITÉ (CES),** les stages d'insertion et de formation à l'emploi (SIFE), les associations intermédiaires (AI) parviennent-ils à corriger les handicaps dont ont été victimes, sur le marché du travail, leurs bénéficiaires ? La Dares, qui constate que *« les trajectoires sont plutôt dans la ligne des parcours antérieurs »*, est assez pessimiste. Accueillant des jeunes ou des femmes sans qualification, des travailleurs âgés, tous victimes de périodes de chômage plus ou moins longues entrecoupées d'emplois précaires, ces trois dispositifs de la politique de l'emploi conduisent leurs bénéficiaires... vers des parcours à peu près similaires. Sur un échantillon de 20 000 personnes entrées en CES et en SIFE en mars 1994, 37 % des premiers et 49 % des seconds avaient certes un emploi en septembre 1995. Mais respectivement 26 % et 42 % de ces emplois étaient aidés, tandis que 55 % et 51 % des emplois non aidés étaient des contrats à durée déterminée et des missions d'intérim. Surtout, 43 % des CES et 33 % des SIFE n'ont occupé aucun emploi depuis leur sortie du dispositif, et 14 % des premiers et 19 % des seconds ont alterné emplois et périodes de chômage. De même, si 77 % des salariés des associations intermédiaires occupent un emploi un an après leur passage dans une AI, 46 % l'ont obtenu... dans une telle association, 9 % sont en CDD ou en intérim, 12 % en emploi aidé et 23 % n'ont pas d'emploi. Au-delà de ce bilan plutôt décevant, la Dares a cependant repéré de véritables apports : ainsi, plus d'un quart des CES sont réembauchés par le même employeur sous des statuts différents, ce qui indique que le dispositif a permis la création d'un emploi correspondant à un réel besoin. De même, la prolongation de l'activité dans une association pourtant *« intermédiaire »* indique que celles-ci sont devenues *« des lieux durables »* d'exercice d'un emploi salarié. Enfin, tous ces dispositifs ont, selon les bénéficiaires eux-mêmes, une fonction *« de réinsertion sociale grâce à la rupture de l'isolement provoqué par le chômage »*.

*Premières synthèses n° 33.2 et 43.1.*

**52 % DES 946 CADRES REPRÉSENTATIFS** de leur catégorie interrogés par la Sofres pour Syntec Recrutement, organisation professionnelle des cabinets conseil en recrutement, avaient déposé un dossier de candidature auprès d'un de ces cabinets alors que, disposant d'un emploi, ils désiraient seulement en changer. Près de 60 % d'entre eux ont changé deux fois ou plus d'entreprise au cours de leur carrière (11 % plus de cinq fois), plus de 50 % au moins deux fois de secteur d'activité. 82 % avaient déjà eu recours à un cabinet, mais 52 % n'ont jamais trouvé un emploi par cet intermédiaire (28 % une seule fois). 16 % ont été appelés directement par un cabinet, alors que 57 % sont entrés en contact par l'intermédiaire d'une réponse à une annonce d'offre d'emploi. Les cabinets restent cependant perçus comme un conseiller de l'employeur plutôt que du cadre, puisque 89 % estiment que leur mission prioritaire est d'*« aider l'entreprise à trouver le meilleur candidat pour le poste à pourvoir »*, et 11 % seulement qui'elle est d'*« aider le candidat à trouver une opportunité qui lui convient »*.

■ **LES ÉDITIONS DALLOZ** édite une version électronique sur CD-ROM (PC uniquement) de l'intégralité du Code du travail, complété des arrêts de jurisprudence, de textes complémentaires, de bibliographies et d'extraits de onze autres corpus de textes de lois, règlements et décrets. La navigation hypertextuelle excelle dans le type de recherche dont ont besoin les étudiants (et les étudiants) en permettant d'accéder sur un même thème des ressources documentaires d'origines variées. Elle permet également divers modes de recherche : table des matières, mots du texte intégral, table des mots-clés, numéros d'articles, textes complémentaires ou jurisprudence. Prix : 348 F TTC.

■ **LE CENTRE DE PRÉPARATION** de l'ingénieur au management (CE-PRIM), l'une des premières formations double compétence, fête son 10<sup>ème</sup> anniversaire. Cet Institut du Conservatoire national des arts et métiers propose à 25 candidats sélectionnés parmi des ingénieurs et scientifiques ayant au moins cinq années d'expérience professionnelle une formation en deux ans, concentrée sur les vendredis et samedis matin, aboutissant au diplôme d'études supérieures de management pour ingénieur (DESMI), diplôme universitaire de troisième cycle.

Renseignements : 01.40.12.75.59/01.40.12.75.59

● **ORIENTATION.** Toujours à la recherche de nouvelles tribunes pour faire passer l'information, l'Onisep s'est associé avec les Fnac de Nîmes et Montpellier pour organiser des conférences-débats sur les métiers et les filières, en alternance dans les deux villes : la communication le 23 janvier 1998 à Montpellier, le nucléaire le 25 février, la mobilité le 18 mars, les jobs d'été le 1<sup>er</sup> avril, l'armée le 29 avril, l'agriculture le 20 mai, l'humanitaire le 10 juin. Le Languedoc-Roussillon est la région où le taux de chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans est le plus élevé.

● **EMPLOI.** La création de nouveaux emplois est-elle entravée par les freins légaux, réglementaires et conventionnels ? Faut-il apporter des modifications à ces textes pour lever ces entraves supposées ? Raymond-Pierre Bodin, président du conseil d'administration de l'ANPE, mais aussi DRH de Rhône-Poulenc Rorer France, interviendra sur ces délicates questions le 27 novembre à la Maison des ressources humaines d'Eybans (Isère).

Renseignements : 04-76-25-80-24.

● **CAPITAL-RISQUE.** Le Sommet international du capital-risque, réuni à Sophia-Antipolis les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1998, sera l'occasion pour des créateurs d'entreprises à contenu technologique de présenter leurs projets à un panel d'investisseurs venus de France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Etats-Unis et Québec. Les participants feront également le point sur l'évolution des activités de capital-risque dans le monde, sur les possibilités de financement international et sur les perspectives de création de nouvelles activités dans quatre secteurs de haute technologie : informatique ; sciences du vivant ; opto-électronique, composants et semi-conducteurs ; aéronautique et spatial.

● **FORMATION PROFESSIONNELLE.** Olivier Marchand (Dares), Claude Thiblot (DEP), Bertrand Schwartz (*Moderniser sans exclure*), Rose-Marie Van Lerberghe (DEP), Danielle Kaiserbrunn (Bernard Brunhes), Edith Cresson et Martine Aubry seront parmi les conférenciers de la V<sup>e</sup> université d'hiver de la formation professionnelle, du 21 au 23 janvier 1998, à La Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes). Outre ces conférences, l'université propose dix ateliers thématiques : la création d'emplois, la validation des compétences, le rôle de la formation dans les entreprises confrontées au changement, l'Europe, l'articulation emploi-formation, les fonctions de la formation, les nouvelles technologies de la formation, les initiatives territoriales, l'information sur les professions, la contribution de la formation à l'insertion professionnelle.

Renseignements : Centre Info, 01-41-25-22-22.

**Q**uand les jeunes ne viennent pas à nous, c'est à nous de trouver les moyens d'aller à eux. Pour être responsable d'une PAIO (permanence d'accueil, d'information et d'orientation), ce jugement pourrai bien être repris par tous ceux qui, sur le terrain, s'adressent aujourd'hui aux jeunes en « errance » qui, pour des raisons multiples, ne s'adressent jamais aux structures faites pour les accueillir, les orienter, ou tout simplement les informer, ou tout les deux. Placés dans des pins de quinze ans, au cœur du dispositif public d'aide aux jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans, les missions locales et les PAIO tentent de bien que mal de trouver des réponses à cette mission.

plastique ou de musique ont été créés, en partenariat avec les acteurs du secteur social. Regroupés aujourd'hui au sein de l'association Artis-Tic - Tic pour «Tous invités à créer» — «ces ateliers n'accrochent pas les jeunes sur le thème de la santé. Ils ont pour vocation de les attirer par l'art... et l'envie de sortir de leur isolement. Mais, en étant attentif, on peut aussi en profiter pour déceler des problèmes de santé chez certains d'entre eux».

Par le biais de la mission locale, ces jeunes peuvent alors soit entrer en rapport avec le correspondant social de la CPAM (Caisse primaire d'assurance-maladie) pour faire valoir leurs droits à la protection sociale, soit s'adresser directement à une conseillère technique de la mission pour sol-

cier, comme le Fonds d'aide aux jeunes.

A côté de ce type d'initiative indirecte, parvenir à rencontrer des jeunes en grande difficulté peut également passer par un renforcement des structures d'accueil dédiées à la santé dans les missions locales. Certaines d'entre elles ont ainsi choisi, depuis quelques années, de créer en leur sein «un espace santé» mais «le fait d'être permanents n'est pas de nos moyens plus importants ne suffit pas forcément pour toucher ces jeunes; il faut associer ces moyens à des initiatives valantristes», précise Jeanne Bernier, infirmière à l'espace santé de la mission locale de Reims.

En 1995, celle-ci décide de lancer une opération santé intitulée «Aller à la rencontre des jeunes»

L'espace santé Jeunes de la mission locale de Valence (Drôme) est situé au cœur même du quartier défavorisé des Fontbarlettes. Créé en 1994, en partenariat avec le service hygiène et santé de la ville, ce lieu d'accueil « a délibérément été installé à proximité des jeunes les plus en difficulté, ceux qui ne s'adressent pas spontanément aux structures existantes », explique Claude Gulgnet, permanent à la mission locale et responsable du dossier santé. Mais si elle est un atout de poids, la situation géographique de l'espace santé ne suffit pas. « Aller à la rencontre de tous les jeunes qui ne se soignent pas ou n'ont même pas de couverture sociale exige aussi de construire de nombreux partenariats », poursuit Claude Gulgnet. La mission a donc particulièrement investi dans les contacts, avec les éducateurs de l'association Sauvegarde de l'enfance pour entrer en rapport avec les jeunes sans domicile fixe, avec les assistantes sociales pour aider les jeunes à obtenir une protection sociale, avec les centres médicaux sociaux (CMS), avec les services hygiène et santé : « Le travail avec tous ces relais démultiplie véritablement notre influence », conclut-il.

**REPÉRAGE DÉLICAT**  
C'est juste-tem dans le domaine de la santé que cette «rencontre» est la plus problématique. «Déjà, les jeunes qui viennent jusqu'à nous ne parlent que très rarement de leurs problèmes de santé, explique Marie-Mérel, directrice de la mission locale de Pompey (Meurthe-et-Moselle). C'est dire si, pour les autres, le repérage est délicat. En fait, il nous faut trouver d'autres prétextes pour les rencontrer. C'est dans cet esprit qu'à l'échelle de son secteur — un territoire de 14 communes, situées au nord de Nancy, soit 65 000 habitants —, la mission locale a été à l'origine d'un programme baptisé «Art-thérapie», ateliers d'écriture, d'art

marre en tout  
loi d'Etat, et  
que mon mari  
tard, elle m'a  
Aujourd'hui  
chûme de m'  
ou elle m'a  
Patricia, m'ap  
28 Mars 1942

Mais c'est  
encore l'air  
dans le tra  
Le mari m'a  
des plus  
tout m'a  
commencer  
m'a  
luc - exp  
chez Adrien  
les jours  
ecoles d'  
destinées  
croyant  
seigne m'a  
mément  
banque  
jeunes d'  
sachant  
Marius  
employé  
n'est pas  
travail  
une seule  
thèse de  
d'un m  
jeune  
thèse, ap  
four-ur de  
n'avaient  
payer.

Mais d  
jeune p  
long a  
de Ragn  
faire un  
le Hosi  
depuis le  
Chine, le  
le m  
et accor  
cump  
travail  
ter dans  
vient tr  
ment pa  
Lettre

avec la redoutable  
 travail.  
 ■ L'emploi.  
 Plutôt leur action  
 d'apporter  
 avant un point  
 tique, et à la  
 négative.  
 ■ Les hommes  
 et à savoir  
 quelle est la  
 contrepartie  
 temps de la  
 l'emploi.  
 ■ Quelle est la  
 marge de manœuvre  
 cible. Au moment  
 d'achat, par exemple,  
 distance et  
 sans démissionner  
 social.  
 ■ La transition  
 don permet  
 l'exemple de  
 par exemple  
 possible, et  
 du temps de  
 sation sur  
 d'analyse  
 me peut-être  
 l'usage - à la  
 terrain.

Frédéric Proust  
 1998  
 Pierre de  
 nombre de  
 d'argent

**VIDÉOS - LIVRES**  
 et CD Rom  
 vidéos  
 livres

**VIDEOS - LIVRES**  
CD Rom  
vidéos  
livres



## Les voyages d'affaires altèrent la santé et augmentent le stress

Management. Les experts médicaux commencent à peine à en prendre la mesure. Une étude de la Banque mondiale souligne l'importance du problème

Visiblement c'est l'ampleur du phénomène qui a surpris. Lorsque la Banque mondiale a décidé de lancer une étude (*Medical Insurance claims associated with international business travel*, Bernhard Lisse, Kenneth A. Mundt, Linda D. Dell, Lorraine Nagy, Bernard Demure) sur la manière dont les voyages fréquents à l'étranger pouvaient affecter ses salariés, l'organisation internationale se doutait bien que les itinéraires étaient certainement plus exposés que les sédentaires. Mais les résultats qui ont été récemment publiés mettent le doigt sur une dérive importante.

Les experts de la Banque mondiale se sont penchés sur le cas de plus de 10 000 de leurs employés (consultants, chargés de mission...) qui se sont régulièrement rendus ces dernières années à l'étranger pour leur travail. Du tout venant pour une institution et qui organise chaque année quelque 18 000 missions internationales. Conclusion : les employés (hommes) qui voyagent beaucoup font 80 % de plus de demandes de remboursements médicaux que les autres. Pour les femmes, le différentiel n'est que de 18 %. Autre diagnostic défavorable, la mobilité provoque davantage de stress et de tensions psychologiques et les salariés-voyageurs consultent deux fois plus en ce sens que leurs collègues.

Ces chiffres vont bien au-delà des répercussions classiques associées depuis longtemps par le corps médical aux pathologies du voyage. Les changements de climat et d'environnement, le décalage horaire, les angoisses liées aux objectifs à tenir au cours de la mission

fragilisent un individu qui doit aussi faire face aux maladies infectieuses et endémiques. Parmi les risques les plus courants identifiés par le rapport de la Banque mondiale, on trouve donc naturellement ceux liés à des parasites ou à des régimes alimentaires fantaisistes, les problèmes de dos provoqués par l'immobilité, les ennuis vasculaires et les infections respiratoires causées par le recyclage de l'air en avion.

Et tout cela va en empirant en fonction du nombre et de la fréquence des déplacements. Les consultations médicales aug-

mentent alors particulièrement pour des blessures au dos, des entorses, des foulures, des claquages musculaires ainsi que pour des conjonctivites ou encore des maladies de peau.

Les médecins de la Banque mondiale ont été particulièrement surpris par les résultats liés à l'impact

psychologique des voyages d'affaires. L'augmentation du stress s'explique de différentes façons : s'exprimer dans une langue étrangère en permanence, des négociations financières ou commerciales qui peuvent durer des heures et bien évidemment la séparation d'avec les amis et la famille qui renforce le sentiment d'isolement.

Les auteurs du rapport ont essayé de comprendre concrètement comment les demandes de remboursements médicaux variaient néanmoins autant. Ils avancent plusieurs explications « pla-

tion et s'assurer, enfin, de ne pas couvrir une maladie délicate à soigner dans des pays où l'infrastructure hospitalière laisse souvent à désirer.

De même, admet l'étude, à leur retour, ils se montreront sensibles à la moindre alerte physique, aussi minime soit-elle, et iront voir un praticien pour vérifier si aucune maladie dangereuse n'a été contractée au cours du séjour. « Mais tout ceci, convient le rapport, ne permet pas de tout expliquer. Et ce "vide" constitue en soi l'un des aspects les plus importants de l'étude ».

La Banque mondiale prévoit donc de mener une recherche supplémentaire qui s'intéresserait plus précisément aux questions de la nationalité des voyageurs, des destinations des missions, de leur but ainsi qu'à l'importance du décalage horaire. L'objectif étant de croiser l'ensemble de ces critères.

Car cet état des lieux n'est évidemment pas sans conséquence sur la qualité du travail fourni par les salariés-voyageurs. Une étude réalisée, cette fois, par la chaîne des hôtels Hyatt auprès de 500 hommes d'affaires, montre que 75 % d'entre eux se plaignent du retard accumulé dans leur travail suite à leurs nombreux déplacements. Ils ont besoin de temps pour traiter les dossiers qui s'empilent sans oublier les problèmes à régler dans leur vie privée et la disponibilité nécessaire pour y faire face. Ces difficultés de retour se conjuguent avec celles liées au déplacement en lui-même, renforçant leur vulnérabilité physique et psychologique.

Marie-Béatrice Baudet

### Un marché mondial de 3 500 milliards de francs

Les voyages d'affaires représentent fréquemment le troisième poste de dépenses de l'entreprise derrière les achats et les frais de personnel. Selon Havas (*Le Monde* du samedi 14 juin 1997), à l'échelle mondiale, le marché est évalué à 3 500 milliards de francs dont 650 milliards chacun pour le Japon et les États-Unis et 700 milliards pour l'Europe dont 120, environ pour la France. Après les difficultés rencontrées, notamment en 1992 et 1993, les années suivantes ont été nettement plus favorables avec un taux de croissance de l'ordre de 3,5 % par an. Les déplacements augmentent, donc, avec des prix tirés à la hausse par les professionnels.

Dans l'Hexagone, les sociétés privées consacrent en moyenne 6 000 francs par salarié aux déplacements internationaux et légèrement moins dans les entreprises publiques.

Dans les grands groupes, il est fréquent que ce budget représente plus de 100 millions de francs chaque année. Face à l'importance des dépenses en jeu, Total a ainsi nommé en 1996 un « Monsieur Voyage d'affaires » afin de rationaliser au mieux les pratiques existantes.

mentent alors particulièrement pour des blessures au dos, des entorses, des foulures, des claquages musculaires ainsi que pour des conjonctivites ou encore des maladies de peau.

Les médecins de la Banque mondiale ont été particulièrement surpris par les résultats liés à l'impact

sibles » sans qu'elles parviennent pour autant à saisir l'ensemble du phénomène. D'abord, notent-ils, il est naturel que les préposés aux voyages consultent un médecin préventivement afin de constater la validité de leur immunsation, demander des conseils sur les règles nécessaires d'hygiène et d'alimen-

## Des agents d'EDF mettent leurs savoir-faire au service du tiers monde

Solidarité. Au sein du réseau Codev, ils ont engagé une cinquantaine de projets depuis dix ans

Depuis plus de dix ans des salariés d'EDF s'investissent dans des actions de solidarité internationale. L'idée, à l'origine, a été portée par un petit noyau d'agents de la direction des Etudes et recherches, céditaires pour la plupart. Interpellés par la sécheresse qui sévit alors au Sahel, ces militants en quête d'une implication plus directe que le don d'argent s'interrogent : pourquoi ne pas mettre leurs savoir-faire professionnels au service des pays en voie de développement ? Le premier club Codev, Coopération Développement, voit ainsi le jour en 1986.

Aujourd'hui Codev est un réseau regroupant une vingtaine d'associations et plus de trois cents personnes. Réhabilitation de pompes hydrauliques en zones rurales, électrification par panneaux solaires d'un centre de santé, construction d'une digue de retenue d'eau dans un hameau... En dix ans, une cinquantaine de projets ont été engagés dans quelque vingt-deux pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine.

Si c'est au nom de leurs compétences techniques que les salariés s'investissent, les clubs Codev agissent néanmoins en toute indépendance vis à vis de la stratégie internationale de l'entreprise. « Nos actions s'adressent à une population exclue du marché de l'électricité en réseau et qui ne peut pas faire appel aux compétences de professionnels qu'il faut rémunérer, explique Michel Déot, ancien permanent cédétiste, président de Codev. Il s'agit de ne pas mélanger les genres, et ce aussi bien dans l'intérêt de l'entreprise que dans celui des clubs. Nos projets n'ont pas pour objet de faire le lit d'une démarche commerciale d'EDF pas plus qu'ils ne doivent concurrencer ses prestations ».

L'entreprise publique n'en est pas moins partie prenante. Du matériel obsolète est affecté aux pro-

### Les agents d'EDF face aux actions de solidarité

Pourriez-vous me dire, pour chacune des institutions ou responsable que je vais vous citer, s'ils font trop, pas assez ou ce qu'il faut pour la solidarité dans les pays en voie de développement ?

	TROP	PAS ASSEZ	CE QU'IL FAUT
LES ASSOCIATIONS D'AIDE ET DE RÉINSERTION DES EXCLUS	3 %	26 %	60 %
EDF-GDF	2 %	41 %	40 %
LES ÉGLISES	3 %	50 %	39 %
LES SYNDICATS	2 %	52 %	39 %
LES MUNICIPALITÉS	7 %	56 %	31 %
LES CITOYENS	2 %	62 %	24 %
LES POUVOIRS PUBLICS	2 %	61 %	20 %
LES ENTREPRISES EN GÉNÉRAL	3 %	71 %	19 %

Source : sondage exclusif CSA/Comité français pour la solidarité internationale/EDF-GDF réalisé du 3 au 6 janvier 1995 auprès d'un échantillon national représentatif de 504 salariés d'EDF-GDF. Méthode des quotas. Stratification par région.

jets d'aide au développement. Et ceux-ci sont soutenus financièrement. La contribution annuelle de l'entreprise s'élève aujourd'hui à 2,6 millions de francs, soit près du tiers de l'encours total que Codev mobilise pour ces actions, l'association faisant également appel à d'autres bailleurs de fonds. Tout membre d'un club Codev, participant en mission à l'étranger, peut également bénéficier d'une mise à disposition pour 50 % du temps de la mission, les 50 % restant étant pris sur ses congés. « L'action de Codev, affirme Thierry Prouteau de la direction générale, est vraiment complémentaire à celle d'EDF dans le sens où elle sensibilise les agents à la dimension internationale de l'entreprise ».

« Selon les convictions des directeurs, il est plus ou moins facile localement de faire appliquer la convention nationale signée entre EDF et Codev, ne cache pas cependant Maurice Peyrin du club grenoblois Energie Sans Frontière. Les responsables locaux ont, il est vrai, des contraintes budgétaires. Ils

craignent que l'investissement personnel nécessaire ne joue au détriment de l'implication professionnelle. Or, les agents, au contraire, observent-ils, sont d'autant plus soucieux d'être performants et efficaces dans leur travail qu'ils veulent pouvoir librement consacrer le reste du temps dans les projets ».

Codev n'a manifestement rien d'un échappatoire en effet. Professionnellement très occupé, aimant son métier, Jean-Jacques Boute-loup, du club lyonnais Energies et Solidarité, n'en apprécie pas moins cette ouverture sur d'autres univers que celui de la technique. « L'une des clés de réussite des systèmes d'électrification décentralisés est leur appropriation par les populations locales, explique cet ingénieur informaticien. Cela nous amène à construire de vrais projets de développement intégré et ainsi à travailler sur l'organisation, la formation, comme sur des aspects économiques, sociaux, culturels ».

Tous disent s'enrichir tant sur le plan personnel que professionnel, les projets leur permettant de se fa-

miliariser avec d'autres cultures, d'autres méthodes de travail. « Ces projets me donnent l'occasion de revenir au métier de base, de l'expliquer, de refaire des études de terrain, ce que l'on réalise de moins en moins dans l'entreprise dès que l'on parvient à un certain niveau de technicité », témoigne Maurice Peyrin, qui dit gagner, de cette façon, une légitimité vis-à-vis de l'équipe de techniciens qu'il anime aujourd'hui dans l'entreprise. « Nos actions s'inscrivent au travail d'une PME. On met plus facilement le doigt sur ses erreurs. On est davantage responsable que dans une grande maison comme EDF », abonde Pierre Spiteri, ingénieur. C'est d'ailleurs une des raisons majeures qui a conduit ce militant politique et syndical à s'investir dans le club franco-vietnamien Viet-Phap.

Déçus ou tout simplement fatigués du syndicalisme, beaucoup, manifestement, ont rejoint un club Codev, pour rechercher une nouvelle forme de militantisme. « Coller des affiches, distribuer des tracts, cela va un temps. J'avais besoin de concret », dit Pierre Spiteri. « En tant que militant syndical, on a tendance à travailler en cercle clos, à trop se refermer sur l'entreprise », appuie Maurice Peyrin, un des premiers cédétistes à avoir rejoint le réseau en 1991. Car si Codev a été portée à ses débuts par des militants cédétistes, le mouvement compte également aujourd'hui des agents affiliés à d'autres syndicats et des non-syndiqués.

Tandis que s'accroît l'exclusion en France, cette volonté d'actions concrètes saurait-elle écopant s'exprimer dans la seule solidarité internationale ? Conscient que son engagement international ne pouvait aujourd'hui suffire, Codev vient de créer un club Insertion France. L'idée n'est pas de faire une entreprise d'insertion mais, là encore, d'identifier comment les savoir-faire des agents pourraient aider le travail de ce type de structures.

Laetitia Van Eeckhout

## Elargir sa recherche d'emploi à l'Allemagne

Europe. Une association aide des cadres à trouver du travail outre-Rhin

Est-il, plutôt que de limiter leurs recherches au territoire hexagonal, les cadres français au chômage allaient passer quelques mois en mission professionnelle outre-Rhin afin de mettre leur savoir-faire au service des PME ? C'est, en tout cas, ce que propose depuis l'an dernier l'association Sesam (Stages européens en alternance dans les métiers), présidée par l'économiste britannique Chris W. Brooks. Face au succès rencontré, l'opération Tandem-Entreprises Europe est non seulement renouvelée pour la saison 1997-98 mais elle bénéficiera également à une douzaine de cadres allemands à la recherche d'un emploi qui viendront à leur tour en mission en France. « En attendant de pouvoir élargir le dispositif à d'autres pays européens, à commencer par la Grande-Bretagne, l'Espagne ou l'Italie », annonce Marion Vogel, chef du projet à Sesam.

### PREMIÈRE SÉLECTION

Concrètement, Tandem-Entreprises Europe se déroule en deux phases. Sélectionnés le 21 octobre dernier parmi une cinquantaine de candidatures, quatorze cadres français confirmés mais au chômage, parlant allemand évidemment, sont partis, début novembre, pour une session de formation de huit semaines organisée par la chambre de commerce et d'industrie de Karlsruhe. Au programme : perfectionnement linguistique en allemand (technico-commercial, juridique...), bilan professionnel, présentation du mode d'organisation et de fonctionnement des entreprises outre-Rhin ainsi que de leur environnement réglementaire, commercial et juridique, mais aussi recherche et finalisation de la mission professionnelle à réaliser. « Dès cette phase, il s'agit de définir précisément la mission dans un cahier des charges établissant un budget prévisionnel jusqu'à la signature de la convention quadripartite entre le cadre, l'entreprise, la chambre de commerce de Karlsruhe et Sesam », explique Marion Vogel.

C'est au début janvier que les cadres français partiront en mission en Allemagne pour quatre mois pendant lesquels ils continueront à percevoir leurs indemnités Assedic. Qu'elle soit effectuée dans une société allemande ou française ayant un projet de développement portant en principe sur le marché franco-allemand (au besoin, un bureau peut être mis à disposition à la chambre de commerce de Karlsruhe), la mission professionnelle (étude de marché, recherche de partenariats, de financements...) n'est facturée que 3 500 francs par mois à l'entreprise. Sesam bénéficie en outre d'une subvention de l'ordre de 300 000 francs de la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Rhône-Alpes pour financer le dispositif.

Pour la première fois en 1998, Tandem-Entreprises Europe fonctionnera donc également dans l'autre sens, à peu près sur les mêmes principes : dès janvier, une douzaine de cadres allemands au chômage partiront six semaines en formation à Karlsruhe. « Il n'a malheureusement pas été possible d'organiser cette préparation en France car l'Arbeitsamt, l'équivalent de l'ANPE en Allemagne, n'outarise pas les demandeurs d'emploi indemnisés à quitter le pays plus de trois mois. Cette rigidité administrative est très regrettable pour notre projet car nous savons qu'effectuer la phase de formation à

l'étranger est un facteur indéniable de succès qui permet de s'imprégner davantage de la culture du pays », regrette Marion Vogel. Résultat : en mars prochain, les Allemands ne partiront que trois mois en mission en France au cours desquels, comme leurs homologues français, ils percevront leurs indemnités chômage. Il leur appartiendra alors de mettre au service de l'entreprise qui les accueille leur expertise professionnelle pour mener à bien un projet de développement concernant le marché franco-allemand.

A l'arrivée, les chances d'insertion professionnelle sont bien réelles : pour preuve, parmi les douze cadres français (huit hommes et quatre femmes, dont la moyenne d'âge était de quarante-deux ans) ayant bénéficié du dispositif en 1996-97, huit ont reçu, à l'issue de leur mission, une proposition d'embauche (quatre en CDI, quatre en CDD) dans l'entreprise ou l'une de ses filiales. Mieux, huit mois plus tard, neuf d'entre eux exercent une activité professionnelle salariée (cinq en CDI, quatre en CDD) et un dixième a créé sa propre entreprise. Un autre a même décliné une proposition de CDI en Allemagne pour convenances personnelles, à en croire Marion Vogel, qui se félicite des résultats de l'opération : « Même s'ils ne poursuivent pas toujours leur travail dans la société où ils ont accompli leur mission, Tandem-Entreprises Europe constitue un tremplin pour les cadres qui en font l'expérience ».

### CHANGEMENT DE CAP

Certains en profitent même pour changer de secteur d'activité, à l'instar d'Emmanuel Kollad, trente-trois ans, ex-cadre dans une société informatique : après trois mois passés au chômage, il a bénéficié du dispositif Tandem-Entreprises Europe et s'est vu confier par Bosch Telecom, à Francfort, une mission d'analyse du marché américain des télécommunications afin de mettre en place une stratégie d'internationalisation des produits Bosch aux États-Unis. L'homme a finalement remis un dossier sur le sujet qui lui a valu de mettre définitivement le pied dans l'univers des télécommunications. Il a été embauché en juillet dernier par la société Mobil System International, où il est chargé de superviser les ventes de systèmes de communication mobiles dans les pays africains. « Sesam m'a donné un profil international que je n'avais pas », estime-t-il aujourd'hui.

Ex-directeur administratif et financier d'un grand office d'ILM, Hubert Camier, cinquante-deux ans, s'avoue lui aussi très satisfait du dispositif, même s'il estime que la phase de préparation, à Karlsruhe, était « trop théorique, notamment le cours d'initiation à la vie économique allemande ». Initialement chargé d'une double mission par la société allemande Hirschmann (électronique) - étude des perspectives de développement du marché français des récepteurs par parabole et par réseau câblé, d'une part, amélioration des relations entre la maison mère et la filiale française de Sarcelles, d'autre part -, il a été embauché le 10 mars comme directeur administratif et financier de ladite filiale. Une réussite exemplaire, surtout après deux ans de chômage, qui tient aussi beaucoup, selon lui, à sa passion pour les langues : « J'ai profité de ma période d'inactivité pour reprendre des cours d'anglais et d'allemand ».

Philippe Baverel

**INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS**  
L'atout indispensable pour une carrière internationale  
**MBA**  
SÉRIEUX 2000

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 6 novembre 1997 à 18h30 dans nos locaux  
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa  
174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tel. : 01 45 44 67 43 • Fax : 01 45 44 66 82  
Website : <http://www.sciences-po.fr> • E-mail : [recrutement@desaintmaria.fr](mailto:recrutement@desaintmaria.fr) • [sciences-po.fr](mailto:sciences-po.fr)



مركز الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / VII

## Secteurs de pointe

**Responsable COMPTE-CLÉ AUTOMOBILE**

**30 ANS + PARIS**

**Mission :** vis-à-vis des comptes clients/prospects, créer et développer une relation de partenariat dans un processus dynamique d'échange technico-commercial. Totalement autonome et responsable, vous travaillez en étroite relation avec les chefs de projets internationaux et reportez à la Direction Générale. Vous avez également un rôle stratégique et marketing sur votre marché pour anticiper et accompagner les projets à venir.

**Profil :** ingénieur (mécanique, polymère, élastomère...), vous êtes aujourd'hui, dans le secteur automobile, dans un rôle où la relation client/fournisseur est forte (projets, qualité, commerce, industrialisation...). Votre tempérament et votre ambition vous poussent à vous exprimer pleinement dans une fonction de management d'affaires. Vous parlez impérativement au moins l'anglais. D'autres langues sont un plus.

Nous saurons répondre à vos attentes aujourd'hui et demain en France ou à l'international. Confidentialité assurée. La rémunération, très motivante, sera à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous réf. 61.5535/LM, portée sur lettre et enveloppe.

**Mercuri Urval**

**Expert de la Gestion de Projets**

**ESSILOR INTERNATIONAL**, le numéro un mondial de l'Optique Optométrique (18.000 pers., 7,8 milliards de FF), implanté dans le monde entier, souhaite intégrer au sein de sa Direction Projets Nouveaux Produits un :

Votre mission : Assurer sur le plan mondial la coordination et la planification des projets "Nouveaux Produits". Pour cela, vous dirigerez fonctionnellement les acteurs locaux basés à l'étranger (Etats-Unis, Europe, Asie). Vous intervenerez en support auprès des Chefs de Projets en matière de méthodologie et de conduite de projets. Vous serez le garant de l'ensemble des données Projet (listes officielles, plan projet, plan de charges, indicateurs, tableaux de bord...) et apporterez votre assistance au Directeur de Projets sur les activités Multiprojets.

Ingénieur Généraliste, vous avez déjà une expertise dans l'organisation et la conduite multiprojets acquise soit en Cabinet, soit en Entreprise, depuis plus de 5 ans. Vous souhaitez mettre en œuvre vos compétences dans un contexte international multiculturel et apporter vos qualités d'organisation et de communication. Votre excellente maîtrise de l'Anglais et votre motivation pour des projets impliquant des technologies et des produits "innovants", font de vous le candidat "idéal" pour ce poste de dimension internationale, basé à St Maur (94).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions), sous réf. 97113 à Essilor International, Service Central Emploi-Formation, 147 rue de Paris, 94227 Charenton-le-Pont Cedex.

**ESSILOR**  
mieux voir le monde

**SIPSY**

Société de chimie organique fine (200 personnes), nous fabriquons et commercialisons des principes actifs et des intermédiaires de synthèse pour l'industrie pharmaceutique. Nous recherchons pour l'exploitation de notre secteur industriel un

**Responsable des Installations de Production**

Rattaché au Responsable d'Exploitation, vos responsabilités seront centrées sur les installations de production : vous vérifierez l'adéquation des procédés aux équipements, définirez les besoins pour les nouveaux investissements industriels, qualifierez les nouvelles installations et formerez le personnel de production sur les équipements.

Vous contribuerez également à l'amélioration de la fiabilité du matériel avec l'équipe Maintenance.

Ingénieur Génie Chimique, vous avez une expérience de 2 à 3 ans sur un site industriel chimique en bureau d'étude, pilote ou production. Vos connaissances techniques et votre sens de la communication vous permettront de contribuer au développement de notre secteur industriel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) s/réf. 13/11 LM à Sipsy, Marie-Laure Chasle, DRH, 9, allée des Jachères, BP 100, 94265 Resnes cedex.

Au sein de l'un des premiers groupes industriels européens présents et en développement dans le monde entier, nous sommes la plus importante des divisions, élaborant des produits industriels lourds, dont la renommée technologique est mondiale. Aujourd'hui nous recrutons pour notre principal site industriel situé dans l'Est de la France deux

**INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS**

**X, Centrale Paris...**

Nous sommes structurés en lignes de fabrication spécialisées, permettant une autonomie d'action des responsables terrain qui œuvrent avec détermination et dynamisme pour le développement de la qualité et de la productivité.

Vous participerez activement à la refonte des lignes de production en pilotant directement des opérations de réorganisation. Ces postes évolutifs vous permettront d'acquies la compétence et l'expérience de notre culture et de nos savoir-faire.

A 30 ans, vous êtes diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale Paris...). Vous voulez agir sur le terrain. Votre sens du contact humain et votre goût pour le travail d'équipe vous permettront de vous impliquer dans cette fonction très opérationnelle.

Votre ambition, votre tempérament de manager et votre réussite seront les gages de votre évolution dans le Groupe.

Merci d'inscrire sous réf. 15/705 à notre Conseil KEY MEN, Tour Franklin, 92042 Paris-la-Défense cedex.

**KEY MEN**

**MICROÉLECTRONIQUE**

**FORTES PERSONNALITÉS**

**Futurs Managers**

Vous êtes un jeune ingénieur ou universitaire qui ne se contente pas de chercher un job mais vous avez la forte ambition de "prendre" des responsabilités de management : c'est votre objectif. Vous avez une personnalité déjà affirmée, vous sentez poindre en vous ce besoin de manager des projets et des équipes. Vous êtes prêt à vous engager sur un contrat d'objectifs.

**Vous recherchez des projets ambitieux.**

A la base, vous avez de bonnes connaissances des technologies de la microélectronique et si possible une première expérience en Front-End. Vous parlez anglais. Votre programme d'intégration consistera à tenir différents postes (process, production, contrôle, suivi de produits, équipements...).

**Contactez-nous.**

Nous avons actuellement plusieurs postes de ce type à pourvoir chez de grands noms du semiconducteur dans le SUD-EST de la France

**SEMICONDUCTEURS**

Depuis 5 ans l'industrie du semiconducteur et ses équipementiers recrutent fortement

**MENWAY Consultants**

25 rue Pierre Sémard - 38000 Grenoble  
e-mail : commund@menway.com  
http : www.menway.com  
Fax : 04 76 21 71 29

Le cabinet de la microélectronique

**MENWAY**  
CONSULTANTS

**COORDINATEUR SÉCURITÉ / ENVIRONNEMENT / QUALITÉ**

Rejoignez notre Siège Européen et participez au développement de notre première usine française de production de polypropylène expansé située à Estrées Saint-Denis (60)

Rattaché au Directeur des Opérations Européennes, vos principales activités seront :

- Faire vivre le système Qualité ISO 9002.
- Obtenir la certification QS 9000.
- Obtenir la certification ISO 14001.
- Contribuer au développement d'une culture Sécurité / Environnement / Qualité.

La réussite dans ce poste suppose :

- Une connaissance de ces domaines acquise par un enseignement supérieur technique.
- Une expérience professionnelle réussie dans ces fonctions au sein d'un environnement industriel.
- La pratique de SPC / SDC.
- La maîtrise complète de l'anglais et du français.
- Une familiarisation avec l'outil informatique, notamment Office 95.

Votre sens de l'organisation, votre réactivité, votre autonomie et vos qualités relationnelles seront votre meilleur atout.

Envoyez votre CV + une lettre (en anglais) à Mlle Jacqueline Kaczor, JSP International, BP 43 - 60190 Estrées Saint-Denis, sous la réf. : SEQ 97. Merci de préciser dans votre lettre en quel votre candidature répond aux exigences du poste.

**SCLE**

**CHEF de PROJET** bilingue ITALIEN CATENAIRES et SOUS-STATIONS

**FILIALE d'une Multinationale**, 700 salariés, CA 400 MF, nous sommes un des Leaders de l'ELECTRIFICATION FERROVIAIRE, certifiés ISO 9001. Déjà implantés dans 5 Pays d'EUROPE, nous consolidons notre position en ITALIE.

Interlocuteur privilégié du CLIENT, vous coordonnez l'action des 20 spécialistes Français et Italiens intervenant sur ce Projet d'ELECTRIFICATION FERROVIAIRE. Sur le site, vous avez la pleine Responsabilité Financière et Technique de ce premier marché de CATENAIRES et SOUS-STATIONS. Gestion du Budget, respect des Procédures Qualité et Sécurité, suivi du Client et des délais... en relation avec le BE et les Services du Siège à Toulouse. Vous devrez fédérer les compétences des équipes pour la réussite de ce CHANTIER.

Merci d'envoyer Lettre MANUSCRITE, (photo), CV, en indiquant le SALAIRE ANNUEL Brut souhaité, sous M 7112 (sur l'env.) à Marie-Françoise LAUTREC LEPY - Conseil en Recrutement - 27 rue Perchepinte 31000 Toulouse. Premiers Entretiens à PARIS / MILAN / TOULOUSE. TOTALE DISCRETION ASSURÉE.

**Marie-Françoise LAUTREC LEPY**

**Schlumberger**

**Diriger notre Service d'Ingénierie Électrique**

Au sein de Schlumberger, Sedco Forex fournit aux grandes compagnies pétrolières des services de forage en mer et à terre. Ses équipes, mobilisées 24 heures sur 24 partout dans le monde, disposent d'une importante flotte de navires à positionnement dynamique, de semi-submersibles, de plates formes auto-élevatrices, de tenders et d'appareils de forage à terre.

Nous recherchons le responsable de notre Service d'Ingénierie Électrique, basé à Montrouge 921 et chargé de concevoir, réaliser, installer et maintenir nos systèmes électriques et électroniques.

Vous avez une solide connaissance :

- des systèmes DC et AC (1000/3000 KW),
- des générateurs électriques diesel et des systèmes de distribution et de contrôle associés (600 à 6 600 V.),
- des systèmes de contrôle et d'automatismes utilisant PLC ou des ordinateurs multiplexés,
- de l'instrumentation de contrôle et des interfaces utilisateur.

Parfaitement bilingue anglais/français, vous possédez les qualités d'animation, de communication et d'initiative nécessaires à votre réussite dans ce poste d'encadrement d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau, impliquant de nombreux contacts dans l'entreprise aussi bien qu'avec nos clients et nos sous-traitants.

Vous êtes prêt à de fréquents déplacements et à une évolution professionnelle ouverte sur des responsabilités au sein de nos unités à l'étranger.

**Ingénieur diplômé d'une grande école (SUPELEC)**

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience industrielle dans un domaine proche (forages pétroliers, industrie navale...).

Vous souhaitez donner à votre carrière une réelle orientation internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence SDB/6325, à la Direction du Personnel

**Schlumberger Services Techniques Sedco Forex**

50, avenue Jean Jaurès BP 599 92542 Montrouge Cedex.



مركزاً من لاهل

VIII / LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

## Secteurs de pointe - Informatique

# Rejoindre Hewlett-Packard ? Il est temps de vous faire plaisir...

HP en France :  
responsabilité mondiale pour les PC,  
pour les Réseaux et Telecoms, ... insolite ?

En région parisienne, à Grenoble, à Lyon, les entités commerciales et industrielles de Hewlett-Packard constituent une tour de contrôle planétaire pour cinq lignes de produits. Une activité de plusieurs milliards de dollars. De plus, les sites accueillent des directions européennes, notamment le Support et un des plus importants centres de recherche appliquée de la compagnie en dehors des Etats-Unis. Avec 4 000 professionnels de 23 nationalités, les métiers mis en œuvre par ce pôle de compétences se retrouvent sur les autoroutes de l'information. La force de HP en France est d'innover les technologies qui vont changer la vie : commerce électronique, télé-travail, enseignement à distance.



### Technical Marketing Engineers

Au sein du département Marketing de la division "Commercial Desktop Computing", vous contribuez au développement des produits en étant entièrement responsable de leur supportabilité. Vous développez et mettez en place la stratégie mondiale de support produits (maintenance, processus de réparation, plan de support, documentation...). Vous définissez l'information technique nécessaire aux utilisateurs et aux organisations de support clients. Vous analysez les besoins et attentes des utilisateurs et proposez les évolutions nécessaires à leur satisfaction. Vous contribuez ainsi, par votre expertise de l'assistance clients, à la résolution des problématiques techniques liées à l'avant-vente ou à l'après-vente.

Issu d'une école d'ingénieurs et/ou MBA, vous avez entre 3 et 5 ans d'expérience, votre maîtrise concrète du support produit dans la micro-informatique est un must. Faisant preuve d'une ouverture internationale, vous avez une forte capacité d'analyse ainsi qu'un bon potentiel relationnel et le sens du service. Anglais impératif. Le poste est basé à Grenoble.

UNE EXCELLENTE  
OPPORTUNITÉ POUR DES  
PROFESSIONNELS DU  
MARKETING TECHNIQUE  
300 KF +

Laissez-vous surprendre et découvrez une compagnie qui ne confond pas rigueur et austerité. HP n'est pas né en Californie pour rien. Créativité, richesse des échanges et respect pour chacun ne se démentent pas dans une culture où la technologie n'est pas une fin en soi. Un environnement idéal pour se faire plaisir...



Pour plus d'informations sur HP, les postes, les projets, les technologies :

<http://www.france.hp.com/emplois>

Pour postuler, merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/1197/TME soit par le web, soit par courrier, à : Hewlett-Packard - Service Recrutement - 38053 Grenoble Cedex 09.



HEWLETT  
PACKARD

## Chef de projet informatique

Des compétences techniques,  
une ouverture internationale

evian

3,3 Mds de F de CA,  
1 600 personnes,  
une expansion constante  
sur le marché français  
avec ses marques :  
Evian, Badoit,  
Salvetat, et toujours  
en position de leader  
mondial de l'exportation  
d'eaux minérales.

Au sein de notre direction informatique, vous prendrez en charge le développement et la mise en œuvre de projets innovants en gestion commerciale export. Interlocuteur privilégié de nos filiales européennes, vous serez une force de proposition en termes d'organisation et d'évolution de notre système d'information. Vous en assurerez la conception et la mise en œuvre. Vous coordonnerez l'action de nos prestataires de service et serez le garant de la fiabilité et de la pérennité de nos applications. Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'une MIAGE, vous avez une première expérience de 4 à 5 années minimum qui vous a permis de développer vos qualités relationnelles, votre réactivité et d'acquies des connaissances fonctionnelles en gestion commerciale (environnement AS 400 et micro). La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste qui implique des déplacements à l'étranger. La réussite dans cette fonction vous ouvrira de larges opportunités au sein de notre groupe.

Poste basé en région parisienne (Bourg-la-Reine).

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 45A32307M à notre conseil, 68-71 rue d'Auteuil, 75016 Paris.



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE DANONE

### L'ESIGETEL

ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEURS EN INFORMATIQUE ET GENIE DES TELECOMMUNICATIONS

#### RECRUTE

#### DEUX ENSEIGNANTS CHERCHEURS

- ♦ En Réseaux et Protocoles (TCP/IP, RNIS, X25, ATM, Frame Relay...)
- ♦ En Architecture des Réseaux (LAN, MAN, WAN, réseaux optiques...)

#### UN INGENIEUR

Responsable de l'organisation des Enseignements et chargé de la Formation Continue.



Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions avant le 12 décembre 1997 à la Direction des Etudes de l'ESIGETEL 1, rue du Port de Valvins - 77215 AVON

ESIGETEL

NOUS DÉVELOPPONS, FABRIQUONS ET COMMERCIALISONS, DANS LE MONDE ENTIER, DES ANTENNES DE RADIOCOMMUNICATION. NOUS SOMMES CERTIFIÉS ISO 9001 ET EMPLOYONS 200 PERSONNES RÉPARTIES SUR 3 SITES DONT 1 EN G.B. NOUS RECHERCHONS NOTRE

### RESPONSABLE SYSTEME D'INFORMATION

Nous utilisons et avons su adapter différents applicatifs modernes de la micro-informatique mais nous devons réaliser les synthèses qui s'imposent et installer de nouveaux outils. La mise en place d'une G.P.A.O. est le besoin le plus clairement identifié et le plus immédiat mais l'amélioration des autres moyens communs de gestion est souhaitable. Vous devez collaborer à l'établissement du plan directeur, recenser les besoins, puis élaborer les budgets nécessaires. Vous initierez les actions et serez garant de leur efficacité dans toutes les phases, allant même jusqu'à prendre en charge certaines opérations courantes. Vous avez une formation d'INGENIEUR ou ESC. Vous avez une excellente approche métier, acquise au cours d'une expérience de 4 à 5 ans en industrie et vos connaissances en informatique de gestion sont opérationnelles. Une expérience identique est vivement souhaitée. Anglais indispensable. Voyages très fréquents. Résidence Région Parisienne. Adressez lettre, CV, photo et salaire actuel à EUROMESSAGES - 78 bd de la République 92514 Boulogne Cedex en précisant la référence CL687474 sur l'enveloppe.



No wonder we're smiling.  
We're doing the best  
work of our careers.

Don't be misled, this is serious stuff we're doing here. Like DUV, pattern recognition, and processing terapixels at hundreds of gigaflops. And that's only some of the amazing technology we pursue in order to deliver the semiconductor industry's most comprehensive and powerful yield management solutions. From incoming bare wafer inspection to final yield assessment, IC manufacturers the world over rely on KLA-Tencor to maximize yields. No small challenge, to be sure. But when the work's this compelling, there's never a dull moment.

More to smile about ... meet with us online or in person!

We've made it easier for you to speak with KLA-Tencor hiring managers about jobs in the USA, UK and Europe. Choose either the convenience of our Global Online Open

House on November 18 & 19 at [www.onlineopenhouse.com/kla-tencor](http://www.onlineopenhouse.com/kla-tencor) - or apply for your chance to meet with us in person on our "European Tour" held concurrently.

KLA-Tencor is recruiting for positions worldwide including software engineering and other technical positions in the United States, and technical field positions in Europe and the UK. Ideal candidates should have a background in mechanical engineering, electrical engineering, computer science, optics, physics or mathematics. Experience in the semiconductor, software or microelectronics industries preferred.

Fluency in English is a plus. VISA assistance may be provided. Learn more about our

exciting opportunities in the USA and worldwide, as well as our technology and outstanding compensation package. Your letter of interest or curriculum vitae is welcomed by our Consultants under the ref. K/MO at LEW - TMP Worldwide, 42 Rue Laugier, 75017 Paris France.

KLA-Tencor

Here's where  
it really gets  
interesting.

[www.kla-tencor.com](http://www.kla-tencor.com)





مركزا من راصيل

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / IX

# Informations - Réseaux Télécommunications

## Direction le futur.

Dassault Systèmes  
l'entreprise qui accompagne ceux  
qui veulent aller plus loin.

## Jeunes diplômés grandes écoles

Automobile, aéronautique, architecture, espace, produits de grande distribution... Dassault Systèmes a su naturellement s'imposer comme leader mondial de la Conception et de la Fabrication Assistée par Ordinateur.

Prochain moteur d'Ariane, nouveau prototype BMW ou future usine Chrysler, avec nous l'innovation dépasse la réalité. Il n'y a pas mieux pour exprimer sa créativité : 1 200 personnes, une croissance ininterrompue de 30 % par an et un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs dont 82 % réalisés à l'exportation.

Avec nous participez à la création des produits du futur. Disposant d'un des plus importants budgets de Recherche et Développement sur son secteur, vous accédez aux dernières générations des technologies de pointe.

Par son architecture ouverte et modulaire, CATIA-CADAM est un formidable champ d'expérience que les 9 000 entreprises les plus compétitives dans le monde partagent avec nous.

Conception surfacique et mécanique, design, commande numérique, analyse, simulation... Entrez avec nous dans le troisième millénaire. Votre esprit visionnaire, votre intuition pertinente

nous intéressent. Que vous participiez à la définition de nouvelles fonctionnalités, que vous interveniez sur des applications métiers ou que vous implémentiez CATIA-CADAM dans des processus industriels, avec nous vous êtes là où l'avenir se décide.

**Ingénieur de développement**  
Ingénieur débutant, grandes écoles (Mines, Centrale, X, Supélec, Télécom...), votre maîtrise des techniques orientées Objet, des réseaux neuronaux, des mathématiques avancées, du multimédia mettront vos clients en pleine position.

**Ingénieur support client**  
Ingénieur grandes écoles (ENSAM, ESTACA, ENSI mécanique, INSA, CESTI...), déboutant ou expérimenté, votre connaissance des contraintes et enjeux de nos marchés (automobile, aéronautique...) permettront à nos clients de prendre, là encore, une longueur d'avance.

Pour en savoir plus, téléphoner du lundi au vendredi de 9 h à 17 h au **01 41 38 17 17** en précisant la référence 470.

**DASSAULT SYSTEMES**

**CATIA-CADAM SOLUTIONS**

SFAC

PARIS ETOILE

## Manager Systèmes/Réseaux, mobilisez votre équipe autour d'un projet d'envergure.

La SFAC  
900 personnes, plus  
de 2,4 Milliards de Frs  
de CA en 1996 - est  
une des sociétés du  
groupe EULER, plus  
de 2200 collaborateurs  
répartis en Europe  
et aux USA,  
5 Milliards de Frs  
de CA, numéro 1  
mondial sur le marché  
de la protection et  
la gestion du  
compte-clients des  
entreprises.

Nous recherchons,  
dans le cadre de  
schémas directeurs  
ambitieux un

De formation INGÉNIEUR, GRANDES ÉCOLES, vous maîtrisez l'anglais en tant que langue de travail et avez, à 30/35 ans environ, une expérience significative de la fonction "Systèmes/Réseaux" dans un environnement IBM, CICS, DB2, Client/Server, UNIX, NT, Oracle.

RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE D'ENVIRON 12 PERSONNES pour la mise en place, l'évolution et la cohérence de l'architecture matérielle et logicielle de nos moyens informatiques, VOUS PARTICIPEZ ACTIVEMENT AUX RÉFLEXIONS SUR L'ÉVOLUTION DE NOTRE INFORMATIQUE DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL.

La diversité et la complexité de nos projets, nécessitent des TALENTS D'ORGANISATEUR, des COMPÉTENCES MÉTHODOLOGIQUES et le GOÛT DE LA PERFORMANCE.

Si vous êtes tout aussi motivé par l'organisation, le management et la technique, merci d'envoyer lettre, CV, prétentions et salaire actuel sous référence GR97 à EL CONSEIL - 67 rue d'Amsterdam - 75008 Paris, qui vous garantira toute confidentialité.

Cet important Centre Informatique Lyonnais, lié à un organisme national, est aujourd'hui en pleine mutation. L'évolution d'un système propriétaire vers une exploitation élargie et distribuée, l'utilisation de technologies modernes et le souci permanent de placer le client au centre de l'organisation le conduisent à créer le poste de

## Responsable communication qualité

Rattaché à la Direction Générale, vous avez pour mission de définir et mettre en œuvre le plan Qualité du Centre, aussi bien pour le développement que pour la production, et de proposer de nouvelles méthodes de travail. Parallèlement, vous engagez les actions de communication, internes et externes, décidées par la Direction et en suivez la réalisation concrète sur le terrain.

Agé de 30 ans minimum, de formation supérieure (ingénieur ou équivalent), vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 années de cette fonction, dans une organisation orientée vers le service. Une parfaite connaissance de la démarche et des outils de la Qualité est indispensable. Diplômé, sens relationnel, autorité naturelle et rigueur sont des atouts indispensables pour mener à bien notre évolution vers l'homologation ISO 9000.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae), sous référence 12-70291, à notre Conseil ONOMA, Tour Crêdes Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.

**Onoma**

GRUPE COURTAUD

# Investment banking

## Developers, Architects and Project Managers

Can you deliver real business value?  
Are you capable of actually implementing your promises?  
Do you have what it takes to build the next generation of global investment banks?  
At Dresdner Kleinwort Benson, we are building the future of Investment Banking. Clearly, we need an elite band of IT people who will work with the business to get us there. We need people who have the highest intellectual stamina, exceptional technological implementation skills and better business knowledge than the average business expert.

Fundamentally, we need people who will get the job done regardless of any obstacle placed in their path. They will do this in pursuit of the ultimate vision of building the next generation of investment banking from a personal standpoint.

To get down to specifics, we need people who are operating right at the leading edge of techniques such as these:-

Java, Bongo, IIOP, Visual Studio, C++, ActiveX, CORBA, DCOM, Orbix, Versant

We can't promise you an easy life, let alone a predictable one (if you're the sort of person we're looking for, we don't imagine you'll be interested in either). But we can offer you the chance to work alongside true luminaries in the application of IT to investment banking. The chance to succeed in projects that have the eyes not just of the bank but of the whole banking and IT sectors trained on them. The chance to erase any time lag between the contribution you make and the reward you receive. The chance, in the ultimate analysis, to achieve what you know you're capable of and to receive what you deserve.

The sooner you send us your c.v., the sooner we can get things moving for you. Noone Karapetian, Kleinwort Benson Limited, PO Box 560, 20 Fenchurch Street, London EC3P 3DB.

Fax 0171 956 8464. E-mail karapen@kben.co.uk.

**Dresdner Kleinwort Benson**



مركزا من راصيل

X / LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

REPRODUCTION INTERDITE

## Informatique - Réseaux Télécommunications

### CONDUIRE L'EXCELLENCE DE NOS SERVICES



Bay Networks

Avec un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards \$, Bay Networks est leader mondial de solutions d'interconnexions de réseaux. Employant plus de 6000 personnes dans le monde, dont plus de 1100 ingénieurs, Bay apporte un service-client et un support technique inégalables. En 1996, Bay a investi plus de \$ 200 million en recherche et développement, soutenant ainsi son engagement total envers les besoins de connectivité des entreprises, des fournisseurs de services et des opérateurs de télécommunications. Les postes à pourvoir sont la preuve de l'engagement de Bay Networks envers sa clientèle.

#### Manager du Centre de Solutions Techniques

SOPHIA ANTIPOLIS - ALPES MARITIMES

- Animer une équipe de plus de 40 ingénieurs de haut niveau et spécialistes produits du Centre de Solutions Techniques, basé à Valbonne. Faire de l'offre de support-client après-vente un élément de compétitivité.
- Assurer un avantage sur la concurrence en offrant un support-client après-vente multi-produits de haute qualité.
- Gérer et développer de façon proactive les laboratoires et installations de Centre de Solutions Techniques qui offre à ses clients en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) une assistance par téléphone et sur site.
- Un rôle clé nécessitant à la fois une expérience technique orientée clients d'un manager ayant des qualités de leadership et de gestion du potentiel humain pour motiver et développer une équipe en expansion. Son évolution se fera au sein d'un environnement exigeant, nécessitant une crédibilité technique dans les technologies des réseaux de données/télécommunications. Une connaissance parfaite de l'anglais est indispensable. Ref: TSCM/LM

#### Responsable de l'équipe de consultants

SOPHIA ANTIPOLIS - ALPES MARITIMES

- Assurer la croissance de la fonction Consulting Technique sur l'ensemble de la région EMEA avec une équipe de Consultants réseaux évoluant sur le terrain.
- Gérer les relations clients en garantissant la prestation et la qualité des Services, incluant la conception, la sécurité, l'intégration et l'administration de réseaux.
- En collaboration avec les équipes de ventes, de développement commercial et de service clientèle, croquer et introduire une nouvelle gamme de services réseaux à haute valeur ajoutée.
- Un poste de haut niveau exigeant un haut calibre technique dans le domaine des services: un décideur stratégique fort d'une expérience confirmée en gestion de projet et management; une connaissance approfondie des produits/services de réseaux ainsi que de solides qualités de communication et de présentations, et un anglais courant sont indispensables. Ref: EPM/LM

#### Responsable des Centres de Formation Agréés

SOPHIA ANTIPOLIS - ALPES MARITIMES

- Une création de poste pour mener et augmenter les programmes de formation technique en EMEA, au sein de Centres de Formation Agréés par Bay (CFA).
- Planifier et lancer des programmes CFA, augmenter le nombre de cours sur les produits et technologies Bay.
- Identifier et sélectionner des organismes compétents pour créer des partenariats avec les CFA, en s'assurant que celles-ci offrent une formation de qualité répondant aux normes de satisfaction-clients.
- Une opportunité variée et stimulante pour un professionnel de la formation technique, qui pourra développer les programmes de formation des CFA de Bay en tant qu'outil promotionnel puissant. Une expérience en services formation technique est indispensable ainsi que des compétences confirmées en gestion et planification. Anglais courant indispensable. Ref: EPM/LM

Ces postes basés à Sophia Antipolis offrent une rémunération intéressante comportant une partie variable et des contributions aux frais de déménagement. Merci d'envoyer une lettre citant la référence correspondante avec CV complet en anglais à Jerry Wright - Jerry Wright, Prism Executive Recruitment, Knyvet House, The Causeway, Staines, Middlesex, TW18 3BA, Grande-Bretagne. Tel: 01784 898615 Fax: 01784 898645 Courriel Electronique: jwright@prismrec.co.uk



Filiale française (150 personnes, leader sur son marché)  
d'un groupe international de conseil (11 Md\$ de CA),  
nous recherchons dans le cadre de notre très forte croissance un :

### Ingénieur Télécoms à Fort Potentiel

92 H/F  
Vous souhaitez profiter d'un marché en plein développement en liaison avec les décideurs des groupes et PME du secteur des télécoms. Après une période de formation à nos méthodes, vous développerez votre portefeuille de clients, à partir de contacts existants et ce vous appuyant sur notre notoriété. Vous mènerez, de toute autonomie, vos propres missions et serez en charge du développement de notre activité dans le secteur des télécoms.

De formation Ingénieur ou universitaire à dominante télécoms, vous possédez une expérience de 1 à 3 ans comme Ingénieur d'Affaires ou Ingénieur Commercial dans le secteur. En échange d'un fort investissement personnel, nous vous proposons des perspectives d'évolution réelles et une rémunération attractive.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à Fabrice Lacombe, Michael Page Ingénieurs & Productions, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, de taper votre CV sur le 3617 MPage (numéro 1-800-900-0000) ou de vous connecter au <http://www.mpagefrance.com> sous la référence FL19019.



Michael Page Ingénieurs & Production  
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

### Une nouvelle dimension pour votre carrière

Filiale européenne à taille humaine d'un groupe international puissant (16 000 personnes), nous concevons, développons et installons chez nos clients industriels de l'agro-alimentaire des systèmes automatisés d'emballage et de conditionnement. Afin de renforcer la maîtrise de nos systèmes d'information, nous recherchons notre :

### Responsable des Systèmes d'Information

A la tête de notre service informatique du siège social, basé à Châteauroux (36), vous avez la responsabilité de la gestion et du suivi des projets informatiques. Vous aurez notamment pour mission de définir les compétences et moyens nécessaires pour :

- mettre en place en 2 ans un progiciel intégré (IDE),
- préparer le passage à l'an 2000 et la gestion financière en Euro,
- élaborer le Plan Informatique dans le cadre du plan à 5 ans de l'entreprise.

Rattaché directement au DAF, vous serez également le correspondant du service informatique européen de notre groupe. Intégrateur de différents services de l'entreprise, vous devez comprendre le langage des utilisateurs pour les aider à définir leurs besoins.

Vous participerez à l'élaboration du plan annuel informatique. Enfin, vous élaborerez et proposerez la mise à niveau des connaissances informatiques de chacun (formation...). De formation supérieure Bac + 5 (École d'Ingénieurs ou Commercial) vous maîtrisez parfaitement à 35/40 ans les techniques de traitement de l'information et les nouvelles technologies de communication. Vous avez 10 ans d'expérience dans l'informatique vous ayant permis de connaître les systèmes AS 400, les réseaux Micro (100 postes dans notre société) et les connexions en réseau (si possible en Europe ou aux Etats-Unis). Homme ou femme de dialogue, vous êtes rigoureux, méthodique et passionné. La connaissance de l'anglais est indispensable.



Mead, une nouvelle dimension pour l'emballage.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et rémunération souhaitée) sous réf. RS/M à M. GENIER MEAD EMBALLAGE - BP 205 - 36004 CHATEAUXROUX CEDEX

### Fonction commerciale

#### Chef de marché France

(réf. CME/LM)

#### Chef de marché export

(réf. CME/LM)

Notre groupe industriel dynamique international (46 millions de francs de CA) emploie 5 200 personnes appuyées sur un potentiel technique humain premier plan.

Vous êtes chargé d'assurer auprès de nos clients la promotion de produits techniques destinés à l'armement pour les marchés France ou export, suivant le poste.

Placé sous l'autorité du Directeur commercial de l'activité, vous disposez d'une grande autonomie pour suivre l'élaboration de l'offre technique et préparer la proposition commerciale.

Vous participez à la négociation des contrats commerciaux et vous vous assurez du bon déroulement des différentes étapes.

Vos connaissances acquises sur le terrain vous permettent d'apprécier la situation du marché (clientèle et concurrence) pour définir les objectifs et participer à l'élaboration de la stratégie.

Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs (Bac + 4), vous avez acquis, à 35 ans environ, une expérience commerciale confirmée, acquise dans la vente de produits techniques.

Vous avez un très bon relationnel, vous appréciez le travail en équipe et vous maîtrisez l'anglais.

Pour le poste de chef de marché export, la maîtrise d'une deuxième langue (allemand, espagnol, russe...) est un atout.

Ces postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) en précisant la référence du poste choisi, à Press emploi, 26 rue de Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra en toute confidentialité.



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadronline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>  
MINITEL • 3615 cadronline (2.23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2.23 F/mn)



مركزا من راصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / 31

## Carrières internationales



**SYKES  
ENTERPRISES  
INCORPORATED**

Sykes Enterprises Incorporated (SEI), un des leaders mondiaux dans le secteur de la gestion d'informations et de l'assistance technique sur logiciels par téléphone, a élargi, au cours des quatre dernières années, son implantation mondiale avec l'ouverture en Europe de 5 centres d'assistance informatique par téléphone et le recrutement de 1 000 employés à travers l'Europe. SEI poursuit son expansion en Europe avec l'ouverture d'un centre d'assistance informatique par téléphone en région parisienne pour lequel nous recrutons pour les trois postes présentés ci-dessous.

### Service clients/call screeners

- Le candidat à ce poste doit posséder les aptitudes suivantes :
- Une voix agréable au téléphone.
  - Une attitude orientée vers la satisfaction du client.
  - Expérience minimum des ordinateurs (niveau utilisateur).
  - Flexibilité au niveau des horaires.
  - Résistance au stress.
  - Connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères aussi bien à l'écrit qu'à l'oral.
  - Travail d'équipe.

### Techniciens pour assistance technique par téléphone

- Les candidats à ce poste doivent posséder les aptitudes suivantes :
- Connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères en plus de la maîtrise orale et écrite de l'anglais.
  - Niveau baccalauréat ou BTS dans le domaine de l'informatique ou de la technique.
  - Maîtrise des systèmes d'exploitation MS DOS, MS Windows ou Macintosh.

### Professionnel I.T. pour département MIS

- Le candidat à ce poste doit posséder les aptitudes suivantes :
- Connaissance approfondie d'applications logicielles telles que bases de données, feuilles de calcul, traitement de texte, etc.
  - Connaissance du langage SQL, ODBC, et du protocole, TCP-IP.
  - Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation Windows 95 et Windows NT.
  - Connaissance des réseaux recommandée.
  - Une expérience au niveau des PBX est un plus.

Si vous êtes intéressé(e) et si vous possédez l'expérience ou les aptitudes demandées pour l'un de ces postes, envoyez-nous votre curriculum vitae et une lettre de motivation en anglais par courrier, e-mail ou fax en précisant le poste qui vous intéresse.

SEI, Service des Ressources Humaines  
Orlyplein 85, 1043 DS Amsterdam - Pays-Bas  
Fax # : +31-20-681-2634  
e-mail : hr@nl.sykes.com

SAP AG, headquartered in Walldorf near Heidelberg, is the world's leading supplier of standard application software. The company employs more than 11,000 people and is currently represented by subsidiaries and affiliates in 41 countries worldwide. SAP's products, R/2 and R/3, are modular application systems covering the main application areas of financial accounting, logistics and human resources management. They are designed for use in companies of all sizes and in a range of different industrial sectors.

The Public Sector is one of SAP's fastest growing markets!

With dusty, sluggish government offices rapidly becoming a thing of the past, many public administrations - including local authorities, federal and state agencies and ministries, universities and other non-profit organizations - are using our R/3 product to get their business processes up to speed. The public sector is undergoing major reforms worldwide. SAP aims to set global standards for the use of business-process-oriented software in this market segment and expects above average expansion here in the future.

Help us meet the

## Challenges of the Public Sector

We are looking for employees for the areas:

### Software Development and Information Development

- Designing and enhancing our integrated funds management and human resource management systems for the public sector.
- Modelling business processes.
- Developing documentation and information for publication on the Internet.

### Quality Management and Development Support

- Ensuring the quality of the software throughout the design and test phases up to production operation.
- Providing technical customer support for problems.
- Creating automated test procedures and carrying out tests.

### Product Management and Consulting

- Analyzing and solving business-related and technical questions for customers regarding the use of the SAP system.
- Participating in product design and planning together with customers and the development team.
- Providing support for strategic customer projects.
- Holding training courses.

Initially, you will be based in Walldorf, Germany. You will later have the opportunity to work on projects in the USA, Asia and Europe.

- We require:
- An above average university or technical college degree.
  - Sound knowledge of R/2 applications or comparable packaged business software is an advantage.
  - Relevant work experience is advantageous.
  - Good command of English, other languages desirable.
  - Good grasp of the underlying implementation of business concepts.
  - Ability to work in a team environment; outstanding commitment.
  - Good communication skills; a customer-oriented approach.

As a member of one of the world's leading technology enterprises that is continuously expanding, you will work in a stimulating atmosphere in a young team. We offer continuous personal development and subject-related training.

Please send us your complete application documentation marked "Le Monde/530/Public Sector". If you have any questions please contact Stefan Müller (tel.: +49 62 27/34-2190). Company/application information is available on the Internet at <http://www.sap.com>



SAP AG  
P. O. Box 1461 • 69185 Walldorf • Germany

Opportunities in the world's leading provider of standard application software.



LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION  
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL À TURIN (ITALIE), recherche  
des candidats qualifiés pour le poste de

### DIRECTEUR DU PROJET de l'Ecole des Cadres des Nations Unies

L'Ecole des cadres des Nations Unies est un projet de formation, créé à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies. Ce projet a pour objectif de promouvoir une meilleure coopération entre les principaux programmes du système des Nations Unies (maintien de la paix, développement économique et social) et de renforcer les compétences et capacités de gestion en appui au processus de réforme en cours. La mise en œuvre et l'administration du projet ont été confiées au Centre International de Formation de l'Organisation Internationale du Travail (CIFT) à Turin (Italie). Le titulaire du poste assurera la direction et la gestion du Projet de l'Ecole des cadres des Nations Unies. Il/elle travaillera dans un environnement international et assurera :

- 1) le développement et la réalisation des nouveaux programmes de formation destinés au personnel des Nations Unies et aux partenaires sociaux, gouvernementaux et non gouvernementaux ;
- 2) l'organisation et le développement du travail en réseau et de modalités de collaboration avec les institutions concernées au sein ou en dehors du système des Nations Unies ;
- 3) la promotion du Projet de l'Ecole des cadres auprès d'institutions potentielles au sein des Nations Unies, des Etats Membres et des acteurs non gouvernementaux ;
- 4) la conception et la mise en œuvre d'une stratégie à long terme de mobilisation de ressources ;
- 5) une liaison efficace avec les institutions du système des Nations Unies, de ressources ;

**Qualifications :** Le candidat devra être titulaire d'un diplôme universitaire de haut niveau - ou son équivalent - en sciences sociales, administration publique ou gestion d'entreprise, et devra bénéficier d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le secteur public ou privé ; il/elle devra posséder une expérience de travail pratique en matière de coopération multilatérale pour le développement et une connaissance approfondie des travaux du système des Nations Unies et de ses mécanismes intergouvernementaux. Il/elle devra être à même de diriger et de gérer l'équipe du Projet de l'Ecole des cadres ainsi que son réseau de collaborateurs et faire preuve de la compétence nécessaire dans les domaines des communications, des relations publiques et de la collecte de fonds.

Le poste requiert également une compréhension approfondie et des aptitudes avérées dans le domaine de la formation et de l'apprentissage. Le candidat doit parler l'anglais couramment et posséder une excellente connaissance du français et/ou de l'espagnol. La connaissance d'une troisième langue officielle constituerait un avantage.

Le recrutement au grade D2 de l'échelle des traitements des Nations Unies, basé à Turin, s'effectuera au moyen d'un contrat plein temps de durée déterminée (jusqu'à deux ans), renouvelable, et comprend une rémunération et des avantages intéressants.

Les candidatures accompagnées d'un CV et d'une brève lettre de motivation, doivent être adressées à l'Administrateur du Personnel, Bureau du Personnel, Centre International de Formation de l'OIT, Corso Italia 125, I-10127 TURIN, ITALY. Fax : 3911 / 683 6699. Date limite de dépôt des candidatures : 30/11/97.

Le Centre de Turin applique l'égalité des chances en matière d'emploi.

Our client is the brand new European Service Center of a major US Multinational, based in Holland. The company strives to be the best in its line of business and invests in continuous improvement of its processes. The Service Center Europe provides professional services to the local management regarding: IT, finance, customer support, and purchasing. For the Business Unit Financial Controls we are looking to recruit an ambitious

## Senior Financial Analyst

### INTERNATIONAL CAREER

In this position you will report to the Team Leader Financial Accounting, Analysis & Reporting. You are responsible for financial reporting which includes statutory financial reporting and responsibility reporting for one of our European entities. You ensure compliance with US GAAP, local and tax accounting policies. The financial reports and analyses should enable internal and external users to assess the financial results and status of the respective entity.

- To be successful in this role, you will need to have
- graduate degree in finance or accounting
  - three to five years accounting experience in an international - preferably American - environment
  - knowledge of US GAAP
  - in-depth knowledge and experience of Dutch, French or Belgian statutory accounting requirements
  - computer literacy and willingness to travel
  - "hands on" personal style with strong analytical thinking
  - team spirit and excellent interpersonal skills
  - fluency in English; knowledge of French or Dutch
  - age: 28 - 32

Achievers will enjoy interesting career opportunities in Finance on a pan-European level as well as a good compensation package.

If you feel you have the qualities to meet this challenge, please write a detailed English CV and covering letter to Celeste J.M. Reijnen or Jolanda M.C. Buij of Pantapasin International, PO Box 63047, 3002 JA Rotterdam, quoting reference SEA-F154. Telephone: +31 (0)10 - 425 25 20; fax: +31 (0)10 - 476 99 15. Our discretion is unconditional.

Pantapasin International combines more than ten years of Search & Selection experience with a network of research professionals, able to identify candidates for international clients in the Benelux, the United Kingdom, Germany, France and Italy.





مركز من لامل

## Carrières internationales

### Consultant / Chef de Projet Finance et Comptabilité

Si vous souhaitez travailler en Suisse,  
rejoignez-nous en rubrique Conseil & Audit

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 200 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



de MONTLHERY...

à VARSOVIE.

### INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Notre société, filiale du groupe MONNOYEUR, 4.500 personnes, 7 milliards de francs de C.A., est l'agent général en France des moteurs CATERPILLAR.

Elle intervient également en Pologne, Algérie et Roumanie. Elle est spécialisée dans l'installation de moteurs et de groupes électrogènes.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. détaillé et photo à BERGERAT MONNOYEUR ENERGIE B.P. 202 - 91311 MONTLHERY Cedex.

- Avec l'appui d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens fortement motivés, vous recherchez des nouveaux donneurs d'ordre industriels, vous concevez et êtes responsables de la réalisation de centrales d'énergie électrique et de cogénération de main ou d'applications industrielles et marines, pour les moteurs CATERPILLAR. Vous négociez les contrats de ventes et de maintenance et assurez la rentabilité de votre activité.
- Après 18 mois (environ) en poste en région Ile-de-France, la connaissance de notre métier et votre réussite vous permettront de prendre un poste de manager à l'étranger.
- De formation ingénieur en thermique ou électrotechnique, vous avez une première expérience de responsable de projet ou chargé d'affaires dans le domaine des moteurs industriels, groupes électrogènes ou cogénération. La maîtrise de l'anglais est indispensable et celle du polonais est souhaitée.

### DIRECTEUR DE PRODUCTION À MEXICO

Ce groupe français, coté en Bourse, fabrique des pièces plastiques injectées en grandes séries destinées à la grande consommation. Le niveau d'exigence de qualité, de respect des délais et de compétitivité en termes de prix de ses clients est constant.

Le directeur d'usine français cherche à renforcer son équipe en intégrant dans la filiale mexicaine du groupe un ingénieur pour prendre en charge toute la production. S'appuyant sur deux collaborateurs : ordonnancement, planification, logistique approvisionnement/expédition et injection, finition, il est responsable d'une dizaine de postes à injecter et de plus de 60 personnes en production.

Ingénieur plurilingue de 28 ans environ, vous avez 3 à 5 ans d'expérience de production dans une usine d'injection plastique, parlez anglais (si possible espagnol) et êtes complètement disponible pour partir au MEXIQUE vivre une aventure fabuleuse avec de belles perspectives de carrière.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la référence C/1488 M à notre conseil en recrutement Pierre BUCCAI

CONCORDANCES - 77 rue François Marmet - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI LUNE cedex qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.



CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises

## Conseil Audit

### CONSEILS ET MANUFACTURES SUISSES VLG

■ Groupe international de premier plan (14 milliards de Frs de CA), nous concevons, fabriquons et commercialisons des produits dans le domaine du luxe, particulièrement dans le secteur horloger : CARTIER, PIAGET, BAUME ET MERCIER... La réorganisation de notre outil industriel (9 sites) situé principalement en Suisse, nous conduit à reconstruire les systèmes d'information qui y sont dédiés. Nous souhaitons, dans ce contexte, renforcer notre équipe organisation et informatique et créons un poste de :

### Consultant / Chef de Projet Finance et Comptabilité

Neuchâtel (Suisse)

■ LE POSTE : En relation avec la Direction Financière (50 personnes) de la Direction Générale Industrielle, vous vous impliquerez, depuis l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en maîtrise d'œuvre, Audit et diagnostic de l'existant, définition des règles de gestion, choix d'organisation, recherche de solutions logicielles en environnement Client/Serveur, coordination-contrôle du bon déploiement et assistance à l'utilisateur, telles seront vos responsabilités.

■ LE CANDIDAT : De formation Bac + 5, ingénieur ou école de commerce - gestion/finance, vous pouvez justifier d'une expérience de 4 à 5 années, dont une partie significative vécue en cabinets de conseil et/ou entreprise utilisatrice. Proche des directions comptables et financières, vous avez assuré des missions de conseil, d'organisation et d'assistance dans le déploiement de systèmes d'information financiers. Il est recherché pour ce poste un candidat ouvert, créatif mais pratique, évolutif et diplomate, ayant des facultés d'analyse et un sens relationnel développé.

■ Merci d'adresser votre dossier de candidature complet en mentionnant la référence 3996/YG à notre conseil, Olivier BALLU, ROBERT HALF INFORMATIQUE ET MULTIMEDIA, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax ou 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) robert@half.mgn.fr. Consultez notre serveur internet <http://www.roberthalf.com>.

Norman Parsons



ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPECIALISE AVEC PLUS DE 200 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS



The ASIAN DEVELOPMENT BANK is a multilateral development finance institution established in 1966 to foster the economic and social progress in the Asian and Pacific region. The Bank, which is based in Manila, Philippines and with fourteen resident and regional offices worldwide, is owned by the governments of 40 countries from the region and from the 16 member countries from Western Europe and North America. It has an international workforce of about 2,000 employees including 670 highly qualified internationally recruited professionals. Candidates from member countries are being sought for a range of current and anticipated staff positions in the following areas:

#### MACROECONOMISTS

(Ref. no. 97 - 47)

For country programs, review and analysis of economic and social conditions in, and formulation of the Bank's operational strategy for developing member countries.

#### RESEARCH ECONOMISTS

(Ref. no. 97 - 48)

Economic research in specific sectors and areas of development, i.e. industrial, agriculture or social sector (e.g. education, health, women in development, poverty, labor market) topics.

#### PROJECT ECONOMISTS

(Ref. no. 97 - 49)

Agriculture, Education, Power, Highways, Ports, Railways : Economic analysis of sectors and policies and evaluation of the economic costs and benefits of projects, including the calculation of economic rates of return.

#### CAPITAL MARKETS SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 50)

Experience in establishing policies and developing regulatory controls for capital markets.

#### ENVIRONMENT SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 51)

Economics and policy, waste management and pollution, ecology and natural resources.

#### SOCIAL SECTOR SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 52)

Education, Health, Population, Sanitation, Urban Development, Water Supply, Gender Analysis, Involuntary Resettlement, Poverty Alleviation and NGOs.

#### ENGINEERS

(Ref. no. 97 - 53)

Civil, Infrastructure and Power preferably with BOO and/or BOT experience.

#### AGRICULTURE SECTOR SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 54)

Irrigation Engineer, Rural Development (Finance and Economics).

#### COUNSELLS

(Ref. no. 97 - 55)

International law on banking and finance, contracts/agreements.

#### STATISTICIANS

(Ref. no. 97 - 56)

Economic statisticians with particular expertise in national account statistics.

#### PENSION REFORM SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 57)

Experience in developing pension systems.

#### FINANCIAL SPECIALISTS

(Ref. no. 97 - 58)

BOO, BOT, private and/or public sector experience in Infrastructure, Agriculture or Power.

**General Requirements:** Master's degree; at least seven years of experience in their field, preferably with field experience in Asia or other developing countries; experience in dealing with senior government and/or private sector officials at the policy level; and good report writing with excellent spoken English. Versatile candidates, i.e., those with dual qualifications and experiences who are able therefore to be assigned to a number of different areas of the Bank are particularly sought, e.g., economist with social sector experience, or engineers with MBAs.

Candidates to advance the Bank's growing practice in GOVERNANCE AND CAPACITY BUILDING with expertise in the following fields are likewise being sought: public administration and public sector management; public financial management and expenditure management; civil service reform and human resource management; privatization, corporatization and commercialization; local government and municipal finance; performance monitoring and evaluation; institutional development; and participatory project design (Ref. no. 97 - 59).

Women are actively encouraged to apply.

The Bank offers an internationally competitive compensation package paid in U.S. dollars (normally free of tax, however the Bank is not liable to reimburse any tax amount due on Bank income as determined by candidates' national authorities) and an excellent benefits package tailored to the needs of those living outside their home country.

Qualified candidates should fax or send their full curriculum vitae with covering letter, quoting the relevant reference number, not later than 26 November 1997 to:

Human Resources Division,  
ASIAN DEVELOPMENT BANK  
P. O. Box 789, 0980 Manila, Philippines

Fax Nos: (63-2) 636 - 2550/(63-2) 636 - 2444

Internet: <http://www.asiadevbank.org>

Only shortlisted candidates will be notified.

## Dirigeants

### DIRECTEUR

■ A 35 ans minimum, bilingue anglais, vous avez de préférence une double formation en agronomie ou horticulture et gestion d'entreprise.

■ Après 5 années environ de direction d'équipes pluridisciplinaires (coopératives, exploitation ou centre de recherche agricole) vous organisez, gérez et développez notre station dans un contexte international.

■ Votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée), sera traitée en toute confidentialité par notre conseil FAB Conseil, rue Auguste, 30000 NIMES.





مركزا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / XIII

# INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

## Cadres territoriaux



Ville de Vanves (Hauts-de-Seine)  
25 000 habitants

recrute

son Directeur de la Communication  
Contractuel ou statutaire

Détenteur d'une expérience significative dans un poste similaire au sein d'une collectivité locale ou d'un établissement public, vous serez chargé de définir et mettre en œuvre la politique de communication de la ville.

Vous ferez preuve d'une capacité à intervenir concrètement sur le terrain pour veiller à la cohérence et l'efficacité des actions de communication. Vous développerez plus particulièrement le secteur relations publiques et nouvelles technologies de l'information.

Adresses C.V. et lettre de motivation à Monsieur le Maire, Hôtel de ville B.P. 93 - 92137 Vanves cedex



LIMOUSIN  
CONSEIL REGIONAL

Le conseil régional a décidé d'accompagner le dispositif mis en place par l'Etat en faveur de l'emploi des jeunes. Par voie statutaire de préférence, il recrute deux cadres A au sein de la direction formation

### Chef de projets

Votre rôle : organiser l'ensemble de l'action emploi-jeunes au sein du conseil régional, coordonner l'ingénierie des projets que nous soutenons, suivre et évaluer le dispositif, élaborer les documents d'information et de promotion de celui-ci.

### Délégué territorial chargé de la formation

Votre rôle : analyser les besoins de formation des jeunes recrutés, mobiliser les différents dispositifs existants, aider à l'élaboration de projets spécifiques, suivre et évaluer les actions mises en place, prendre en charge l'organisation matérielle d'un « passeport formation emploi-jeunes ».

Vos profils : une formation supérieure assortie d'une bonne connaissance de l'ingénierie de la formation, pour le délégué territorial, et de l'ingénierie du développement de l'emploi, pour le chef de projet. Outre une expérience significative, vous possédez le sens des relations humaines. Vous êtes initiés aux aspects économiques de la région.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV avant le 25/11 au président du conseil régional, service des ressources humaines, 27 bd de la Cordelle, 87031 Limoges cedex.

2 cadres A  
pour suivre le  
dispositif emploi-  
jeunes

Collectivité locale, ayant pour objectif le développement et la promotion économique de l'agglomération toulousaine, recherche

### 2 chargés de missions

Secteur Aérospatial/électronique (réf. 41A) - Secteur Santé (réf. 41B)

Rattachés au Directeur, ils auront pour objectif principal de participer au développement économique de l'agglomération en facilitant la réalisation d'investissements industriels ou scientifiques avec les structures impliquées localement et en attirant des investisseurs nationaux et internationaux. Leurs missions consistent en l'analyse des besoins, la prospection, l'accueil, l'élaboration des dossiers, les propositions d'un plan, la mise en évidence des appuis locaux.

Agés d'environ 30 ans, de formation supérieure (Ingénieur, Sup de Co...), ils ont une expérience industrielle de 4 à 5 années dans le secteur choisi et/ou du développement économique. Ils s'intéressent à l'économie, au marketing, à la vente... possèdent une expérience internationale et un bon niveau d'anglais.

Disponibles, curieux mais discrets, ils possèdent une ouverture d'esprit qui leur permet de susciter et de fédérer les initiatives des élus, industriels, chercheurs, investisseurs.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, références et référence choisie) à ONOMA, BP 53, 31902 Toulouse Cedex 9.

Onoma

GRUPE COURTAUD

### Gestionnaires et financiers



Le Conseil Régional de Basse-Normandie recrute par voie statutaire (inscrit sur liste d'aptitude après concours, mutation ou détachement)

### UN ATTACHÉ TERRITORIAL

■ ACTIVITÉS PRINCIPALES  
Rattaché à la Direction du Budget et des Affaires Générales, vous aurez à participer à la gestion budgétaire du Conseil Régional, et en particulier au suivi de la dette, de la trésorerie et de différents tableaux de bord.

■ CONNAISSANCES ET APTITUDES SOUHAITÉES  
• Formation supérieure en finances locales et/ou solide expérience dans ce domaine  
• Capacités d'analyse et de synthèse  
• Qualités relationnelles  
• Connaissances informatiques (Excel, Finances, Loan,...)

Pour ce poste à pourvoir rapidement, adressez votre lettre de candidature et votre Curriculum Vitae détaillé à :

Monsieur le Président du Conseil Régional de Basse-Normandie  
Abbaye aux Dames  
B.P. 523  
14035 Caen Cedex



CONSEIL GÉNÉRAL

### Recherche un ATTACHÉ

au sein de la Direction de la Prévision, des Affaires Financières et des Marchés chargé de la prévision, du budget et de la gestion financière rattaché au Service des Finances.

Poste à caractère évolutif, articulé autour de deux missions principales :

**Mission budgétaire**  
• Préparation du budget, en liaison avec le directeur.  
• Prospective budgétaire et suivi du plan pluriannuel.  
• Rédaction de rapports budgétaires.

**Mission financière**  
• Gestion de la dette.  
• Gestion de la trésorerie.  
• Elaboration de tableaux de bord financiers.

• Attaché.  
• Expérience souhaitée dans ces domaines.  
• Connaissances budgétaires et financières.  
• Pratique de l'outil informatique (tableur,...).  
• Qualités rédactionnelles.  
• Disponibilité.

Merci d'adresser votre candidature avant le 1<sup>er</sup> décembre 1997 à :  
Monsieur le PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LOIR-ET-CHER  
Direction des Ressources Humaines  
Hôtel du Département  
Place de la République  
41120 - BLOIS CEDEX  
Tél : 02-54-74-82-22 - Poste 23-50



### Directeur de la communication

Membre du cabinet du Député-Maire, vous serez chargé de concevoir et de mettre en œuvre la stratégie de communication interne et externe (promotion, information, relations publiques). A ce titre, vous animerez l'équipe de journalistes et les responsables associés à la réalisation des actions médiatiques. Conseil auprès des services dans votre domaine de compétences, vous assurerez la gestion de votre budget. Votre formation supérieure en communication publique s'accompagne d'une expérience confirmée au sein d'une collectivité territoriale organisée, rigoureuse et pragmatique, vous apprécierez le travail de terrain. Votre disponibilité, votre capacité d'écoute et votre force de propositions font de vous un professionnel reconnu de vos différents partenaires. Vous possédez aussi une bonne connaissance de l'histoire et des nouvelles techniques de communication.

### Avis de concours de la fonction publique territoriale

#### LE CONSEIL GÉNÉRAL D'EURE ET LOIR

ORGANISE UN CONCOURS RÉSERVÉ POUR LE RECRUTEMENT DE 1 PSYCHOLOGUE (H/F) à la Direction de la Prévention et de l'Actions Sociales

Pour faire acte de candidature, les candidats devront remplir les conditions suivantes :  
• Être agent non titulaire d'une collectivité territoriale et en fonction à la date du 14 mai 1996 ;  
• exercer à la date du 14 mai 1996, les fonctions de psychologue au Conseil Général d'Eure et Loir ;  
• justifier du DESS de psychologie, de la maîtrise de psychologie et de la licence de psychologie ;  
• justifier de quatre ans de services publics effectifs d'équivalent temps plein au cours de huit dernières années.

Date limite de dépôt des candidatures : 10 janvier 1998  
Entretiens avec le jury fixés : le 12 février 1998

Adresser vos demandes de dossier de candidature à :  
Monsieur le Président du Conseil Général d'Eure-et-Loir  
Direction Générale des Services Départementaux  
Service du Personnel  
1 place Châtelet  
28026 Chartres Cedex

#### Le Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne d'Ile de France

Recrute pour son service de Médecine Professionnelle et Préventive, en cours de création  
**DES MÉDECINS DU TRAVAIL**  
à temps plein ou à temps partiel

Titulaire d'un certificat d'études spéciales de médecine du travail ou d'un titre équivalent, vous avez (si possible) une expérience dans la Fonction Publique Territoriale, et vous disposez d'un véhicule personnel. Vous viendrez rejoindre une équipe motivée et dynamique, pour participer au développement d'un service nouvellement créé, destiné aux collectivités et établissements publics des trois départements de la Petite Couronne.

Ainsi, vous devrez :  
• assurer le suivi médical du personnel des collectivités adhérentes,  
• intervenir sur le milieu professionnel (visite de locaux, études de postes de travail...),  
• contribuer aux activités de formation à l'hygiène et à la sécurité,  
• mettre votre compétence au service des comités d'hygiène et de sécurité.

Rémunération en rapport avec diplômes et expérience des candidats (niveau convention collective).

Pour tous renseignements, Appeler le 01.40.03.81.68  
Adresser votre candidature et curriculum vitae à :  
Monsieur le Président du Centre Interdépartemental de Gestion  
3, rue de Roubaixville  
75950 Paris Cedex 19

# INITIATIVES LOCALES

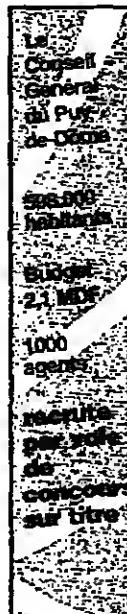
## Avis de concours de la fonction publique territoriale

### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE VAUCLUSE ORGANISE DES CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVE

- ◆ **PSYCHOLOGUE TERRITORIAL** (4 postes)  
Ouvert aux candidats titulaires des diplômes prévus à l'article 1 du décret n°80-255 du 22 mars 1980.
- ◆ **PUÉRICULTRICE TERRITORIALE** (4 postes)  
Ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'État ou d'un titre admis comme équivalent.
- ◆ **ASSISTANT TERRITORIAL SOCIO-ÉDUCATIF**  
8 postes dans la spécialité « assistance de service social »  
1 poste dans la spécialité « éducation spécialisée »  
Ouvert aux candidats titulaires des diplômes d'État correspondants
- ◆ **ASSISTANT TERRITORIAL QUALIFIÉ DE LABORATOIRE** (2 postes)  
Ouvert aux candidats titulaires d'un des diplômes prévus par l'arrêté du 13 janvier 1985.
- ◆ **ÉDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS** (1 poste)  
Ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'État.
- ◆ **AUXILIAIRE TERRITORIAL DE PUÉRICULTURE** (3 postes)  
Ouvert aux candidats titulaires d'un des diplômes prévus à l'article 4 modifié du décret n°92-865 du 28 août 1992.

L'épreuve consistera en un entretien avec le jury et se déroulera courant février 1998.

Les dossiers de candidature peuvent être retirés  
à la direction des ressources humaines  
Hôtel du département - 84909 AVIGNON CEDEX 9  
ou envoyés aux intéressés sur simple demande écrite accompagnée d'une enveloppe  
(21 x 29,7 cm), affranchie à 4,50 Frs et libellée à leurs nom et adresse.  
Date de clôture des inscriptions : 15 janvier 1998  
(le cachet de la poste faisant foi)  
Renseignements : 04.90.16.13.97



CONSEIL GÉNÉRAL  
DU PUY-DE-DÔME

### 14 Assistants Territoriaux Socio-Educatifs :

- 12 dans la spécialité assistant de service social
- 1 dans la spécialité éducateur spécialisé
- 1 dans la spécialité conseiller en économie sociale et familiale

Conditions à remplir outre les conditions générales relatives à la Fonction publique :  
Pour la spécialité assistant de service social : être titulaire du diplôme d'assistant de service social.  
Pour la spécialité éducateur spécialisé : être titulaire du diplôme d'éducateur spécialisé.  
Pour la spécialité conseiller en économie sociale et familiale : être titulaire du diplôme de conseiller en économie sociale et familiale.

Date limite de dépôt des candidatures : 15 janvier 1998 minuit.

Les entretiens avec le jury, d'une durée de 30 minutes, auront lieu à l'hôtel du département dans la deuxième quinzaine de février 1998.

Les dossiers d'inscription sont à demander par courrier à M. le Président du Conseil Général, Direction des Ressources Humaines, Hôtel du Département, 24 rue Saint-Esprit, 63033 Clermont-Ferrand cedex 1.

313 000 Cadres de l'administration lisent le Monde tous les jours\*  
Pour tous renseignements concernant cette rubrique, contactez Sacha LAUZANNE au 01.42.17.39.34

\* source IPSOS Cadres actifs 1996 LNM

## Formation professionnelle

### FORMATIONS DIPLOMANTES

L'Institut Universitaire de Technologie  
de Nice Côte d'Azur

La Formation Continue pour les adultes (1997-1998)  
D.U.T. : Technique de Communication (T.C.)  
Formation Remplaçante

Renseignements : 04.93.21.79.00 (poste 200)  
41, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE - CEDEX 09 - 06000 NICE

UNIVERSITÉ DE  
NICE - PHIA-ANTIPOLIS

ADMISSIBILITÉ :  
DE 25 ANS  
BAC OU VALIDATION  
DES ACQUIS PROFESSIONNELS

POSSIBLE  
mission

### ÉCOLE CENTRALE DE LYON MASTÈRE RÉSEAUX

MANAGEMENT ET ORGANISATION DES RÉSEAUX  
INFORMATIQUES COMPLEXES D'ENTREPRISES

Profil des participants :  
Bac + 4 ou bac + 5 technologique  
Cursus en 1 ou 2 ans par modules

Sélection novembre 1997

Remise à niveau 1<sup>er</sup> décembre 1997

Ouverture : 12 janvier 1998

Contact Eric Guillot : Tél. : 04-72-18-63-97 Fax : 04-78-33-49-78

E-Mail guillot@ec-lyon.fr

Ecole centrale de Lyon, 36, av. de Collongue - BP163 69131 Ecully Cedex

Université de Marne la Vallée  
Institut Francilien d'Ingénierie des Services

Session intensive 1 semaine en janvier et juillet, août à temps plein

QUELQUES PLACES DISPONIBLES

En formation continue frais : 15 000 francs

Contactez Isabelle Leraître au : 01 49 32 91 12  
avant fin novembre

### FACULTÉ JEAN-MONNET Université Paris-Sud

54, boulevard Desgranges - 92330 Sceaux

### « INFOGRAPHISTE MULTIMEDIA » (IMAGE ET SON)

Formation à temps plein de février 1998 à juillet 1998 dont stage en entreprise

Acquérir la formation « infographiste multimédia »

Mise en œuvre des règles de la communication audiovisuelle  
Réalisation d'un CD ROM de présentation.  
Utilisation simultanée de la Vidéo, du son et de l'animation interactive  
Insertion d'une animation sur Internet.

Logiciels : Traitement de l'image : PhotoShop, Morph - Traitement  
du son : SoundEdit 16, Vidéo : Aulobe Première - Animation : Macro  
mind Director, Apple Media Tool, Power Point - Création 3D : Strata  
Studio Pro.

### RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :

Département de la Formation Permanente  
Tél. : 01-40-91-18-20 - Fax : 01-40-91-18-24

### MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION DIRECTION DE L'ARCHITECTURE

#### FORMATION CONTINUE

Pour les ARCHITECTES, en recherche d'emploi  
LES ATELIERS DES MÉTIERS DE LA VILLE proposent :

Un cycle de FORMATION ALTERNÉE comprenant :

- Un STAGE PRATIQUE d'un an de janvier à décembre 1998

- 11 séminaires mensuels des 3 jours (en général à TOURS et

occasionnellement dans une autre ville française ou européenne)

CONTACT ET RENSEIGNEMENTS :

Jean-Marc CAILLEAU - Tél. : 02.47.76.00.62

(dépôt des candidatures avant le 31 décembre 1997)

ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE TOURS (préfiguration)  
et UNIVERSITÉ François Rabelais (FORMATION CONTINUE)  
8 bis, rue Fromont - 37000 TOURS



Pour vous informer sur la Formation Professionnelle en Ile de France,  
**UTILISEZ LA BONNE CLÉ**

**3614 FORMPRO**

(0,37F/min)

Internet : <http://www.carif.asso.fr>

50 000 offres de formation • 3 000 centres de formation  
Vos droits à la formation • Toutes les adresses des points d'accueil.

CENTRE D'ANIMATION DE RESSOURCES ET D'INFORMATION SUR LES FORMATIONS EN ÎLE-DE-FRANCE  
Association 1901 créée et financée par la Préfecture d'Ile de France et le Conseil Régional d'Ile de France.

**CARIF**  
ILE-DE-FRANCE

Retrouvez chaque semaine la rubrique **FORMATION PROFESSIONNELLE**

Renseignements : T. 01.42.17.39.42 - FAX : 01.42.17.39.25



صكذا من رلاصل

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / XV

## Juristes - Ressources humaines

Thierry PHILIPPON

10 ans de Conseil en Ressources Humaines  
à le plaisir de vous communiquer ses nouvelles coordonnées

LEADER SEARCH

3 rue du Golf - Parc Innolin  
33700 Mérignac  
Tél. : 05 56 34 74 06 - Fax : 05 56 47 64 70

Conseil en Ressources Humaines - Recherche de Cadres et Dirigeants

UN IMPORTANT CABINET DE CONSEILS EN PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche un

### Juriste Conseil en Propriété Industrielle h/f pour prendre en charge un portefeuille de marques, modèles et dessins

De formation juridique supérieure, à 35/40 ans, vous êtes doté d'un excellent sens de la communication et parlez couramment l'anglais.  
De préférence diplômé du CEPI ayant le titre de Conseil en P.I., vous avez une expérience de 5 à 10 ans acquise dans le domaine de la P.I. en Cabinet de Conseils ou d'Avocats spécialisés.  
Très disponible, souple, pragmatique, avenant, vous serez en contact avec une importante clientèle que vous serez amené à développer.  
Rémunération très motivante pour candidat en adéquation avec le profil.  
Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous la référence JPI/1410 à EGGO Conseils  
10, rue de Pouy - 75013 PARIS. Discretion totale assurée.

→ EGGO Conseils



Le groupe Bureau Veritas, un des leader mondiaux du  
contrôle technique et de la certification (8400 personnes,  
4 milliards de chiffre d'affaires dont 55 % à l'étranger  
dans 130 pays, avec une croissance de 20%) recherche son

### Responsable Juridique International

Directement rattaché au Directeur Juridique du  
Groupe, vous prenez la responsabilité de l'activité  
juridique liée à l'international et participez au  
développement du réflexe juridique au sein de la  
structure.  
Proche des opérationnels, vous intervenez auprès  
d'eux à titre préventif et mettez en place les  
procédures d'identification et d'analyse des risques.  
Véritable généraliste en droit des affaires, vous  
traitez des dossiers en matière de droit des contrats  
dans un environnement international (revue de  
contrats, mise en place de contrats types et de  
contrats sur mesure, joint-venture, accords de  
coopération, etc.) et devez porter une attention  
particulière en matière de clause d'assurance. Dans  
le cadre de votre activité, vous assurez le suivi de  
l'ensemble des dossiers contentieux  
correspondant à l'activité internationale, en  
collaboration avec les conseils extérieurs.

Agé de 32/35 ans, de formation juridique  
supérieure, vous justifiez d'une expérience d'au  
moins sept ans en matière de droit des affaires  
acquise idéalement dans une entreprise industrielle  
ou d'ingénierie évoluant dans un environnement  
international. Vous souhaitez aujourd'hui vous  
investir dans une structure dynamique à un poste  
évolatif.

La parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé)  
est requise pour ce poste.

Merci d'adresser à Si vous êtes intéressé(e), merci  
d'adresser votre dossier de candidature à Thierry  
Moutécatine, Michael Page Tax & Legal,  
3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret cedex  
ou de taper votre CV sur le 36.17 MPage  
ou de vous connecter au  
http://www.mpage.com sous la référence  
TMI18936

Michael Page Tax & Legal  
Le spécialiste du recrutement juridique

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS,  
NOUS RECHERCHONS NOTRE

CHEF DE SERVICE

### législation du travail

Au sein de la DRH, votre mission de conseil juridique  
interne comprend le suivi des évolutions législatives  
et l'assistance quotidienne à nos établissements.  
Vous participez également à l'évolution des politiques  
contractuelles et aux mutations de l'entreprise.

À 35 ans environ, vous êtes un juriste social de haut  
niveau et vous justifiez de 10 années d'expérience  
en Entreprise, Conseil ou Cabinet d'Avocats.  
Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'espagnol.

Pour ce poste basé à Lyon, merci d'adresser  
votre dossier de candidature sous la référence 54456  
à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild,  
92150 Suresnes.

### Holding Neuilly-Sablons

recherche pour animer une  
équipe restreinte de gestion

### Juriste expérimenté

Rattaché à la Direction Générale,  
vous êtes compétent en droit des affaires,  
fiscalité et administration.

Qualités rédactionnelles, rigueur  
et sens pratique sont indispensables  
pour ce poste clé.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et  
prétentions à FROJAL - (Groupe Francis Lefebvre)  
1, Villa Emile Bergerat - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Cabinet de conseil en Ressources Humaines, nous  
sommes spécialisés, depuis bientôt 10 ans,  
dans la recherche et la sélection de cadres et  
dirigeants, en particulier dans la high-tech.

### Consultant

Dans le cadre de notre croissance, nous  
souhaitons renforcer notre structure et  
rencontrer des professionnels confirmés en  
ressources humaines, de formation supérieure  
(ingénieur, si possible), justifiant d'une  
expérience significative dans le secteur des  
hautes technologies (informatique, télécoms,  
électronique...), soit en tant que consultant au  
sein d'un cabinet, soit en tant que spécialiste du  
recrutement en entreprise.

Vous prendrez en charge des missions de  
recrutement, tout en contribuant activement au  
développement de la clientèle du cabinet.

Nous vous offrons, si vous le souhaitez, une  
possibilité de collaboration à temps partiel.  
Merci de nous adresser votre dossier de  
candidature, sous référence LM.

Confidentialité totale assurée.

SM Conseil 3 rue Treilhord  
75008 Paris

CONSULTANT  
"HIGH TECH"

CONSULTANT  
"BANQUE/  
FINANCES"

Cabinet Conseil leader  
européen du recrutement  
de cadres et de dirigeants  
par approche directe,  
nous sommes présents  
dans le monde entier avec  
49 bureaux et un chiffre  
d'affaires de 85 millions de  
dollars. Notre forte croissance  
(+ 25 % cette année) et nos  
ambitions de développement  
nous amènent à renforcer nos  
équipes avec deux nouveaux  
consultants pour la France :

Votre première expérience opérationnelle  
en entreprise associée à une expertise  
d'au moins deux ans dans le monde  
du Conseil en Ressources Humaines font  
de vous le spécialiste High Tech ou  
Banque/Finances que nous recherchons.  
Vous intervenez en véritable apporteur  
d'affaires et gérez vos clients et  
missions de recrutement de  
spécialistes et de dirigeants. Vous  
intervenez dans votre branche  
d'activité en France et à  
l'étranger, en liaison avec une  
division internationale "practise"  
regroupant des spécialistes de  
votre marché appartenant  
à tous nos bureaux.

À 28/35 ans environ, de  
formation supérieure de type  
grande école de commerce, de  
gestion ou d'ingénierie, vous  
parlez l'anglais couramment.

Si vous souhaitez offrir de  
nouvelles perspectives à votre  
carrière dans un environnement  
très international, merci d'adresser  
votre dossier de candidature (lettre  
manuscrite, CV et photo) sous  
réf. HN/HT/BF à Communiqué,  
50/54 rue de Silly, 92513 Boulogne  
Billancourt Cedex qui transmettra.

Collaborateurs

Une des activités les plus importantes d'un  
Cabinet de Conseil en Ressources Humaines est  
celle de recruter des cadres et dirigeants pour  
ses clients. C'est pourquoi nous recherchons  
des collaborateurs expérimentés et rigoureux,  
capables de gérer des dossiers complexes et  
de travailler en étroite collaboration avec nos  
clients. Si vous êtes intéressé(e), merci de  
nous adresser votre dossier de candidature  
(lettre manuscrite, CV et photo) sous  
réf. HN/HT/BF à Communiqué, 50/54 rue de  
Silly, 92513 Boulogne Billancourt Cedex qui  
transmettra.

■ LA SOCIÉTÉ : Un grand groupe français basé à Paris  
(5000 personnes, CA de 8 milliards de francs) recherche un :

### Juriste d'Affaires

■ LE POSTE : Rattaché au Directeur Juridique, vous vous intégrez  
dans une équipe qui exerce un véritable rôle de conseil auprès des  
exploitants et des services du siège (assistance, consultations,  
négociation et rédaction des contrats). Vous intervenez plus  
particulièrement mais non exclusivement en droit de la distribution  
(concurrence, consommation, réglementation produits) et en droit  
des transports. Vous constituez les dossiers contentieux relevant de  
vos domaines de compétences et gérez les relations avec les avocats.

■ LE CANDIDAT : Diplômé d'une maîtrise et/ou d'un 3ème cycle  
en droit des affaires, idéalement spécialisé en droit économique,  
vous avez acquis 3/4 ans d'expérience au minimum, en entreprise ou  
en cabinet, de préférence dans le secteur de la distribution des biens  
de grande consommation. Doit de qualités relationnelles certaines et  
d'un bon sens pédagogique, vous avez le goût des contacts terrain et  
du travail en équipe.

■ Merci d'adresser un dossier de candidature complet à notre  
cabinet, Frédéric ACHER, en mentionnant la référence 3971/FA à  
ROBERT HALF JURIDIQUE ET FISCAL, 39 avenue Pierre 1er de  
Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par  
e-mail (Format MIME au BinHex) : robert@half.mgn.fr. Consulter  
notre serveur internet http://www.roberthalf.com.

Norman Parsons ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 200 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

## Conseil - Audit



**Operating Without Boundaries\***

\* Dépasser les frontières, c'est aborder globalement les enjeux de nos clients par une réflexion innovante et une approche visionnaire. Ainsi, l'offre d'Ernst & Young s'articule autour de lignes de services et de solutions créatrices de valeur, propres à l'environnement et à la demande spécifiques de chacun de ses clients quelle que soit la localisation.

### ERNST & YOUNG

La croissance exceptionnelle que nous connaissons depuis 3 ans en France et à l'étranger atteste de la qualité de notre savoir-faire en matière de conduite de projets stratégiques, de reengineering des processus, de conduite du changement ou encore de mise en place de systèmes d'information.

#### Consultants, Managers, pilotez la refonte de processus dans le cadre de la mise en œuvre de progiciels.

Dynamiques, pro-actifs et novateurs, vous aiderez nos clients nationaux et internationaux à optimiser de façon transversale leurs fonctions et leurs processus dans le cadre de la mise en œuvre de progiciels intégrés en France comme à l'étranger.

Après une formation à nos méthodologies reconnues de conduite de projet ainsi qu'à l'un des progiciels leader du marché (Baan, JDE, Oracle, People Soft, SAP), vous intégrerez des structures à taille humaine, composées de professionnels issus d'horizons multiples et, le cas échéant, de nationalités différentes.

De formation supérieure (Bac +5 scientifique ou gestion), vous souhaitez valoriser vos compétences, votre ouverture sur l'international ainsi que votre goût pour les technologies de pointe et utiliser votre anglais, voire une autre langue européenne.

Jeunes diplômés, référez-vous JA 01, rejoignez vite une entreprise qui bouge et vous offre de réelles opportunités de carrière.

Expérimentés (5 à 10 ans environ) référez-vous SA 02, vous possédez une bonne maîtrise d'un domaine (comptabilité, achats, logistique, Ressources Humaines...) et/ou d'un secteur économique (industrie, services, produits de grande consommation, distribution...) et le challenge vous stimule. Vous désirez désormais travailler dans un environnement international et exercer de réelles responsabilités d'animation d'équipe et de développement commercial. Rejoignez un cabinet qui est d'ores et déjà un des acteurs majeurs dans le monde du conseil.

Si vous vous reconnaissez dans ces profils, envoyez votre CV, lettre manuscrite et photo en précisant la référence choisie à Ernst & Young Conseil - Christian Katzhourine - Tour Manhattan - Cedex 21 - 82085 Paris La Défense 2, ou sur e-mail : christian.katzhourine@fr.ey.com.

**ERNST & YOUNG** CONSEIL

### « Réconcilier l'économique et le social »



GROUPE  
**ALPHA**

■ Nos experts, équipes pluridisciplinaires de secteurs et d'expériences diversifiées, interviennent auprès des élus de comités d'entreprise et de groupe.

■ Nous apportons aux C.E. une analyse créative, un diagnostic (stratégique, économique, financier et organisationnel), des moyens d'anticiper des solutions et des perspectives face aux mutations de leur entreprise.

■ Notre groupe de 250 personnes est en plein développement et installé dans les plus grandes villes de France.

#### Consultants juniors et seniors

(LYON)

► Vous êtes diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieur et/ou d'un 3<sup>ème</sup> cycle spécialisé.

► Pour les postes seniors, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans l'entreprise et/ou le conseil. Votre connaissance de secteurs tels que l'automobile et équipements, le textile, les services aux collectivités sera un plus.

► Vous appréciez particulièrement un domaine comme l'économie industrielle, l'analyse financière, le contrôle de gestion.

► Vous avez envie de vous impliquer activement dans le développement d'un groupe qui saura vous donner diversité et perspectives.

Envoyez au **MONDE PUBLICITÉ** votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation, photo, prétentions) sous le n° 9802. LE MONDE PUBLICITÉ - 21 bis, rue Claude Bernard - 75005 Paris

## Informatique - Réseaux Télécommunications

FIGURE MIRANDA  
AVIER IN

COLUMBIANTIPQI  
ORBEM

# Right time Right decision Wrong place\*

Chefs de projet seniors en systèmes d'information

### Et si vous donniez le bon cap à votre carrière ?

Christophe Colomb s'attendait à débarquer aux Indes et il découvrit l'Amérique. En créant la bonne entreprise, vous allez découvrir votre haut potentiel. Rejoindre Andersen Consulting, l'un des leaders mondiaux du conseil en management et en technologie, c'est partir à la découverte de son potentiel de réussite pratiquement en toutes circonstances. Andersen Consulting, avec plus de 49 000 collaborateurs dans 47 pays, poursuit une très forte croissance qui lui permet d'offrir des opportunités d'évolution de carrière tant en interne qu'en externe. Les chefs de projet ou consultants seniors sont dans notre organisation des hommes clés. Dans le cadre de la mise en œuvre des projets

qui nous sont confiés, ce sont eux qui décident des choix techniques. Ils supervisent au quotidien une équipe de jeunes collaborateurs. Leur responsabilité est finalement complète : elle s'exerce en termes de coût, délai et qualité. A 28/32 ans, ingénieur de formation, vous avez au moins 3 années d'expérience dans les systèmes d'information acquise chez un constructeur, un éditeur de logiciels ou une SSII, voire un grand compte utilisateur. Vous avez de votre métier une conception très opérationnelle : vous aimez conduire des projets ambitieux au sein d'entreprises résolument tournées vers le changement et l'avenir. Vous pensez que la conduite du changement s'appuie sur le système d'information et vous

ne craignez pas la mise en œuvre de solutions techniquement innovantes. Vous avez une première expérience d'encadrement et vous savez travailler dans un environnement réellement international. Nous saurons vous donner les moyens du succès.

Adressez votre dossier (CV et lettre de motivation) sous la référence LM/3065 A à notre conseil Kaspers Paré International, 15 avenue Pierre I<sup>er</sup> de Serbie, 75116 Paris.

**ANDERSEN  
CONSULTING**

ANDERSEN CONSULTING CAREERS

\* Le bon moment, la bonne décision, le mauvais endroit

[www.ac.com/careers/fr/esturope](http://www.ac.com/careers/fr/esturope)



هكذا من راحل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997 / XVII

## Marketing - Communication



La Chambre de Commerce & d'Industrie de Tarbes & des Hautes-Pyrénées recherche pour l'Aéroport International de Tarbes-Ossun-Lourdes son :

### Chargé de Promotion Commerciale

#### Définition de la mission :

Sous la responsabilité du Directeur de l'Aéroport, mettre en place une cellule pour initier des actions commerciales à court et moyen terme, selon la stratégie de la CCI, et en particulier :

- Prospecter les sous-opérateurs, responsables de pèlerinage, compagnies aériennes
- Développer le marché des pèlerinages en provenance d'Espagne, du Portugal, d'Amérique latine
- Proposer de nouveaux « produits » : associant voyage, tourisme, découverte de la région
- Renforcer le positionnement de l'aéroport.

#### Profil requis :

- 30/40 ans
- Formation supérieure, culture internationale
- Anglais courant, bon niveau d'espagnol, allemand ou italien souhaitable
- Expérience significative dans le tourisme, en particulier très bonne connaissance des T.O. et des organismes de charters
- Esprit « marketing direct » : à la fois développeur et terrain
- Adaptabilité à des publics très divers
- Grande disponibilité

Adresser lettre manuscrite, CV, photo à :  
Monsieur le Directeur de l'Aéroport de Tarbes-Ossun-Lourdes  
BP 3 - 65290 Juillan

## Market Development Associate

Bi-Lingual French - Direct Marketing

Basic Salary c.£25,000 p.a.

West London

We are the European subsidiary of a major US multinational organisation, formulating and implementing direct marketing programmes across 9 European countries. Our dynamic approach to direct mail and telemarketing is key to our success. We now seek a Market Development Associate dealing with our European Market to fulfil our ambitious development plans.

As part of a unique matrix management team, your role will embrace both specific country accountability conducting market and customer intelligence projects, and pan European responsibilities covering:

- Mail Management - Developing and managing the most effective arrangements for mailings to reach target customers across Europe, progress chasing activities in mailing campaigns
- Transcription and proof checking sales correspondence from copywriters - French/English and English/French
- Communication - Building relationships with suppliers of mail house services to ensure quality performance
- Pro-active liaison with inter-company departments, notably Production in the UK and USA, to implement the chain of transactions in mail programmes.

We are looking for a degree educated candidate with around 3 years relevant direct marketing experience, people-orientated with excellent communication skills in French and English. You must be self-motivated, confident and assertive with a natural attention to detail, and be literate with good knowledge of Microsoft Excel and Word. We offer an excellent salary and benefits including private medical insurance and non-contributory pension.

Take advantage of this opportunity to join an expanding European company by sending your detailed CV in English and French, stating your current salary and job expectations.

Interviews will be held in London and Paris.

Linda Reeves, MIPD, Human Resources Manager, Adler Manufacturing Limited, 119-120 Buckingham Avenue, Slough, Berkshire SL1 4LZ. Tel: 0044 1753 559314.

**ADLER MANUFACTURING LIMITED**

Sur le papier : homme de terrain  
sur le terrain : homme de culture

### Chargé(e) de communication interne



Deuxième fabricant mondial de matériel agricole

Développer et maîtriser la communication interne en milieu industriel à tous les niveaux de la direction de chaque site ou usine. Vous leur apportez conseil et assistance pour l'organisation des actions internes, la gestion de l'information et le choix des supports de communication interne.

vous assurez le suivi et la gestion des différents outils utilisés par le groupe sur toute l'Europe. Sur le terrain, vous êtes une force de proposition et un soutien permanent de l'équipe de direction de chaque site ou usine. Vous leur apportez conseil et assistance pour l'organisation des actions internes, la gestion de l'information et le choix des supports de communication interne.

maîtriser des outils tels que les lettres d'information, Organisé et rigoureux, vos qualités humaines vous permettront de vous adapter à un environnement industriel sensible. Si vous souhaitez nous rejoindre, adressez votre candidature sous la réf. LM/12/11 à Case, Département recrutement, 18 place des Nymphéas, 95915 Roissy Charles-de-Gaulle Cedex.

**CASE**

Des métiers pour gagner du terrain

## New Products Business Manager \*

\* Responsable du lancement des nouveaux produits

500 kF + bonus

Sud-Est de la France

Opportunité exceptionnelle, pour un professionnel de l'industrie logicielle, de lancer dans le monde, les technologies innovantes d'un groupe US leader.

#### LA SOCIÉTÉ

- Groupe US de premier plan, 17 milliards de \$ de CA, 90 000 collaborateurs.
- Centres de recherche implantés en France, aux US, au Canada, et en Angleterre (Budget : 260 M\$).
- Division marketing en charge du lancement des nouveaux produits.

#### LE POSTE

- Sous l'autorité du responsable de la division marketing basée aux Etats-Unis, au sein du centre de recherche français, vous :
- évaluez les attentes du marché et recherchez l'offre produit la plus adaptée pour nos technologies,
- définissez les business plans et étudiez le mode de commercialisation de nos technologies.

- négociez les accords et les modalités de partenariats : joint venture, licences, start up, développement interne,
- définissez la stratégie de développement long terme en relation étroite avec la recherche et le développement.

#### PROFIL RECHERCHÉ

- 35 ans environ, Grande école d'ingénieurs + MBA.
- 10 ans d'expérience en tant que responsable du marketing ou du développement, dans le secteur des hautes technologies.
- Responsabilité d'un centre de profit et de la création d'une société ou d'une entité. Expérience internationale.
- Dynamique, entrepreneurial, capacités relationnelles de haut niveau. Sens de l'écoute et de la négociation.
- Parfaitement bilingue anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. 7110/ALM à N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.

Aberdeen - Birmingham - Bristol - Cardiff - City - Edinburgh - Glasgow

Leeds - London - Manchester - Radlett - Slough - Madrid - Paris

NB Selection

A NBS Resources plc company

**NBS**

France

ISO 9002 Registered

## Gestion - Finance

JCDecaux

Leader mondial du Mobilier Urbain, notre groupe fonde sa notoriété sur la créativité et la qualité de ses produits et prestations.

Pour notre Direction Financière, basée dans les Yvelines, nous recherchons un(e)

### CONTRÔLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

Au sein du département Contrôle de Gestion International (15 pays dans les Etats-Unis) et sous la supervision du responsable du département, vous suivrez la situation juridique et fiscale des filiales, contrôlerez les bilans et comptes de résultats, analyserez et validerez les budgets des filiales, gèrerez l'application de systèmes d'information répondant aux normes du Groupe.

Vous serez également amené à établir des plans de financement dans le cadre des appels d'offres internationaux.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESCP, ESSEC, Sup de Co Lyon, EDHEC...) complétée du DEC, vous possédez une première expérience d'au moins quatre ans dans le contrôle de gestion et parlez couramment l'anglais.

Idealement, vous pouvez justifier d'une première expérience réussie en pays anglophone.

Si cette mission vous motive, merci d'adresser votre dossier, sous référence DFFM, à JCDecaux Services, DRH, Sainte Apolline, 78373 Plaisir Cedex.

**JCDecaux**

**SA**

sociétés anonymes et fondations d'Etat

LA FÉDÉRATION NATIONALE RECRUTE UN CHARGÉ D'ÉTUDES FINANCIÈRES.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous assurez des missions approfondies d'analyse financière, d'audit comptable et d'analyse de l'activité prévisionnelle des sociétés adhérentes de la Fédération.

De formation Ecole de Commerce ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins cinq ans dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise. Vous possédez une bonne connaissance de la gestion d'entreprise, de l'audit et des techniques comptables et financières, et vous maîtrisez la micro-informatique.

Basé à Paris 8<sup>e</sup>, ce poste comporte des déplacements et séjours de courte durée en province.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 118667, à EURO RSCG FUTURS - 2, rue de Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

**Chargé d'études financières**

M

## Ingénieur financier junior

Banque spécialisée dans les produits dérivés cherche pour étoffer son département de contrôle des risques un(e) ingénieur financier Junior.

Rattaché au responsable du Middle Office, vous serez chargé de l'élaboration au quotidien des résultats et de la surveillance des risques pour toute la banque, en liaison avec les front-office. Vous participerez également aux tâches de certification des nouvelles fonctionnalités du système de gestion (valorisation, contrôles des risques, back-office et comptabilité).

Rigoureux et motivé, vous connaissez les techniques quantitatives utilisées en finance (calcul actuariel, théorie des options) et possédez un solide bagage informatique. Vous êtes, de plus, capable de vous intégrer harmonieusement dans une équipe et de travailler sous pression. Bien évidemment, vous vous exprimez sans difficulté en anglais.

Le poste est basé à Londres et la rémunération offerte est à la hauteur des performances exigées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et lettre de motivation) sous la réf. 7.579, à F. Gardes, Arthur Hunt, 103 rue La Boétie, 75008 Paris

**ARTHUR HUNT**  
CONSILIER EN RECRUTEMENT

هكذا من راصل

XVIII / LE MONDE / JEUDI 13 NOVEMBRE 1997

REPRODUCTION INTERDITE

Je veux ce job.



## Alcatel recherche 1000 candidats Hi-Speed.\*

*C'est la vitesse qui nous fait tous avancer.*

Alcatel est à la pointe des nouvelles technologies : Internet avec des projets tels que le téléphone Internet ou la technologie ADSL ; les communications spatiales avec les projets Skybridge, GlobalStar ou M<sup>2</sup>A ; la téléphonie mobile avec la gamme One Touch ou les terminaux DECT. Alcatel ajoute aujourd'hui à la Hi-Tech une dimension désormais indissociable : la Hi-Speed\*. Elle est au cœur de nos produits et de nos systèmes, qui n'ont de cesse d'accélérer la transmission des informations. Elle est aussi et surtout au cœur même de notre entreprise où elle instaure une attitude proactive, souple et sans formalisme. En somme, Alcatel possède toutes les composantes qui font le succès des start-ups, alliées à la dimension d'un Groupe international.

Parallèlement à sa politique active de première embauche et d'apprentissage, Alcatel recherche 1 000 candidats Hi-Speed\* ayant entre 2 et 8 ans d'expérience dans les métiers suivants : **architecte réseaux et systèmes** (réf. LM/ARS), **ingénieur développeur logiciel** (LM/IDI), **ingénieur développeur matériel** (LM/IDM), **ingénieur intégration validation** (LM/IIV), **commercial** (LM/CAL), **ingénieur support** (LM/IS), **chef de produit** (LM/CPRI), **consultant** (LM/CLT) et **ingénieur de recherche** (LM/IRE). Envoyez votre dossier de candidature en précisant la référence à On Line, Patrick Javan, 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris.  
— www.alcatel.com —

ALCATEL

The Hi-Speed Company\*\*